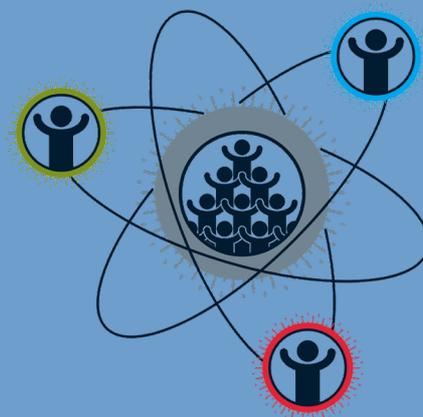


L'OBSoCo

L'OBSERVATOIRE DES PERSPECTIVES UTOPIQUES

Vague 1 – Octobre 2019

Rapport d'analyse



AVEC LE SOUTIEN DE



Table des matières

| | |
|---|-----------|
| RÉSUMÉ | 4 |
| SYNTHÈSE ET COMMENTAIRES | 6 |
| Pourquoi s'intéresser aux utopies ? | 6 |
| Qu'entend-on par « utopie » ? | 7 |
| Les trois systèmes utopiques retenus | 8 |
| L'utopie écologique en tête | 9 |
| Une porosité des aspirations entre les systèmes utopiques | 10 |
| Une toile de fond marquée par le pessimisme et la défiance systémique | 12 |
| Un désir de tabula rasa politique et économique | 13 |
| L'attente d'une autre gouvernance politique | 13 |
| Une posture critique à l'égard du modèle de développement contemporain | 14 |
| Un rapport à la science et à la technologie ambigu | 14 |
| Un fort désir d'égalité et de reconnaissance des droits individuels | 15 |
| ...Mais des réserves à l'égard des populations d'origine étrangère et de fortes attentes en matière de sécurité .. | 16 |
| De fortes aspirations en matière de modes de vie | 18 |
| La complexité des déterminants de la position des individus dans l'espace des perspectives utopiques | 19 |
| La position originale des 18-24 ans | 20 |
| Le poids de la sensibilité politique | 20 |
| Conclusion | 22 |
| INTRODUCTION | 26 |
| UNE APPROCHE PAR LES VALEURS | 28 |
| La sensibilité politique | 28 |
| La conception d'une « vie réussie » : le primat des valeurs individualistes | 30 |
| Les valeurs à transmettre : le respect des règles morales en tête | 36 |
| Ce qu'il manque à notre époque : d'abord le respect de la nature | 39 |
| La spiritualité | 42 |
| LE POSITIONNEMENT PAR RAPPORT AUX TROIS SYSTÈMES UTOPIQUES | 45 |
| Les préférences relatives aux grands systèmes utopiques : l'utopie écologique se détache | 45 |
| Les trois systèmes utopiques séduisent des populations aux profils différenciés | 48 |
| Examen de détail | 52 |
| L'utopie techno-libérale | 53 |
| L'utopie écologique | 56 |
| L'utopie sécuritaire | 59 |
| Une typologie | 62 |
| Les <i>modernes</i> (31 % de l'échantillon) | 64 |
| Les <i>modérés verts</i> (29 %) | 65 |
| Les <i>identitaires-sécuritaires</i> (17 %) | 66 |
| Les <i>libéraux conservateurs</i> (14%) | 67 |

| | |
|--|------------|
| Les décroissants (9 %)..... | 68 |
| LES PERSPECTIVES UTOPIQUES THÉMATIQUES | 71 |
| Le rapport à la modernité | 71 |
| Le rapport à l'avenir | 71 |
| Le rapport à la science et à la technologie..... | 74 |
| Le rapport au progrès | 78 |
| La perception des enjeux écologiques | 80 |
| La perspective universaliste..... | 83 |
| Le rapport au cosmopolitisme..... | 83 |
| Le rapport à l'altÉrité | 87 |
| Le rapport au social | 90 |
| Le rapport aux inégalités | 90 |
| Les opinions à l'égard du revenu universel..... | 94 |
| Les aspirations en matière de vie politique..... | 95 |
| Le système politique idéal..... | 95 |
| Le désir de participation à la vie politique | 101 |
| L'association de la démocratie à la conception d'un monde idéal..... | 103 |
| Le rapport à la sécurité..... | 105 |
| La confiance | 107 |
| Le rapport au modèle de développement..... | 109 |
| Le rapport au travail et à l'entreprise | 112 |
| La situation professionnelle idéale | 112 |
| L'organisation de la vie économique idéale | 116 |
| Ce qui est attendu de l'entreprise et du dirigeant..... | 117 |
| Qu'est-ce qu'un bon dirigeant | 119 |
| Le rapport à la consommation | 120 |
| Les attitudes générales à l'égard de la consommation | 120 |
| Consommer plus ou consommer mieux ?..... | 122 |
| L'affectation d'un budget discrétionnaire..... | 125 |
| Les attitudes à l'égard de l'automobile et de l'hypermarché..... | 128 |
| La vision du commerce idéal..... | 129 |
| Le rapport au temps | 131 |
| L'Évaluation du rythme du changement | 131 |
| Le temps de travail idéal..... | 133 |
| Les aspirations en matière de temps disponible | 134 |
| Les vacances idéales | 139 |
| LE RAPPORT AU CADRE DE VIE | 142 |
| LES DYSTOPIES | 147 |
| ANNEXES..... | 150 |

Résumé

Le malaise dans lequel sont aujourd'hui plongées les sociétés occidentales est indéniable et n'en finit plus d'être commenté. Au-delà de son analyse qui, souvent, ne fait qu'exacerber le sentiment d'impuissance, il nous est apparu important et urgent de nous concentrer sur le champ des possibles. Et explorer les utopies qui pourraient permettre de dépasser cette panne collective pour retrouver capacités et marges de manœuvres.

Car la plupart des observateurs en conviennent : l'époque que nous traversons marque l'épuisement de l'utopie moderne. Celle selon laquelle la libération des forces de la raison induirait une dynamique continue de progrès économique, social et politique. Les symptômes de cette crise de la modernité sont d'ailleurs manifestes à travers la défiance généralisée à l'égard du système qui la porte et le désir de tabula rasa tant politique qu'économique dont elle s'assortit.

Alors que sur ses décombres les utopies négatives (dystopies) se multiplient, les expressions nostalgiques et le sentiment d'insécurité se renforcent, quelles pourraient être, au contraire, la vision d'un avenir désirable largement partagé, cette ou ces « utopies » alternatives qui indiqueraient un sens, donneraient du sens, et serviraient de guide aux décisions individuelles et collectives ?

Plonger dans les opinions et les aspirations des Français nous a permis d'y déceler leur potentiel d'adhésion à trois systèmes utopiques qui, pour n'être pas encore totalement structurés, n'en constituent pas moins des perspectives utopiques déjà porteuses de réponses.

- L'utopie *écologique* privilégiée par une majorité de Français interrogés, qui évoque une organisation de l'économie et de la société tendue vers l'équilibre et la sobriété. Répondant en premier lieu à l'impératif écologique, elle n'est pourtant pas seulement liée à la peur des dangers qui nous menacent et séduit également par la nature de modes de vie qu'elle promeut. Le maître mot pourrait en être : « moins mais mieux ».
- L'utopie *sécuritaire* arrive en seconde position qui campe, quant à elle, une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle ou de l'arrivée de nouvelles populations. Ici, clairement, la difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé réinventé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.
- L'utopie *techno-libérale* enfin qui, s'inscrivant dans une trajectoire hypermoderne, décrit un monde centré sur le progrès articulé autour du développement poussé de la science et de la technologie. Cette vision bien que rassurante dans la mesure où elle permettrait à l'humanité de faire face aux défis qui la menacent sans altérer radicalement nos modes de vie actuels, n'est pourtant retenue en priorité que par une faible minorité des Français interrogés. Contre-performance qui signe en elle-même et en creux une autre forme de dénonciation de la modernité.

À leur étude, une porosité importante apparaît entre ces trois systèmes utopiques qui ne fédèrent pas autour d'eux des partisans exclusifs s'opposant autour de visions du monde tranchées et étanches les unes aux autres. Autrement dit, affirmer sa préférence pour un système, n'interdit pas d'adhérer à un autre ou, à tout le moins, à certaines des propositions qui le caractérisent.

Cette complexité est aussi la raison pour laquelle nous avons souhaité aller plus loin dans cet *Observatoire* au travers de l'exploration d'aspirations d'envergure sectorielle ou thématique plus disparates, que ces trois systèmes utopiques laissent de côté et qui peuvent pourtant former le terreau de leurs évolutions ou de l'émergence de nouvelles utopies.

Ainsi, les Français s'accordent-ils sur un désir de poursuite et approfondissement de leurs droits individuels. Largement partagée, cette aspiration conduit chacun à revendiquer sa différence et le droit de mener son existence comme il l'entend. Loin de rompre avec la modernité, on notera qu'elle se situe au contraire dans le mouvement général d'individualisation qui en est consubstantiel.

Ce désir d'autonomisation et de réalisation de soi s'exprime d'ailleurs aussi dans le registre des modes de vie avec la manifestation d'une forte aspiration à « faire » et « faire soi-même ». Et l'on peut voir dans cette « reprise en main » au sens littéral, la promesse de redonner du sens à son existence tout en s'affranchissant de l'emprise d'une société marchande ayant complexifié et dévitalisé l'action humaine par trop de technicisation.

Cette tendance générale à l'expression individuelle ne renvoie pas pour autant à de l'individualisme au sens égoïste du terme ou au repli sur soi mais s'assortit au contraire d'un renforcement du souci des autres de la part des Français. Toutefois, dans une société où les architectures collectives traditionnelles ont été passablement déstructurées, la question se pose avec prégnance de savoir qui sont « ces autres » autour desquels réagrèger du collectif.

Là, les tensions se font jour entre, d'un côté, les partisans d'un certain cosmopolitisme (« l'autre » embrassant très large) et, de l'autre, ceux dont l'ouverture à l'altérité trouve ses limites réhibitoires dès lors qu'il s'agit des populations d'origine étrangère. Avec, entre les deux, des opinions d'intensités variables quoique tous s'accordent sur l'effort d'intégration nécessaire de la part des populations d'origine étrangère (et donc d'une forme d'homogénéité de ce collectif).

De la même façon que se pose la question des dimensions du collectif, celle de ses régulations se fait jour. Dans notre *Observatoire*, ce besoin de principes organisateurs semble devoir s'articuler massivement autour des notions d'égalité et de morale. Les répondants se montrent en effet prompts à associer le mot « partage » à leur conception d'un monde idéal, à souhaiter que « la solidarité entre les hommes » et « l'égalité » - dont ils disent cruellement manquer à l'heure actuelle - se voient au contraire encouragées et développées. Parallèlement, le respect des règles morales se positionne au premier plan des valeurs que les Français déclarent vouloir transmettre à leur descendance de même qu'elle devrait, à leurs yeux, être prioritaire dans le champ éducatif.

Les résultats de *l'Observatoire* sont donc très riches. Certes, ils ouvrent sur une diversité d'interprétations qui fait écho à la grande diversité des postures observées. Certes, les aspirations négatives s'y révèlent plus systématiques et partagées que les aspirations positives. Certes, les tensions entre des aspirations contradictoires y sont manifestes. Cela étant, ces résultats font aussi apparaître des points importants de consensus, qui, s'ils ne constituent pas de système utopique complet et cohérent soutenu par un corps doctrinal constitué, dessinent les contours d'un nouvel imaginaire et d'un avenir désirable. Ce qui amène par exemple à observer, de façon a priori peu attendue, une certaine proximité entre les aspirations des *décroissants* et des *identitaires-sécuritaires*. Ces proximités témoignent bien de la capacité d'attraction de modes de vie, manières d'habiter, façons de consommer... qui, tout en répondant à la nécessité de sauver la planète, répondent à un désir de ralentissement, de davantage de liens sociaux, d'un fort ancrage de la vie quotidienne sur un territoire maîtrisé. Se retrouvent, là aussi, des aspirations communes à une plus grande autonomie et une plus forte prise sur son existence, qui répondent également au sentiment de perte de contrôle sur une marche du monde allant vers des horizons assombrés.

Pour autant, rien n'est encore complètement cristallisé et les possibles demeurent nombreux. Le rôle des institutions, publiques comme privées devrait donc s'avérer décisif, elles dont la vocation est précisément d'articuler, canaliser et structurer les aspirations individuelles pour nourrir des propositions de valeur et de projets collectifs aspirationnels. Au-delà de la bonne compréhension d'une époque, nous souhaitons que cet *Observatoire* constitue aussi, pour elles, une source précieuse d'inspiration.

Synthèse et commentaires

Par Philippe Moati

POURQUOI S'INTÉRESSER AUX UTOPIES ?

Le projet d'un observatoire portant sur les utopies a germé durant la rédaction de *La société malade de l'hyperconsommation*, en 2016¹. Dans ce livre, je me suis risqué à établir un lien entre le malaise qui saisit les sociétés occidentales et la place qu'y occupe la consommation. Comme nombre d'analystes de la société contemporaine, j'y faisais le diagnostic de la crise de la modernité sur laquelle se sont fondées les démocraties occidentales, cette utopie selon laquelle la libération des forces de la raison induirait une dynamique continue de progrès économique, social et politique. Sans doute cette crise de la modernité est-elle en partie la conséquence de la réalisation de son projet. Car en effet, l'organisation de la société qu'elle a produite a conduit pour le plus grand nombre à une espérance de vie allongée à l'abri du froid, de la faim et de la douleur, à la reconnaissance des droits individuels au sein d'une société pacifiée et démocratique, avec en prime l'accès au confort et aux plaisirs de la consommation et du divertissement permanents.

Mais alors, que nous reste-t-il à désirer ? Car, comme Rutger Bregman le fait malicieusement remarquer, au pays d'abondance, il manque une chose : « une raison de sortir du lit de matin. Parce qu'après tout, au paradis, il n'y a pas grand-chose à améliorer »²... De fait, économistes et psychologues nous disent que consommer encore plus, alors que nous consommons déjà beaucoup, ne produit pas un supplément significatif de bien-être, alors que les effets délétères de l'hyperconsommation sur l'environnement – voire sur l'intégrité physique des personnes – sont désormais patents. Cette hyperconsommation a également contribué à un certain vide existentiel en participant au détachement des populations des « grands récits » qui donnaient du sens à la vie et au monde, au profit de la promotion des valeurs individualistes, matérialistes et hédonistes. Elle a produit une société de consommateurs composée d'individus soit frustrés de ne pouvoir accéder à la satisfaction de tous leurs désirs, soit plongés dans un bien-être de surface les rendant apathiques³. Cet « ère du vide »⁴, ce déficit de transcendance et l'appauvrissement du sentiment d'appartenance à un collectif, se font aujourd'hui d'autant plus durement sentir que nous sommes confrontés à ce qui est souvent perçu comme une accélération de la marche du monde qui, combinée à la perception de la montée de risques globaux (climatiques, sanitaires, géopolitiques...), est génératrice d'une épaisse incertitude face à laquelle le déficit de sens est producteur d'anxiété. Les publications annonçant l'effondrement de notre civilisation ou rien moins que la fin du monde (la fameuse « collapsologie ») rejoignent désormais l'amoncèlement de films et de séries mettant en scène une large palette de dystopies qui rencontrent souvent un grand succès d'audience et qui, pour Pierre-Henri Castel, joueraient « pour notre époque un rôle analogue, mais bien sûr symétrique et inverse, aux grandes utopies de la Renaissance, celles de More ou de Campanella »⁵. Un des résultats forts de l'Observatoire est que 74 % des Français interrogés disent avoir l'impression de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux... En contrepoint, comme pour retrouver racines et boussole, on perçoit la résurgence d'orientations prémodernes qui s'expriment dans la diffusion de fondamentalismes de tous poils (religieux, nationalistes, régionalistes, écologistes...).

¹ Moati Ph. *La société malade de l'hyperconsommation*, Odile Jacob, Paris, 2016.

² Bregman R., *Utopies réalistes*, Editions du Seuil, Paris, 2017, p. 15.

³ Heilbrunn B., *L'obsession du bien-être*, Robert Lafont, Paris, 2019.

⁴ Lipovetsky G. [1983], *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Folio Essais, Gallimard, Paris.

⁵ Castel P.-H., *Le Mal qui vient. Essai hâtif sur la fin des temps*, Les Editions du Cerf, Paris, 2018.

Alors que le modèle occidental est de plus en plus frontalement concurrencé et contesté, cette crise de la modernité pèse sur la capacité de l'Occident à conserver un élan lié à une confiance en soi fondé sur une vision d'un avenir désirable largement partagée, une « utopie » indiquant un sens et donnant du sens, pouvant servir de guide aux décisions individuelles et collectives. Nous rejoignons ainsi Bertrand Russel lorsqu'il écrivait que « ce n'est pas une utopie accomplie que nous devons désirer, mais un monde où l'imagination et l'espoir sont vivants et actifs »⁶, ou Thierry Paquot lorsqu'il se dit « persuadé que notre époque est en panne, que notre imaginaire politique bégaie ou fait du sur-place. Il lui faut carburer à l'utopie pour quitter cette désespérance et avancer sur le chemin des possibles »⁷.

Certes. Mais à cette perspective s'opposent immédiatement deux difficultés. La première est celle de l'identification des pensées utopiques susceptibles de jouer aujourd'hui le rôle de catalyseur. La seconde porte sur le caractère réaliste de l'idée même qu'il serait possible, dans la société fragmentée à laquelle a mené l'hyperindividualisme, d'imaginer une utopie susceptible de fédérer une part substantielle de la population.

Se frotter à ces deux questions et tenter d'y apporter des éléments de réponse est précisément à l'origine de ce projet d'*Observatoire*. L'objectif est d'opérer une plongée dans les opinions et les aspirations des Français pour y déceler leur potentiel d'adhésion à des systèmes utopiques constitués ou, à tout le moins, à de simples perspectives utopiques.

Les résultats sont riches. La cartographie qui s'en dégage devrait être une source précieuse d'inspiration pour les mouvements politiques, leur permettant, au-delà d'une approche technique, d'inscrire leur action dans une vision globale et de long terme en cohérence avec la sensibilité de la population. Plus généralement, les résultats de cet observatoire dressent un état des lieux de « la conscience onirique du collectif » que Walter Benjamin⁸ considère comme nécessaire à la compréhension d'une époque. De manière plus prosaïque, la cartographie que livrent les résultats de cet *Observatoire* peut servir de guide aux acteurs qui œuvrent sur les marchés de consommation, pour les segmenter et nourrir de manière pertinente la composante symbolique de leur proposition de valeur.

QU'ENTEND-ON PAR « UTOPIE » ?

Avant de nous plonger dans le commentaire des résultats qui me semblent les plus marquants, il convient de définir ce qu'on entend par « utopie ». Il n'est pas lieu ici de disserter en profondeur sur cette question. Nous nous en tiendrons à la conception qu'en donne Paul Ricœur⁹, qu'il emprunte lui-même largement à Karl Mannheim, selon laquelle l'utopie marque un « désaccord avec l'état de réalité » et a pour fonction l'exploration du possible. « L'utopie nous met à distance de la réalité présente (...) et propose de nouvelles réalités possibles »¹⁰. L'utopie n'est donc pas nécessairement la description d'une cité idéale, inscrite dans un horizon lointain et inaccessible. Comme l'écrit Francis Wolff, « les utopies en acte que furent les totalitarismes du XXème siècle nous en ont dégoutés »¹¹. Il est d'ailleurs courant aujourd'hui d'évoquer des « utopies réalistes », d'envergure plus modeste, mais convertibles en actions concrètes susceptibles d'être mises en œuvre à court ou moyen terme.

⁶ Russel B, *Political Ideals*, The Century, 1917, chapter 1. Cité par Bregman, op. cit.

⁷ Paquot Th., *Lettres à Thomas More sur son utopie (et celles qui nous manquent)*, La Découverte, Paris, 2016.

⁸ Benjamin W., *Paris, Capitale du XIXème siècle*, Editions du Cerf, 1989, p. 410.

⁹ Ricœur P., *L'idéologie et l'utopie*, Editions du Seuil, Paris, 1997.

¹⁰ Taylor G.H., « introduction », in Ricœur P., op. cit., p. 9.

¹¹ Wolff F., *Trois utopies contemporaines*, Fayard, Paris, 2017, p. 9.

Il était difficilement envisageable dans le cadre d'une enquête quantitative comme celle qui est la base de cet *Observatoire* de laisser s'exprimer un échantillon représentatif de Français sur les utopies auxquelles ils adhèrent, ne serait-ce que parce que beaucoup d'entre eux seraient sans doute bien en peine de formuler une telle réponse. Le parti pris a plutôt été de soumettre à l'appréciation des Français interrogés des « systèmes utopiques » constitués ou des « perspectives utopiques ». Une première difficulté a été d'identifier ces systèmes utopiques. La tâche aurait sans doute été plus facile au cours de la première moitié du 20^{ème} siècle, car avec le bilan des systèmes de pensée communistes, fascistes ou l'érosion de la foi dans le « progrès » promue par les Lumières, notre époque semble marquée par la fin des utopies. Francis Wolff y voit trois raisons. Outre la méfiance instinctive à l'égard de tout ce qui prétend définir le Bien après les dérives du XX^{ème} siècle, il évoque l'effacement du politique et le règne des droits individuels, qui sont en réalité intimement liés.

Effectivement, on serait bien en peine aujourd'hui d'identifier un système utopique complet, c'est-à-dire cohérent et holistique, décrivant une société idéale dans ses différentes composantes, à l'image de ce qu'ont pu être les utopies socialistes du XIX^{ème} siècle. Nous nous sommes malgré tout attachés à repérer des systèmes de pensée plus ou moins formalisés, portant une « vision du monde » et une perspective d'avenir désirable, exprimée aujourd'hui au travers d'auteurs, de relais d'opinion, de mouvements plus ou moins organisés, préconisant des pratiques ou des réalisations susceptibles d'inspirer à la fois les politiques publiques et une éthique de la manière de mener sa vie. La tâche n'a pas été simple, d'autant qu'il fallait pouvoir ensuite être en mesure de décrire ces systèmes utopiques de manière simple dans le cadre d'un questionnaire pour recueillir la manière dont ils sont évalués par les Français. Nous avons été grandement aidés dans cette tâche par nos partenaires, de l'Ademe, de BPI France et de la chaire ESCP/Leclerc.

Nous avons finalement retenu trois systèmes utopiques, ceux qui nous semblaient les plus avancés dans leur structuration. Nous ne pouvions cependant en rester là, tant nous avons conscience que ces trois systèmes utopiques laissent de côté des aspirations disparates, difficiles à combiner en « systèmes ». Comme le soulignait Karl Mannheim, les utopies structurantes, qui agissent sur la marche du monde, sont celles qui incarnent les aspirations d'une part plus ou moins grande de la population¹². Les aspirations d'une population forment le terreau d'où peuvent naître de nouvelles utopies. Nous nous sommes ainsi attachés à saisir ces aspirations, à appréhender le rapport que les Français entretiennent à ce que l'on qualifiera de simples « perspectives utopiques », c'est-à-dire de visées plus ou moins réalistes, d'envergure sectorielle ou thématique, et n'ayant pas nécessairement vocation à s'intégrer à un système utopique complet, à une vision d'ensemble et cohérente de ce que devrait être la société.

LES TROIS SYSTÈMES UTOPIQUES RETENUS

Trois systèmes utopiques ont donc été soumis à l'évaluation d'un échantillon représentatif de Français. Sans être explicitement nommé tel que nous allons le faire par la suite, chacun d'eux a été décrit par une suite d'une quinzaine de propositions abordant ses différentes facettes (organisation de l'économie, gouvernance politique, modes de vie...) présentées comme décrivant « une sorte de société idéale ». A l'issue de l'énoncé de chaque proposition, les répondants ont été invités à donner une note allant de -5 à +5 en fonction de leur degré d'adhésion au contenu de la proposition. Une fois déroulé l'ensemble des propositions, il leur était demandé une note, toujours de -5 à +5, « selon l'intensité de votre désir de vivre dans la société qui vient d'être décrite ». L'ordre dans lequel les systèmes utopiques ont été présentés a été fixé de manière aléatoire pour chaque répondant.

¹² « ... les classes sociales ne deviennent efficaces pour transformer la réalité historique que lorsque leurs aspirations s'incarnent dans des utopies appropriées à une situation elle-même en voie de transformation », Mannheim K., *Idéologie et utopie*, Marcel Rivière, Paris, p. 148.

Décrivons rapidement ces trois systèmes utopiques, présentés de manière plus systématique dans le corps du rapport.

L'utopie *techno-libérale* décrit un monde centré sur le développement débridé de la science et de la technologie, dont les applications permettraient de faire face au défi écologique et qui toucherait l'humain en l'augmentant voire, et à l'extrême, en l'engageant dans la voie de l'immortalité. L'action de l'Etat se concentre sur les fonctions régaliennes, étend les droits individuels et assure les conditions d'une liberté d'initiative, dans le cadre d'une économie, dont la mondialisation s'est approfondie, dominée par les géants de la technologie mais autour desquels gravitent une multitude de start-ups et de travailleurs indépendants. La croissance économique est rapide, le pouvoir d'achat progresse, mais les inégalités se creusent. Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique. Ce système utopique, qui s'inscrit dans une trajectoire hypermoderne, est donc fortement imprégné de la pensée libérale, du libertarisme californien¹³, et intègre la vision transhumaniste¹⁴.

L'utopie *écologique* est centrée sur la réponse à l'impératif écologique et évoque une organisation de l'économie, de la société et des modes de vie tendue vers la sobriété : la production est relocalisée ; la consommation, désormais sur le registre du moins mais mieux, fait la part belle au bio, à la mutualisation, au faire soi-même. Les inégalités sont réduites mais le niveau de vie est en recul. La mobilité des hommes et des marchandises est limitée, de même que l'expansion des grandes métropoles. Une partie importante des décisions politiques sont prises localement avec la participation des citoyens. Ce système utopique, que l'on pourrait qualifier de post-moderne, s'inscrit dans le sillage d'une large littérature, académique et à visée programmatique, autour de la décroissance et d'une société écologique¹⁵.

Enfin l'utopie *sécuritaire* campe une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle qu'il s'agit de maîtriser afin de favoriser l'économie nationale, ou de l'afflux de populations étrangères qu'il convient de contrôler et d'inviter à s'intégrer. L'Etat déploie les moyens nécessaires au maintien de l'ordre et à la sécurité¹⁶. En considérant cette conception de la société comme un système utopique, nous nous inscrivons dans le sillage de Mannheim qui considérait le conservatisme comme une utopie, une utopie certes tournée vers le passé, « mais un passé qui nourrit le présent lui fournissant ses racines »¹⁷. La difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé fantasmé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.

L'UTOPIE ÉCOLOGIQUE EN TÊTE

Quelle que soit la manière dont sont traitées les réponses des personnes ayant participé à l'enquête, c'est l'utopie *écologique* qui ressort comme vainqueur de la confrontation de ces trois mondes possibles. Certes, elle n'entraîne pas l'essentiel de la population, mais si l'on se fonde sur le critère de la note la plus élevée donnée

¹³ Voir, par exemple, Dagnaud M., *Le modèle californien. Comment l'esprit collaboratif change le monde*, Odile Jacob, Paris, 2016.

¹⁴ La littérature sur le transhumanisme est abondante. Citons par exemple, Alexandre L. *La mort de la mort*, Jean-Claude Lattès, Paris 2011, et Ferry L., *La révolution transhumaniste*, Plon, Paris, 2016.

¹⁵ Dans cette abondance, signalons Foucauld J.-B., *L'abondance frugale. Pour une nouvelle solidarité*. Odile Jacob, Paris, 2010, Latouche S., *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p. 14. Lipietz A., *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, La Découverte, Coll. Cahiers libres, Paris, 2012, Batho D., *Ecologie intégrale. Le manifeste*, Editions du Rocher, Monaco, 2019.

¹⁶ Comme porte-paroles à audience de tout ou partie de ce système utopique, retenons Zemmour E., *Le suicide français*, Albin Michel, Paris, 2014 et Buisson P., *La cause du peuple*, Perrin, coll. Tempus, 2018.

¹⁷ Ricoeur P., op. cit., p. 366.

par chaque répondant, l'utopie écologique s'affirme même comme l'utopie préférée d'une (courte) majorité des Français interrogés. On est bien sûr tenté de rapprocher ce résultat de la montée au cours des dernières années de la prise de conscience des enjeux environnementaux et de l'urgence climatique. Les résultats de l'*Observatoire* confirment le fort niveau de diffusion de cette prise de conscience non seulement de la gravité de la situation, mais aussi de l'urgence qu'il y a à changer l'organisation de nos sociétés pour tenter d'y répondre : 60 % des Français interrogés considèrent que « la situation est très préoccupante et appelle un changement radical dans l'organisation de l'économie et de la société, revenant à produire et à consommer moins mais mieux ». Ceci dit, notre méthodologie permet d'affirmer que l'attraction exercée par ce système utopique n'est pas seulement liée à la peur des dangers qui nous menacent. Nous verrons qu'il séduit également par la nature de modes de vie qu'il promet.

Le grand perdant est le système utopique *techno/libéral*. Il n'est le système utopique préféré que de 15 % des personnes ayant participé à l'enquête et la moyenne des notes données à l'ensemble des propositions le décrivant est négative (-0,2). De par ses promesses de prospérité, d'allongement de la durée de la vie, de l'augmentation des performances du corps et de l'esprit... on aurait pu s'attendre au contraire à un plébiscite. Par exemple, Olivier Rey voit un fort potentiel de séduction aux thèses transhumanistes en ce qu'elles supposent la perpétuation de la dynamique actuelle, la vision *a priori* rassurante que la poursuite du développement des connaissances permettra à l'humanité de faire face aux défis qui la menacent sans altérer radicalement nos modes de vie actuels¹⁸. En creux, cette contre-performance de ce système utopique constitue une illustration de la crise de la modernité, de la remise en cause d'une notion de progrès centrée sur la technologie et l'économie et ses valeurs.

L'utopie *sécuritaire* se place donc en position intermédiaire. Elle est le système utopique classé en premier par 30 % des répondants et la moyenne des notes données aux propositions le décrivant s'élève à +1,2, soit à une courte distance de celle relevée pour l'utopie écologique (+1,6).

UNE POROSITÉ DES ASPIRATIONS ENTRE LES SYSTÈMES UTOPIQUES

Hiérarchiser les systèmes utopiques sur la base d'indicateurs synthétiques masque la porosité des aspirations entre eux. Affirmer sa préférence pour un système, n'interdit d'adhérer à un autre ou, à tout le moins, à certaines des propositions que le caractérisent.

La prise en compte de cette porosité renforce encore la suprématie de l'utopie écologique. Par exemple, 35 % des personnes ayant mis l'utopie techno-libérale en première position, ont donné une note globale d'évaluation de l'utopie écologique supérieure ou égale à +3, note qui témoigne d'un fort niveau d'adhésion. Cette part s'élève à 39 % parmi les répondants ayant privilégié l'utopie sécuritaire. De manière symétrique, 39 % des personnes ayant classé en première position l'utopie écologique ont donné une note globale à l'utopie sécuritaire supérieure ou égale à 3. Ces deux utopies ne sont donc pas dans une situation d'exclusion mutuelle, bien au contraire. L'utopie techno-libérale, quant à elle, bénéficie beaucoup moins de cette porosité et les partisans de cette dernière sont relativement peu nombreux à adhérer à l'utopie sécuritaire (12 % de notes globales supérieures ou égale à +3).

Autrement dit, nos systèmes utopiques ne fédèrent pas autour d'eux des partisans exclusifs, qui s'opposeraient autour de visions du monde tranchées et étanches les unes aux autres. C'est un peu comme si chaque individu avait tendance à se constituer son monde idéal en picorant dans le détail de chacun des trois systèmes

¹⁸ « Au lieu de penser que le monde tel qu'on le connaît va s'effondrer (...), il est des gens qui préfèrent accorder du crédit à ce programme [transhumaniste] précisément parce que sa mise en œuvre sous-entend que le monde tel qu'on le connaît va perdurer. De façon explicite, le discours transhumaniste promet un dépassement de la condition humaine, de façon implicite, il dit que l'intendance suivra (...). (Rey, 2018, p. 170-171).

utopiques, l'assemblage qui en résulte pouvant révéler une coloration dominante. C'est pour rendre compte de cela de manière à la fois précise et synthétique que nous avons construit une typologie des répondants selon la manière dont ils ont évalué à la fois les trois systèmes utopiques pris globalement et chacune des propositions les décrivant. Le détail de cette typologie est présenté dans le corps du rapport ; reprenons-en ici les grandes lignes et ce qu'elles nous enseignent.

Le groupe numériquement le plus important (31 % de l'échantillon) rassemble les répondants que nous avons qualifiés de *modernes* en raison de leur inclinaison relative en faveur de l'utopie techno-libérale, notamment pour ses dimensions renvoyant à la thématique de l'homme augmenté. Mais ces *modernes* témoignent également d'une appétence significative à l'égard de l'utopie écologique, même s'ils font preuve d'une forme de réserve à l'égard de certaines propositions qui lui sont relatives, notamment celles en rapport avec la consommation ou les restrictions imposées à la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. Les *modernes* se montrent par contre plus réservés à l'égard de l'utopie sécuritaire (notamment dans ses orientations sécuritaires) sans pour autant exprimer un véritable rejet. Au fil des résultats de l'enquête, les *modernes* se sont révélés comme le groupe affichant l'orientation consumériste la plus marquée.

Les *modérés verts* pèsent d'un poids équivalent (29 %). Nous les avons qualifiés de la sorte car ils témoignent d'un tropisme en faveur de l'utopie écologique, relativement peu marqué, de même d'ailleurs que leur rapport aux deux autres systèmes utopiques et aux propositions les définissant. Ces modérés verts portent un jugement globalement positif sur l'utopie techno-libérale, même s'ils tendent à en rejeter les dimensions relatives à l'augmentation de l'humain et au creusement des inégalités. Ils se montrent moins enthousiastes à l'égard de l'utopie sécuritaire – sans pour autant la rejeter –, notamment dans ses dimensions xénophobes.

Comme le nom que nous leur avons donné le laisse entendre, les *identitaires-sécuritaires* (17 % de l'échantillon) se distinguent par une préférence à l'égard de l'utopie sécuritaire, en particulier vis-à-vis des propositions relatives aux populations d'origines étrangères et à la sécurité. S'ils se montrent globalement peu séduits par l'utopie techno-libérale, les *identitaires-sécuritaires* évaluent plutôt favorablement l'utopie écologique, les propositions relatives au local et à la proximité suscitant un fort niveau d'adhésion.

Les *libéraux conservateurs* (14 % de l'échantillon) sont eux aussi marqués par un fort niveau d'adhésion à l'utopie sécuritaire, notamment dans ses dimensions relatives à la défense de l'identité nationale et à la sécurité. Ils se distinguent surtout des *identitaires-sécuritaires* par un intérêt peu marqué pour l'utopie écologique et un accueil plutôt favorable de l'utopie techno-libérale, principalement dans ses dimensions économiques et politiques.

Enfin les *décroissants* (9 % de l'échantillon), constituent le groupe le plus « pur » de notre typologie. Ils affichent une préférence très marquée pour l'utopie écologique, dans l'ensemble de ses dimensions. L'utopie techno-libérale est clairement rejetée, excepté dans sa dimension de reconnaissance des droits individuels. L'utopie sécuritaire est évaluée un peu moins sévèrement : si ses dimensions xénophobes ou identitaires sont clairement rejetées, les propositions relatives à la défense du commerce de proximité ou à l'autonomie technologique du pays bénéficient d'une certaine adhésion.

Sans occulter la présence d'oppositions marquées, ces résultats témoignent de la possibilité de réunir une part relativement importante de la population autour de dimensions consensuelles. Il manquerait sans doute à un tel assemblage une dimension systémique, une « vision du monde » sous-jacente. C'est en cela que nous sommes invités à raisonner davantage en termes de « perspectives utopiques » que de véritables systèmes utopiques, globaux et fermés. L'*Observatoire* permet d'aller plus loin dans cette idée d'assemblage, au travers de l'exploration du rapport des Français à diverses perspectives utopiques, thématiques ou sectorielles. Cette exploration conforte ce constat de porosité. Elle conduit à l'observation fréquente et a priori peu attendue d'une certaine proximité entre les aspirations des *décroissants* et des *identitaires-sécuritaires*, proximités qui

témoignent de la capacité d'attraction d'un cocktail composé de dimensions relatives à la protection de l'environnement, d'une mise en avant du local dans le fonctionnement de l'économie, de la vie politique et dans les modes de vie, de l'injection d'une dose de participation directe dans le fonctionnement de la démocratie et du renforcement du sentiment de sécurité.

UNE TOILE DE FOND MARQUÉE PAR LE PESSIMISME ET LA DÉFIANCE SYSTÉMIQUE

La manière dont les répondants se sont positionnés par rapport aux trois systèmes utopiques qui leur étaient proposés illustre l'idée d'une crise de la modernité qui s'exprime, comme on va le voir, au travers d'une volonté d'autres choses, rarement définies de manière consensuelle mais en rupture plus ou moins marquée avec les valeurs modernes. On comprend mieux cette posture lorsqu'on prend la mesure des doutes qui saisissent une part importante des Français à l'égard du fonctionnement et de la dynamique de la société contemporaine.

L'*Observatoire* confirme le pessimisme des Français maintes fois diagnostiqué. 53 % des personnes interrogées anticipent que la vie de leurs enfants ou petits-enfants sera moins bonne que celle de ceux de leur génération, contre 9 % seulement qui pensent qu'elle sera meilleure ; 56 % doutent de ce que l'humanité soit suffisamment raisonnable pour réussir à faire face avec succès aux défis qu'elle a à relever et autant estiment que, de manière générale, « c'était mieux avant ». Ce pessimisme touche cependant de manière très inégale les différentes composantes de la population. Les moins de 25 ans se révèlent, fort heureusement, moins pessimistes que leurs aînés. Mais surtout, le pessimisme semble marquer avant tout les catégories qui ont le plus difficulté à se situer dans le monde contemporain : les peu diplômés, les personnes déclarant un fort niveau de contrainte budgétaire, les habitants des couronnes périurbaines... et les répondants qui se sont déclarés « gilets jaunes ». Les pessimistes sont surreprésentés parmi les *libéraux conservateurs* et les *identitaires-sécuritaires*, ce trait n'étant sans doute pas étranger à la manière dont ces derniers se sont projetés dans les systèmes utopiques qui leur étaient présentés. En conséquence, ils sont largement surreprésentés dans les sensibilités politiques les plus radicales.

Ce pessimisme ambiant, qui témoigne – c'est une tautologie – d'une difficulté à se projeter dans un avenir désirable, est à rapprocher d'un fort climat de défiance à l'égard du « système ». Les résultats de l'*Observatoire* convergent avec ceux d'autres enquêtes qui montrent que les Français se défient massivement des catégories d'acteurs au cœur du « système » : le gouvernement, les partis politiques, les syndicats, les médias... mais aussi les grands acteurs de l'économie : les grandes entreprises, les banques, les enseignes de la grande distribution, les grandes marques de l'agro-alimentaires, les géants du numérique... A l'inverse, les petits commerçants, les artisans, les paysans, les petites entreprises... mais aussi les ONG et les scientifiques suscitent la confiance d'une large majorité de Français. On voit ici clairement ici une opposition entre petit et grand, horizontal et vertical, mais aussi entre acteurs au cœur du système dont on doute de la convergence de leurs intérêts avec ceux des citoyens, des habitants, des consommateurs, et acteurs à sa périphérie, voire victimes du « système », qui attirent la sympathie par un sentiment de proximité, de similarité.

"Ce qui est perçu le plus profondément, c'est que le monde et sa marche vont contre ce que nous sommes et que, face à ce rouleau compresseur, nous ne sommes pas défendus"¹⁹. Cette formule de Marcel Gauchet résume bien à quel ressenti mène ce contexte de défiance systémique. Il contribue à expliquer l'état de « dépolitisation » d'une large fraction de la population. 36 % des personnes ayant participé à l'enquête ont déclaré ne se reconnaître dans aucune tendance politique... Quand la défiance ne conduit pas à la dépolitisation, elle favorise l'attraction pour les extrêmes. Plus généralement, elle s'accompagne d'une

¹⁹ Gauchet M., *Comprendre le malheur français*, Stock, coll. Les essais, Paris, 2016.

propension à dénoncer le mode de fonctionnement de la société contemporaine et alimente des aspirations largement partagées à une autre gouvernance politique et à une autre organisation des activités économiques.

UN DÉSIR DE TABULA RASA POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

« Un vent d'insoumission est en train de se lever dans notre pays » écrivait en 2017 Thierry Pech²⁰. L'*Observatoire* révèle en effet un désir largement partagé de changements profonds dans l'organisation de la vie économique et politique, souvent dans le sens d'une moindre verticalité et de plus de possibilités de faire entendre sa voix.

L'ATTENTE D'UNE AUTRE GOUVERNANCE POLITIQUE

Interrogées sur ce qui constituerait pour elles le système politique idéal, les personnes ayant participé à l'enquête ont clairement exprimé leur désir d'un changement. Parmi les six modalités qui leur étaient proposées, seules 7 % ont choisi en premier choix (et 10 % en second choix) « un système où les décisions sont prises par des professionnels de la politique élus », soit la modalité la plus proche du système politique actuel. L'adhésion à cette conception du système politique idéal est particulièrement faible, une fois de plus, en bas de l'échelle sociale. On est tenté de rapprocher le faible attrait exercé par le système politique actuel d'une perception problématique de son caractère démocratique pour une part significative de la population. Dans le cadre de l'European Value Survey, un échantillon représentatif de Français étaient conviés à réagir à la question « la France est-elle démocratique ? » au travers d'une note allant de 1 à 10. 35 % des répondants ont donné une note égale ou inférieure à 5²¹.

Les choix quant au système politique idéal qu'ont exprimés les participants à l'*Observatoire* témoignent d'un désir d'implication plus directe des citoyens. Ce désir d'implication, selon l'European Value Survey, aurait sensiblement progressé en France au cours des 10 dernières années²². Si l'idée d'un système politique dans lequel les décisions seraient prises par des représentants tirés au sort au sein de la population ne recueille que 11 % des premiers choix (et 18 % des seconds), celle consistant à recourir au référendum pour recueillir la volonté de la population arrive en tête, retenue en premier choix par 37 % des répondants (et 16 % en second choix).

Le désir d'un changement de système politique peut être plus radical encore. Rappelons, que 64 % des Français interrogés par Ipsos en juin 2018 dans le cadre de son enquête sur les fractures françaises, soutenaient l'idée que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur possible », mais 36 % approuvaient la proposition selon laquelle « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie ». Cette proportion n'était que de 24 % en février 2014...

Le désir d'une gouvernance politique laissant davantage d'espace aux citoyens s'est exprimé également dans l'enquête par l'affichage par une partie importante des répondants d'une disposition à s'investir dans la vie publique pour prendre part aux décisions politiques. Cette disposition, qui concerne près de deux répondants sur trois lorsqu'est évoquée l'échelle du quartier ou de la commune, s'étiole sensiblement à mesure que l'on aborde des mailles géographiques plus larges. L'importance de cette disposition à la participation à la chose publique que révèle l'enquête n'est-elle pas « gonflée » par le jeu d'un biais de désirabilité ? Les Français ayant participé à l'enquête ont été placés dans un scénario dans lequel les journées feraient 26 heures et les semaines

²⁰ Pech T., *Insoumissions. Portrait de la France qui vient*, Editions du Seuil, Paris, 2017, p. 9.

²¹ Magni Berton R., « La France est-elle démocratique ? », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp.296-300.

²² Zmerli S., « Une volonté de participation citoyenne », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp. 280-283.

8 jours. Il leur était demandé d'indiquer quels usages prioritaires ils feraient de ce supplément de temps disponible au sein d'une liste de seize items qui leur était proposée. Les deux items relevant de la participation à la vie de la cité arrivent aux deux dernières positions des premiers choix des répondants : « m'impliquer dans la vie de mon quartier » n'a été choisi comme première priorité dans l'allocation de ce temps disponible que par 1,1 % des répondants. « M'impliquer dans la vie politique », par 0,5 %... Le cumul des trois choix possibles ne modifie pas radicalement le diagnostic : on obtient alors, respectivement, 4,5 % et 3,8 %. « M'engager pour une cause, aider les autres » s'en sort un peu mieux, avec 2,4 % de premier choix et 12,4 % en cumul des trois choix possibles. Un doute subsiste cependant. Dans quelle mesure cette faible disposition à profiter du desserrement de la contrainte temporelle pour s'investir davantage dans les affaires de la cité n'est-elle pas aussi la conséquence de modalités de la vie politique en décalage avec les aspirations des citoyens ?

UNE POSTURE CRITIQUE À L'ÉGARD DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT CONTEMPORAIN

Les personnes ayant participé à l'enquête expriment majoritairement des doutes concernant les bienfaits de la croissance économique, en particulier lorsqu'elle s'opère au détriment de la nature. Résultat particulièrement frappant, 80 % des répondants adhèrent à l'idée selon laquelle « il est important de s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie en produisant soi-même, en échangeant entre particuliers et/ou en organisant des filières avec des petits producteurs », ce qui révèle la force des attentes d'une autre organisation des activités économiques.

La force de ces attentes se confirme lorsque, interrogés sur leur conception de la gouvernance de la vie économique idéale, les actifs et étudiants ont classé en dernière position la formule la plus proche de la situation qui domine actuellement²³. Les préférences pour des formes alternatives sont cependant dispersées. Celles qui enregistrent le plus de suffrages sont celles qui impliquent une plus grande participation des salariés²⁴. Ce désir d'implication dans la marche de l'entreprise se retrouve également dans le fait que « c'est tenir compte de l'avis de ses collaborateurs pour prendre ses décisions » qui ressort comme la première qualité attendue d'un bon dirigeant d'entreprise.

Relevons que le statut de travailleur indépendant ou la perspective d'une économie où le salariat aurait reculé au profit du travail indépendant ne soulèvent qu'un enthousiasme modéré de la part des Français interrogés. La proposition associée à l'utopie techno-libérale « Le salariat a reculé face au développement du statut de travailleur indépendant. Beaucoup d'actifs se trouvent ainsi à la tête d'une microentreprise » a été l'objet d'une évaluation moyenne, proche de zéro, mais négative (-0,1) et n'a suscité qu'une proportion modeste de positions marquées, qu'elles soient d'adhésion ou de rejet. Interrogés sur le statut professionnel qui correspond le mieux à leurs aspirations, les répondants actifs ont désigné à 69 % le statut de salarié. 18 % ont choisi le statut de travailleur indépendant ou *free-lance*, 8 % celui de chef d'entreprise. On peut voir dans ces chiffres le verre à moitié plein ou à moitié vide. Ils témoignent de ce que le désir d'autonomie et de prise en main de son existence se prolonge pour une part minoritaire mais significative de la population au plan des aspirations professionnelles.

UN RAPPORT À LA SCIENCE ET À LA TECHNOLOGIE AMBIGU

Les Français interrogés ont exprimé des opinions relatives à la science et à la technologie très mitigées. Ils expriment majoritairement des attitudes plutôt positives, qui s'illustrent notamment par une forte propension

²³ « La vie économique est organisée comme aujourd'hui autour du salariat avec une prépondérance des grandes entreprises et un tissu de petites et moyennes entreprises »

²⁴ « La vie économique est organisée autour d'entreprises dont les stratégies sont définies conjointement par les actionnaires, les salariés, les pouvoirs publics, les représentants des consommateurs... » et « La vie économique est organisée autour de coopératives et d'entreprises autogérées ».

à associer le mot « savoir » à la représentation qu'ils se font d'un monde idéal. Ils se montrent cependant inquiets des développements à venir, notamment à l'initiative des acteurs privés. La contreperformance relative de l'utopie techno-libérale tient pour beaucoup au rejet massif auquel ont donné lieu les propositions relevant du thème de l'homme augmenté. En particulier, la perspective de l'immortalité et, plus encore, celle de permettre aux parents, au moyen du génie génétique, de sélectionner les caractéristiques des enfants à naître, ont été très mal accueillies. A un moindre degré, les réactions aux expressions « voitures autonomes » et « intelligence artificielle » révèlent des postures de réserve. Enfin, seuls 16 % des Français interrogés estiment que « la situation sur le plan environnemental est préoccupante mais que le progrès technique finira par apporter des solutions ».

Le fait que plus de 60 % des Français interrogés se disent prêts à se faire greffer un implant dans le cerveau si c'est pour traiter ou prévenir les maladies dégénératives comme Parkinson doit nous amener à méditer sur l'écart susceptible d'exister entre des positions de principe et les comportements effectifs que les individus seront susceptibles d'adopter face aux bénéfices que les développements technologiques à venir pourront leur apporter.

UN FORT DÉSIR D'ÉGALITÉ ET DE RECONNAISSANCE DES DROITS INDIVIDUELS...

L'aspiration d'une large fraction de la population à l'égalité s'est manifestée à plusieurs reprises au long des résultats de l'enquête. Au sein de l'utopie écologique, la proposition « La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles » est celle qui a été le mieux notée (moyenne +2,9 avec 41 % de notes supérieures ou égales à +3). De manière symétrique, la proposition « La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Si le pouvoir d'achat augmente pour tous, les inégalités se creusent » est, parmi l'ensemble des propositions relevant de l'utopie techno-libérale, celle qui obtient la troisième plus mauvaise évaluation (moyenne -0,9, 29 % de notes inférieures ou égales à -3). Trois répondants sur quatre sont en accord avec l'idée qu'il faudrait fixer une limite aux très hauts salaires (même s'il n'y a pas vraiment de consensus sur le niveau auquel devrait être fixé ce maximum). Les répondants se sont montrés prompts à associer le mot « partage » à leur conception d'un monde idéal, de même que « la solidarité entre les hommes » et « l'égalité » ont été placées en deuxième et troisième position des notions les plus souvent retenues en réponse à la question « selon vous, qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer ». Enfin, 48 % des personnes interrogées se déclarent favorables à l'instauration en France d'un revenu universel (identique pour tous, sans conditions de ressources), contre qui 35 % s'y opposent.

Ce niveau élevé des aspirations en matière d'égalité s'inscrit dans une tendance générale au renforcement du souci des autres au sein de la population française que les vagues successives de l'European Value Survey mettent en évidence²⁵.

Le consensus à l'égard de la solidarité et du partage s'affaiblit cependant lorsqu'on demande aux Français s'ils seraient disposés à voir les impôts et les cotisations sociales augmenter afin d'accroître sensiblement le montant des minimas sociaux : 52 % se disent disposés, 37 % s'y refusent.

L'aspiration à la reconnaissance des droits individuels est, elle aussi, perceptible à différents niveaux de l'enquête. Par exemple, au sein de l'utopie techno-libérale, c'est la proposition « Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) » qui bénéficie – et de loin – de la meilleure évaluation, 37 % des répondants lui ont même associé une note supérieure ou égale à +3. *A contrario*, au sein

²⁵ Gonthier F., « Le souci des autres. Une forte progression parmi les jeunes générations », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp. 80-86.

de l'utopie sécuritaire, la proposition « l'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes » est la seule à être associée à une note moyenne d'évaluation négative. Dans la même veine, 72 % des Français interrogés approuvent l'affirmation selon laquelle « les couples homosexuels, hommes ou femmes, devraient avoir les mêmes droits à tous les niveaux que les couples hétérosexuels ». Plus généralement, et dans les mêmes proportions, ils s'accordent autour de l'idée que « la loi devrait reconnaître le droit à chaque individu de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit (tant qu'elle ne menace pas la société) ». On notera que si cette posture « libérale » est majoritaire dans chacun des groupes de notre typologie, elle atteint des niveaux très élevés chez les *modérés verts* et les *décroissants*, alors que les *identitaires sécuritaires* forment le groupe qui témoigne du moindre enthousiasme. Cette aspiration aux droits individuels et à la liberté de vivre ses différences s'inscrit dans une dynamique de long terme d'adhésion croissante au libéralisme des mœurs que révèlent les vagues successives de l'European Value Survey, dynamique marquée par une accélération au cours des dix dernières années²⁶. Elle s'inscrit dans le mouvement général d'individualisation qui conduit chacun à revendiquer sa différence et le droit de mener à bien son existence, mouvement auquel semble vouloir répondre le socle idéologique qui sous-tend l'action de l'actuel gouvernement et qui a récemment été explicité par de proches collaborateurs du chef de l'Etat au travers de l'idée de « maximisation des possibles »²⁷, ou pour le dire autrement, « d'encapacitation » des individus visant à donner à chacun les droits et les ressources lui permettant de mener à bien son existence.

La force des aspirations aux droits individuels n'est pas exclusive d'une certaine appétence pour le cosmopolitisme. En effet, invités à évaluer la proposition « Un jour les Hommes ne vivront plus dans des États, mais dans le monde. Un jour, il n'y aura plus d'étrangers, mais seulement des concitoyens. Chaque Homme sera citoyen du monde », la moyenne des notes données par les répondants (toujours sur une plage allant de -5 à +5) s'établit à +0,5. Il s'agit donc d'un enthousiasme modéré, même si l'on compte 35 % de répondants ayant donné une note supérieure ou égale à +3. Cette perspective est donc clivante au sein de la population : elle rencontre un franc succès auprès des *décroissants* et un accueil beaucoup plus réservé chez les *identitaires-sécuritaires* et les *libéraux conservateurs*. Lorsque, au-delà des grands principes abstraits, le propos se fait plus précis, la balance bascule vers le négatif. Par exemple, seuls 36 % des Français interrogés se disent favorables à l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire et ils ne sont plus que 30 % à déclarer leur accord avec la perspective de suppression du système des visas afin de permettre à chacun de voyager librement et de s'installer dans n'importe quel pays. On sent poindre derrière ces positions une réserve face à l'« autre » lorsque cet « autre » est un étranger.

...MAIS DES RÉSERVES À L'ÉGARD DES POPULATIONS D'ORIGINE ÉTRANGÈRE ET DE FORTES ATTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

L'ouverture à l'altérité trouve effectivement ses limites lorsqu'il s'agit des populations d'origine étrangère.

Ainsi, au sein de l'utopie sécuritaire, les propositions relatives aux populations d'origine étrangère sont toutes associées à des notes moyennes positives. Par exemple, « Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences » a reçu une moyenne de +1,4. De même, 40 % des répondants ont donné une note supérieure ou égale à +3 à la proposition « Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre, des modes vestimentaires... ». Derrière ces chiffres globaux se cachent cependant d'importants clivages entre les

²⁶ Galland O., « Libéralisme des mœurs : une progression qui s'accélère en 2018 », in P. Bréchon ; F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, Fontaine, 2019, pp. 101-107.

²⁷ Amiel D., Emelin I., *Le progrès ne tombe pas du ciel*, Fayard, Paris, 2019

différentes composantes de la population. Par rapport à notre typologie, on ne s'étonnera pas, par exemple, que ces 40 % deviennent 89 % pour les *identitaires-sécuritaires*, alors qu'ils tombent à 25 % chez les *décroissants*. On notera cependant que même chez ces *décroissants* – qui apparaissent globalement comme le groupe le plus ouvert à l'altérité – on ne compte de 24 % de personnes ayant exprimé un fort rejet de cette proposition, au moyen d'une note inférieure ou égale à -3.

Cette attente d'un effort d'intégration de la part des populations d'origine étrangère s'accompagne d'une division de l'opinion des Français à l'égard de l'attitude à adopter sur la question de l'accueil des migrants. Seuls 15 % considèrent que « la France a un devoir d'accueil des migrants quels que soient leur nationalité et leur statut », et 38 % soutiennent l'idée d'un accueil sélectif, limité aux seuls réfugiés en danger dans leur pays. 35 % sont favorables à la fermeture des portes du pays à l'ensemble des migrants. De manière convergente, dans le cadre de l'étude l'ObSoCo/La Croix sur l'hospitalité des Français à l'égard des migrants, 42 % des Français interrogés se déclaraient favorables à ce que l'Etat français prenne les mesures nécessaires à ce que nous n'accueillions plus de migrants du tout, contre 47 % qui affirmaient la position contraire. Interrogés sur les raisons justifiant leur désir de voir s'interrompre le flux d'entrée de migrants, les considérations économiques (peur du chômage, pression sur les salaires...) arrivaient en premier, suivies de près de la peur de voir s'accroître l'insécurité.

Car, comme nous l'avons vu, 74 % des Français interrogés ont le sentiment de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux. Il en découle naturellement une attente de rassurance qui s'exprime par des aspirations à davantage de sécurité et d'ordre.

La proposition la mieux notée de l'utopie sécuritaire porte sur l'adoption de lois alourdissant les peines à l'encontre des délinquants (42 % de notes supérieures ou égales à +3). La proposition « les effectifs de police ont été fortement augmentés » a également rencontré l'adhésion d'une large part des répondants et, comme la précédente, n'a soulevé que très peu d'oppositions marquées. Et c'est ainsi que les deux tiers des Français interrogés s'accordent autour de l'idée que « nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité. Ce résultat est convergent avec ceux issus de l'enquête *Fractures françaises* d'Ipsos qui, par ailleurs, témoignent de qu'il ne résulte pas d'un simple mouvement de réaction aux désordres créés par le mouvement des « gilets jaunes » : en juin 2018 (soit, avant l'éclosion du mouvement), 83 % des Français se déclaraient en accord avec l'affirmation « On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre »... et, à 82 %, ils estimaient que « l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée aujourd'hui ».

Dans la lignée de cette demande d'autorité, l'*Observatoire* révèle la force des aspirations à l'ordre moral. Ainsi, « le respect des règles morales » se classe-t-il en première position des valeurs que les répondants ont déclaré souhaiter le plus pouvoir transmettre à leur descendance et, en matière de priorités devant être données dans le domaine de l'éducation des enfants, « l'apprentissage du bien et du mal, de la morale et des règles de vie en société » arrive en tête. Interrogés sur « ce qui manque le plus à notre époque » et qu'ils aimeraient voir de se développer, le respect de la loi se classe en troisième position.

La conséquence sans doute la plus inquiétante de tout cela est que près d'un Français sur deux se dit « prêt à céder un peu de sa liberté pour plus de sécurité ». Et près d'un répondant sur quatre se dit favorable à un système dans lequel les avantages accordés à chacun par la collectivité dépendraient d'une note issue des évaluations reçues par chaque individu dans ses interactions avec les autres, en ligne ou hors-ligne...

Si les aspirations à l'ordre et la sécurité traversent l'ensemble de la population, elles progressent avec l'âge et, par rapport à notre typologie, c'est parmi les *identitaires-sécuritaires* et les *libéraux conservateurs* qu'elles sont les plus répandues.

DE FORTES ASPIRATIONS EN MATIÈRE DE MODES DE VIE

76 % des Français interrogés se disent en accord avec l'idée que « le moment est venu de donner la priorité à la promotion de modes de vie moins portés sur la consommation et moins consommateurs de ressources non renouvelables ». Mais, comme nous l'avons signalé plus haut, l'attrait exercé par l'utopie écologique ne tient pas à la seule conscience de la nécessité de répondre aux enjeux environnementaux. Les modes de vie qui lui sont associés apparaissent comme désirables à une part importante de la population : basculement vers une consommation orientée vers le « moins mais mieux », faisant la part belle aux productions locales, à la mutualisation et au partage ; un cadre de vie privilégié dans les villes moyennes développant une logique de proximité limitant les déplacements, automobiles en particulier... La perspective de la promotion de l'habitat collectif au détriment de la maison individuelle afin de limiter la consommation d'espace a reçu cependant un accueil plus mitigé.

L'ambiguïté des réponses données par nos enquêtés aux questions relatives à la consommation en général, à la place qu'elle occupe dans nos vies et dans la société, semble témoigner de ce que, si les valeurs d'hyperconsommation sont encore présentes, les Français se montrent critiques à l'égard du modèle de consommation contemporain. Ce point – qui est largement documenté par les différentes enquêtes de l'ObSoCo – s'illustre ici par le fait que 56 % des répondants affirment vouloir consommer mieux, ce qui témoigne d'une insatisfaction manifeste par rapport à la manière dont la consommation est organisée aujourd'hui (à rapprocher de la forte défiance qui affecte les grands acteurs qui œuvrent sur les marchés de consommation). Parmi eux, 36 % se disent même prêts à consommer moins pour consommer mieux (soit sensiblement plus que les 21 % qui ont opté pour « je voudrais pouvoir consommer plus »). Bien sûr, la posture adoptée par les répondants à l'égard de la consommation est très corrélée à l'intensité du regard critique qu'ils portent sur le modèle de développement contemporain. Cette aspiration à « consommer mieux » renvoie pour l'essentiel à des exigences de qualité, en particulier sur le plan de l'innocuité et sur celui du respect de l'environnement.

L'attrait exercé par les modes de vie associés à l'utopie écologique révèle également une aspiration au ralentissement et aux petites échelles, relevée par ailleurs dans d'autres enquêtes²⁸. Ainsi, 65 % des répondants disent avoir le sentiment que le monde autour d'eux évolue trop vite et ils ne sont que 32 % à estimer que la vitesse à laquelle tout change est enthousiasmante. Si une courte majorité (52 %) rejette l'affirmation selon laquelle « j'ai du mal à m'adapter à la vitesse à laquelle le monde évolue », 58 % affirment aspirer, dans leur vie quotidienne, à ralentir. Pour autant, interrogés sur quel serait pour eux personnellement le temps de travail hebdomadaire idéal, seulement un tiers des actifs a indiqué une durée inférieure à 35 heures, un sur quatre a même retenu une durée de 40 heures ou plus. En outre, au sein de l'utopie écologique, la proposition « Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations. » est celle qui a été le moins bien évaluée : si elle reste associée à une note moyenne positive (+0,5), seulement 28 % ont exprimé une franche adhésion au moyen d'une note supérieure ou égale à +3. Les *décroissants* sont ceux qui témoignent de la plus forte appétence pour la réduction du temps consacré au travail, en net contraste avec les *identitaires-sécuritaires*. Retenons également que les deux tiers des personnes aspirant à travailler 30 heures ou moins n'accepteraient aucune réduction de revenu en contrepartie. L'utopie de la société des loisirs ne semble pas faire le poids par rapport à l'appétit de pouvoir d'achat.

Cette aspiration au ralentissement affecte celles relatives au cadre vie. L'*Observatoire des usages émergents de la ville* de l'ObSoCo avait révélé que 48 % des Français aspirent à « aller vivre ailleurs ». Ce pourcentage dépasse

²⁸ Notamment, l'*Observatoire des usages émergents de la ville*, l'ObSoCo/Chronos, avec le soutien de l'Adème, du DGET de Clear Chanel et de Vedecom, vague 1, octobre 2017. Voir aussi, *Modes de vie et mobilité. Une approche par les aspirations*, étude l'ObSoCo pour le Forum vie Mobiles, 2016.

le seuil de 50 % parmi les habitants des grands pôles urbains (jusqu'à 69 % pour les Franciliens). La première raison tient au ressenti du stress de la vie quotidienne dans les grandes villes. D'ailleurs, il est significatif qu'au mot « ville », les Français réagissent spontanément en mettant en avant d'abord des termes négatifs relatifs aux registres du bruit et de la pollution. Mais de quel « ailleurs » s'agit-il ? Une majorité des personnes qui déclarent souhaiter vivre ailleurs désigne « une petite ville ou un village se situant dans la périphérie d'une grande ville » ou « dans une ville de taille moyenne ». La « petite ville ou le village éloigné des grands pôles urbains » et « l'habitat isolé à la campagne » recueillent 29 % des préférences. Dans le cadre du présent *Observatoire*, les Français ayant participé à l'enquête ont été invités à choisir dans une liste de dix critères les deux correspondant le mieux à leur cadre de vie idéal, celui auquel ils aimeraient pouvoir accéder en l'absence de toutes contraintes. Si les choix sont divers, deux critères sortent du lot : le contact avec la nature et la proximité des amis et de la famille. Mais le sentiment de sécurité arrive juste derrière, avant la « qualité du quartier, la beauté du lieu ».

Enfin, et toujours sur le registre des modes de vie, l'*Observatoire* met en évidence une forte aspiration à « faire soi-même ». La proposition relative à l'utopie écologique « Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible » a fait l'objet d'une forte adhésion avec une note moyenne de +2,1, avec 42 % des répondants qui lui ont donné une note supérieure ou égale à +3. Autre indice, « faire plus de choses par soi-même » en deuxième position de l'usage que les répondants feraient du supplément de temps disponible si les journées devaient faire 26 heures et les semaines 8 jours. Cette aspiration à « faire soi-même » se manifeste d'ores et déjà par une très forte implication des Français, non seulement dans les activités domestiques qui se substituent en tout ou en partie à des transactions marchandes²⁹, mais plus généralement dans les « loisirs actifs », c'est-à-dire des loisirs qui mènent à une production, tangible ou intangible, impliquant la mobilisation de compétences. L'*Observatoire du « faire »* a mis en évidence une relation statistique entre le degré d'engagement des personnes dans ces activités et différents indicateurs de bien-être³⁰. On est tenté de lire dans la force de cette aspiration à « faire » une recherche du bonheur « eudémonique », c'est-à-dire de réalisation personnelle au travers de la révélation et de l'exploitation de goûts et de dispositions pour des activités génératrices d'affects positifs, voire susceptibles de donner du sens à l'existence. On peut aussi y voir une manifestation des aspirations à l'autonomie par rapport à l'emprise de la société marchande, de prise de contrôle face à un environnement marqué par la technicisation et une extrême division du travail et qui suscite en retour « le désir de rendre notre univers intelligible »³¹.

LA COMPLEXITÉ DES DÉTERMINANTS DE LA POSITION DES INDIVIDUS DANS L'ESPACE DES PERSPECTIVES UTOPIQUES

Le questionnaire de l'enquête comporte une importante batterie de questions permettant de caractériser les répondants. Elles ont fourni un ensemble de variables illustratives avec lesquelles les réponses aux questions relatives aux utopies ont été systématiquement croisées. Le rapport qui suit signale, thème par thème, les plus discriminantes d'entre elles. Il en ressort le constat d'une influence le plus souvent modérée des variables

²⁹ La 4^{ème} vague de l'Observatoire des consommations émergentes de l'ObSoCo a sondé l'engagement des Français dans 11 activités domestiques, allant du bricolage à la confection de vêtement, en passant par la fabrication de produits cosmétiques ou la production de confitures. A l'échelle de ces 11 activités, le taux de pénétration mesuré s'élevait à 80 %, les Français interrogés pratiquant en moyenne 2,5 activités (source : L'*Observatoire des consommations émergentes*, vague 4, L'ObSoCo, avec le soutien de Bic Shave/Club, Lokéo, le Maif et le Picom, 2018).

³⁰ L'Observatoire du « faire », L'ObSoCo, avec le soutien de la Maif, 2017. Voir aussi, Moati Ph., Le « Faire » comme composante d'une « bonne consommation », in Moati Ph. (ed.), (*Dé*)*penser la consommation. Peut-il y avoir une « bonne consommation »*, EMS, Coll. « Societing », Caen, 2018, pp. 113-125.

³¹ Crawford M., *Eloge du carburateur*, La Découverte, Paris, 2016.

sociodémographiques usuelles, ce qui n'est sans doute qu'une manifestation de plus du fort degré d'individualisation atteint par la société française.

LA POSITION ORIGINALE DES 18-24 ANS

Le critère de l'âge a fait parfois apparaître des clivages significatifs. L'aspect le plus remarquable selon ce point de vue est sans doute la position souvent originale occupée par les plus jeunes des répondants, les 18-24 ans (qui se distinguent souvent assez nettement des 25-34 ans). Ils affichent une forte conscience de l'urgence de la situation environnementale, ce qui se manifeste notamment dans le fait que 61 % d'entre eux ont fait de l'utopie écologique le système utopique le mieux noté (contre, rappelons-le, 55 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon) et que 41 % appartiennent au groupe des *modérés verts* (29 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon), alors que les *décroissants* y sont légèrement sous-représentés.

Ce point mérite d'autant plus d'être souligné que, jusque dans un passé proche, les enquêtes de l'ObSoCo observaient une sensibilité environnementale *croissante* avec l'âge, les plus jeunes étant donc en moyenne les moins sensibles. Phénomène passager ou bien changement structurel intervenu récemment avec l'entrée d'adolescents dans l'âge adulte et une prise de conscience récente au sein de cette population illustrée notamment par la popularité de Greta Thunberg auprès des jeunes ? Les enquêtes menées dans l'avenir nous le diront.

Du coup, ils constituent la tranche d'âge comportant la plus forte proportion d'individus déclarant vouloir consommer moins mais mieux, et ceux-là ont également la plus forte propension à définir ce « mieux » comme consistant à consommer des produits respectueux de l'environnement. Pour autant, en plusieurs points de l'enquête, leurs réponses témoignent d'orientations consuméristes supérieures à celle des autres tranches d'âge. Leur approche de la consommation semble privilégier l'expérience à l'accumulation des biens matériels. Autre point marquant, les 18-24 ans se révèlent particulièrement sensibles aux problématiques de l'égalité, de la solidarité, à la liberté de vivre sa différence, et plus généralement à l'altérité, ce qui les rend perméables aux perspectives cosmopolites³², et se traduit par leur sous-représentation dans le groupe des *identitaires-sécuritaires* (8 % contre 17 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon). Ils sont globalement moins défiantes que les individus des autres tranches d'âge, moins pessimistes, plus à l'aise avec la vitesse du changement. Même s'ils restent très minoritaires, les jeunes aspirant à la création d'entreprise représentent une proportion de leur classe d'âge très supérieure à celle observée à l'échelle de l'ensemble de la population. On compte aussi parmi ces jeunes une proportion, minoritaire mais systématiquement supérieure à la moyenne, d'individus se disant disposés à s'investir dans la vie publique aux différentes échelles géographiques. Petite ombre au tableau : ces jeunes ont été extrêmement peu nombreux à choisir l'engagement dans la chose publique (à tout le moins telle qu'elle est institutionnalisée aujourd'hui) comme modalité d'allocation d'un supplément de temps disponible hypothétique. Par ailleurs, cette tranche d'âge se distingue souvent également par une part importante de « sans opinion », et la proportion d'individus déclarant ne se reconnaître dans aucune tendance politique atteint le chiffre affolant de 44 %.

Pour autant, les 18-24 ans ne forment pas un ensemble homogène. La plupart des traits que nous venons de mettre en avant sont tirés par les jeunes les plus éduqués (notamment les élèves et étudiants) et témoignent d'un clivage au sein de cette tranche d'âge qui mériterait une investigation spécifique approfondie.

LE POIDS DE LA SENSIBILITÉ POLITIQUE

De manière générale, le niveau d'éducation se révèle souvent assez discriminant, généralement davantage que les CSP. De même, l'intensité de la contrainte budgétaire ressentie par les répondants est souvent davantage

³² Ces observations sont cohérentes avec le constat, au travers des vagues successives de l'European Value Survey, d'une forte poussée de l'altruisme parmi les jeunes générations au cours de la dernière décennie. Voir Gonthier.

corrélée aux opinions exprimées que le niveau de vie du foyer. L'intensité de la contrainte budgétaire est, bien sûr, corrélée au niveau de vie, mais rend compte également de diverses dimensions des situations individuelles et des modes de vie, dont le degré d'appétence à la consommation. Tout cela converge pour témoigner de l'importance des déterminants culturels du rapport que les personnes entretiennent aux perspectives utopiques, ce qui s'est illustré également par de fréquentes corrélations des réponses avec l'intensité de la pratique religieuse ou avec l'orientation dominante du système de valeurs des répondants. Mais le constat sans doute le plus spectaculaire et riche de sens issu des croisements entre les variables, réside dans la très forte influence de la sensibilité politique, qui est très souvent apparue comme la variable illustrative la plus discriminante.

Alors qu'il est fréquent d'entendre dire que le clivage gauche/droite est aujourd'hui dépassé³³, il est frappant d'observer, par rapport à un grand nombre des perspectives abordées dans l'enquête, des opinions qui se différencient fortement à mesure que l'on se déplace de gauche à droite de l'échiquier politique (les personnes se disant « proche des mouvements écologiques » affichant régulièrement des positions proches de celles se positionnant « très à gauche »). Le corps du rapport s'en fait l'écho quasi-systématique, mais livrons ici quelques exemples particulièrement frappants. A commencer par le positionnement à l'égard des trois systèmes utopiques abordés dans l'enquête. La proportion de répondants ayant fait de l'utopie écologique leur système utopique le mieux noté passe de 83 % chez les « très à gauche » et 78 % chez les répondants proches des mouvements écologistes à 40 % chez les personnes « à droite » et 31 % chez celles « très à droite ». A l'inverse, l'utopie sécuritaire n'est le système préféré que de 7 % des répondants « très à gauche » ou proches des mouvements écologiques mais de 45 % des ceux qui se disent « à droite » et 57 % de ceux « très à droite ». Dans la même veine, on ne compte que 3 % de *libéraux conservateurs* et 7 % d'*identitaires-sécuritaires* parmi les personnes se situant « très à gauche » contre respectivement 23 % et 36 % parmi celles se disant « très à droite ». De manière générale, le clivage gauche/droite est particulièrement net pour tout ce qui touche aux règles morales et à la tradition, à l'ordre et à la sécurité, au rapport à l'identité et à l'altérité, à l'attachement à l'égalité, à la solidarité et au partage, à la sensibilité environnementale, à l'aspiration à d'autres manières de consommer... Sur d'autres thématiques, les clivages se situent entre les sensibilités extrêmes et les sensibilités « à gauche », « au centre » et « à droite ». Ce clivage renvoie principalement au degré de remise en cause de l'ordre établi. Ainsi les sensibilités intermédiaires se distinguent-elles par un moindre niveau de défiance à l'égard des institutions, un moindre degré de pessimisme, une relative confiance dans la science et la technologie qui se traduit notamment par une plus forte fréquence de l'idée selon laquelle la science et la technologie permettront de régler les problèmes environnementaux. Plus généralement, il y a là la composante de la population qui semble la plus à l'aise avec les valeurs de la modernité, ce qui s'illustre par exemple par une propension plus forte à associer à sa conception de son monde idéal des mots comme « économie », « industriel » ou « mondialisation ».

L'importance de ces clivages selon les sensibilités politiques ne doit pas faire oublier les 36 % de répondants qui ont déclaré ne se reconnaître dans aucune tendance politique (auxquels on est tenté d'ajouter les 8 % qui n'ont pas souhaité répondre à cette question). Cette proportion, que l'on est tenté de rapprocher des taux d'abstention aux élections de ces dernières années, est d'autant plus significative que les répondants n'avaient pas à se situer par rapport à des partis ou des personnalités politiques. Ces personnes dépolitisées sont surreprésentées en bas de l'échelle sociale, parmi les CSP-, les chômeurs, les personnes sans activité professionnelle, celles appartenant à un ménage à faible niveau de vie et/ou soumis à une forte contrainte budgétaire, les habitants des villes petites et moyennes et des couronnes des petits ou moyens pôles urbains... Leur position collective par rapport aux systèmes utopiques abordés dans l'enquête ne se démarque pas de manière significative de la moyenne, mise à part une certaine sous-représentation dans leur rang des *décroissants*. Ils témoignent d'un niveau de défiance à l'égard des institutions particulièrement élevé, ce qui

³³ Voir, par exemple, Finchelstein G., *Pièce d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*, Fayard, Paris, 2016.

contribue probablement à leur posture à l'égard du politique, et se montrent plus pessimistes quant à l'avenir que la moyenne. Ils se déclarent moins enclins que l'ensemble de la population à prendre part aux décisions politiques, quel que soit l'échelon géographique. Sur la plupart des thèmes abordés dans l'enquête leurs positions collectives peinent cependant à se distinguer de la structure des réponses des répondants pris dans leur ensemble et pour nombre de questions, ils affichent une proportion de « sans opinion » supérieure à la moyenne. On semble donc avoir affaire ici à une population assez insaisissable, probablement hétérogène, mêlant des individus désimpliqués de manière globale et d'autres dont le rejet du politique renvoie à une forme de protestation contre l'ordre établi, ce qui s'illustre par le fait qu'ils sont nettement surreprésentés parmi les « gilets jaunes » (un « gilet jaune » actif sur deux).

CONCLUSION

La richesse des résultats de l'*Observatoire* ouvre sur une diversité d'interprétations du sens qu'il convient de leur donner et de ce qu'ils disent de l'état de la société française. Pour ma part, je les vois en demi-teinte. D'un côté notre étude n'a pas révélé l'existence d'un système utopique complet en capacité d'embarquer massivement les Français dans un projet d'avenir désirable. Au contraire, c'est le pessimisme qui l'emporte, au moment-même où les défis formidables que nous avons à affronter exigeraient une mobilisation collective vers des buts partagés. Qui plus est, même en réduisant l'ambition à de simples perspectives utopiques, c'est le constat d'une grande diversité de postures qui prévaut le plus souvent. Mais pouvait-on sérieusement envisager qu'il puisse en être autrement dans le cadre d'une société hyper-individualiste ? En outre, les résultats de l'*Observatoire* donnent souvent de l'eau au moulin de Francis Wolff lorsqu'il écrit que le déficit d'utopie qui marque notre époque fait que « on se rebelle contre quelque chose, on ne se mobilise pas pour quelque chose. On sait ce qu'on rejette [...], on ignore ce à quoi on aspire » (p. 16)³⁴. De fait, les aspirations que révèlent les réponses des Français ayant participé à l'enquête relèvent le plus souvent davantage du « contre » que du « pour » : contre un système politique qui, par incompetence ou impuissance des dirigeants, se montre incapable d'apporter des réponses satisfaisantes aux défis de l'époque ; contre un système économique en roue libre qui met à mal l'idée moderne selon laquelle le progrès économique amène le progrès social ; contre un sentiment diffus d'insécurité ; contre la crainte que l'« étranger » n'ébranle notre identité ; contre un sentiment d'accélération généralisée qui fait perdre ses repères ; contre un développement technologique au main d'une poignée des grandes entreprises et dont les perspectives suscitent angoisses et doutes métaphysiques ; contre une marche du monde qui semble conduire inexorablement vers la catastrophe écologique... Ainsi, comme l'écrit Myriam Revault d'Allonnes, « ce que nous anticipons, ce n'est pas la perspective d'un avenir meilleur, c'est la menace qui plane sur l'image de l'homme »³⁵. Ou peut-être plus modestement la menace de perdre ce que nous avons. Bien sûr, il est possible de fonder sur le « contre » la fameuse « heuristique de la crainte » que Hans Jonas propose comme alternative à l'utopie de la technique³⁶. Bien sûr, le « contre » peut se montrer fédérateur et galvaniser les volontés et, par l'identification de périls partagés, contribuer à rétablir un sens du collectif. Mais, seul, le « contre » ne suffit pas à définir un horizon désirable. Comme il stimule les affects du mal-être (la peur, l'angoisse, la colère...), il peut tétaniser plutôt que pousser à l'action ou, pire, favoriser les dispositions à se laisser séduire par des marchands de solutions miracles, lesquelles ont nécessairement un prix. C'est ce « contre » qui constitue le sous-bassement des aspirations à davantage d'ordre et de sécurité, à une meilleure maîtrise de la dynamique des innovations technologiques ainsi, dans une certaine mesure, qu'à l'appétence exprimée pour un projet de société centré sur la sauvegarde de la planète.

³⁴ Wolff F., *Trois utopies contemporaines*, Fayard, Paris, 2017.

³⁵ Revault d'Allonnes M., *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Seuil, coll. La couleur des idées, Paris, 2012.

³⁶ Jonas H., *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Champs essais, Paris, 1995

Mais d'un autre côté, les résultats de cet *Observatoire* ont fait apparaître des points importants de consensus, y compris dans des dimensions positives qui renvoient au « pour » qui, certes, ne constituent pas un système utopique complet et cohérent soutenu par un corps doctrinal constitué, mais dessinent les contours d'un nouvel imaginaire qui pourrait fournir les bases d'un projet politique fédérateur. Comme l'écrivait récemment Jacques Langlois, « contre le fantasme de l'Un émerge la nécessité de chercher l'union dans la diversité »³⁷. Une des manières d'entrevoir les contours de cet espace de consensus consiste à rassembler l'ensemble des propositions relatives aux trois systèmes utopiques traités dans l'enquête qui ont reçu l'adhésion d'une part significative des répondants. Elles sont rassemblées dans le tableau ci-dessous. Les plus nombreuses et les mieux notées sont relatives à l'utopie écologique. L'urgence d'une réponse au défi écologique est clairement exprimée, ce qui est à rapprocher du fait que le scénario d'un réchauffement climatique dépassant les 4 degrés est, des huit dystopies testées dans l'enquête, celle qui est perçue comme la plus vraisemblable. Mais on se situe ici au-delà de la seule logique du « contre ». Ce qu'ont exprimé les Français ayant participé à l'enquête, c'est l'aspiration à des modes de vie, des manières d'habiter, des façons de consommer... qui, tout en répondant à la nécessité de sauver la planète, répondent à un désir de ralentissement, de davantage de liens sociaux, d'un fort ancrage de la vie quotidienne sur un territoire maîtrisé. Ce sont aussi des aspirations à une plus grande autonomie et une plus forte prise sur son existence, qu'on est tenté de rapprocher du sentiment de perte de contrôle sur une marche du monde allant vers des horizons assombrés. Cette aspiration à l'autonomie, qui s'illustre de manière frappante par l'engouement pour le « faire soi-même », passe aussi par l'aspiration à une plus grande implication dans les décisions politiques ainsi que dans le fonctionnement des entreprises ou à tout le moins par la volonté de faire entendre sa voix, conséquence logique d'une population de plus en plus éduquée, désormais rompue à la prise de parole sur Internet. Plus qu'un grand dessein d'une société alternative, comme ont pu la rêver par exemple les socialistes utopiques et à laquelle aspirent aujourd'hui des groupes militants très minoritaires (on pense notamment aux zadistes), ce qu'ont mis en avant les Français interrogés, c'est un désir d'une autre manière de vivre au quotidien, plus en phase avec la nature, en lien avec les autres, dans la recherche d'un épanouissement personnel dont on doute de plus en plus qu'il réside dans les promesses de bonheur de l'hyperconsommation. Pour autant, il convient de ne pas minimiser les points de dissensus parmi les Français, voire de tensions entre des aspirations contradictoires, en particulier celles qui opposent les orientations identitaires aux aspirations cosmopolitiques, la recherche de l'autonomie et les attentes sécuritaires.

Listes de propositions ayant obtenu une note supérieure ou égale à +1,5 :

- Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) : 1,5 (TL)
- Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés : 2,4 (E)
- Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité : 2,1 (E)
- Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible : 2,1 (E)
- Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète en changeant le modèle de développement : 2,0 (E)

³⁷ Langlois J. « La république et le bien commun », *L'Inactuelle*, mis en ligne le 19 août 2019. <https://inactuelle.fr/index.php/2019/08/19/republique-bien-commun-langlois/>.

- La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers... : 2,0 (E)
- La croissance des grandes métropoles a été stoppée. Une part croissante de la population vit dans des villes petites ou moyennes : 1,9 (E)
- La ville est organisée de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée : 1,8 (E)
- Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens : 1,7 (E)
- L'alimentation est à 80 % bio et fournie en circuit court dans le respect des saisons. La consommation de viande a considérablement diminué au profit des protéines végétales : 1,6 (E)
- La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles : 1,5 (E)
- Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants : 1,9 (S)
- Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement : 1,8 (S)
- Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages et du savoir-vivre : 1,7 (S)
- La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies-clé de demain : 1,7 (S)
- Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité : 1,6 (S)

Il n'en demeure pas moins, que les aspirations que révèle l'*Observatoire* sont souvent teintées à la fois du refus d'un futur « technologique » et de nostalgie. L'utopie sécuritaire est finalement plutôt bien reçue par la population dans son ensemble : rappelons qu'elle est le système utopique le mieux noté par près de 30 % des personnes interrogées et seuls 9 % lui ont marqué une forte opposition au travers d'une note globale inférieure ou égale à -3. Invités à évaluer des visuels de « ville du futur » selon leur degré de proximité avec leur idéal, c'est la place d'un village français traditionnel qui arrive en tête, de même que les visuels arrivant en tête des représentations du commerce idéal mettent en scène des espaces commerciaux de centres villes historiques. Dernier indice, lors d'une récente enquête de l'ObSoCo³⁸, 76 % des Français interrogés se sont déclarés d'accord (dont 24 % « tout à fait ») avec l'affirmation « Notre société a pris trop de distance par rapport à la tradition ». Ces orientations nostalgiques illustrent la difficulté éprouvée par une part importante de la population à se projeter dans un avenir porteur de nouveautés désirables, et plus généralement la panne des visions utopiques. Il s'agit pour une large part des « oubliés » du tournant pris par le projet moderne au cours des dernières décennies, qui victimes de l'accroissement des inégalités, exposés aux conséquences de la mondialisation et du progrès technologique, perçoivent la marche du monde comme particulièrement anxiogène. Ces tensions ont trouvé récemment une forme d'expression spectaculaire avec le mouvement des « gilets jaunes ». Les populations les plus vulnérables sont aussi celles qui se montrent les moins attachées au

³⁸ L'*Observatoire du rapport des Français à l'économie circulaire*, L'ObSoCo, avec le soutien de Citeo, DS Smith et Intermarché, octobre 2019.

système démocratique actuel. Il y a là aussi le terreau qui mène au pouvoir des mouvements populistes, voire autoritaires.

Introduction

L'objectif de cet *Observatoire des perspectives utopiques* n'est rien moins que de tenter d'établir une cartographie des idéaux auxquels aspirent les Français de 2019.

Il est courant d'entendre dire que notre époque est marquée par la fin des utopies et que les sociétés occidentales souffrent d'un manque de désir d'avenir. Il est vrai qu'après l'échec du communisme réel, on peine à voir des mouvements de masse rassemblés autour d'une vision d'une société idéale. Pour autant, notre époque n'est pas exempte de visions d'avenir - il est vrai plus souvent dystopiques qu'utopiques – et, même si elles peinent souvent à s'inscrire dans une conception globale d'une société idéale, elles partagent souvent un certain pragmatisme, la visée d'apporter des éléments de réponse à des problèmes concrets, qui conduit parfois à les qualifier « d'utopies réalistes ».

Saisir les idéaux des Français et leur degré d'adhésion aux visions utopiques disponibles n'est pas chose aisée, en particulier dans le cadre d'une enquête quantitative. Si ce type d'enquête présente l'avantage évident de la mesure évitant les biais du « ressenti », il est contraint par la nécessité de maîtriser la durée et la complexité du questionnaire, alors que la thématique des utopies invite spontanément à l'investigation en profondeur. Le parti pris adopté a été d'aborder cette thématique complexe selon deux axes complémentaires.

Le premier a consisté à sonder le degré d'adhésion des Français interrogés à trois « systèmes utopiques ». Nous entendons par cette expression, une vision d'ensemble d'une société idéale abordant de manière cohérente les dimensions économiques, politiques, relatives aux modes de vie... Cette démarche a soulevé deux difficultés. La première a été d'identifier les systèmes utopiques à évaluer. Avec l'aide de nos partenaires de l'ADEME, de BPI France et de la Chaire ESCP/Leclerc, nous avons sélectionné trois systèmes utopiques qui partagent de s'appuyer sur des auteurs, des relais d'opinion, des mouvements plus ou moins organisés... et qui prescrivent des priorités, des pratiques, des politiques et des institutions qui sont supposées conduire à un avenir désirable. N'étant cependant pas associés à un corpus idéologique fermement établi susceptible de servir à ses partisans de point de référence, nous les avons qualifiés librement, soucieux que les titres choisis résumant bien leur contenu (les enquêtés n'ont jamais été exposés à ces titres). Les trois systèmes utopiques sont : *l'utopie techno-libérale*, *l'utopie écologique* et *l'utopie sécuritaire*. Nous assumons la part d'arbitraire qui a présidé à l'identification et à la sélection de ces trois systèmes utopiques³⁹. La deuxième difficulté a résidé dans la manière de décrire ces systèmes utopiques pour les participants à l'enquête, ainsi que dans les modalités de recueil de leur degré d'adhésion. Nous avons pris le parti de décrire chaque système utopique à partir d'une quinzaine de propositions. Chaque proposition consiste en une phrase, rédigée autant que possible en des termes simples, décrivant une dimension du système utopique considéré. Pour chaque système, nous nous sommes attachés à trouver un certain équilibre, souvent au sein d'une même proposition, entre l'évocation de perspectives positives et celle de leurs contreparties négatives. L'évaluation du degré d'adhésion de chaque répondant à chacun des trois systèmes utopiques a été réalisée, d'une part, en lui demandant d'associer une note allant de -5 à +5 à l'issue de la lecture de chaque proposition, en fonction de la mesure dans laquelle son contenu correspondait à ce à quoi il aspire pour l'avenir et, d'autre part, au terme de la présentation et de l'évaluation de l'ensemble des propositions, au moyen d'une note d'évaluation globale, toujours de -5 à +5, selon l'intensité du désir du répondant « de vivre dans la société qui vient d'être décrite ».

Le « filet » des trois systèmes utopiques faisait courir le risque de laisser dans l'ombre un certain nombre d'aspirations ou d'idées de transformation en débat dans la société aujourd'hui. Le deuxième axe d'approche

³⁹ Nous avons été tentés de retenir un système utopique mettant en scène une société horizontale, collaborative et participative. Il nous a finalement semblé que ces attributs pouvaient se retrouver, selon des modalités différentes, à la fois dans l'utopie techno-libérale et dans l'utopie écologique.

des utopies a consisté à recueillir les opinions des Français interrogés sur un certain nombre de « perspectives utopiques ». Les perspectives utopiques sont en quelque sorte des « morceaux d'utopies », ou des utopies partielles, spécialisées ou sectorielles. Nombre d'utopies réalistes (le revenu d'existence, la baisse drastique du temps de travail, l'ouverture des frontières et la citoyenneté mondiale...) sont à classer dans cette catégorie.

Au-delà d'une cartographie des utopies, l'attendu d'un tel observatoire est de contribuer à une image à date des imaginaires à l'œuvre dans la société française. C'est ce qui a motivé le fait que le questionnaire s'intéresse également aux valeurs, au rapport au futur, aux relations à la science et à la technologie, au rapport au travail, à la gouvernance des entreprises, à la consommation, aux aspirations en matière de cadre de vie...

Le rapport débute avec une exploration de la manière dont les Français interrogés se positionnent par rapport aux valeurs, aux tendances politiques, à la spiritualité... Nous en avons déduit un certain nombre de variables illustratives qui nous ont servi à éclairer la dispersion des opinions par rapport aux utopies.

La position des répondants par rapport aux trois systèmes utopiques est ensuite présentée en détail, à la fois globalement et à l'échelle de chacune des propositions les décrivant. Une typologie des Français bâtie selon leur rapport aux trois systèmes utopiques et à leur contenu est ensuite présentée. Elle est reprise tout au long du rapport, à côté des autres variables illustratives, pour éclairer l'analyse des positions des répondants sur les perspectives utopiques étudiées par la suite.

Le rapport aborde ensuite les différentes perspectives utopiques abordées dans l'enquête, classées par thématiques.

Il se termine par un bref regard sur les dystopies, sur les scénarios catastrophes qui semblent les plus vraisemblables aux Français interrogés et sur le niveau d'inquiétude qu'ils soulèvent.

Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur une enquête en ligne menée sur le panel de Respondi du 23 avril au 7 mai, auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 70 ans établi sur la base de quotas sur les critères suivants : âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, région et taille de l'agglomération de résidence. Afin d'éviter que la durée de passation du questionnaire ne dépasse le seuil à partir duquel la qualité des résultats se trouve compromise, certains blocs de questions n'ont été adressés qu'à une moitié de l'échantillon et d'autres à l'autre moitié.

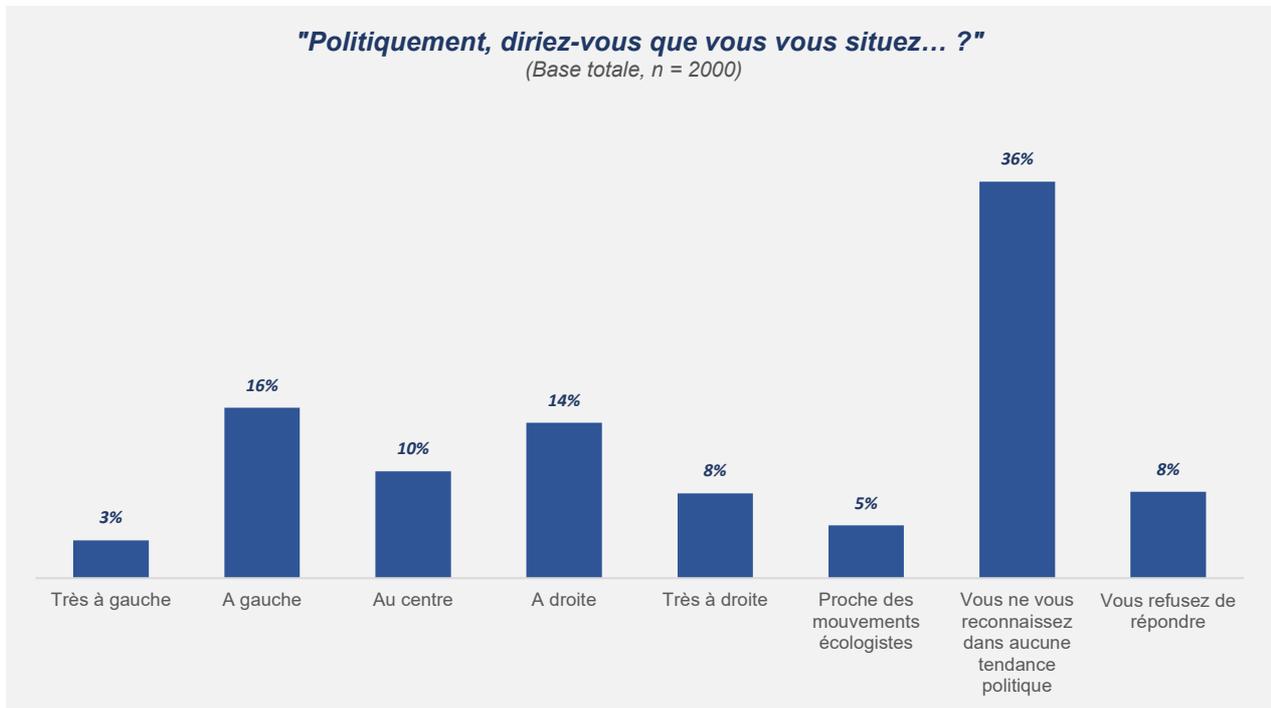
Une approche par les valeurs

Nous faisons l'hypothèse que la séduction qu'un système utopique ou qu'une perspective utopique est susceptible d'exercer sur un individu est dépendante de sa « vision du monde », de son système de valeurs. Le questionnaire de l'enquête s'est efforcé d'aborder ce substrat (de manière nécessairement compacte et imparfaite en raison de la contrainte de taille du questionnaire) en croisant plusieurs angles.

LA SENSIBILITÉ POLITIQUE

La sensibilité politique des répondants a été approchée de manière générale en leur demandant de se situer sur un nuancier allant du « très à gauche » au « très à droite », en passant par la proximité avec les mouvements écologistes. Ils pouvaient également choisir « vous ne vous reconnaissez dans aucune tendance politique » ou refuser de répondre.

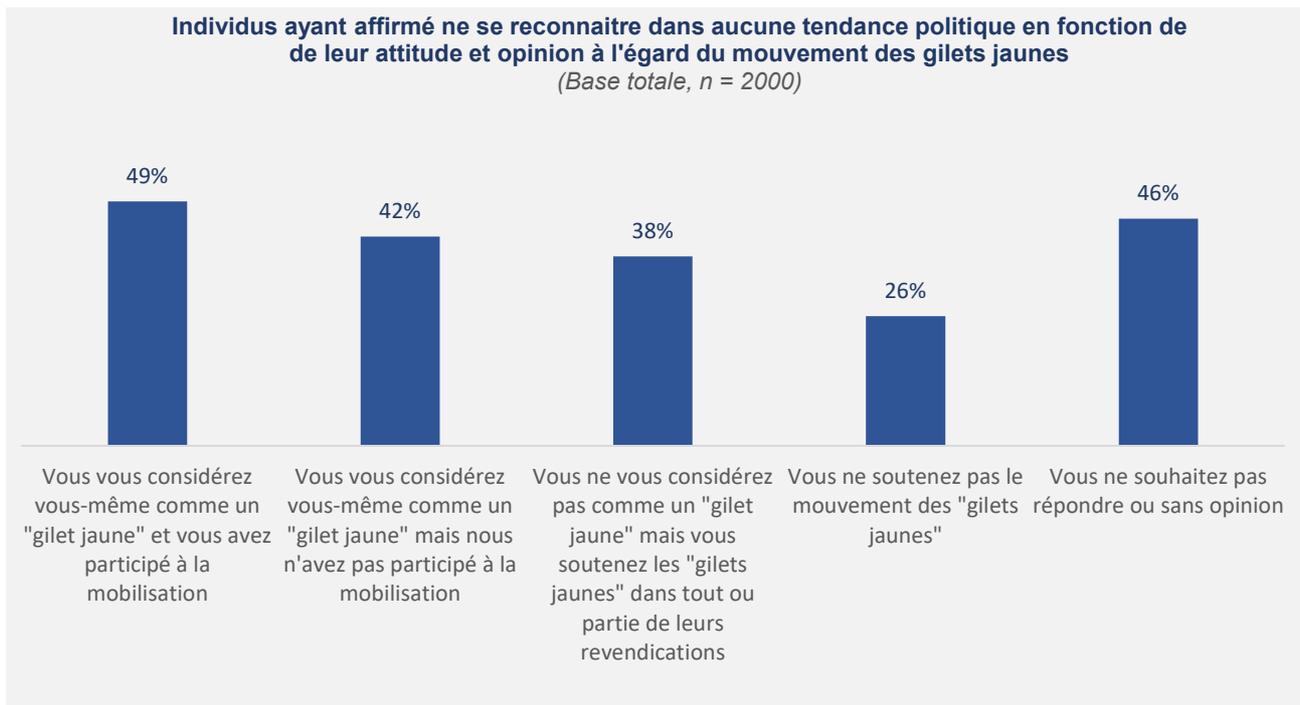
Sur cette base, notre échantillon se répartit de la manière suivante :



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

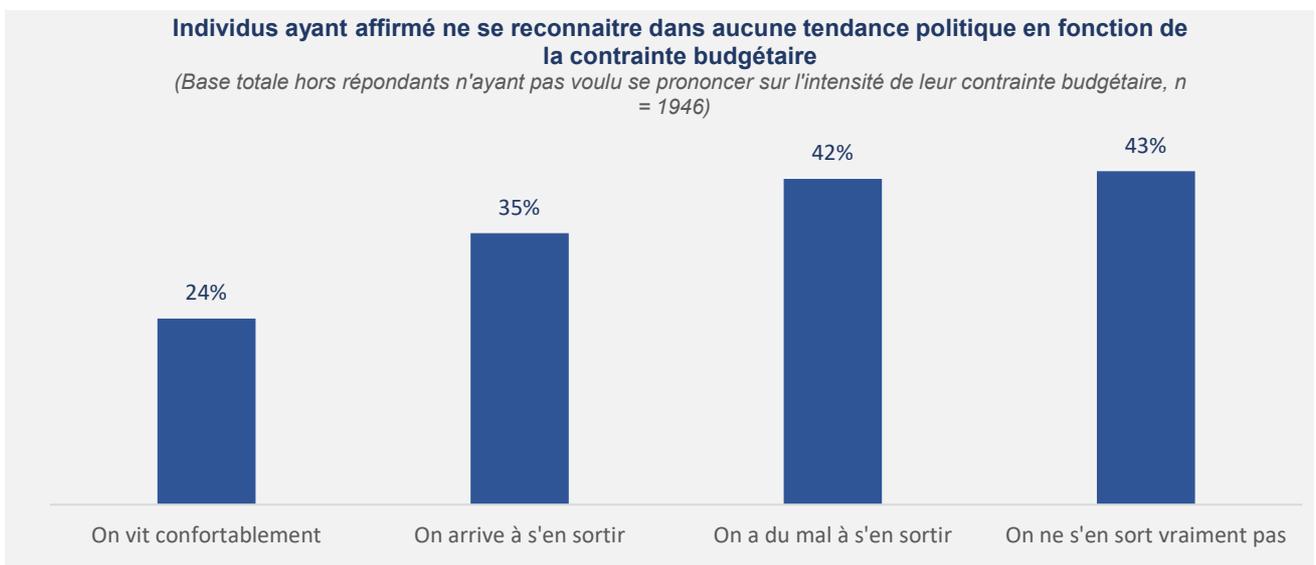
On relèvera le poids très élevé des personnes (36 %) disant ne se reconnaître dans aucune tendance politique, qui tout à la fois peut témoigner d'un désintérêt pour la chose publique et être la conséquence du fort niveau de défiance à l'égard du corps politique et, plus généralement, des institutions (voir plus bas). Il témoigne aussi sans doute, de la difficulté des mouvements politiques d'évoquer de manière crédible des perspectives désirables. Le poids des « dépolitisés » est plus fort encore chez les moins de 45 ans (et atteint même 44 % chez les 18-24 ans), ainsi que chez les chômeurs (41 %) et les personnes sans activité professionnelle (44 %). Il

atteint le niveau record de 48 % chez les CSP- et est fortement décroissant avec le niveau de vie du foyer (44 % dans les deux tranches les plus basses ; 25 % dans la plus haute) et fortement croissant avec l'intensité de la contrainte budgétaire. Le poids des « dépolitisés » diminue avec la taille de l'agglomération de résidence (41 %



parmi les habitants des agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants ; 30 % parmi ceux de l'agglomération parisienne). Enfin, un « gilet jaune » actif (voir plus bas) sur deux s'est classé dans cette catégorie, contre 26 % des opposants au mouvement.

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019



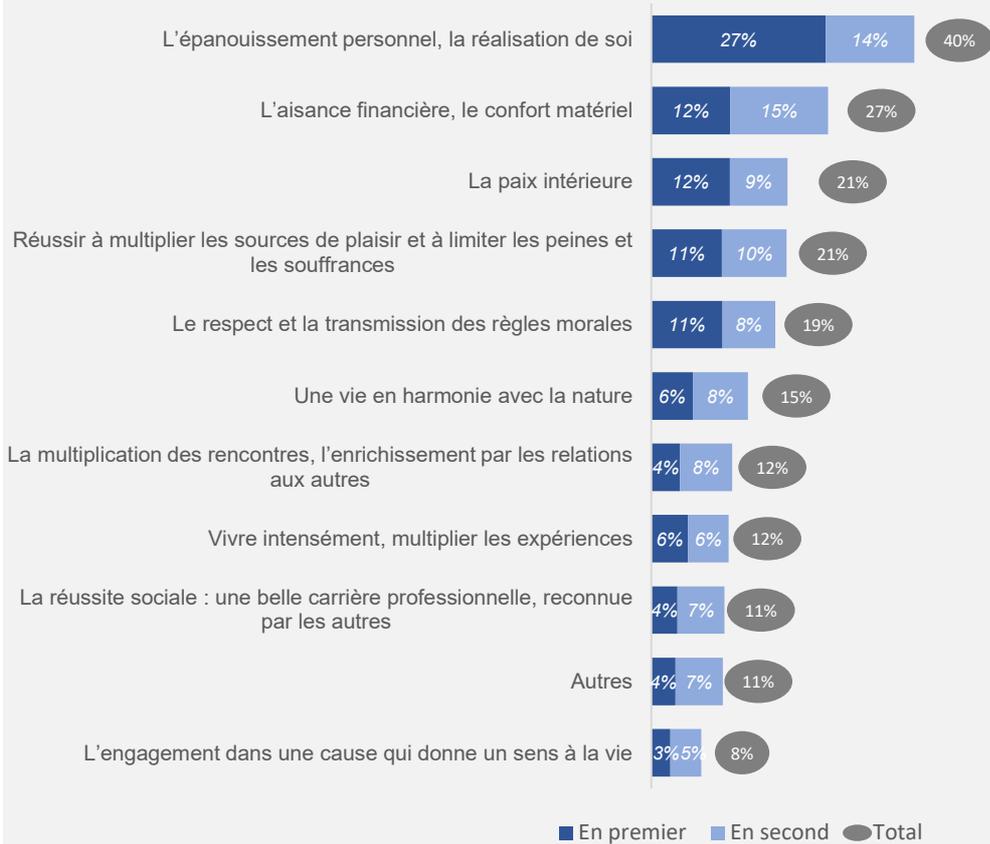
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LA CONCEPTION D'UNE « VIE RÉUSSIE » : LE PRIMAT DES VALEURS INDIVIDUALISTES

Les valeurs ont été approchées au travers d'une question invitant les personnes ayant participé à l'enquête à choisir, au sein d'une liste de 10 propositions, les deux qui exprimaient le mieux leur vision de ce en quoi consiste une vie réussie.

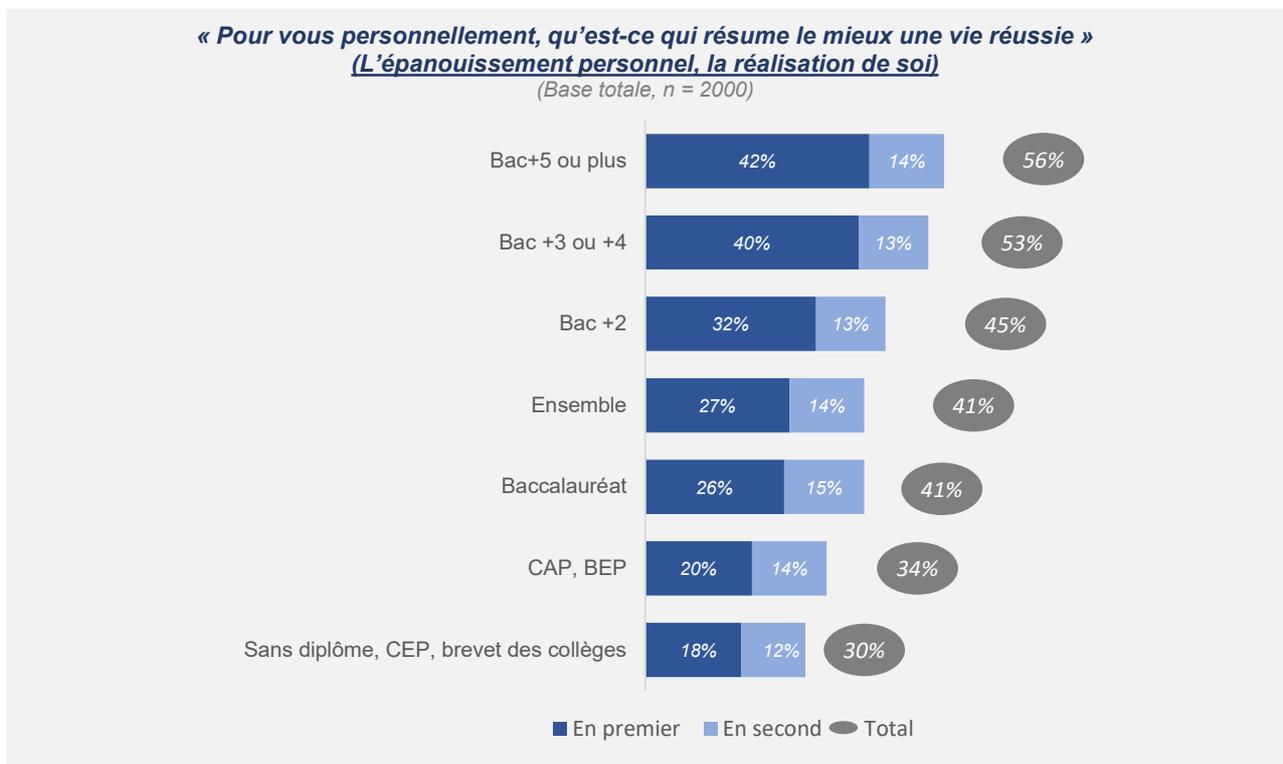
Les réponses, très dispersées, témoignent d'une grande hétérogénéité de la population sur ce point. Arrive en tête « l'épanouissement personnel, la réalisation de soi », retenu par 40 % des répondants, dont 27 % « en premier ». Cet item devance de beaucoup tous les autres, ce qui témoigne de la prégnance dans la société française d'une conception individualiste de la vie, mais centrée sur une acception eudémonique du bien-être. « L'aisance financière, le confort matériel » se classe en deuxième position, mais avec un taux de citation de seulement 27 % (dont 12 % « en premier »), témoignant d'une certaine vigueur de l'approche matérialiste de la vie. Seules deux autres propositions parviennent à capter plus de 20 % des suffrages : « Réussir à multiplier les sources de plaisir et à limiter les peines et les souffrances », formule qui visait à exprimer la conception hédonique du bien-être (21 % dont 11 % « en premier ») et « la paix intérieure » (21 % dont 12 % « en premier ») qui renvoie plutôt à l'eudémonisme. On notera le faible score enregistré par les propositions non égocentrées, telles que « la multiplication des rencontres, l'enrichissement par les relations aux autres » (12 %, dont 4 %), « une vie en harmonie avec la nature » (15 % dont 6 %) ou « l'engagement dans une cause qui donne un sens à la vie », qui se classe en dernière position avec seulement 8 % des suffrages.

"Pour vous personnellement, qu'est-ce qui résume le mieux une vie réussie ?"
 (Base totale, n = 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

On notera que la conception de la vie réussie autour de l'épanouissement personnel est particulièrement répandue chez les jeunes : cette proposition a été citée par plus de la moitié des 18-24 ans (dont 35 % « en premier »). Un effet d'âge inverse est observé pour la proposition « le respect et la transmission des règles morales », retenue par seulement 13 % des 18-24 ans, mais par 30 % des 65-70 ans. Si la CSP et le niveau de revenu se révèlent peu discriminants, il n'en va pas de même du capital culturel appréhendé par le niveau de formation. L'adhésion à la conception d'une vie réussie comme étant associée à l'épanouissement personnel passe de 30 % parmi les moins diplômés à 56 % parmi les titulaires d'un diplôme d'un niveau Bac+5 ou plus (dont 43 % en premier). En contrepartie, mais de manière moins marquée, les peu diplômés se montrent plus enclins à opter pour « l'aisance financière, le confort matériel ». Cette dernière proposition est également liée à la sensibilité politique des répondants, les personnes se situant « très à droite » y adhérant à 45 % alors qu'elle est relativement peu citée par les personnes situées « très à gauche », « au centre » ou se disant proches de mouvements écologistes. Ces derniers, logiquement, ont été sensiblement plus enclins que la moyenne à retenir « une vie en harmonie avec la nature » (32 %). Enfin, le niveau déclaré de pratique religieuse affecte manifestement la conception que l'on se fait d'une vie réussie. Les individus ayant une pratique religieuse forte ou très forte se montrent beaucoup moins enclins à retenir « l'aisance financière, le confort matériel », mais aussi « l'épanouissement personnel, la réalisation de soi ». Par contre, ils adhèrent sensiblement plus fréquemment au « respect et à la transmission des règles morales » et à « la paix intérieure ».

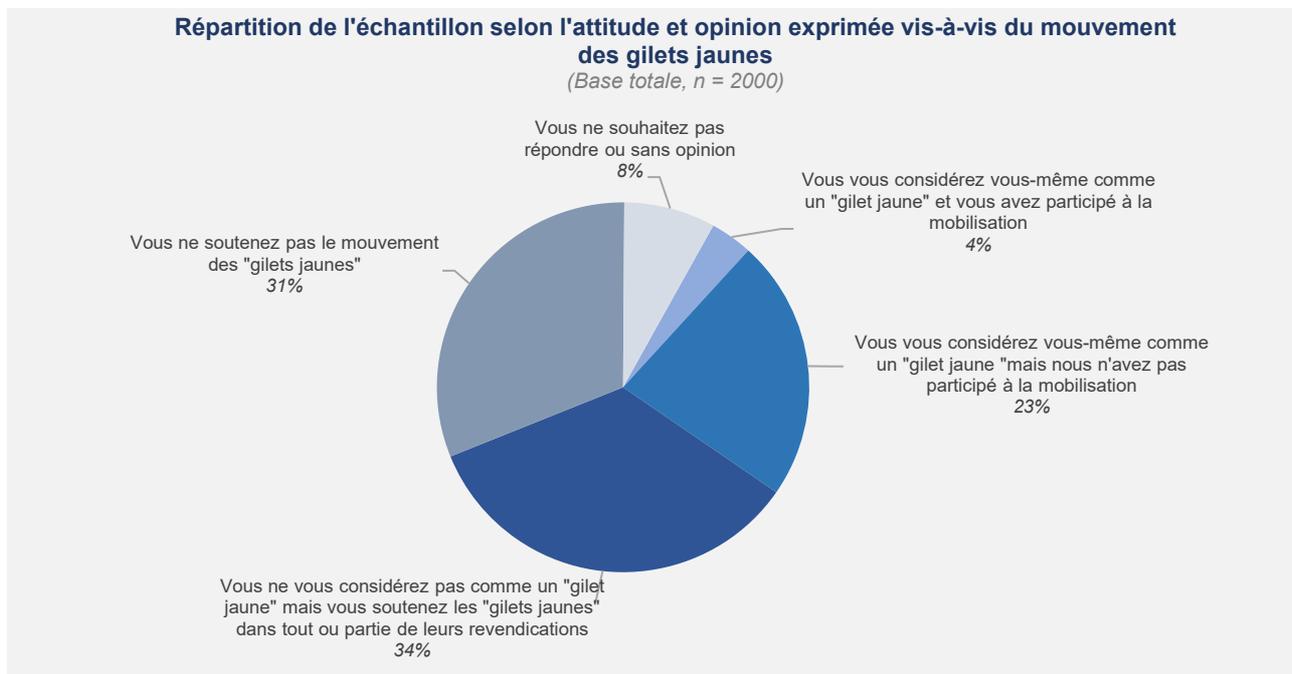


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Nous avons demandé aux personnes ayant participé à l'enquête d'indiquer leur position par rapport au mouvement des « gilets jaunes ». 27 % des personnes interrogées déclarent se considérer comme des « gilets jaunes », mais ils ne sont que 4 % à affirmer avoir participé à la mobilisation (ce sont des « gilets jaunes » que nous qualifierons d'actifs). Lors de l'enquête que l'ObSoCo a menée sur ce thème fin janvier 2019⁴⁰, 46 % des

⁴⁰ Qui sont les gilets jaunes, leurs soutiens et leurs opposants ? l'ObSoCo, février 2019. Téléchargeable sur : <http://lobsoco.com/etude-exclusive-qui-sont-les-gilets-jaunes-leurs-soutiens-leurs-opposants/#dl-obsoco>.

Français interrogés se disaient « gilets jaunes ». Nous sommes ici bien au-delà de la marge d'erreur statistique : les rangs des « gilets jaunes » se sont clairement dégarnis. Ils ont cependant encore le soutien de 34 % des répondants qui, sans se considérer comme « gilets jaunes », disent soutenir le mouvement ; ils n'étaient que 11 % en janvier. Manifestement, des personnes qui se disaient « gilets jaunes » ont basculé dans le camp du seul soutien. Au total, le mouvement des « gilets jaunes » rassemble d'une manière ou d'une autre 61 % de la population, soit une proportion presque identique à celle observée au début de l'année.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Le profil sociodémographique des « gilets jaunes » est ici plus typé que celui que révélait l'étude réalisée fin janvier 2019. Chômeurs et personnes sans activité professionnelle sont fortement surreprésentés, de même que les CSP-, les personnes peu diplômées et appartenant aux tranches basses de niveau de vie. Les « gilets jaunes » sont surtout très surreprésentés parmi les personnes qui sont associées à un niveau fort ou très fort de contrainte budgétaire (ils forment la moitié du total de celles qui déclarent « on ne s'en sort pas vraiment »). Ils sont plus souvent que la moyenne des habitants des villes moyennes et des communes rurales, et politiquement ils sont surreprésentés à la fois « très à gauche » et « très à droite » mais aussi parmi les personnes ne se reconnaissant dans aucune tendance. Ici, on relèvera que la réalisation de soi n'a été retenue comme participant de la conception d'une vie réussie que par 22 % des « gilets jaunes » actifs qui, en contrepartie, ont été plus prompts à retenir l'aisance financière et la réussite sociale.

La force des valeurs individualistes ne doit pas occulter l'attrait qu'exerce le collectif. On le retrouvera à plusieurs étapes de notre parcours dans les résultats de l'enquête. On verra en particulier qu'il porte fortement sur le premier cercle de sociabilité – les « proches » - confirmant l'attachement des Français pour la famille. Cet attrait exercé par le collectif ressort de la manière dont les Français interrogés ont réagi aux mots « individuel » et « collectif ». De manière générale, nous avons souhaité sonder les aspirations et les imaginaires des Français de manière indirecte : en soumettant aux répondants une liste de 28 mots et en leur demandant de les noter

de -5 à +5 « selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal »⁴¹. Le mot « collectif » a obtenu une moyenne de +1,6, « individuel » de -0,1. « Collectif » a réuni 34 % de notes supérieures ou égales à +3, « individuel » seulement 10 %. 13 % des notes données à « individuel » sont inférieures ou égales à -3, contre seulement 3 % pour « collectif ».

« Veuillez donner une note de -5 à +5 à chacun de ces mots selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal. »

(Base totale, n = 2000)

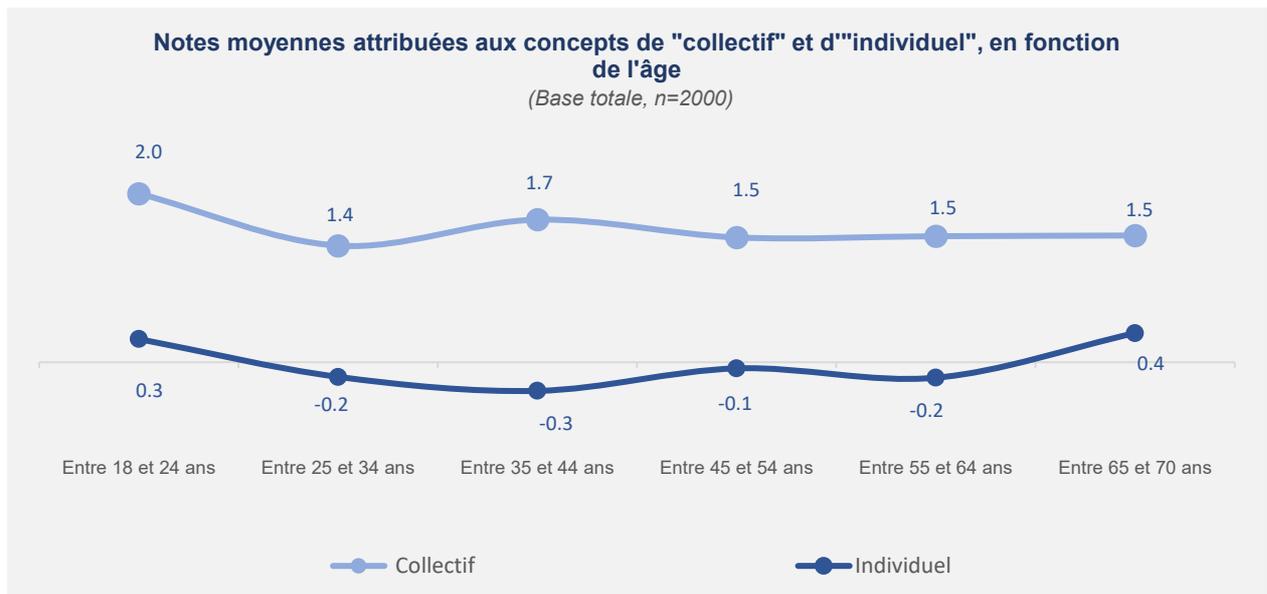
| | Moyenne | Ecart type | « Supporters » [-5 ; -3] | « Détracteurs » [+3 ; +5] |
|--------------|---------|------------|-----------------------------|------------------------------|
| «Collectif» | 1.6 | 2.0 | 34% | 3% |
| «Individuel» | -0.1 | 2.1 | 10% | 13% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

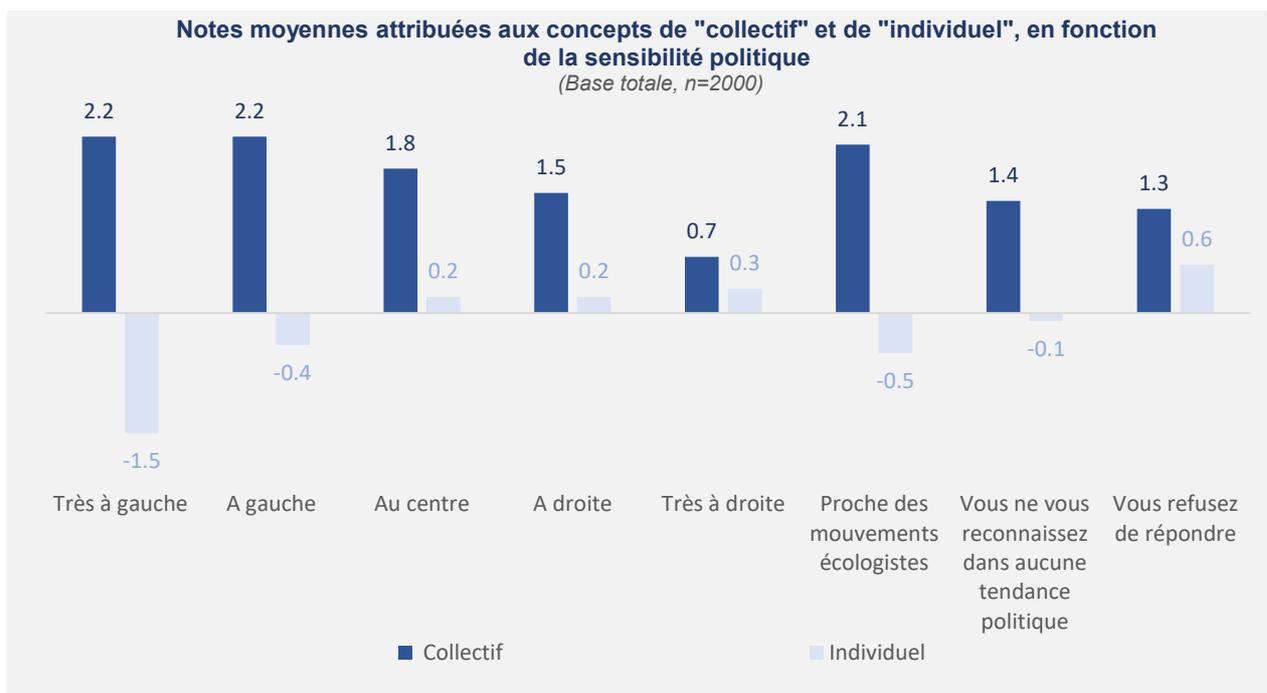
Les jeunes de 18 à 24 ans présentent la particularité d'avoir collectivement mieux noté que la moyenne à la fois « individuel » et « collectif » ce qui peut s'interpréter soit comme une manifestation de l'hétérogénéité des individus composant cette tranche d'âge, soit comme témoignant de la disposition originale des plus jeunes à combiner des termes (et des rapports au monde) trop souvent opposés, dans l'élaboration d'un « individualisme relié ».

L'attrait pour l'individuel recule avec le niveau de vie, le niveau de diplôme et inversement avec le niveau de la contrainte budgétaire. L'attrait pour le collectif affiche des relations inverses. Le lien à la sensibilité politique est très marqué, selon une logique gauche/droite classique Les « gilets jaunes » actifs se distinguent par une évaluation plus défavorable que la moyenne de « individuel » (-0,5) et, surtout, de « collectif » (+0,4).

⁴¹ La question était assortie de la mention : « -5 = vous associez ce mot à une image très négative. +5 = vous associez ce mot à une image très positive. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement (0 = neutre) ».



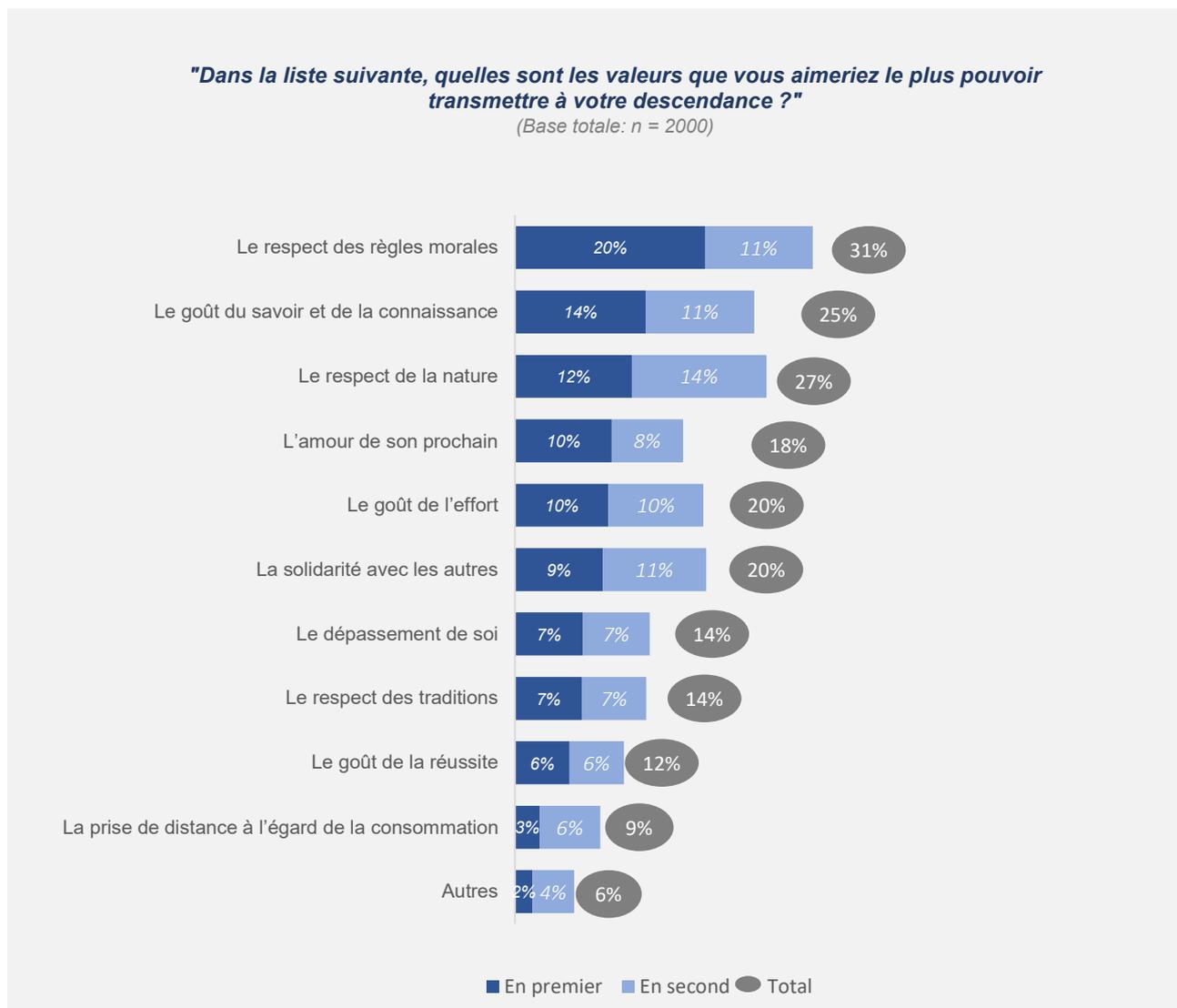
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LES VALEURS À TRANSMETTRE : LE RESPECT DES RÈGLES MORALES EN TÊTE

La question des valeurs a été également abordée de manière plus directe au travers de l'identification des valeurs à transmettre à sa descendance. Là aussi, dix items étaient proposés aux répondants qui devaient en choisir deux et les hiérarchiser. Les réponses sont à peine moins dispersées que celles données à la question précédente. Un item se détache pourtant nettement, mais retenu par seulement 31 % des répondants (dont 20 % « en premier ») : « le respect des règles morales ». Arrivent ensuite, au coude à coude, avec un taux de citation un peu au-dessus de 25 % : « le goût du savoir et de la connaissance » et « le respect de la nature ». « La solidarité avec les autres » atteint de justesse le seuil des 20 %. On notera que les items à résonance plus individualiste mais comportant une connotation de performance (« le dépassement de soi », « le goût de la réussite », « le goût de l'effort ») ne parviennent pas à franchir ce seuil symbolique.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

L'âge des répondants est globalement peu lié à leur choix des valeurs à transmettre, à l'exception du « goût de l'effort », qui n'est cité que par 12 % des 18-24 ans, contre 25 % des 65-70 ans. « Le goût du savoir et de la connaissance » a été retenu par 34 % des CSP+ (et 41 % des titulaires d'un diplôme de niveau Bac+5 et plus),

mais par seulement 19 % des CSP-. « La solidarité avec les autres » est citée par 42 % des personnes se situant « très à gauche », mais par seulement 5 % de celles se positionnant « très à droite ». A l'inverse, « le respect des règles morales » n'a été retenu que par 18 % des personnes « très à gauche » et 14 % de celles se disant proches des mouvements écologistes, mais par 41 % des personnes situées « à droite ». Mais le clivage le plus net est relatif au « respect de la nature », retenu par 62 % des répondants proches des mouvements écologistes, contre 19 % de ceux se situant « à droite ». Les personnes déclarant un très fort niveau de pratique religieuse sont sensiblement plus nombreuses que les autres répondants (38 %) à avoir cité « l'amour de son prochain ».

Dans la liste suivante, quelles sont les valeurs que vous aimeriez le plus pouvoir transmettre à votre descendance ? (Le goût du savoir et de la connaissance)

(Base, n=2000)

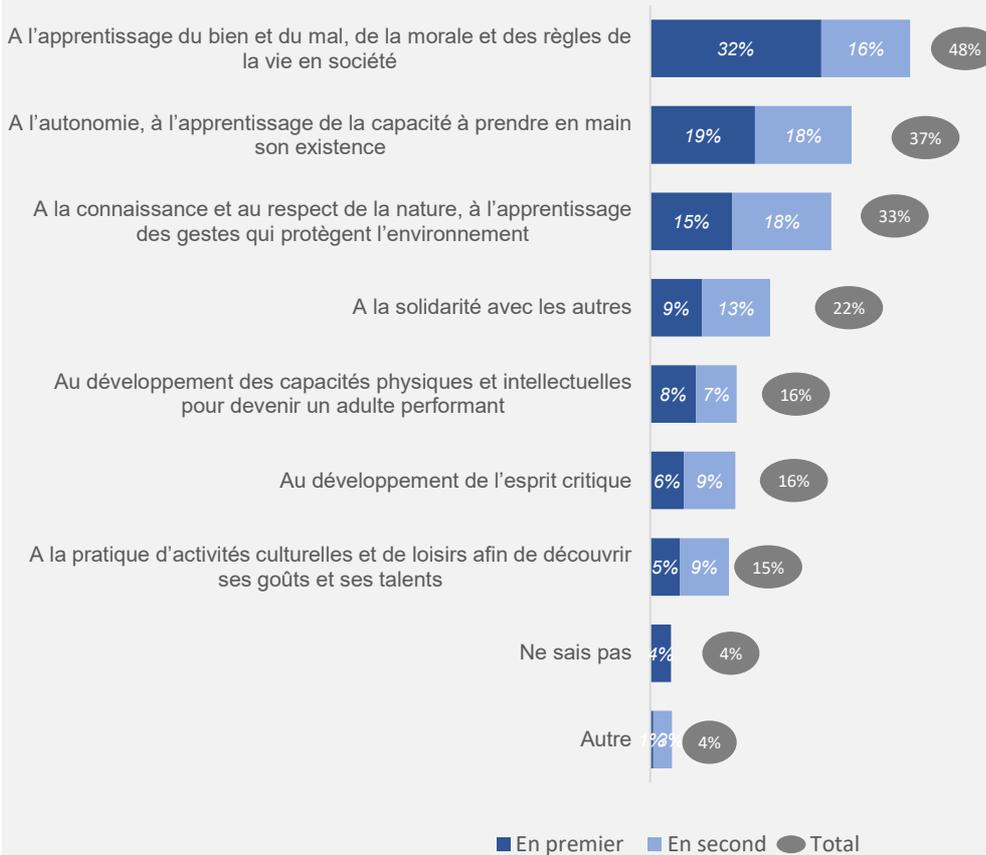
| | Agriculteur exploitant | Artisan, commerçant ou assimilé | Chef d'entreprise de 10 salariés ou plus | Profession libérale ou assimilé | Cadre, profession intellectuelle et artistique | Profession intermédiaire (enseignement primaire, santé, administratif, commercial...) | Technicien, contremaître ou agent de maîtrise | Employé | Total |
|-----------------|------------------------|---------------------------------|--|---------------------------------|--|---|---|---------|-------|
| En premier | 29% | 19% | 10% | 16% | 24% | 11% | 13% | 12% | 14% |
| En second | 17% | 8% | 10% | 5% | 14% | 16% | 11% | 10% | 11% |
| Non sélectionné | 54% | 73% | 80% | 79% | 62% | 73% | 77% | 78% | 75% |
| Total | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les réponses données à la question plus générale « Selon vous, en matière d'éducation des enfants, la priorité doit être donnée à... » sont convergentes mais mènent à des constats plus tranchés. En tête, on trouve de nouveau « l'apprentissage du bien et du mal, de la morale et des règles de la vie en société », cette fois-ci retenu par 48 % des personnes interrogées (dont 32 % qui en ont fait leur premier choix). On retrouve cette fréquence élevée dans quasiment la totalité des catégories de population, à l'exception des personnes se situant « très à gauche » qui ne sont que 24 % à avoir retenu cet item. On trouve ensuite « l'autonomie, la capacité à prendre en main son existence », avec 36 % de citation (dont 19 % en premier), qui remet en avant-plan le registre individualiste. Là aussi, la fréquence de ce choix est peu liée aux caractéristiques sociodémographiques des individus, même si les plus jeunes apparaissent un peu en retrait, de même que les personnes « très à gauche ». « La connaissance et le respect de la nature, l'apprentissage des gestes qui protègent l'environnement » se classe juste derrière avec un taux de citation de 33 % (dont 15 % en premier). La propension à intégrer cet item dans les deux priorités qu'il convient de donner en matière d'éducation des enfants décroît légèrement avec le niveau de diplôme et elle est surtout beaucoup plus élevée parmi les répondants se situant politiquement « très à gauche » (53 %) ou proches des mouvements écologistes (62 %). Les autres items ont tous recueilli moins de 25 % des suffrages.

"Selon vous, en matière d'éducation des enfants, la priorité doit être donnée..."

(Base totale, n = 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Sur la base du recodage des réponses aux questions relatives à la conception d'une vie réussie, des valeurs à transmettre à sa descendance et des priorités en matière d'éducation des enfants, nous avons associé à chaque répondant un registre de valeur dominant⁴². Le tableau ci-dessous décrit la répartition de l'échantillon selon

⁴² 8 grands registres de valeur ont été appréhendés : "le matérialisme", "l'hédonisme", "l'eudémonisme", "l'autonomie / le développement", "la sociabilité / la solidarité", "la morale / la tradition", "le lien avec la nature" et "la connaissance". Le matérialisme a été mesuré à partir de la description d'une vie réussie comme correspondant à "la réussite sociale : une belle carrière professionnelle, reconnue par les autres" ou à "l'aisance financière, le confort matériel" ainsi que par la volonté de transmettre "le goût de la réussite" et à l'inverse de ne pas transmettre "la prise de distance à l'égard de la consommation". L'hédonisme a été mesuré à partir de la description d'une vie réussie comme celle dans laquelle on parvient à "réussir à multiplier les sources de plaisir et à limiter les peines et les souffrances" et à "vivre intensément, multiplier les expériences". L'eudémonisme à partir d'une vision de la vie réussie correspondant à "l'épanouissement personnel, la réalisation de soi" ou "la paix intérieure". L'autonomie / le développement à partir de la volonté de transmettre à ses enfants "le dépassement de soi", "le goût de l'effort". Le registre sociabilité / solidarité à partir de la conception d'une vie réussie comme celle consacrée à un "engagement dans une cause qui donne un sens à la vie" ou "la multiplication des rencontres, l'enrichissement par les relations aux autres" ainsi que par la volonté de transmettre à ses enfants "l'amour de son prochain" et "la solidarité avec les autres". La morale / la tradition à partir de la propension à définir une vie réussie comme une vie de "respect et de transmission des règles morales" ainsi que par la volonté de transmettre à ses enfants "le respect des traditions" et "le respect des règles morales". Le lien avec la nature par la description d'une vie réussie comme étant "une vie en harmonie avec la nature" et par la volonté de transmettre à ses enfants "le respect de la nature". Enfin l'attachement au registre de valeur associé à la connaissance a été mesuré à partir de la volonté de transmettre à ses enfants "le goût du savoir et de la connaissance". Pour chacune des réponses sélectionnées par les répondants dans les deux

ce critère. Nous disposons-là d'une variable illustrative supplémentaire que nous mobiliserons le cas échéant dans la suite de notre investigation.

Part que représente chaque registre de valeur dominant dans l'échantillon total

(Base totale, n =2000)

| Registre de valeur dominant | % dans l'échantillon |
|-----------------------------|----------------------|
| Connaissance | 17% |
| Hédonisme | 16% |
| Lien avec la nature | 14% |
| Morale/Tradition | 13% |
| Matérialisme | 11% |
| Autonomie/développement | 11% |
| Sociabilité/solidarité | 11% |
| Eudémonisme | 8% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

CE QU'IL MANQUE À NOTRE ÉPOQUE : D'ABORD LE RESPECT DE LA NATURE

Enfin, la question des valeurs a également été appréhendée indirectement au travers d'une question consistant à demander aux répondants ce qui, selon eux, manquait le plus à notre époque. Ils pouvaient choisir jusqu'à 3 items dans une liste de 16.

Une fois de plus, les réponses sont dispersées. Un item se détache cependant, cité au total par 46 % des répondants (mais seulement 19 % « en premier ») : « le respect de la nature et des limites de la planète ». Cet item a été retenu de manière croissante avec le niveau d'éducation, et plus souvent parmi les plus jeunes. Il est cité « en premier » par 30 % des élèves ou étudiants. Le taux de citation n'est que de 33 % (dont 7 % « en premier ») parmi les personnes soumises au plus fort niveau de contrainte budgétaire. Par rapport à la typologie des valeurs, ce sont les personnes à orientation matérialiste qui ont été les moins disposées à retenir cet item (30 %, dont 9 % « en premier »). Il a logiquement été retenu par 76 % des personnes se disant proches des mouvements écologistes (dont 46 % « en premier »), mais obtient un score élevé au sein de chacune des familles politiques.

questions visant à mesurer la conception d'une vie réussie et les valeurs à transmettre à ses enfants, 1 point a été attribué en fonction du registre de valeur auquel la réponse correspondait. Afin d'homogénéiser les échelles de variations des scores (différentes, compte tenu du nombre variable d'items à partir desquels les scores ont été mesurés) et afin de s'intéresser non pas à la valeur absolue du score, mais à l'écart par rapport à la moyenne générale, les données ont été centrées et réduites. Chaque répondant a ensuite été associé au registre dans lequel il avait le score le plus élevé (registre que nous avons défini comme le « registre de valeur dominant »). A retenir que ce registre dominant n'est donc pas celui qui est exprimé avec la plus forte intensité par le répondant, mais celui sur lequel il se distingue le plus du reste de la population.

"Selon vous, qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer ?"

(Base totale, n = 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

« Selon vous, qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer ? »
 (Base totale, n = 2000)

| | Ensemble | Très à gauche | A gauche | Au centre | A droite | Très à droite | Proche des mouvements écologistes |
|---|-------------|---------------|-------------|-------------|-------------|---------------|-----------------------------------|
| Le respect de la nature et des limites de la planète | 19% | 19% | 22% | 20% | 17% | 12% | 46% |
| La solidarité entre les Hommes | 13% | 16% | 20% | 12% | 11% | 2% | 11% |
| L'égalité | 12% | 13% | 16% | 12% | 8% | 9% | 8% |
| Le respect de la loi | 10% | 6% | 6% | 10% | 14% | 18% | 4% |
| La liberté | 9% | 11% | 8% | 9% | 8% | 12% | 7% |
| Le partage | 7% | 16% | 8% | 7% | 6% | 3% | 1% |
| Le respect de la tradition | 5% | 5% | 5% | 3% | 6% | 13% | 2% |
| Pouvoir mieux discerner le vrai du faux | 5% | 3% | 4% | 3% | 6% | 1% | 2% |
| Un élan collectif vers un même objectif | 4% | 5% | 6% | 4% | 2% | 0% | 4% |
| La protection et la valorisation des identités nationales et régionales | 4% | 0% | 0% | 3% | 6% | 13% | 1% |
| La spiritualité, le sacré | 2% | 2% | 1% | 3% | 2% | 2% | 7% |
| Les utopies, le rêve | 2% | 2% | 2% | 5% | 1% | 2% | 3% |
| De grands Hommes | 2% | 1% | 1% | 3% | 2% | 2% | 1% |
| Rien de tout cela | 2% | 0% | 1% | 0% | 1% | 1% | 2% |
| Le romantisme | 1% | 0% | 0% | 0% | 3% | 2% | 3% |
| L'héroïsme | 1% | 0% | 0% | 1% | 1% | 2% | 0% |
| La foi dans le progrès | 1% | 0% | 0% | 2% | 3% | 0% | 0% |
| Total | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

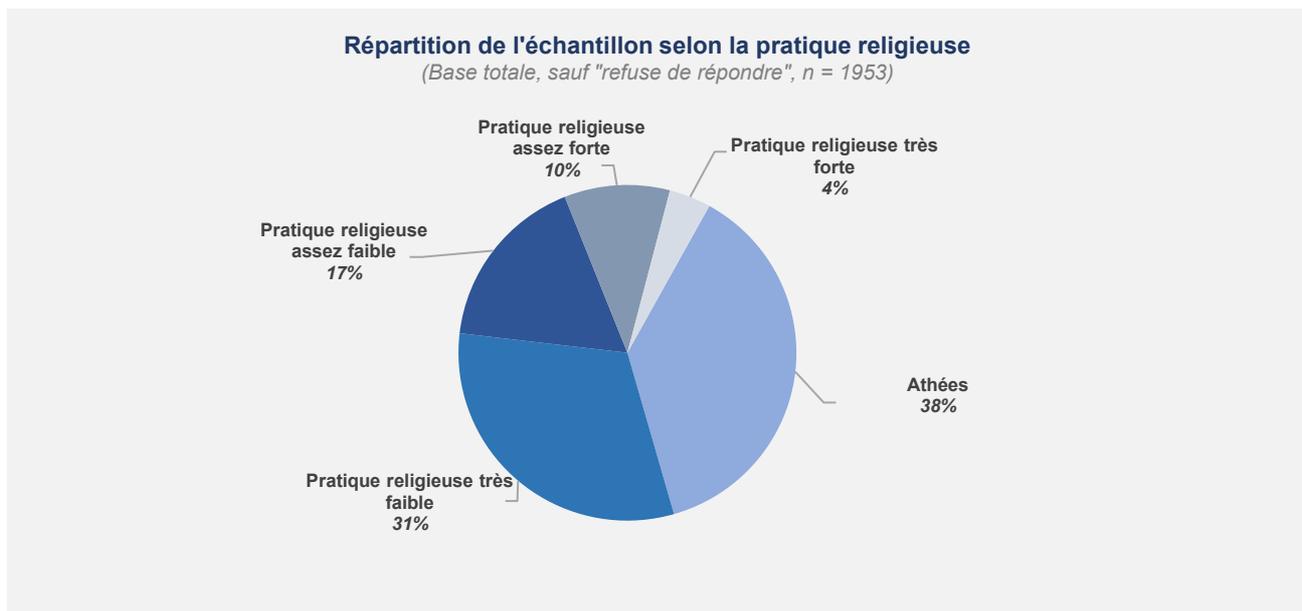
« La solidarité entre les Hommes » se classe en deuxième position. Elle a été citée par 36 % des répondants (dont 13 % « en premier »). Les CSP intermédiaires ont été les plus disposées à retenir cet item (43 %). Un clivage gauche/droite est clairement perceptible, 56 % des personnes « très à gauche » ayant retenu cet item contre seulement 15 % des personnes « très à droite ».

Très près derrière, dans un registre proche, « l'égalité » affiche un taux de citation à 34 % (dont 12% « en premier »). Il est un peu plus élevé chez les 18-24 ans (42 %), et plus encore chez les élèves et étudiants (45 %). On retrouve ici le clivage gauche/droite mais de manière atténuée : l'égalité est bien plus souvent citée par les personnes se situant « à gauche » et « très à gauche » (près de 40 %), alors qu'elle l'est beaucoup moins par les personnes positionnées « à droite » ou « très à droite » (autour de 25 %).

« Le respect de la loi » a été retenu par 29 % des répondants (dont 10 % en premier). Là encore, le clivage gauche/droite est très fort.

LA SPIRITUALITÉ

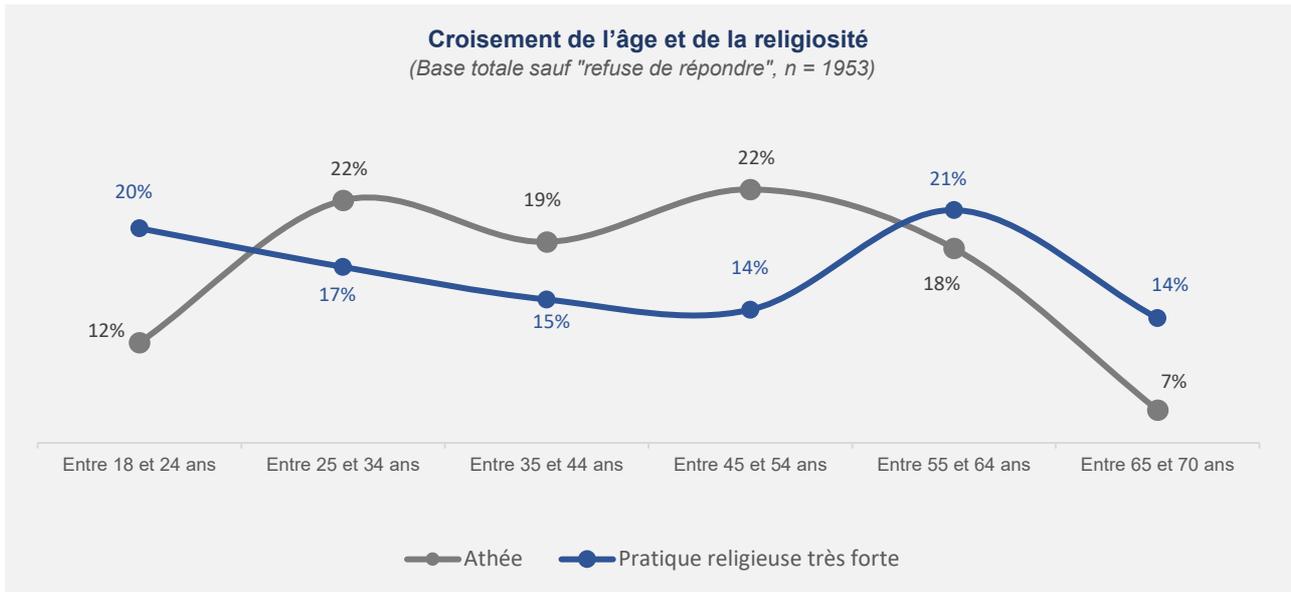
Sur la base des déclarations des répondants, notre échantillon se répartit de la manière suivante selon l'intensité de leur pratique religieuse.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Si 38% des personnes interrogées sont athées, 62 % déclarent une pratique religieuse ne serait-ce que très faible. La proportion d'athées est significativement plus forte chez les hommes (42 % contre 33 % chez les femmes), alors que les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à déclarer une pratique religieuse forte ou très forte (17 % contre 11 % chez les hommes). On compte également une proportion relativement forte de personnes associées à une pratique assez forte ou très forte parmi les 18-24 ans (21 % contre un minimum de 14 % chez les 45-54 ans), alors que la proportion d'athées culmine à 46 % dans la tranche d'âge immédiatement supérieure. Les athées sont surreprésentés parmi les personnes qui se situent « à gauche » (45

%) et, plus encore, « très à gauche » (61 %), et c'est parmi les répondants positionnés « au centre » et « à droite » qu'ils sont proportionnellement le moins présents (respectivement 28 % et 27 %).



Si une majorité de Français s'adonne à une certaine pratique religieuse, seuls 28 % des répondants sont en accord avec l'affirmation selon laquelle « la religion occupe trop peu de place dans la société française contemporaine », contre 43 % qui sont de l'avis contraire (et 29 % sans opinion). La position par rapport à cette proposition est évidemment fortement liée à l'intensité de la pratique religieuse, mais elle l'est aussi à la sensibilité politique : la part des répondants en accord avec cette proposition avoisine les 40 % parmi les personnes se classant « à droite » ou « très à droite », alors qu'elle n'est que de 15 % parmi celles se disant proches de mouvements écologistes.

« Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? »

(Base : sous-échantillon = 998)

| | Il faudrait que les gens passent moins de temps à la vie matérielle et davantage à se poser des questions existentielles | Il convient de sacraliser la terre et toutes les formes du vivant | La religion occupe trop peu de place dans la société française contemporaine | Les religions qui nous sont étrangères ont beaucoup à nous apprendre |
|----------------------------------|--|---|--|--|
| Tout à fait d'accord | 10% | 5% | 8% | 4% |
| Plutôt d'accord | 31% | 23% | 20% | 22% |
| Sous-total "D'accord" | 41% | 28% | 28% | 26% |
| Plutôt pas d'accord | 16% | 16% | 21% | 17% |
| Pas du tout d'accord | 15% | 17% | 22% | 27% |
| Sous-total "Pas d'accord" | 31% | 32% | 43% | 44% |
| Sans opinion | 28% | 39% | 29% | 30% |
| Total | 100% | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

On observe à peu près les mêmes proportions d'accord et de désaccord concernant la proposition « Les religions qui nous sont étrangères ont beaucoup à nous apprendre ». Ici, la proportion de personnes en désaccord atteint 50 % parmi celles qui se situent à « droite » et monte jusqu'à 74 % pour celles « très à droite ». Les 18-24 ans se révèlent beaucoup plus ouverts aux apports des religions étrangères que l'ensemble des autres tranches d'âge (42 % de « d'accord », contre 26 % sur l'ensemble de l'échantillon).

Mais la spiritualité peut également adopter des modalités qui se détachent plus ou moins de la religion. 28 % des répondants adhèrent à la proposition selon laquelle « il convient de sacraliser la terre et toutes les formes du vivants », contre 32 % qui ne s'y reconnaissent pas (et 39 % qui n'ont pas d'opinion). Logiquement, la part des personnes en accord est beaucoup plus élevée parmi celles qui se disent proches des mouvements écologistes (44 %), alors qu'elle n'est que de 16 % pour les répondants se positionnant « au centre ». La proposition, plus générale, « il faudrait que les gens passent moins de temps à la vie matérielle et davantage à se poser des questions existentielles » réunit une proportion importante mais minoritaire de répondants (41 %, contre 31 %). Là aussi, les 18-24 ans se démarquent, quoique de manière moins prononcée (49 %, et 54 % chez les élèves et étudiants). La fréquence d'accord à cette idée d'un déficit de spiritualité croît avec le niveau d'éducation, passant de 33 % à 51 % du bas au haut de l'échelle des diplômes. Les personnes « très à droite » se distinguent cette fois-ci par un fort taux de désaccord (47 %), alors que le plus fort taux d'accord est observé chez les personnes qui se classent « très à gauche ».

Sur la base des réponses à l'ensemble de ces questions (à l'exception de celles sur l'intensité de la pratique religieuse), nous avons construit un score de spiritualité qui rejoindra les autres variables illustratives pour la suite de l'analyse. Il découpe l'échantillon en trois groupes. Les individus associés à une faible spiritualité pèsent pour 25 % dans l'échantillon. 69 % sont considérés en position neutre et seuls 5 % sont classés dans le groupe marqué par une forte spiritualité.

Le positionnement par rapport aux trois systèmes utopiques

Une part importante du questionnaire est consacrée à l'approche des attitudes des Français interrogés à l'égard des trois systèmes utopiques que nous avons choisi de privilégier. Chacun des trois systèmes (qui n'ont pas été nommés pour les répondants) a fait l'objet d'une présentation relativement détaillée au moyen d'une quinzaine de propositions visant à en décrire, en termes simples, les principales dimensions (organisation de la vie économique, gouvernance de la vie politique, modes de vie et consommation, ouverture aux autres...) en s'efforçant d'équilibrer les aspects positifs et négatifs.

LES PRÉFÉRENCES RELATIVES AUX GRANDS SYSTÈMES UTOPIQUES : L'UTOPIE ÉCOLOGIQUE SE DÉTACHE

Les préférences des Français interrogés à l'égard des trois grands systèmes utopiques ont été mesurée par :

- La moyenne des notes que les répondants ont été invités à donner à chacune des propositions descriptives de chaque système utopique, en fonction de leur degré d'adhésion à ce qu'elles décrivaient⁴³ ;
- L'appréciation globale de chaque système utopique donnée par les répondants à l'issue de l'évaluation de l'ensemble des propositions, au travers d'une note exprimant « l'intensité de [leur] désir de vivre dans la société qui vient d'être décrite ».

L'ensemble des notes s'inscrivent dans une échelle allant de -5 à +5, -5 exprimant un « rejet radical », +5 une « adhésion totale », les notes intermédiaires permettant au répondant de nuancer son jugement.

Moyenne des notes attribuées aux trois systèmes utopiques

(Base totale, n=2000)

| | Moyenne des notes par item | Moyenne des notes globales |
|------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Utopie écologique | 1,6 | 2,3 |
| Utopie techno-libérale | -0,2 | 0,7 |
| Utopie sécuritaire | 1,2 | 1.1 |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les deux critères mènent à la même hiérarchie des préférences, mettant en tête l'utopie écologique, en queue l'utopie techno-libérale, l'utopie sécuritaire occupant la position intermédiaire.

⁴³ 25 Les consignes aux répondants étaient formulées de la manière suivante : « Voici la description d'une sorte de société idéale. Veuillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion (-5 = vous rejetez radicalement le point concerné. +5 = vous adhérez totalement au point concerné. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement (0 = neutre)). Attention, il ne s'agit pas de porter un jugement sur la crédibilité des propositions, mais sur la mesure dans laquelle elles correspondent à ce que vous souhaitez pour l'avenir ». Suivait la liste des propositions.

Les utopies écologique et sécuritaire obtiennent des notes positives selon les deux critères, alors que l'utopie techno-libérale obtient une note moyenne globale positive mais une moyenne des notes par item négative.

Une autre manière d'observer la hiérarchie des préférences à l'égard des trois systèmes utopiques consiste à observer la répartition des répondants selon le critère de la note globale la plus élevée⁴⁴. Cette approche ne modifie pas la hiérarchie mais accroît les écarts. L'utopie écologique apparaît comme le système utopique préféré par une majorité de Français (55 %). A l'opposé, l'utopie techno-libérale ne réunit que 16 % des répondants.

Répartition des répondant selon le système utopique le mieux noté

(Base totale, n=2000)

| | % |
|------------------------|--------|
| Utopie écologique | 54,6 % |
| Utopie techno-libérale | 15,9 % |
| Utopie sécuritaire | 29,5 % |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

En 2016, l'ObSoCo avait exploré le thème du rapport aux utopies en demandant à un échantillon représentatif de Français de prendre position par rapport à la description qui leur était faite « de trois états possibles que la société pourrait atteindre dans 10 ou 20 ans ». Chaque état était décrit au moyen d'un bref paragraphe s'efforçant d'équilibrer les aspects positifs et les contreparties négatives⁴⁵. Le premier scénario présentait une société conviviale et décroissante proche de l'utopie écologique décrite plus en détail dans le présent *Observatoire*, le deuxième une société moderne et consumériste se rapprochant de l'utopie techno-libérale, et le troisième une société horizontale et participative. Les résultats sont convergents avec ceux obtenus dans la présente enquête. La société décroissante émergeait de la hiérarchie des préférences, avec une note moyenne de 6,7/10 et une préférence exprimée par 51 % des Français interrogés. La société moderne se classait en

⁴⁴ En cas d'ex-aequo, les systèmes utopiques ont été départagés sur la base de la moyenne des notes par item.

⁴⁵ *Scénario A* - Une société conviviale dans laquelle l'objectif de croissance économique a laissé place au temps libre et à la protection de l'environnement. On produit moins et on consomme moins. On fait plus par soi-même, réduit le gaspillage, recycle et achète auprès de petits producteurs de sa région. Les modes de vie s'adaptent à l'objectif de réduction de l'impact environnemental : moins de déplacements (l'usage de la voiture et de l'avion recule) et le rythme des innovations technologiques se réduit. On vit de manière plus sobre, moins connecté, moins vite et plus proche.

Scénario B - Une société participative dans laquelle chacun est invité à s'impliquer, à prendre la parole, à participer. Le modèle de la grande entreprise et du salariat cède la place à des travailleurs indépendants, autonomes mais responsables d'eux-mêmes, qui louent leurs services et collaborent par l'intermédiaire de plateformes Internet. La consommation collaborative et le partage deviennent les modes de consommation dominants. La démocratie participative (chacun prend part à la décision) prend le pas sur la démocratie représentative (le gouvernement par des élus).

Scénario C - Une société qui vit une accélération du progrès technique. De nouvelles formes de production et d'alimentation se développent qui permettent de trouver des solutions aux problèmes environnementaux. La croissance économique, tirée par l'innovation, favorise l'élévation du pouvoir d'achat ainsi que la domination des valeurs consuméristes et de compétition. Le croisement des biotechnologies, des nanotechnologies et de l'intelligence artificielle fait émerger des dispositifs permettant d'allonger sensiblement la durée de la vie en bonne santé par l'absorption de substances chimiques, la pose de prothèses et la greffe de composantes électroniques dans le corps humain.

dernier, avec une moyenne de 4,9/10 et la préférence de seulement 16 % des répondants. Les mêmes questions posées à un échantillon de répondants allemands, italiens et espagnols avaient abouti à des résultats similaires.

L'observation des notes moyennes ne permet pas de saisir la dispersion des préférences et, en particulier, l'importance des populations qui, soit adhèrent franchement à la perspective utopique évaluée, soit la rejettent fermement. Le tableau ci-dessous indique le pourcentage de répondants ayant donné une note globale inférieure ou égale à -3 ou supérieure ou égale à +3. Dans la suite de ce rapport, nous qualifieront les premiers de « détracteurs » et les seconds de « supporters ».

Répartition des détracteurs et des supporters des trois systèmes utopiques

(Base totale, n = 2000)

| | % de détracteurs Moyenne ≤ -3 | % de supporters Moyenne ≥ +3 |
|------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| Utopie écologique | 5 % | 55 % |
| Utopie techno-libérale | 17 % | 30 % |
| Utopie sécuritaire | 9 % | 30 % |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

L'utopie écologique se distingue nettement par la combinaison d'une très faible proportion de la population exprimant un rejet radical et une majorité de répondants exprimant un fort soutien. Les deux autres systèmes utopiques n'obtiennent chacun le soutien marqué que de 30 % de l'échantillon. Mais alors que l'utopie sécuritaire n'est clairement rejetée que par 9 % des répondants, ils sont 17 % à exprimer leur hostilité à l'égard de l'utopie techno-libérale qui apparaît ainsi comme la plus clivante. Notons également, que la majorité des notes moyennes données aux utopies techno-libérale et sécuritaire se situent entre -2 et +2, ce qui témoigne d'une réaction assez « molle » à leur égard de la part d'une partie importante de la population.

Les préférences exprimées par les répondants à l'égard des trois systèmes utopiques ne sont pas étanches les unes aux autres, comme en témoigne le tableau ci-dessous. Il reprend la répartition des répondants selon le système utopique qu'ils ont crédité de la meilleure note et indique, pour chacun des trois groupes la part des supporters de chacun des trois systèmes utopiques. Des préférences étanches aurait conduit au constat de l'absence de supporters pour les deux systèmes utopiques qui ne sont pas celui classé en premier. Or, c'est loin d'être le cas. Par exemple, parmi les personnes qui affichent une préférence pour l'utopie techno-libérale, 35 % sont également des supporters de l'utopie écologique et 12 % de l'utopie sécuritaire. Selon ce critère, c'est l'utopie écologique qui apparaît comme la plus fédératrice, en captant l'adhésion de 35 % des personnes préférant l'utopie techno-libérale et 39 % de celles ayant classé en premier l'utopie sécuritaire. Si l'utopie sécuritaire peine à embarquer les partisans de l'utopie techno-libérale, elle compte 39% de supporters parmi les adeptes de l'utopie écologique.

Pourcentage de supporters de chacun des systèmes utopiques (notes supérieures ou égales à 3) en fonction de l'utopie préférée (celle qui obtient la meilleure note)

(Base totale, n = 2000)

| % de supporters | Utopie techno-libérale | Utopie écologique | Utopie sécuritaire |
|------------------------|------------------------|-------------------|--------------------|
| Utopie préférée | | | |
| Utopie techno-libérale | 62 % | 35 % | 12 % |
| Utopie écologique | 21 % | 72 % | 39 % |
| Utopie sécuritaire | 25 % | 39 % | 62 % |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Le même exercice centré cette fois sur les détracteurs conduit à l'observation d'un faible poids des détracteurs des utopies écologique et sécuritaire parmi les répondants qui ne les ont pas choisies comme leur système utopique préféré, alors que l'utopie techno-libérale fait l'objet d'un rejet plus marqué de la part des partisans des deux autres systèmes utopiques.

Pourcentage de détracteurs de chacun des systèmes utopiques (notes inférieures ou égales à -3) en fonction de l'utopie préférée (celle qui obtient la meilleure note)
(Base totale, n = 2000)

| % de détracteurs | Utopie techno-libérale | Utopie écologique | Utopie sécuritaire |
|------------------------|------------------------|-------------------|--------------------|
| Utopie préférée | | | |
| Utopie techno-libérale | 2 % | 7 % | 9 % |
| Utopie écologique | 22 % | 1 % | 11 % |
| Utopie sécuritaire | 22 % | 8 % | 2 % |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LES TROIS SYSTÈMES UTOPIQUES SÉDUISENT DES POPULATIONS AUX PROFILS DIFFÉRENCIÉS

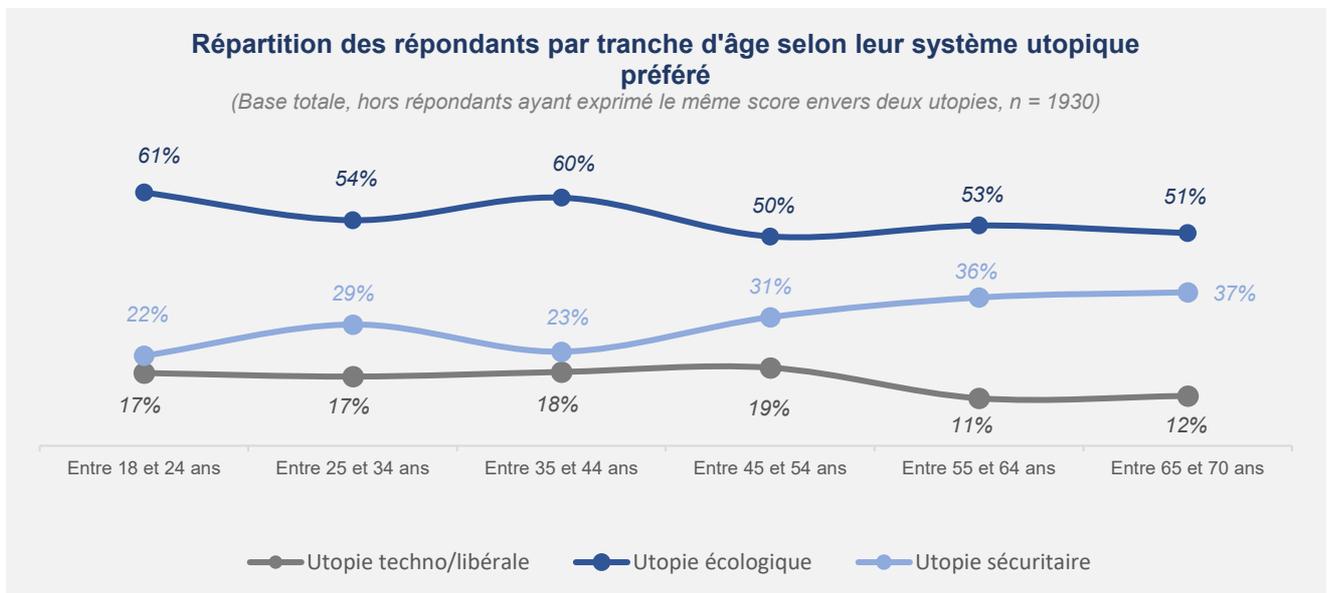
L'observation de l'évaluation donnée par les répondants aux trois systèmes utopiques révèle l'influence de certaines caractéristiques des individus. Mais cette influence est le plus souvent modérée, ce qui signifie que chacun des trois systèmes réunit, favorablement ou défavorablement, des populations hétérogènes.

L'utopie écologique rencontre un plus fort écho chez les femmes que chez les hommes : 58 % des femmes affichant un fort soutien (note globale supérieure ou égale à +3) contre 52 % des hommes, et 58 % des femmes ont fait leur l'utopie écologique leur système utopique préféré, contre 52 % des hommes. Le biais inverse est observé concernant l'utopie techno-libérale, préférée par 18 % des hommes et 14 % des femmes.

Un fort effet d'âge est perceptible : la proportion de supporters pour chacun des trois systèmes utopiques croît de manière sensible et quasi-monotone avec l'âge. Les jeunes sont donc globalement moins enclins que la moyenne à s'enthousiasmer pour l'un ou l'autre des systèmes utopiques qui leur étaient proposés, aucun ne réussissant à réunir une majorité de supporters (note globale supérieure ou égale à +3). Les tranches d'âge les plus jeunes se distinguent ainsi par des évaluations de chacune des trois utopies moins tranchées que celles

de leurs aînés, davantage centrées autour des notes intermédiaires. L'interprétation de ce résultat est délicate. Est-elle à rechercher du côté d'une forme de nihilisme qui marquerait les jeunes générations ? Les systèmes utopiques que nous avons élaborés seraient-ils passés à côté d'autres orientations utopiques qui auraient pu davantage séduire les jeunes ?

L'observation du système utopique préféré livre des informations complémentaires. Selon ce point de vue, l'utopie écologique rencontre un plus fort écho parmi les moins de 45 ans que parmi les personnes plus âgées, à l'inverse de l'utopie sécuritaire dont la part des personnes qui en font leur système utopique préféré croît très sensiblement avec l'âge (de 22 % chez les 18-24 jusqu'à 37 % chez les 65-70 ans). L'effet d'âge est moins sensible concernant l'utopie techno-libérale, avec une plus faible part des personnes en faisant leur utopie préférée au-delà de 55 ans.

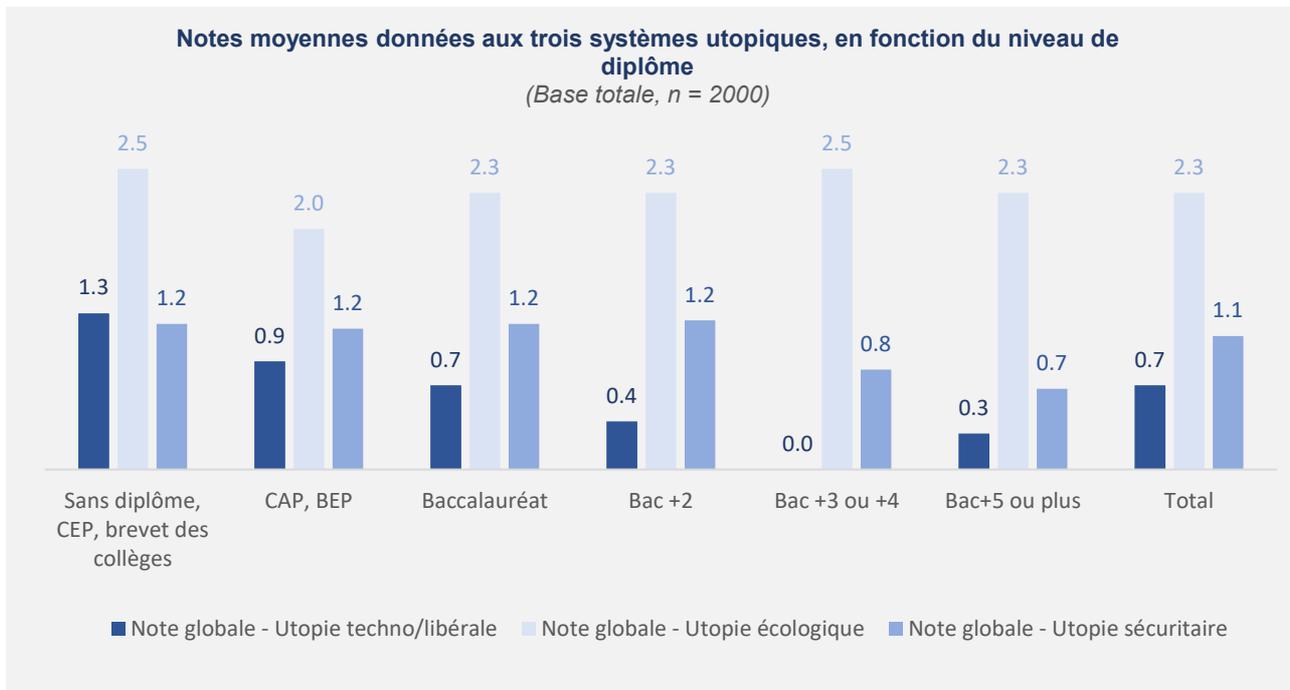


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les écarts de sensibilité aux trois systèmes utopiques sont relativement peu liés à la CSP des répondants. Tout au plus observe-t-on que l'utopie techno-libérale trouve davantage de supporters parmi les CSP- et l'utopie sécuritaire sensiblement plus de détracteurs parmi les CSP+. L'utopie écologique échoue de peu à réunir une majorité de CSP- qui en font leur système utopique préféré, alors qu'ils sont 61 % parmi les CSP intermédiaires. Les actifs dont le domaine d'activité professionnel renvoie à la notion de « classe créative »⁴⁶ affichent un biais important en faveur de l'utopie écologique (ils sont 63 % à la désigner comme leur système utopique préféré).

Le niveau de diplôme est plus discriminant. Ainsi, l'adhésion aux utopies techno-libérale et sécuritaire décroît avec le niveau de formation, à l'inverse des attitudes à l'égard de l'utopie écologique.

⁴⁶ Ont été classées dans la catégorie « classe créative », les personnes actives ayant déclaré une activité professionnelle dans les domaines suivants : métiers de l'art et de la culture ; de la communication, de la publicité et des médias ; de l'enseignement ; de la recherche, des études et du conseil ; de l'informatique, du web. Au total, elles représentent 12 % de notre échantillon.



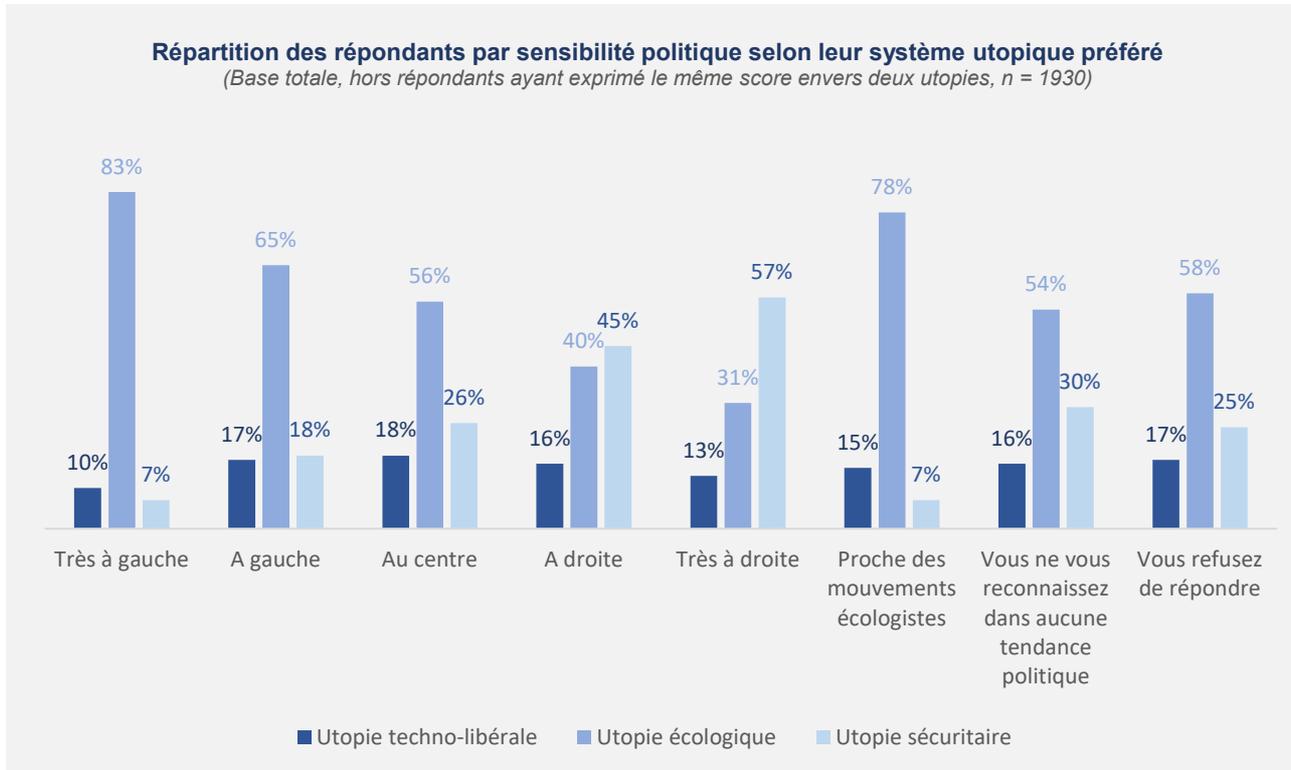
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

La propension à adhérer à l'utopie techno-libérale décroît avec le niveau de vie du ménage, alors que les personnes associées à la tranche de niveau de vie la plus faible se montrent en retrait dans le soutien à l'utopie sécuritaire.

Sur le plan géographique, l'utopie sécuritaire séduit relativement moins les habitants de la région parisienne et du cadran Ouest/Nord-Ouest du pays, alors que l'adhésion est plus marquée dans le Sud-Ouest et le Sud-Est. On retrouve le même clivage, en moins fort, concernant l'utopie techno-libérale. La proportion de répondants ayant fait de l'utopie écologique leur système préféré s'élève jusqu'à 63% en région parisienne, mais n'atteint que 47% dans le Sud-Est. Un contraste plus marqué apparaît lorsque l'on isole les villes centres des 12 plus grandes métropoles françaises du reste du territoire national. La proportion de répondants affirmant un fort soutien à l'utopie écologique s'élève ici à 67% (contre, rappelons-le, 55% sur l'ensemble de l'échantillon). Mais on observe également, de manière un peu moins marquée, une surpondération des supporteurs de l'utopie sécuritaire parmi les habitants des villes centres des métropoles. L'utopie techno-libérale, quant à elle, voit son soutien s'accroître avec la taille de l'agglomération de résidence des répondants, excepté l'agglomération parisienne, très en retrait par rapport aux autres agglomérations de plus de 100 000 habitants. Les habitants des couronnes périurbaines (quelle que soit la taille de l'aire urbaine) ne se distinguent pas significativement de l'ensemble de l'échantillon. Les habitants des communes rurales, quant à eux, se démarquent par un soutien plus marqué à l'utopie sécuritaire, alors qu'ils sont en retrait par rapport à l'utopie écologique.

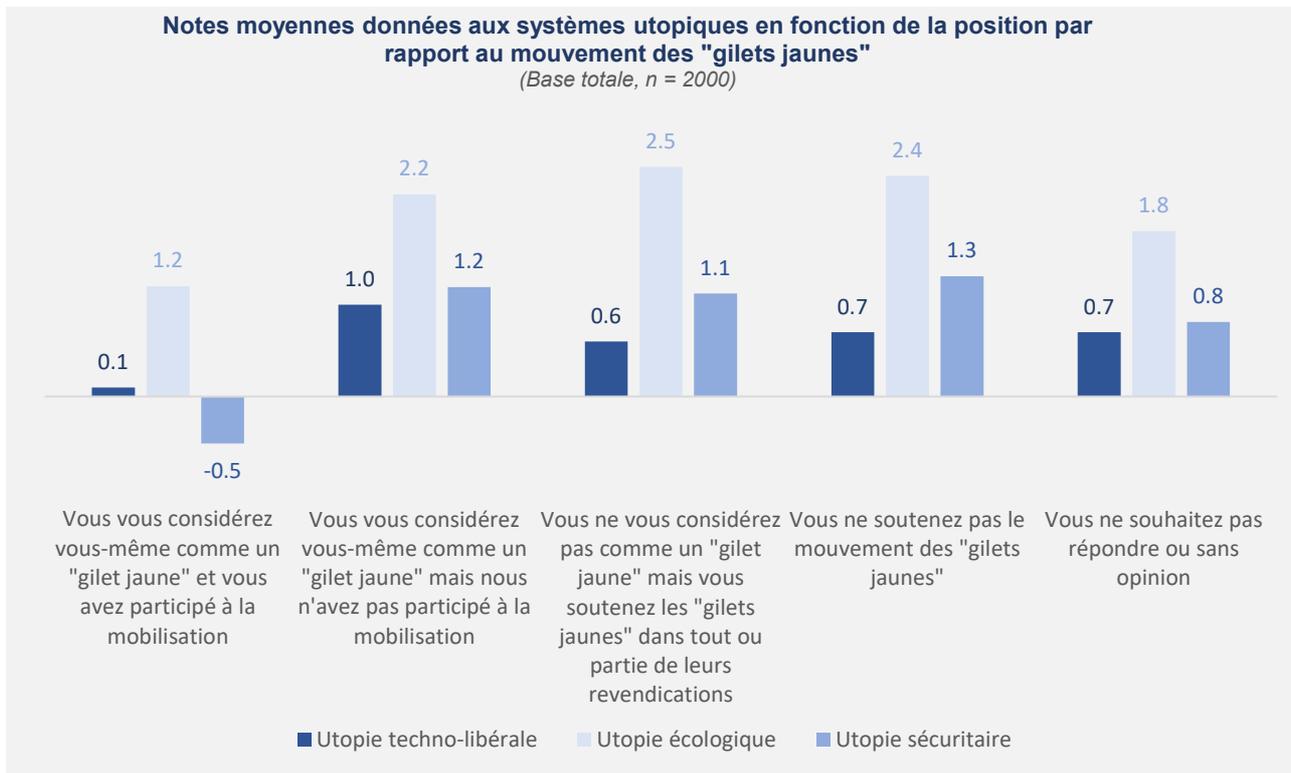
Comme on pouvait l'attendre, les attitudes des répondants à l'égard des systèmes utopiques qui leur étaient présentés sont très corrélées à leur sensibilité politique. L'utopie sécuritaire est de ce point de vue particulièrement clivante : seules 5% des personnes se situant « très à gauche » lui déclarent un fort soutien (et, à l'inverse, 28% d'entre elles affirment un rejet marqué) et seulement 7% en font leur système utopique privilégié. A l'inverse l'utopie sécuritaire compte 43% de supporteurs parmi les personnes « à droite » et 57% chez celles « très à droite », 57% de ces dernières en ayant fait leur utopie préférée. L'utopie écologique séduit

logiquement 78 % des personnes se disant « proches des mouvements écologistes » ; elle est aussi l'utopie préférée de, respectivement, 65 % et 83 % de celles se positionnant « à gauche » et « très à gauche ». Pour autant, l'influence de la sensibilité politique sur la propension à rejeter cette utopie est peu marquée, malgré une certaine polarisation parmi les personnes se situant « très à droite » et celles déclarant « ne se reconnaître dans aucune tendance politique ». Les contrastes sont moins forts concernant l'utopie techno-libérale, qui séduit un peu plus « à droite » et « au centre », alors qu'elle est fortement rejetée « très à gauche ».



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les « gilets jaunes » se montrent collectivement moins enclins à adhérer à l'utopie écologique, à l'inverse des personnes qui ne se considèrent pas comme « gilets jaunes » mais qui soutiennent le mouvement. Peut-être plus étonnant, les « gilets jaunes » actifs affichent également un net rejet de l'utopie sécuritaire (note moyenne négative à -0,5), alors qu'ils témoignent d'une appétence relative pour l'utopie techno-libérale.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Curieusement, un lien statistique assez marqué est observé entre les attitudes à l'égard des utopies et l'intensité de la pratique religieuse déclarée. Ainsi, l'appétence pour l'utopie techno-libérale est très nettement croissante avec l'intensité de la pratique religieuse, passant d'une proportion de supporters de 24 % parmi les athées à 47 % parmi les personnes déclarant une pratique assez forte ou très forte. On retrouve le même phénomène pour ce qui est de l'utopie sécuritaire pour laquelle l'adhésion culmine à 37 % parmi les personnes à pratique religieuse « assez forte », mais pour retomber à 24 % parmi celles qui affirment une pratique très forte (parmi lesquelles se trouve probablement une proportion importante de musulmans, susceptibles d'être rebutés par les dimensions identitaires voire xénophobes de ce système utopique).

Les préférences exprimées à l'égard des trois systèmes utopiques ne sont que faiblement liées aux valeurs telles qu'appréhendées au travers des questions abordées plus haut. On observe cependant un lien positif et logique, mais modéré, entre la propension à adhérer à l'utopie écologique et un système de valeurs orienté vers le lien avec la nature, l'eudémonisme et la sociabilité/solidarité, entre l'adhésion à l'utopie sécuritaire et la prévalence de valeurs orientées vers la morale et la tradition, et entre l'orientation matérialiste et l'adhésion à l'utopie techno-libérale.

EXAMEN DE DÉTAIL

La construction du questionnaire permet d'appréhender avec une certaine finesse les motifs d'adhésion ou de rejet associés aux trois systèmes utopiques étudiés, par l'évaluation que les répondants ont fournie de chacune des propositions en décrivant les différentes facettes par une note sur une échelle de -5 à +5. Les tests statistiques⁴⁷ montrent que, à quelques rares exceptions près, les évaluations données par les répondants aux

⁴⁷ La matrice de corrélation des notes données par les répondants fait ressortir des corrélations relativement fortes entre les notes d'évaluation globale des systèmes utopiques et les notes données aux différentes propositions qui les décrivent. Toutes les propositions

différentes propositions ayant servi à décrire les trois systèmes utopiques sont fortement corrélées, ce qui confirme qu'elles forment un ensemble relativement cohérent aux yeux des personnes interrogées. Pour autant, l'examen détaillé des réponses fait ressortir des résultats intéressants.

L'UTOPIE TECHNO-LIBÉRALE

Ce système utopique a été décrit au travers de 15 propositions. Rappelons que la moyenne des 15 notes sur l'ensemble de l'échantillon s'établit à -0,2, qui traduit une posture d'ensemble de réserve. Il s'agit par ailleurs du système utopique dont l'évaluation globale fait apparaître la plus forte proportion de détracteurs (17 % de notes inférieures ou égales à -3).

Notes moyennes relatives aux propositions décrivant l'utopie techno-libérale

(Base totale, n = 2000)

| | Moyenne | Ecart-type |
|--|---------|------------|
| Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...). | 1.5 | 2.6 |
| Les progrès de la science et de la technologie ne sont pas entravés. | 0.7 | 2.0 |
| Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique. | 0.5 | 2.3 |
| L'intervention de l'Etat se concentre sur les fonctions régaliennes (police, justice, défense) pour laisser le maximum de liberté aux initiatives individuelles et collective. | 0.4 | 2.3 |
| La mondialisation économique et politique s'est approfondie et des institutions mondiales mettent en œuvre des lois et des politiques planétaires. | 0.1 | 2.2 |
| La conquête de l'espace progresse. Elle permet l'exploitation de nouveaux gisements de matières premières et on commence à envisager la colonisation d'autres planètes. | 0.1 | 2.6 |
| La compétition est rude pour accéder aux meilleures places, mais le talent individuel est généreusement récompensé. | 0.0 | 2.5 |
| Le salariat a reculé face au développement du statut de travailleur indépendant. Beaucoup d'actifs se trouvent ainsi à la tête d'une micro-entreprise | -0.1 | 2.3 |

associées à l'utopie techno-libérale par exemple affichent un coefficient de corrélation supérieur à 0,3 à la note globale attribuée à l'utopie techno-libérale – à l'exception de la proposition « Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) », dont l'évaluation semble moins corrélée à celle des autres propositions de ce système utopique (probablement parce qu'elle fait davantage consensus). On retrouve la même cohérence dans le cas de l'utopie écologique, avec des coefficients de corrélation tous situés entre 0,4 et 0,5. Les propositions de l'utopie sécuritaire sont celles qui affichent la plus forte cohérence interne, avec des coefficients qui s'échelonnent entre 0,4 et 0,6. Deux propositions s'inscrivent toutefois légèrement moins bien dans la cohérence générale de ce système utopique : « La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain » et « L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes ».

Le coefficient Alpha de Cronbach, visant à mesurer la cohérence interne des échelles de mesure (considéré comme « acceptable » à partir de 0,7) se situe ici à 0,89 en ce qui concerne les propositions associées à l'utopie techno-libérale, 0,93 pour celles relatives à l'utopie écologique et 0,92 pour l'utopie sécuritaire. Son niveau, qui avoisine systématiquement 0,9, témoigne d'une bonne cohérence dans les propositions ayant servi à mesurer l'adhésion à nos trois systèmes utopiques. La mesure de l'alpha de Cronbach en cas de suppression des propositions les moins fortement corrélées à l'ensemble n'indique qu'une amélioration très marginale de la cohérence générale – raison pour laquelle elles ont finalement été conservées dans la mesure de l'adhésion aux systèmes utopiques étudiés.

| | | |
|--|-------------|------------|
| La technologie permet de faire face aux défis écologiques, notamment par le remplacement de matières naturelles par des matières artificielles, y compris dans l'alimentation. | -0.4 | 2.6 |
| Une part importante de la consommation transite par les plateformes numériques (sites de e-commerce, places de marché) | -0.5 | 2.4 |
| Le cœur de l'économie consiste en une poignée de grandes entreprises mondiales spécialisées dans la haute technologie | -0.5 | 2.4 |
| En combinant manipulations génétiques, implantations de composants électroniques dans le corps et pose de prothèses | -0.8 | 2.6 |
| La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Si le pouvoir d'achat augmente pour tous, les inégalités se creusent. | -0.9 | 2.7 |
| Les chercheurs sont en bonne voie pour découvrir les moyens d'atteindre l'immortalité. | -1.4 | 2.7 |
| Au moyen du génie génétique, il est désormais possible pour les parents de sélectionner certaines des caractéristiques | -1.9 | 2.6 |
| Moyenne | -0.2 | 1.5 |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Des écarts significatifs sont observables entre les propositions. Huit obtiennent une note négative et, parmi elles, deux se détachent nettement : la perspective de l'immortalité (-1,4) et celle consistant à permettre aux parents, grâce à la génétique, de sélectionner certaines caractéristiques de leurs enfants (-1,9), soit les deux propositions sans doute les plus radicales de ce système utopique. Ces propositions ne rencontrent que très peu de supporters parmi nos répondants (respectivement 9 % et 6 % de notes supérieures ou égales à 3), alors que les détracteurs sont nombreux (37 % et 45 % de notes inférieures ou égales à -3). La part des détracteurs tombe cependant à moins de 20 % parmi les personnes ayant fait de l'utopie techno-libérale leur système préféré.

Dans le détail, l'opposition se durcit avec le niveau de la CSP et de diplôme ; elle est un peu plus faible parmi les 25-34 ans et significativement plus faible chez les habitants de communes isolées hors influence des pôles urbains, ainsi que chez les personnes indiquant une pratique religieuse assez forte ou très forte. Le rejet majoritaire réunit l'ensemble des couleurs politiques, mais ce sont les personnes se situant « très à gauche », « à gauche » et proches des mouvements écologistes qui expriment le rejet est le plus fort.

La proposition selon laquelle « le progrès technique permettrait de porter l'espérance de vie en bonne santé à 150 ans, mais au prix de manipulations génétiques et d'implantations de composants électroniques », évaluée moins sévèrement, recueille également une moyenne négative (-0,8).

Il en va de même pour « La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Si le pouvoir d'achat augmente pour tous, les inégalités se creusent » qui fait également l'objet d'un rejet en moyenne (-0,9). La proportion de détracteurs de cet item est plus élevée parmi les CSP intermédiaires, mais aussi les membres de la classe créative. Si elle n'est pas clairement liée au niveau de vie du ménage, cette proportion est également plus forte parmi les personnes qui déclarent être soumises à une très forte contrainte budgétaire. Les répondants associés à un système de valeurs matérialiste se montrent beaucoup moins critiques (moyenne à -0,1) à l'égard de cette proposition qui met en avant la croissance du pouvoir d'achat, alors que le rejet est particulièrement fort de la part des personnes dont les valeurs sont orientées vers le lien avec la nature (-1,4). De nouveau, les individus ayant exprimé une préférence pour l'utopie techno-libérale sont beaucoup moins

enclins à rejeter cette proposition (seulement 8 % de détracteurs, pour plus de 30 % parmi les autres répondants).

Sept propositions relatives à l'utopie techno-libérale enregistrent une note moyenne positive. Elles convergent autour d'une vision libérale, voire libertaire, de l'organisation de la société. Le record revient à la proposition selon laquelle « chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) », qui obtient une moyenne de +1,5 et rassemble 37 % de supporters pour seulement 9 % de détracteurs. Le degré moyen d'adhésion à cette proposition baisse sensiblement avec l'âge (la moyenne passe de +2,1 parmi les 18-24 ans à +1,3 chez les plus de 55 ans). Ce sont les plus diplômés, comme les personnes déclarant « vivre confortablement », qui se montrent, en moyenne, les plus favorables. Sur le plan géographique, c'est dans le Sud du pays que l'adhésion est la plus réservée, alors qu'elle est particulièrement forte dans les petits et moyens pôles urbains ainsi que dans les communes isolées hors influence des pôles. Mais, une fois de plus, les clivages les plus nets sont associés à la sensibilité politique des répondants : alors que les supporters de cette proposition sont dans une proportion d'environ 1 sur 2 parmi les personnes se situant « très à gauche », « à gauche » ou « proches de mouvements écologiques », cette proportion tombe à moins de 30 % chez ceux qui se placent « à droite » ou « très à droite ». Logiquement, c'est parmi les répondants privilégiant l'utopie sécuritaire que la proportion de supporters est la plus faible (27 %) et celle de détracteurs la plus forte (15 %). Enfin, la proportion de supporters de cette proposition croît avec l'intensité de la pratique religieuse : si elle est de 40 % parmi les athées, elle progresse régulièrement en passant de 33 % chez les individus associés à une pratique religieuse très faible à 45 % chez ceux qui déclarent une pratique très forte.

Variation de la note moyenne donnée à la proposition "Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...)" en fonction de l'âge
(Base totale, n = 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

La proposition « les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant régulièrement recours à des referendums par voie numérique » ne suscite que peu de prises de position marquées, 60 % des répondants ayant choisi une note entre -2 et +2. Il en va de même pour « l'intervention de l'Etat se concentre sur les fonctions régaliennes pour laisser le maximum de liberté aux initiatives individuelles et collectives. Les impôts sont en baisse et donc chacun est invité à subvenir à une plus grande part de ses besoins ».

L'utopie techno-libérale est donc perçue comme un système utopique assez hétérogène. Les réponses des Français interrogés expriment une confiance mesurée dans la science et la technique mais craignent les dérives qu'elles sont susceptibles d'engendrer sur les fondements de l'humain. Elle révèle également l'attachement aux valeurs d'égalité à travers la crainte que ce type de société n'engendre un approfondissement des inégalités. Elle séduit enfin par ses dimensions individualistes. On observe des différences notables dans la manière dont les composantes de la population réagissent à ces différentes orientations. Mais ce qui est peut-être le plus frappant c'est que, à quelques exceptions près (notamment sur les dérives de la technologie et la liberté individuelle), il y a peu de prises de position marquées, la majorité des répondants ayant donné des notes intermédiaires, comprises entre -2 et +2. C'est également ce que l'on retrouve au plan de la note globale donnée par les répondants à cette utopie, avec 53 % de notes intermédiaires. De même, la moyenne des notes données par les répondants à l'ensemble des propositions se situe à 93 % entre -2 et +2, ce qui témoigne de la position ambivalente de nombreux répondants à l'égard de la description qui leur a été proposée de ce système utopique, conduisant à la fois à noter favorablement certaines propositions et défavorablement d'autres. Un point confirmé par l'observation de la matrice de corrélations entre les notes données aux différentes propositions afférentes à ces utopies : peu de couples de propositions affichent un coefficient de corrélation supérieur à 0,5. Les notes attribuées à la proposition « chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) » sont clairement décorréliées des autres notes.

L'UTOPIE ÉCOLOGIQUE

L'utopie écologique a été décrite au moyen de 16 propositions, évaluées individuellement par les répondants. La moyenne des notes d'élève à +1,6. Les évaluations sont plus convergentes que celles relatives à l'utopie techno-libérale, toutes les propositions étant créditée d'une moyenne positive.

Notes moyennes relatives aux propositions décrivant l'utopie écologique

(Base totale, n = 2000)

| | Moyenne | Ecart-type |
|--|---------|------------|
| Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés. | 2.4 | 2.2 |
| Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité. | 2.1 | 2.2 |
| Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible. | 2.1 | 2.0 |
| Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète en changeant le modèle de développement. | 2.0 | 2.3 |
| La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers... | 2.0 | 2.0 |
| La croissance des grandes métropoles a été stoppée. Une part croissante la population vit dans des villes petites ou moyennes. | 1.9 | 2.0 |
| La ville est organisée de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée. | 1.8 | 2.2 |
| Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens. | 1.7 | 2.6 |
| L'alimentation est à 80 % bio et fournie en circuit court dans le respect des saisons. La consommation de viande a considérablement diminué au profit des protéines végétales. | 1.6 | 2.5 |
| La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles. | 1.5 | 2.9 |

| | | |
|---|------------|------------|
| La transition écologique est financée par une grande part par la taxation du carbone et des mouvements financiers. | 1.4 | 2.3 |
| Des limites ont été mises à la libre circulation des marchandises et des hommes dans le monde afin de réduire les dommages environnementaux causés par les transports. | 1.4 | 2.3 |
| Les pratiques de consommation collaborative sont organisées dans un cadre associatif ou mutualiste local, réglementé dans le sens de la gestion collective des biens communs. | 1.4 | 2.0 |
| Par la loi et la fiscalité, l'Etat oriente les comportements individuels dans le sens de la protection de l'environnement et du bien commun | 0.9 | 2.3 |
| Pour limiter la consommation d'espace et préserver les terres agricoles et les forêts, l'habitat collectif se réinvente et se substitue à la maison individuelle. | 0.6 | 2.2 |
| Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations. | 0.5 | 2.4 |
| Moyenne | 1.6 | 1.6 |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Avec une moyenne à +2,4, c'est la proposition « une part importante de ce qui est consommé est produit localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés » qui obtient la note la plus élevée, près d'un répondant sur deux ayant donné une note supérieure ou égale à +3. Si le plébiscite est général, on n'observe que 42 % de supporters de cette proposition parmi les 25-34 ans, contre 56 % chez les 65-70 ans. De même, la proportion de supporters est plus faible que la moyenne parmi les CSP- (43 %) et les peu diplômés, et plus forte chez les CSP intermédiaires (56 %), mais aussi parmi les membres de la classe créative (55 %) et les habitants des villes centres des 12 plus grandes métropoles (55 %). La séduction exercée par cette proposition est croissante avec le niveau de vie du ménage, la moyenne passant de +1,9 parmi les plus pauvres à +2,7 parmi les plus riches et +2,8 chez les personnes déclarant « vivre confortablement ». L'adhésion à cette proposition décroît avec l'intensité de la pratique religieuse, la note moyenne passant de +2.5 pour les athées à +2,0 pour les personnes déclarant une très forte pratique religieuse. Enfin, la perspective d'une consommation centrée sur le local ne rencontre qu'un écho modéré parmi les personnes à orientation matérialiste (moyenne : +1,7, 31 % de supporters).

Note moyenne donnée à la proposition "Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés" en fonction du niveau de vie du ménage
(Base totale n = 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

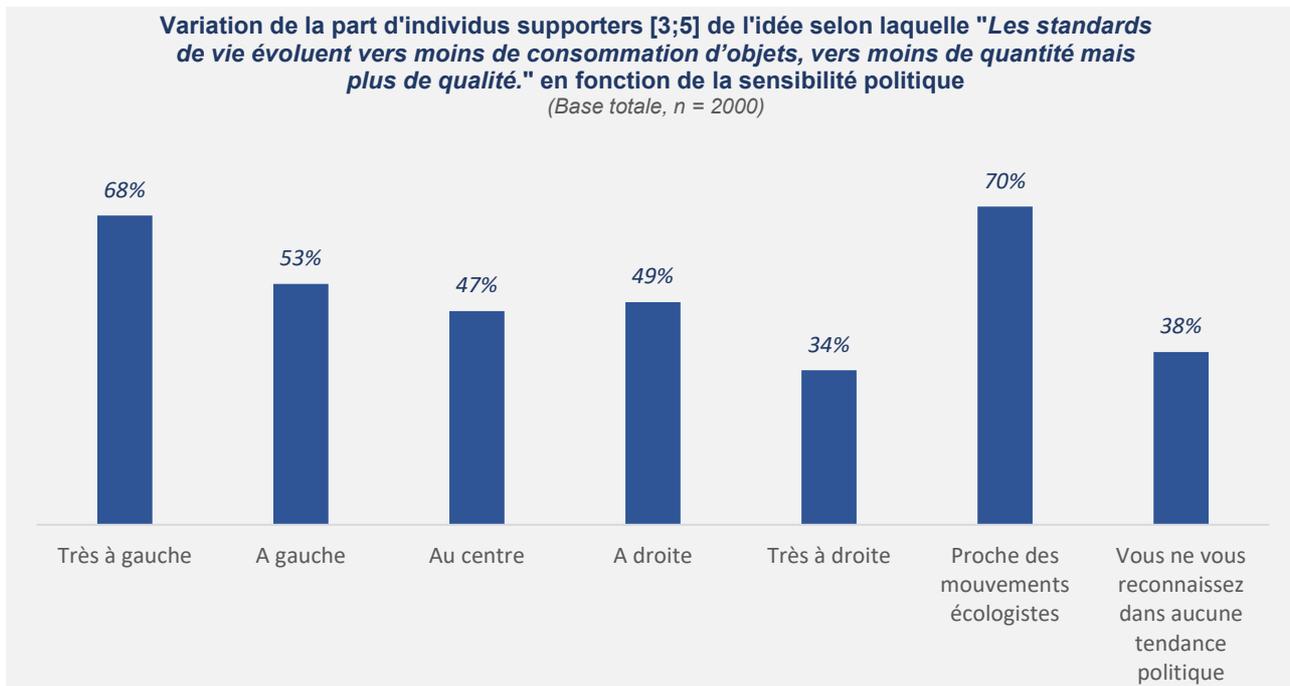
Vient ensuite la proposition selon laquelle « les activités domestiques (cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible », avec une moyenne à +2,1 et une proportion de supporters (42 %) forte mais un peu en retrait par rapport à la proposition précédente. La forte adhésion dont bénéficie cette proposition, qui semble aller à rebrousse-poil d'une dynamique quasi-séculaire d'évitement des corvées domestiques, est à rapprocher de l'engouement croissant des Français pour le « faire soi-même », motivé avant tout par le plaisir de faire⁴⁸. Les femmes (44 % de supporters) ont une propension plus forte que les hommes (39 %) à être séduites par cette proposition. L'effet de l'âge est sensible, la note moyenne passant de +1,8 chez les 18-24 ans à +2,6 chez les 65-70 ans. On retrouve le clivage entre les CSP- et les CSP intermédiaires ainsi que l'effet revenu observés pour la proposition précédente. Par contre, la propension à adhérer à cette proposition est peu corrélée au niveau de diplôme, même si les Bac+2 comptent 47 % de supporters. A l'inverse de la proposition précédente, l'adhésion à cette proposition croît avec l'intensité de la pratique religieuse (+1,9 chez les athées, jusqu'à +2,4 pour les personnes déclarant une très forte pratique religieuse).

La proposition « Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité » obtient également une note moyenne de +2,1, avec 44 % de supporters. L'adhésion à cette proposition culmine auprès des 35-44 ans (+2,5). On observe de nouveau le clivage entre des CSP- en retrait (38 % de supporters, moyenne de +1,8) et des CSP intermédiaires en pointe (53 %, +2,4). Sur le plan géographique, l'agglomération parisienne se détache avec 51 % de supporters et une moyenne à +2,5. Comme pour la proposition relative à la relocalisation de la consommation et de la production, on observe une adhésion décroissante avec l'intensité de la pratique religieuse (48 % de supporters parmi les athées, contre 32 % chez les personnes déclarant une très forte pratique). Par rapport au registre des valeurs, ce sont les personnes orientées vers l'eudémonisme qui affichent la moyenne la plus favorable à l'égard du « moins mais mieux » (+2,6), alors que les matérialistes se montrent plus réservés (+1,3). De même, la moyenne passe de +1,4 à +2,6 entre les répondants selon qu'ils sont associés à une faible ou à un fort score de spiritualité.

Si chacune des propositions relatives à ce système utopique est associée à une note moyenne positive, cette note se rapproche du 0 pour deux propositions qui impliquent une forme de restriction de la consommation : « Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations » (+0,5), et « Pour limiter la consommation d'espace et préserver les terres agricoles et les forêts, l'habitat collectif se réinvente et se substitue à la maison individuelle. La surface de logement par habitant tend à se réduire » (+0,6), avec une part relativement modeste de supporters (respectivement, 22 % et 20 %). Les attitudes à l'égard de ces deux propositions ne sont que modestement liées aux caractéristiques sociodémographiques des individus. Toutes deux recueillent un niveau d'adhésion plus élevé parmi les habitants des villes centres des grandes métropoles.

Pour la plupart des items associés à l'utopie écologique, on observe une forte différenciation des évaluations selon la sensibilité politique des répondants, les personnes se situant à « gauche » et, plus encore, celles se positionnant « très à gauche » ou proches de mouvements écologistes étant associées à des évaluations nettement supérieures à la moyenne, à l'inverse des personnes « très à droite » ou ne se reconnaissant dans aucune tendance politique. Toutefois, même auprès de ces catégories, les propositions associées à l'utopie écologique recueillent un large assentiment.

⁴⁸ Voir l'*Observatoire du faire*, l'ObSoCo-La Maif, 2017 et la 4^{ème} vague de l'*Observatoire des consommations émergentes*, l'ObSoCo, 2018.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Au total, des trois systèmes utopiques abordés dans l'enquête, il s'agit de celui où l'on observe de manière générale le moins de notes intermédiaires, les plus fortes proportions de supporteurs et les plus faibles de détracteurs (seulement deux propositions à plus de 10 %). On ne compte que 40 % de notes d'évaluation globale comprises entre -2 et +2 et ces notes intermédiaires ne sont majoritaires que pour 7 des 16 propositions évoquées. En outre, la matrice de corrélation relative aux notes données aux propositions révèle la présence très générale de coefficients dépassant (parfois très largement) le seuil de 0,5. Les seules propositions dont les évaluations apparaissent comme modestement corrélées sont « Par la loi et la fiscalité, l'Etat oriente les comportements individuels dans le sens de la protection de l'environnement et du bien commun, limitant parfois les libertés individuelles », « Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations », « Pour limiter la consommation d'espace et préserver les terres agricoles et les forêts, l'habitat collectif se réinvente et se substitue à la maison individuelle. La surface de logement par habitant tend à se réduire », et « des limites ont été mises à la libre circulation des marchandises et des hommes dans le monde afin de réduire les dommages environnementaux causés par les transports ».

L'UTOPIE SÉCURITAIRE

La moyenne des notes données aux seize propositions décrivant ce troisième système utopique s'élève à +1,2, soit un niveau très proche de la note d'évaluation globale (+1,1). Les notes moyennes reçues par chaque proposition sont dans l'ensemble convergentes. Quatre propositions obtiennent une note supérieure à +1,7.

Notes moyennes relatives aux propositions décrivant l'utopie sécuritaire

(Base totale, n = 2000)

| | Moyenne | Écart-type |
|---|---------|------------|
| Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants. | 1.9 | 2.5 |

| | | |
|--|------------|------------|
| Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement | 1.8 | 2.3 |
| Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre | 1.7 | 2.6 |
| La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain. | 1.7 | 2.2 |
| Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité. | 1.6 | 2.4 |
| Le gouvernement a mis en place une politique qui favorise les petits commerces indépendants de centre-ville au détriment des grandes surfaces de périphérie. | 1.4 | 2.3 |
| La construction européenne évolue vers moins de politiques communes décidées à Bruxelles et davantage de coopération entre les nations sur une base volontaire. | 1.4 | 2.2 |
| La protection du patrimoine naturel et culturel national est une des premières priorités de l'Etat | 1.4 | 2.3 |
| Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences | 1.3 | 2.6 |
| La protection sociale (assurance maladie, chômage, aide au logement...) est réformée : elle vise en priorité les personnes d'origine française et les bénéficiaires sont davantage contrôlés | 1.2 | 2.7 |
| Les consommateurs sont incités à acheter de manière privilégiée des produits français en taxant fortement les importations. | 1.1 | 2.4 |
| Le flux d'entrée des immigrants est très fortement réduit, et limité aux réfugiés en mesure de justifier la demande du droit d'asile. | 1.1 | 2.8 |
| Le gouvernement a mis fin aux excès de la mondialisation en rétablissant un meilleur contrôle des frontières. | 1.0 | 2.6 |
| La France renforce la protection douanière à l'encontre des pays à bas salaires afin de favoriser la production nationale. | 0.9 | 2.6 |
| Afin de protéger la culture française, le gouvernement a renforcé les obligations pour les médias de diffusion de films, fictions, artistes... français et s'exprimant en français. | 0.3 | 2.4 |
| L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes. | -0.8 | 3.0 |
| Moyenne | 1.2 | 1.7 |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

La proposition « le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants » est associée à une moyenne de +1,9, avec 37 % de supporters et 7 % de détracteurs. Les femmes y sont dans l'ensemble plus favorables que les hommes (avec 41 % de supporters contre 33 %). L'adhésion à cette proposition est globalement croissante avec l'âge des répondants : la proportion de supporters culmine à 46% chez les 65-70 ans. L'écho dont elle bénéficie est légèrement plus faible chez les CSP+ et, plus encore parmi les membres de la classe créative, qui ne compte que 25 % de supporters, alors que l'on observe une relation croissante entre l'adhésion à cette proposition et le niveau de vie du ménage et décroissante avec l'intensité de la contrainte budgétaire. Les habitants des villes centres des grandes métropoles sont particulièrement enclins à évaluer positivement cette proposition, avec une moyenne de +2,4 et 51 % de supporters, contre +1,7 et 32 % pour les personnes résidentes des couronnes périurbaines des grands pôles urbains.

Juste après se classe la proposition « Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement », qui compte 37 % de supporters pour seulement 5 % de détracteurs. Les jeunes sont globalement moins séduits par cette proposition (+1,5 chez les moins de 35 ans) que les plus âgés (+2,2 chez les 65 ans et plus). Les critères géographiques ne sont pas significativement

corrélés à la position par rapport à cette proposition, hormis le fait que les habitants des petits et moyens pôles urbains comptent 45 % de partisans.

La proposition « Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre, des modes vestimentaires... » se classe au 3^{ème} rang des propositions les mieux notées de ce système utopique. Elle rassemble 40 % de supporteurs pour 8 % de détracteurs. Un très fort effet d'âge est à l'œuvre, avec une adhésion à la proposition qui est fortement croissante avec l'âge. La note moyenne passe ainsi de +0,9 chez les 18-24 ans (qui ne comptent que 23 % de supporteurs et même 18 % chez les élèves et étudiants) à +2,7 chez les 65-70 (61 %). Si l'évaluation de cette proposition est peu sensible à la CSP des individus, les membres de la classe créative se démarquent une nouvelle fois avec seulement 26 % de supporteurs. Sur le plan géographique, c'est parmi les habitants des villes centres des grandes métropoles que l'adhésion est la plus forte et au sein des petits et moyens pôles urbains qu'elle est le plus en retrait. L'adhésion à la proposition croît légèrement avec le niveau de pratique religieuse pour redescendre fortement chez les personnes déclarant une très forte pratique (28 % de supporteurs). Enfin, comme pour l'ensemble des propositions relatives aux populations d'origine étrangère, les personnes dont le système de valeurs est orienté vers la sociabilité et la solidarité sont logiquement en retrait, à l'inverse de celles portées vers la morale et la tradition.

Note moyenne donnée à la proposition "Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages et du savoir-vivre" en fonction de l'âge
(Base totale, n = 2000)

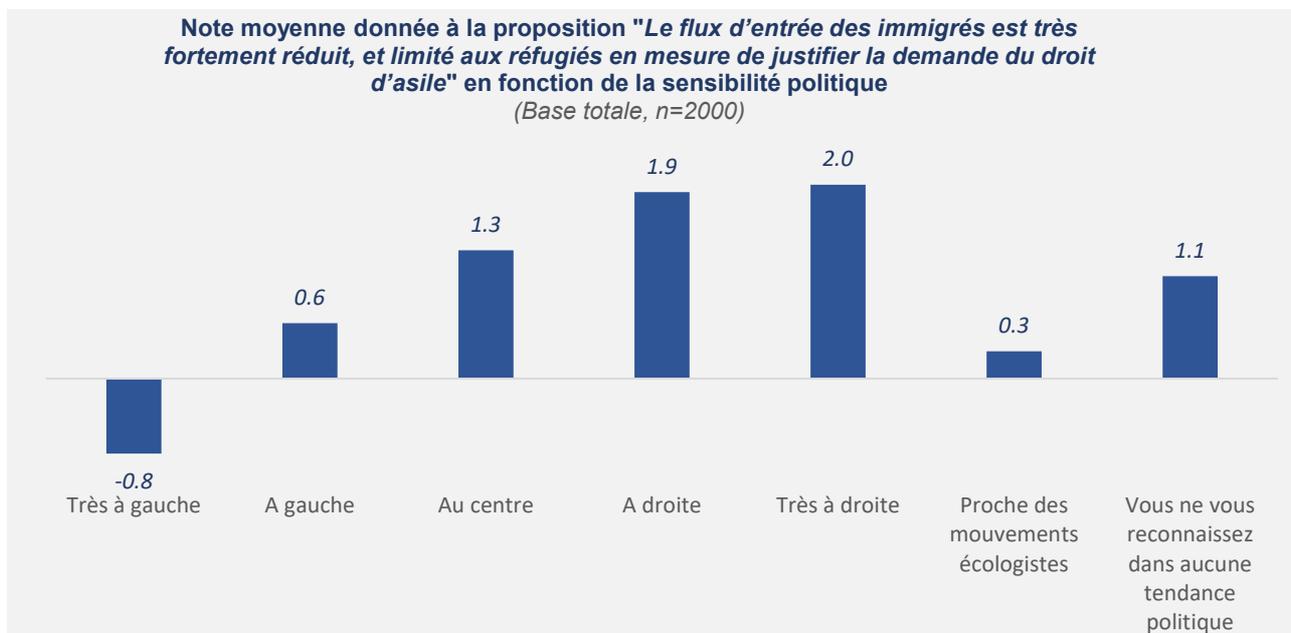


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Une seule proposition enregistre une moyenne négative : « L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes ». Elle ne rassemble que 16 % de supporteurs, pour 32 % de réfractaires. C'est la proposition qui est associée au plus forte écart-type (3,1), ce qui témoigne d'un important clivage au sein de la population sur ce point. Les femmes sont sensiblement plus promptes à s'opposer à cette proposition que les hommes (respectivement 36 % et 27 %). Sur le plan de l'âge, seuls les 65-70 ans se distinguent par une proportion sensiblement plus forte de supporteurs (29 %), alors que les plus jeunes sont plus enclins à rejoindre le camp des détracteurs (39 %). La position sociale des individus est peu liée à leur attitude à l'égard de cette proposition, même si les membres de la classe créative sont plus nombreux que la moyenne à la rejeter (41 % de détracteurs). Par contre un lien net avec le niveau de diplôme est observé, la proposition ne comptant que 26 % de détracteurs parmi les moins diplômés, pour atteindre 44 % parmi les bac+3 ou plus. La position par rapport à cette proposition est également fortement corrélée au

niveau de pratique religieuse : elle ne compte 12 % de supporters parmi les athées, mais plus de 27 % parmi les personnes qui déclarent une pratique assez forte ou très forte.

La sensibilité politique des répondants est fortement liée à leur position quant à la plupart des propositions associées à l'utopie sécuritaire, selon une logique inverse à celle observée pour l'utopie écologique : les personnes qui se situent « très à gauche », « à gauche » et proches de mouvements écologiques sont clairement en retrait, alors que le niveau d'adhésion est sensiblement plus élevé parmi les personnes positionnées « à droite » et « très à droite ».



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

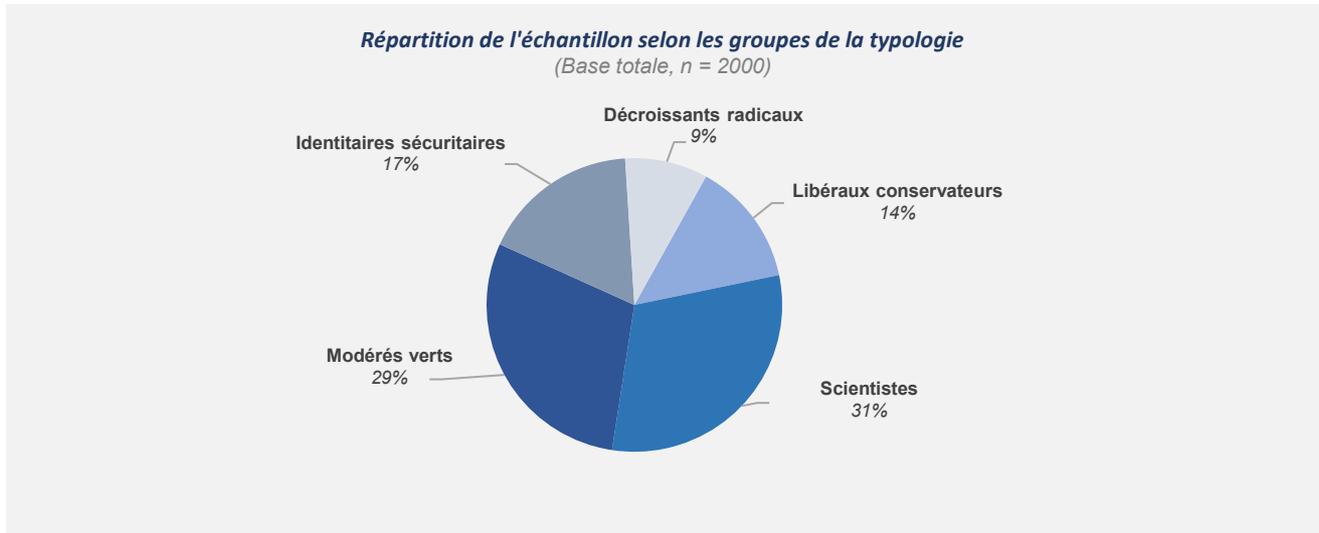
Au sein de l'utopie sécuritaire, ce sont donc les propositions relatives à la sécurité ainsi qu'à la pression à l'intégration des populations d'origine étrangère qui emportent la plus forte adhésion. Les dimensions protectionnistes rencontrent un succès plus modéré. L'ensemble forme cependant un tout relativement cohérent, si l'on en juge par les coefficients de corrélation entre les moyennes associées aux propositions. Seules deux propositions semblent susciter des opinions relativement indépendantes de la posture générale à l'égard de ce système utopique : « L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes », et « La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain ».

UNE TYPOLOGIE

Afin de synthétiser les résultats présentés jusqu'ici, une typologie a été construite sur la base des notes données par chaque répondant à l'ensemble des propositions descriptives des systèmes utopiques ainsi que des trois notes exprimant son évaluation globale des utopies ainsi décrites⁴⁹. Cet exercice va nous permettre de prendre

⁴⁹ Précisions méthodologiques : afin de corriger les biais de notation – la propension des répondants à donner des notes systématiquement très hautes ou systématiquement très basses par exemple, les données ont été centrées (par rapport à la moyenne de l'ensemble des notes données par le répondant sur l'ensemble des registres utopiques). La typologie a été établie à partir d'une analyse en composantes

en compte la porosité entre les systèmes utopiques étudiés liée à l'ambivalence de chaque répondant à leur égard, au niveau global et à celui du détail des propositions les décrivant, une même personne étant susceptible d'adhérer de manière inégale aux propositions d'un même système et de marquer une préférence pour un système tout en se reconnaissant dans les propositions relatives aux deux autres.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

La position des groupes de la typologie à l'égard des trois systèmes utopiques

| | Les modernes (31%) | Les libéraux conservateurs (14%) | Les modérés verts (29%) | Lies identitaires-sécuritaires (17%) | Les décroissants (9%) | Ensemble |
|--|--------------------|----------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------|
| Note moyenne utopie techno-libérale | +1,6 | +1,1 | +1,1 | -0,6 | -1,7 | +0,7 |
| Moyenne des notes utopie techno-libérale | +0,6 | +0,3 | -0,1 | -1,4 | -1,9 | -0,2 |
| % de préférences pour utopie techno-libérale | 38 % | 14 % | 10 % | 1 % | 0 % | 16 % |
| Note moyenne utopie écologique | +1,7 | +1,7 | +2,5 | +2,6 | +4,1 | +2,3 |

principales (ACP) des notes données à chacune des propositions décrivant les systèmes utopiques étudiés. Une classification ascendante hiérarchique (CAH) a ensuite été effectuée à partir des 4 premiers axes de l'ACP (qui cumulaient un peu plus de 40% de l'inertie totale).

| | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|-------------|
| Moyenne des notes utopie écologique | +0,6 | +0,8 | +2,1 | +2,0 | +3,7 | +1,6 |
| % de préférences pour utopie écologique | 40 % | 22 % | 81 % | 33 % | 99 % | 55 % |
| Note moyenne utopie sécuritaire | +0,4 | +2,2 | +0,7 | +3,2 | -0,7 | +1,1 |
| Moyenne des notes utopie sécuritaire | +0,4 | +2,2 | +1,0 | +2,8 | 0,0 | +1,2 |
| % de préférences pour utopie sécuritaire | 21 % | 64 % | 9 % | 66 % | 1 % | 30 % |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LES MODERNES (31 % DE L'ÉCHANTILLON)

Comme leur nom l'indique, les *modernes* forment le groupe de la typologie le plus favorable à l'utopie techno-libérale. Celle-ci est notée en moyenne +1,6 (+0,7 pour l'ensemble de l'échantillon) et la moyenne des notes données aux propositions qui la décrivent s'élève à +0,6 (-0,2). Le degré d'adhésion à ce système utopique reste donc modéré. D'ailleurs, seuls 38 % des membres de ce groupe ont désigné l'utopie techno-libérale comme leur système utopique préféré ; ils pèsent toutefois pour 68 % dans le total des répondants l'ayant mis en tête de leurs préférences. C'est à l'utopie écologique qu'ils ont donné la note moyenne la plus élevée (+1,7, très proche de celle donnée à l'utopie techno-libérale) et ils sont 40 % à avoir classé cette utopie en premier choix, ce qui témoigne d'une certaine porosité entre ces deux systèmes utopiques. Pour autant, les *modernes* forment le groupe qui affiche la moindre proportion de supporters de l'utopie écologique, à 42% mais seulement 7 % sur la base de la moyenne des notes données aux différentes propositions. L'utopie sécuritaire apparaît clairement en retrait : si la note moyenne est positive, quoique modeste (+0,4), elle ne rassemble que 11 % de supporters, soit le score le plus faible des 5 groupes de la typologie.

Les *modernes* affichent une note moyenne positive sur l'ensemble des propositions relatives à l'utopie techno-libérale, y compris pour celles qui renvoient à la thématique de l'homme augmenté (on est cependant très proche de 0 pour ce qui est de la perspective de l'immortalité et de la possibilité pour les parents de sélectionner les caractéristiques des enfants à naître). Néanmoins, la note moyenne relevée pour deux propositions se situe en-deçà de celle observée à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon : « chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité » et « les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique ».

La quasi-totalité des propositions associées à l'utopie écologique obtiennent des moyennes positives ; généralement, il s'agit de notes de niveau intermédiaire, témoignant d'opinions peu tranchées. La seule proposition associée à une moyenne négative est « la richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles ». Pour les autres propositions, les écarts avec les notes moyennes calculées à l'échelle de l'échantillon sont généralement conséquents. C'est particulièrement le cas pour les propositions relatives à la consommation qui ne trouvent qu'une faible proportion de supporters, ce qui est l'indice d'une orientation

consommériste. Les *modernes* se montrent également comparativement réservés à l'égard de l'idée de stopper la croissance des grandes métropoles ainsi que de celles mettant en avant la réduction de la mobilité automobile et une gouvernance locale et participative. C'est aussi le groupe qui est le moins favorable à la perspective de limites mises à libre circulation des hommes et des marchandises et au financement de la transition écologique par la taxation du carbone et des mouvements financiers.

Les *modernes* se révèlent de manière générale en retrait par rapport aux propositions relatives à l'utopie sécuritaire, même si aucune n'est associée à une moyenne négative. Ils ont généralement privilégié des notes intermédiaires. Les écarts par rapport aux moyennes calculées sur l'ensemble de l'échantillon sont particulièrement marqués concernant la promotion du commerce de proximité au détriment des grandes surfaces, l'adoption de mesures visant à favoriser la propriété des logements, ainsi que pour les propositions à orientation sécuritaires.

Au final, les *modernes* forment donc un groupe d'individus séduits par l'utopie techno-libérale, notamment sur ses aspects les plus radicaux (tout du moins comparativement aux autres personnes de l'échantillon) mais qui se montrent éclectiques dans leurs aspirations et qui tendent à traverser les frontières des systèmes utopiques. C'est le groupe qui témoigne de l'adhésion la plus tiède à l'utopie écologique et qui se montre plutôt critique à l'égard de l'utopie sécuritaire.

Les *modernes* sont en moyenne légèrement plus jeunes que l'ensemble de l'échantillon. On en compte 40 % parmi les chômeurs et ils sont un peu plus présents parmi les CSP- que parmi les CSP+ et intermédiaires, ce qu'on retrouve dans le lien au niveau de vie, à l'intensité de la contrainte budgétaire, et niveau de formation, le poids des *modernes* passant de 39 % parmi les titulaires du CAP ou d'un BEP, à 20 % chez les bac+5 et plus. Les critères géographiques sont dans l'ensemble peu discriminants, mais on observe une légère sous-représentation des *modernes* au sein des villes centres des 12 plus grandes métropoles ainsi que dans les petits et moyens pôles urbains, compensée par une surreprésentation dans les couronnes des petits ou moyens pôles urbains. Les *modernes* se retrouvent dans des proportions proches dans chacune des sensibilités politiques, avec toutefois une sous-représentation parmi les personnes « très à gauche ». 30 % des *modernes* se sont déclarés « gilets jaunes » et ils pèsent pour 48 % dans le groupe de « gilets jaunes » actifs. L'orientation consumériste des *modernes* se confirme avec le constat qu'ils pèsent pour 43 % dans le total des individus associés à des valeurs matérialistes. Curieusement, le niveau de pratique religieuse apparaît comme la variable sociodémographique la plus discriminante, le poids des *modernes* progressant de manière régulière de 25 % chez les athées à 53 % chez les personnes déclarant une très forte pratique religieuse.

LES MODÉRÉS VERTS (29 %)

Il s'agit du groupe de notre typologie dont le rapport aux systèmes utopiques abordés dans l'étude est le moins marqué, ou le plus proche des moyennes observées sur l'ensemble de l'échantillon. C'est aussi le groupe où l'on observe les plus fortes fréquences de « sans opinion ». Si, à +2,5, leur évaluation de l'utopie écologique n'est que légèrement supérieure à la moyenne, il s'agit là du système d'utopie le mieux noté pour 81 % des membres de ce groupe qui compte 58 % de supporters. L'ensemble des propositions associées à ce système utopique sont évaluées positivement. L'écart à la moyenne est particulièrement fort concernant la priorité qui est donnée à la sauvegarde de la planète, la réduction des inégalités, la ville des proximités associée à la réduction de l'usage de la voiture, et une consommation plus qualitative que quantitative.

En moyenne, les *modérés verts* portent également un jugement globalement positif sur l'utopie techno-libérale, qui rassemble 31 % de supporters pour seulement 10 % de détracteurs. Pour autant, seuls 10 % d'entre eux en font leur système utopique préféré. S'ils tendent à rejeter les propositions relatives à l'augmentation de l'humain, au creusement des inégalités dans un contexte de croissance générale du pouvoir d'achat, ainsi qu'à la place des géants du numérique dans l'économie, ils adhèrent presque autant que les *libéraux conservateurs* à l'idée d'un progrès de la science et de la technologie qui ne soit pas entravé, ainsi qu'à la perspective d'un

approfondissement de la mondialisation économique et politique. Il s'agit du groupe qui, en moyenne, se déclare le plus favorable à l'idée d'une gouvernance politique fondée sur des élus conseillés par des experts ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique.

Avec une note globale moyenne de +0,7, les *modérés verts* apparaissent comme réservés à l'égard de l'utopie sécuritaire, que seuls 9 % d'entre eux désignent comme leur système utopique préféré. Si cette utopie ne rassemble que 8 % de détracteurs, on ne compte que 18 % de supporters, la majeure partie des *modérés verts* ayant donné une note de niveau intermédiaire. Seules deux propositions ont reçu une moyenne négative⁵⁰. Les *modérés verts* évaluent de manière plus favorable que la moyenne l'idée d'une autonomie technologique de la France. A l'inverse, ils font montre d'un enthousiasme plus modéré à l'égard des dimensions xénophobes de ce système utopique.

Les *modérés verts* sont très surreprésentés parmi les jeunes de 18-24 ans (41 % et 45 % parmi les élèves et étudiants) et sous-représentés parmi les plus de 55 ans. Ils sont également surreprésentés dans l'agglomération parisienne, et sous-représentés dans les communes rurales. Leur poids est croissant avec le niveau de diplôme. Sur le plan de la sensibilité politique, on note une légère surreprésentation « au centre » et une franche sous-représentation « à droite » (19 %) et « très à droite » (14 %).

LES IDENTITAIRES-SÉCURITAIRES (17 %)

Comme leur nombre en donne l'indice, le centre de gravité du positionnement des *identitaires-sécuritaires* penche du côté de l'utopie sécuritaire, qu'ils ont notée en moyenne +3,2 et qu'ils sont 66 % à avoir désignée comme leur système utopique préféré. Seule une proposition associée à cette utopie n'obtient pas une note moyenne positive : le bénéfice de la PMA strictement interdit aux personnes du même sexe. Certaines propositions, avec une note supérieure à +3, font l'objet d'un relatif consensus. Il en va ainsi en particulier des propositions à connotation identitaire telles que « Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre » (+4,2, 88 % de supporters et près de 0 % d'opposants), ou « Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences » (+3,2, 70 % de supporters et 4 % de détracteurs). Les propositions sécuritaires sont également très bien notées, bien mieux que par la totalité de l'échantillon en moyenne. C'est le cas en particulier de « Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants » (+3,9, 82 % de supporters, 1 % de détracteurs). Comparativement, ce sont les propositions à orientation économique qui se révèlent moins consensuelles.

Les *identitaires-sécuritaires* se montrent dans l'ensemble peu séduits par l'utopie techno-libérale. Si leur opposition est moins marquée que celle des *décroissants*, ils lui ont donné une note moyenne négative (-0,6) et comptent 33 % de détracteurs pour 17 % de supporters. Quatre propositions affichent une note faiblement positive : l'absence d'entrave aux progrès de la science et de la technologie (+0,2), le repli de l'Etat sur les fonctions régaliennes (+0,2), la possibilité offerte à chacun de vivre et d'afficher sa propre identité (+0,1) et un système politique fondé sur des élus conseillés par des experts et ayant régulièrement recours aux référendums (+0,1). Les évaluations les plus sévères portent sur les propositions relatives à l'augmentation de l'humain ainsi que sur la perspective de voir les inégalités se creuser en dépit d'une croissance du pouvoir d'achat pour tous. C'est le groupe de la typologie le plus réservé à l'égard de la proposition « La technologie permet de faire face aux défis écologiques, notamment par le remplacement de matières naturelles par des matières artificielles, y compris dans l'alimentation ».

⁵⁰ « L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes » (-1,6) et « Afin de protéger la culture française, le gouvernement a renforcé les obligations pour les médias de diffusion de films, fictions, artistes... français et s'exprimant en français » (-0,4).

Enfin, les *identitaires-sécuritaires* évaluent, dans l'ensemble, plutôt favorablement l'utopie écologique, qu'ils ont notée en moyenne +2,6, et qu'ils sont 33 % à avoir identifiée comme leur système utopique préféré. On y compte même 63 % de supporteurs pour 34 % de détracteurs, soit le meilleur score après celui des *décroissants*. Chacune des propositions qui lui sont associées bénéficie d'une note moyenne positive. Celle-ci est même significativement supérieure à la moyenne sur l'ensemble de l'échantillon pour un certain nombre de propositions, notamment celles qui renvoient à la mise en avant du local ou de la proximité : la perspective d'une relocalisation de la production et de la consommation est créditée d'une moyenne de +3,7 (avec 78 % de supporteurs et seulement 2 % de détracteurs) ; la ville des proximités (associée à la pénalisation de l'usage de la voiture) est notée +2,1 (+1,4 à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon) ; « La croissance des grandes métropoles a été stoppée ». « Une part croissante de la population vit dans des villes petites ou moyennes » reçoit une note moyenne de +2,7 ; « un système politique centré sur le local avec la participation des citoyens » de +2,9. Comparativement, les *identitaires-sécuritaires* affichent une posture beaucoup plus mitigée à l'égard de la proposition « Par la loi et la fiscalité, l'Etat oriente les comportements individuels dans le sens de la protection de l'environnement et du bien commun » (+0,8, seulement 28 % de supporteurs et 10 % de détracteurs). S'ils semblent plutôt acquis à une consommation sur le mode du « moins mais mieux » (+3,1), ils se montrent beaucoup moins enthousiastes à la perspective d'une alimentation à 80 % bio en circuit court, associée à une substitution des protéines végétales à la consommation de viande (+1,8) et, moins encore, à l'idée d'encourager l'habitat collectif au détriment de la maison individuelle (+0,1, 19 % de supporteurs et 17 % de détracteurs). Réduire significativement le temps de travail, mais avec une baisse des rémunérations n'est noté que +0,3.

Les *identitaires-sécuritaires* forment le groupe le plus âgé de notre typologie, leur poids progressant régulièrement d'une classe d'âge à l'autre (de 8 % parmi les 18-24 ans à 28 % parmi les 65-70 ans). Ils ne pèsent que pour 2 % dans les effectifs d'élèves et étudiants. Ils sont légèrement surreprésentés dans le Sud-Est du pays ainsi que dans les communes des couronnes de petits ou moyens pôles urbains. Leur poids est décroissant avec la densité de la commune de résidence. Si CSP et niveau de diplômes ne semblent pas discriminants, on relève une sous-représentation des *identitaires-sécuritaires* dans la première tranche de niveau de vie. Sur le plan des valeurs, les *identitaires-sécuritaires* sont surreprésentés parmi les personnes orientées vers la morale et la tradition mais aussi parmi celles portées vers le lien avec la nature. A l'inverse, ils sont très sous-représentés parmi les répondants affichant un système de valeurs orienté vers la sociabilité/solidarité ou, dans une moindre mesure, vers le matérialisme. Une fois de plus, la sensibilité politique apparaît comme très influente. Le poids des *identitaires-sécuritaires* progresse fortement à mesure que l'on se déplace de gauche à droite sur l'échiquier politique, passant de 7 % parmi les personnes se disant « très à gauche » à 35 % chez celles situées « très à droite ». On ne compte que 9 % d'*identitaires-sécuritaires* parmi les « gilets jaunes » actifs. Enfin, leur poids tombe à 5 % parmi les personnes déclarant une très forte pratique religieuse, sans doute en relation avec le poids important que les musulmans occupent probablement au sein de cette catégorie.

LES LIBÉRAUX CONSERVATEURS (14%)

Les *libéraux conservateurs* se caractérisent d'abord par une forte adhésion à l'utopie sécuritaire, qu'ils ont noté en moyenne +2,2 et dont 64 % ont désigné comme leur système utopique préféré. Chacune des propositions associées à ce système utopique recueille une note moyenne supérieure à celle calculée sur l'ensemble de l'échantillon. L'écart est particulièrement marqué concernant les propositions relatives à la défense de l'identité nationale et à la sécurité. Par exemple, ils ont évalué en moyenne à +3,1 « Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre » et +3,4 « Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants » qui agrègent 70 % de supporteurs.

Les *libéraux conservateurs* ne témoignent que d'une appétence modérée vis-à-vis de l'utopie écologique ; ils ne sont que 22 % à l'avoir pointée comme leur système utopique préféré et on ne compte dans leurs rangs

que 4 % de supporters, soit le niveau le plus faible des 5 groupes de la typologie. La moitié d'entre eux lui ont donné une note de niveau intermédiaire, entre -2 et +2. Chacune des propositions attachées à l'utopie écologique recueille une moyenne positive (mais là aussi avec une très forte dominance des notes intermédiaires), à l'exception de « Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible ». « Pour limiter la consommation d'espace et préserver les terres agricoles et les forêts, l'habitat collectif se réinvente et se substitue à la maison individuelle » obtient une moyenne à 0. Les autres propositions sont associées à des notes moyennes positives mais significativement inférieures à celles calculées sur l'ensemble de l'échantillon.

Enfin, s'ils donnent à l'utopie techno-libérale une évaluation globale significativement positive (+1,1), et s'ils comptent 35 % de supporters de ce système utopique, seuls 14% des *libéraux conservateurs* en font leur système préféré. Les propositions renvoyant à l'homme augmenté sont évaluées négativement. En contrepoint, les *libéraux conservateurs* font montre d'attitudes modérément positives à l'égard de la dimension économique de ce système utopique : repli de l'Etat sur les fonctions régaliennes, éloge de la compétition et de la récompense du talent, suppression des entraves au progrès technique...

Les *libéraux conservateurs* se répartissent de manière grossièrement équilibrée entre les tranches d'âge, avec toutefois un petit déficit parmi les 18-24 ans. De même leur poids dans les trois niveaux de CSP est équilibré. Ils sont par contre sensiblement sous-représentés au sein des membres de la classe créative. Le niveau de revenu et de contrainte budgétaire, comme le niveau d'éducation, ne semble pas avoir d'effets marqués sur la probabilité d'appartenance à ce groupe.

Si les variables sociodémographiques sont peu prédictives, il n'en va pas de même des sensibilités politiques. Les *libéraux conservateurs* sont très sous-représentés « à gauche » (9 %), « très à gauche » (3%) et parmi les personnes proches des mouvements écologistes (2 %), alors qu'ils sont surreprésentés parmi les personnes « très à droite » (23 %). A un degré moindre que pour les *modernes*, on relève une surreprésentation des personnes associées à un système de valeurs matérialiste alors que réside un déficit de celles orientées vers l'eudémonisme et le lien à la nature.

LES DÉCROISSANTS (9 %)

Les *décroissants* adhèrent massivement à l'utopie écologique. 99 % d'entre eux l'ont choisi comme leur système utopique préféré, qui est évalué en moyenne à +4,1. Toutes les propositions associées à ce système utopique sont notées généreusement, bien au-dessus de la moyenne observée à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon. Deux propositions obtiennent une note de +4,5, toutes deux relatives à la consommation : « Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité » et « Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés ». Comparativement, trois propositions se distinguent par une adhésion un peu moins consensuelle : le primat donné à l'habitat collectif sur l'habitat individuel (+2,2, 50 % de supporters), l'orientation des comportements individuels par la loi et la fiscalité (+2,4, 54 % de supporters), la réduction significative du temps de travail, avec réduction du niveau des rémunérations (+2,8, 62 % de supporters), et la limitation de la libre circulation des marchandises et des hommes (+2,9, 67 % de supporters).

Les deux autres systèmes utopiques font plutôt l'objet d'un rejet. L'utopie techno-libérale est notée en moyenne -1,7 et réunit 50 % de détracteurs contre seulement 8 % de supporters. Toutes les propositions associées à ce système utopique sont créditées d'une note moyenne négative, excepté « Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) » (+2,1). Les propositions relatives à l'augmentation de l'humain sont l'objet d'un rejet massif, de même que la perspective du creusement des inégalités en parallèle de la croissance du pouvoir d'achat pour tous. Comparativement, l'absence d'entraves au progrès de la science et la technologie ainsi que la gouvernance fondée sur des élus conseillés par des

experts et ayant régulièrement recours au référendum par voie numérique, ne suscitent qu'une opposition modérée.

L'utopie sécuritaire est évaluée un peu moins sévèrement, avec une note moyenne de -0,7, 32 % de détracteurs pour 12 % de supporters. Ce sont les propositions à connotation xénophobe qui sont rejetées le plus nettement. Mais même ici, les avis ne sont pas homogènes. Par exemple, « Le flux d'entrée des immigrés et très fortement réduit, et limité aux réfugiés en mesure de justifier la demande du droit d'asile » recueille une note moyenne de -1,0, mais ne compte que 37 % de détracteurs pour 12 % de supporters. Certains items associés à ce système utopique ont reçu une note moyenne positive, parfois relativement élevée comme « Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement », « Le gouvernement a mis en place une politique qui favorise les petits commerces indépendants de centre-ville au détriment des grandes surfaces de périphérie » ou « La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies-clé de demain ».

Le faible effectif associé à ce groupe rend délicate l'observation du profil de ses membres. Aucun effet d'âge net n'est perceptible. Les *décroissants* sont fortement sous-représentés parmi les CSP- et très surreprésentés au sein de la classe créative. On note une forte relation avec le niveau de diplôme, la proportion de *décroissants* passant d'environ 5 % parmi les catégories les moins diplômées, à plus de 16 % parmi les personnes disposant d'un diplôme de niveau Bac+3 ou supérieur. Ils sont 14 % parmi les personnes déclarant le plus faible niveau de contrainte budgétaire. Le lien à la sensibilité politique, comme on pouvait l'attendre, est particulièrement fort. Si l'on compte 19 % de *décroissants* parmi les personnes se situant « à gauche », 27 % parmi celles se disant proches des mouvements écologiques et 44 % parmi celles se situant « très à gauche », cette part tombe à 2 % « à droite » et est proche de 0 « très à droite ». Sans surprise, les *décroissants* sont surreprésentés parmi les répondants associés à un système de valeurs centré sur le lien à la nature.

Croisement entre les cinq groupes issus de la typologie et la sensibilité politique
(Base totale, n = 2000)

| | Ensemble | Très à gauche | A gauche | Au centre | A droite | Très à droite | Proche des mouvements écologistes | Vous ne vous reconnaissez dans aucune tendance politique | Vous refusez de répondre |
|----------------------------------|-------------|---------------|-------------|-------------|-------------|---------------|-----------------------------------|--|--------------------------|
| <i>Libéraux conservateurs</i> | 14% | 3% | 9% | 17% | 17% | 23% | 2% | 15% | 12% |
| <i>Modernes</i> | 31% | 20% | 26% | 28% | 34% | 27% | 28% | 32% | 41% |
| <i>Modérés verts</i> | 29% | 26% | 33% | 36% | 19% | 14% | 32% | 32% | 33% |
| <i>Identitaires-sécuritaires</i> | 17% | 7% | 13% | 11% | 27% | 35% | 12% | 16% | 10% |
| <i>Décroissants</i> | 9% | 44% | 19% | 9% | 2% | 1% | 27% | 5% | 4% |
| Total | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les perspectives utopiques thématiques

L'exploration des attitudes des Français à l'égard des trois systèmes utopiques que nous leur avons présentés a révélé leur hétérogénéité mais aussi, souvent, des évaluations nuancées selon les différentes dimensions de chacun des systèmes. Ceci invite à explorer les opinions et les aspirations de manière plus circonscrite, au niveau de perspectives utopiques thématiques.

LE RAPPORT À LA MODERNITÉ

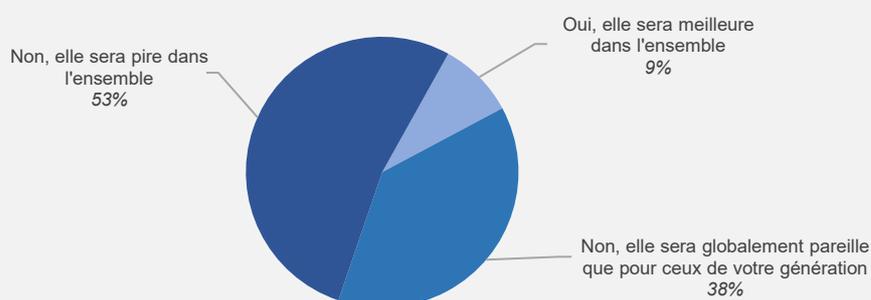
Les sociétés occidentales sont les héritières de la modernité qui s'est affirmée progressivement depuis la Renaissance et a trouvé son socle philosophique avec les Lumières au XVIIIème siècle. La modernité s'appuie sur trois piliers en étroite interdépendance : le processus d'individualisation, la foi dans le progrès issu du règne de la raison et du développement des connaissances favorisant la maîtrise par les Hommes de leur environnement et de leur destinée, et la place croissante occupée dans les rapports sociaux par l'économie et les valeurs qui lui sont associées. Des trois systèmes utopiques abordés dans l'enquête, l'utopie techno-libérale est celle qui s'inscrit le plus frontalement dans la trajectoire moderne, alors que la posture critique de l'utopie écologique à l'égard du modèle de développement capitaliste et sa valorisation du collectif la situe davantage dans la mouvance de la post-modernité.

L'enquête comporte un certain nombre de questions permettant de saisir l'état de l'opinion des Français à l'égard d'un certain nombre d'aspects relevant du programme moderne.

LE RAPPORT À L'AVENIR

La notion de progrès inscrite au cœur de la modernité invite à anticiper que demain sera préférable à aujourd'hui. Cette perspective est aujourd'hui sérieusement mise en doute. Les Français interrogés se montrent globalement assez pessimistes lorsqu'ils envisagent l'avenir. Ainsi, une courte majorité s'accordent à anticiper que la vie de leurs enfants ou petits-enfants sera moins bonne que celle de ceux de leur génération, alors qu'ils ne sont que 9 % à envisager qu'elle sera meilleure. De manière cohérente, 56 % marquent leur désaccord à l'égard de l'affirmation selon laquelle « l'humanité est suffisamment raisonnable pour réussir à faire face avec succès aux défis qu'elle a à relever ». Dans la même proportion, ils s'accordent à considérer que « c'était mieux avant ». C'est donc la foi dans le progrès, l'idée que l'humanité s'inscrit dans une trajectoire d'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives, qui se trouvent ainsi remises en cause, et par là c'est un des piliers

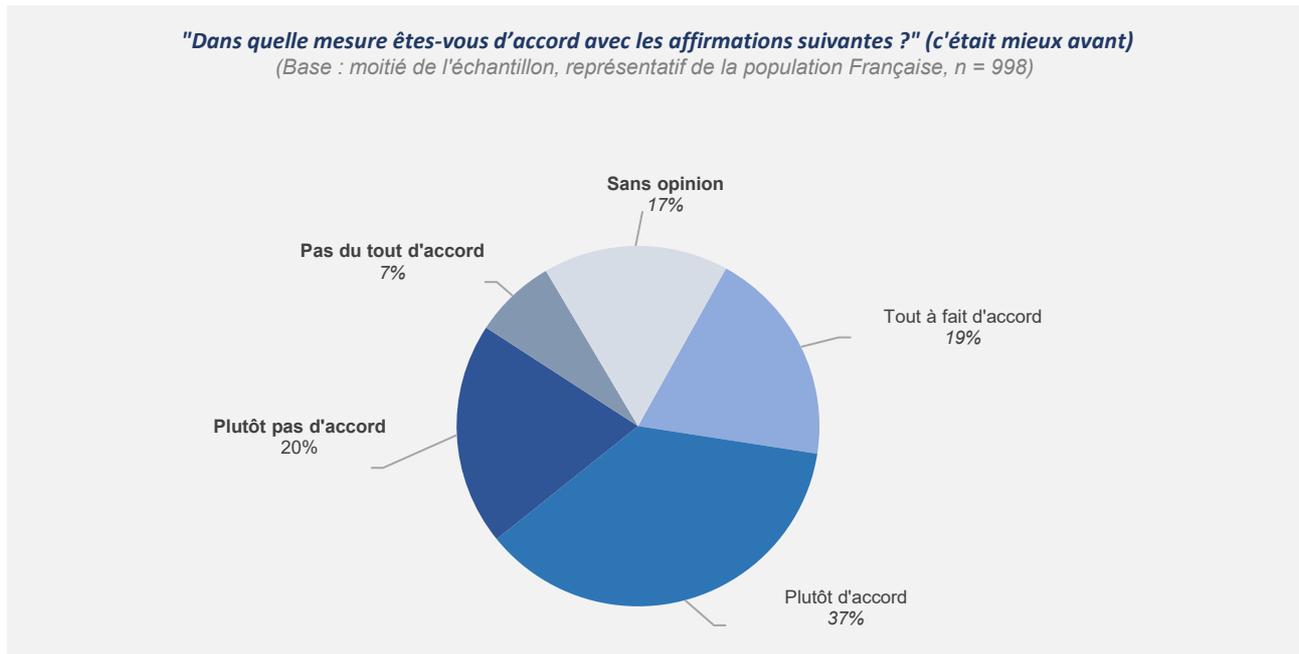
"En général, pensez-vous que la vie de vos enfants et petits-enfants sera meilleure que pour ceux de votre génération (en termes d'épanouissement, de « bien vivre », de bonheur...)"
(Base totale, n = 2000)



de la modernité qui se trouve ainsi ébranlé.

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Nous avons construit un score de « pessimisme »⁵¹ par la compilation des réponses aux trois questions précédentes, ainsi qu'à l'évaluation par les répondants de la proposition : « Quand je pense au monde dans les années qui viennent, je me dis que l'avenir est plein d'opportunités et de nouvelles possibilités » (opinions partagées, avec 43 % à la fois « d'accord » et « pas d'accord»). Si plus de 60 % des répondants sont associés à une valeur du score que l'on peut qualifier de neutre, à 33 % la proportion de pessimistes dépasse de beaucoup



celle des optimistes (5 %).

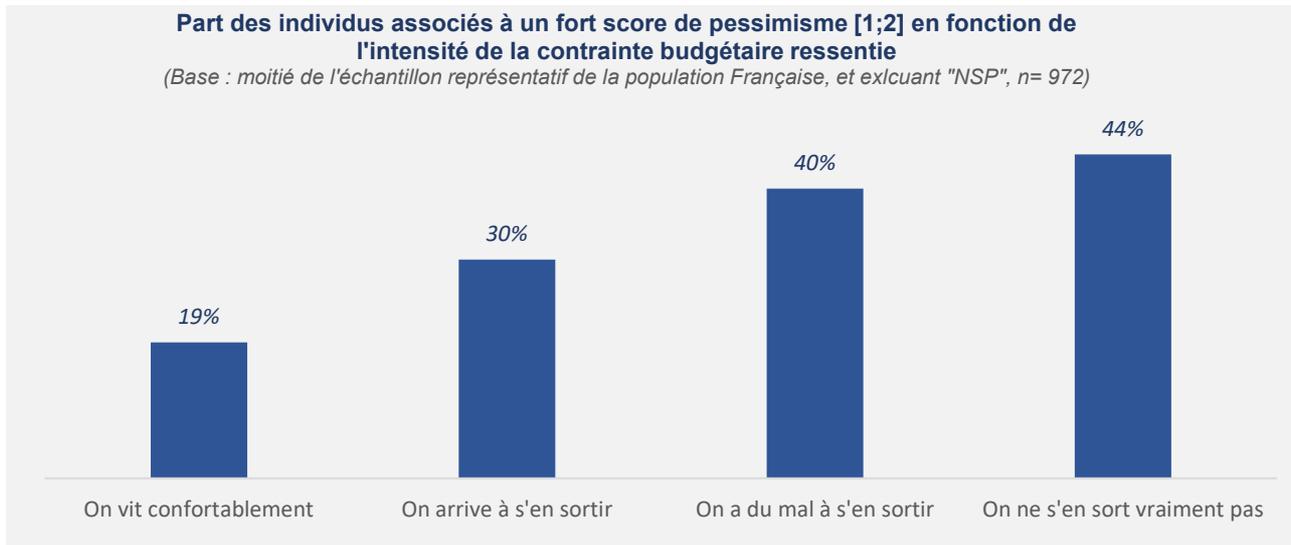
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les répondants les plus optimistes se montrent dans l'ensemble plus favorables à l'utopie techno-libérale, qu'ils ont notée en moyenne +1,2 (+0,2 pour les plus pessimistes). L'orientation à l'égard de l'avenir n'a par contre aucun effet significatif sur la manière dont sont évalués les deux autres systèmes utopiques. Le croisement avec notre typologie révèle que les pessimistes sont sous-représentés chez les *modérés verts* ainsi, mais dans une moindre mesure, que chez les *modernes*. A l'inverse, ils sont surreprésentés parmi les *libéraux conservateurs* et, plus encore, au sein du groupe des *identitaires-sécuritaires* (45 %).

Les jeunes de moins de 25 ans se révèlent moins pessimistes que les répondants des autres tranches d'âge (24 %, contre par exemple 38 % parmi les 45-54 ans) et les pessimistes ne comptent que pour 17 % parmi les étudiants. A l'inverse 47 % des chômeurs nourrissent une perception sombre de l'avenir. Si la propension au pessimisme est peu sensible à la CSP des répondants, elle est clairement liée au niveau de formation, les

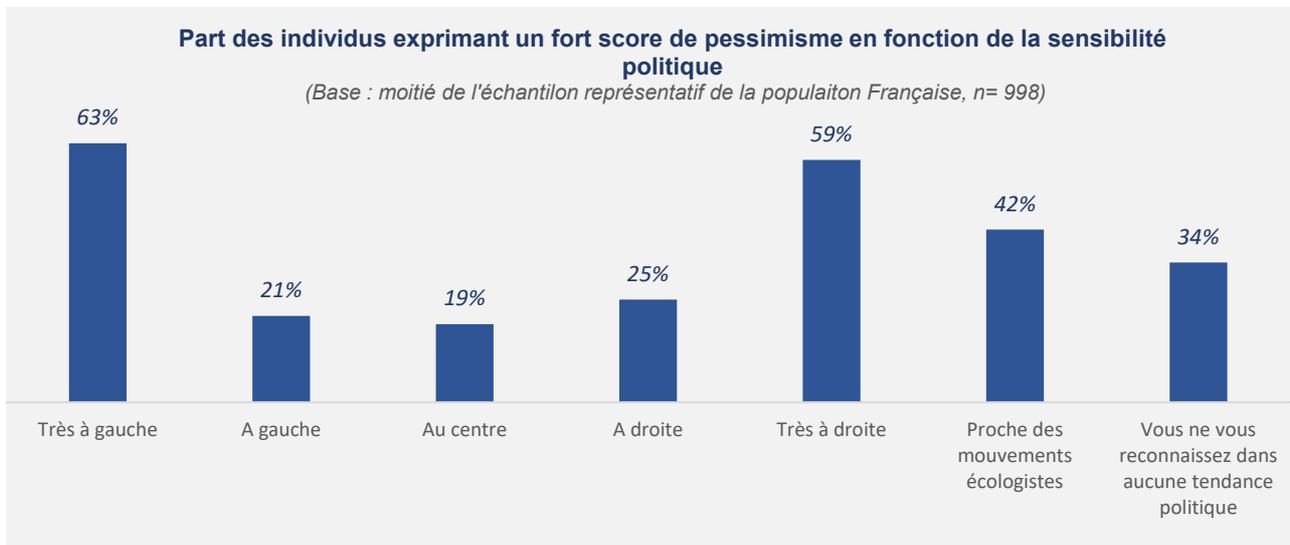
⁵¹ Le score de pessimisme a été mesuré pour chacun des répondants à partir des réactions aux propositions : « L'humanité est suffisamment raisonnable pour réussir à faire face avec succès aux défis qu'elle a à relever », « Quand je pense au monde dans les années qui viennent, je me dis que l'avenir est plein d'opportunités et de nouvelles possibilités » et « De manière générale, c'était mieux avant », et à partir des réponses données à la question « En général, pensez-vous que la vie de vos enfants et petits-enfants sera meilleure que pour ceux de votre génération (en termes d'épanouissement, de « bien vivre », de bonheur...) ? ». Il s'étend sur une échelle de -2 à 2. Plus il est élevé, plus il indique chez les répondants interrogés une propension forte au pessimisme. A l'inverse, plus il est faible, plus les répondants affichent une nature optimiste.

pessimistes étant sensiblement plus nombreux parmi les peu diplômés. De même, si le niveau de vie du ménage se révèle peu influent, l'intensité ressentie de la contrainte budgétaire est associée à un effet très fort : on compte 44 % de pessimistes parmi les répondants qui déclarent « on ne s'en sort pas vraiment », contre seulement 19 % pour ceux qui ont choisi « on vit confortablement ». Sur le plan géographique, un clivage apparaît entre, d'une part, les habitants des villes centres des 12 plus grandes métropoles et des grands pôles urbains, et les individus résidant dans les couronnes périurbaines (quelle que soit la taille de l'aire urbaine), les seconds étant significativement plus enclins au pessimisme que les premiers.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Enfin, la vision que l'on a de l'avenir influe fortement sur l'orientation politique : les pessimistes sont très largement majoritaires parmi les personnes se situant aux extrêmes (63 % parmi les « très à gauche » et 59 % parmi les « très à droite »). La proportion de pessimistes tombe jusqu'à 19 % parmi les personnes se situant « au centre », où la part des optimistes atteint son plus haut (mais à seulement 13 %). Enfin, les « gilets jaunes », qu'ils aient participé au mouvement ou non, sont sensiblement plus pessimistes à l'égard de l'avenir que leurs soutiens et leurs opposants.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Enfin, les personnes ayant participé à l'enquête ont été invitées à noter de -5 à +5 un certain nombre de mots selon la mesure dans laquelle ces mots sont associés à la conception qu'ils se font d'un « monde idéal ». Parmi eux, figurait le mot « futur ». En moyenne, les répondants ont noté ce mot +0,9. A contre-courant des indicateurs observés jusqu'ici, la connotation est donc plutôt positive, 35 % des répondants ayant même donné une note supérieure ou égale à +3 (contre seulement 4 % qui ont donné une note inférieure ou égale à -3). La note moyenne des « gilets jaunes » actifs est négative (-0,6).

Il se dégage de ces données que, si la difficulté à se projeter sereinement dans l'avenir marque la population dans son ensemble, les personnes les plus pessimistes semblent partager une position qui les expose à une forme ou une autre d'insécurité économique ce qui est à mettre en relation avec une certaine propension à adhérer à l'utopie sécuritaire et à se reconnaître dans les mouvances politiques extrêmes.

LE RAPPORT À LA SCIENCE ET À LA TECHNOLOGIE

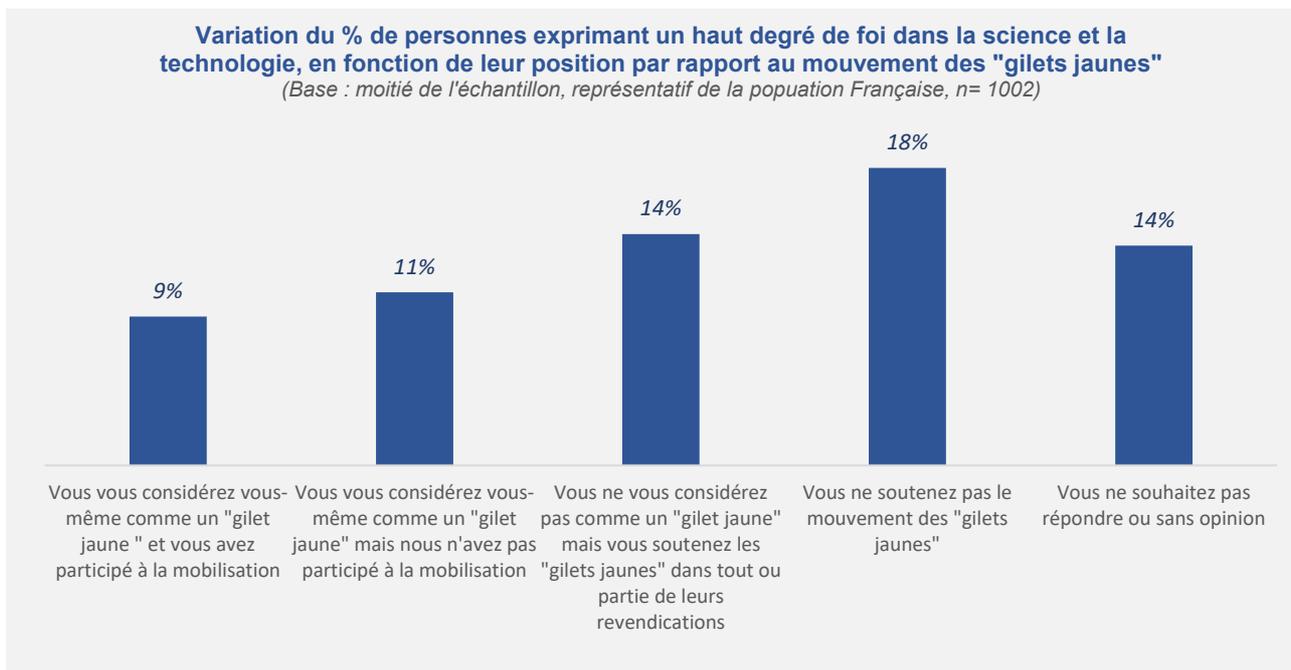
Les Français interrogés se montrent divisés quant à leurs attitudes à l'égard de la science et de la technologie. Ainsi, ils ne sont que 41 % à se dire en accord avec la proposition selon laquelle « le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes » (dont seulement 6 % « tout à fait d'accord »). C'est certes plus que les 34 % qui expriment un désaccord, mais cette opinion positive est clairement minoritaire (24 % ont choisi de ne pas s'exprimer). Concernant la projection dans l'avenir, la balance bascule du côté du négatif. En effet, 53 % des répondants marquent leur accord avec la proposition « quand je pense aux découvertes scientifiques et aux innovations technologiques à venir, je m'inquiète pour le devenir de l'humanité », contre 31 % qui sont de l'avis contraire. Et pourtant, à 54 % ils approuvent qu'« il ne faut pas imposer de limites au travail des chercheurs dans le progrès des connaissances et de la science ». Mais ce résultat est contrebalancé par le fait que 64 % approuvent l'idée que « face aux avancées de la science, la priorité doit être accordée au principe de précaution et au contrôle des risques ».

Cette posture de prudence à l'égard de la science et de la technologie est plus franche encore lorsqu'il s'agit de la recherche privée. Seulement 47 % des répondants considèrent qu'il ne faut pas imposer de limites aux applications économiques des progrès de la science. Cette différenciation des attitudes selon que l'on considère les chercheurs ou les applications économiques des connaissances scientifiques se retrouve dans le fait que 58 % des répondants s'accordent autour de l'idée qu'il faut renforcer la recherche publique pour étudier les risques associés aux innovations technologiques du secteur privé, alors qu'ils ne sont que 30 % à

penser qu'il faut réduire les dépenses consacrées à la recherche publique pour concentrer les moyens sur le soutien à l'innovation dans le secteur privé (28 % de sans opinion). C'est parmi les *décroissants* que l'écart entre le taux d'adhésion entre les deux propositions est le plus fort (respectivement 75 % et 13 %) témoignant d'une défiance marquée à l'égard de la recherche privée. C'est chez les *modernes* que cet écart est le plus faible (respectivement, 49 % et 31 %).

Sur la base des positions prises par chaque répondant par rapport à ces propositions, un score de « foi dans la science et la technologie » a été construit. 72 % des répondants ont été associés à une position neutre et les confiants et les défiants à l'égard de la science et de la technologie pèsent d'un poids grossièrement équivalent. Ce sont les *décroissants* qui se montrent les plus réservés à l'égard de la science, suivi des *identitaires-sécuritaires*. Les défiants à l'égard de la science sont logiquement très sous-représentés parmi les *modernes*.

L'âge n'a pas d'influence significative sur la foi dans la science et la technologie. La proportion de confiants est plus importante parmi les CPS+ et les membres de la classe créative. Elle est faible parmi les personnes détenant un diplôme inférieur au baccalauréat, alors qu'elle atteint plus de 25 % parmi les diplômés d'un Bac+5 ou plus. Sur le plan de la sensibilité politique, ce sont les sympathisants du centre qui se distinguent par un niveau moyen de confiance dans la science le plus élevé. Notons que la part des répondants confiants dans la science et la technologie varie selon le positionnement des répondants à l'égard du mouvement des « gilets jaunes » : elle passe du simple double entre les « gilets jaunes » actifs et leurs opposants.



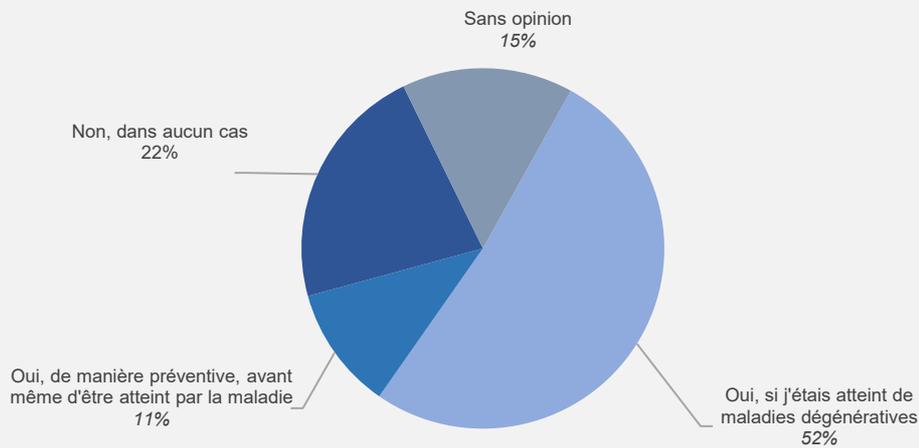
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Cette ambivalence des Français à l'égard de la science et de la technologie se retrouve lorsque l'on sonde leurs attitudes à l'égard de l'une des perspectives concrètes associée à l'utopie techno-libérale : l'homme augmenté. Deux scénarii ont été testés : la perspective de l'installation d'implants dans le cerveau pour traiter les maladies dégénératives comme Parkinson, et celle dans laquelle les implants auraient pour fonction d'accroître la performance cérébrale. Une courte majorité (52 %) de répondants se déclare disposée à se faire greffer un implant du premier type s'ils devaient être atteint d'une maladie dégénérative, et 11 % seraient même prêts à

pratiquer cette greffe de manière préventive. 33 % s'y refusent absolument. La perspective d'une greffe d'implants visant le seul gain d'efficacité du cerveau est par contre rejetée par 61 % des personnes interrogées, contre un peu plus d'un quart qui y seraient disposés. C'est parmi les *libéraux conservateurs* et les *modernes* que le taux d'acceptation est le plus fort (respectivement 37 % et 32 %), même s'il reste minoritaire. Les *décroissants* sont les plus réfractaires (14 %).

"Certains chercheurs travaillent à la création d'implants dans le cerveau qui permettraient de traiter les maladies dégénératives comme Parkinson. Vous, personnellement, seriez-vous disposé(e) à vous faire greffer ce type d'implants ?"

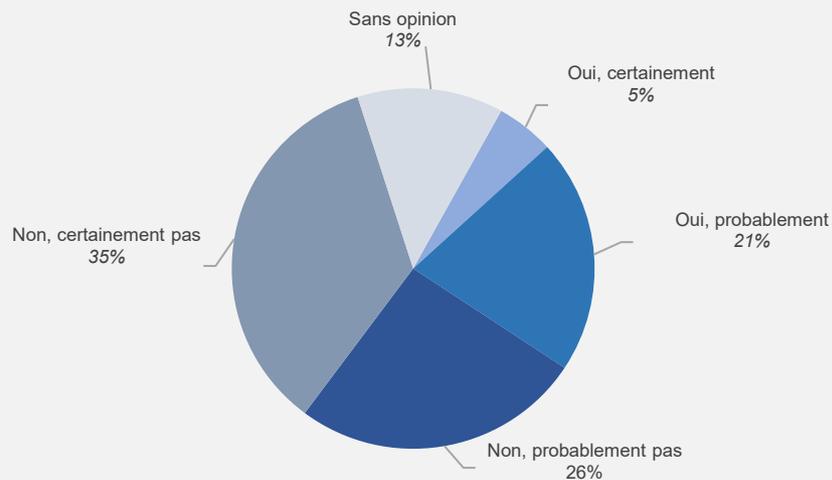
(Base : sous-échantillon représentatif de la population Française, n= 676)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

"Certains chercheurs travaillent à la création d'implants dans le cerveau qui lui permettrait d'être plus performant. Vous, personnellement, seriez-vous disposé(e) à vous faire greffer ?"

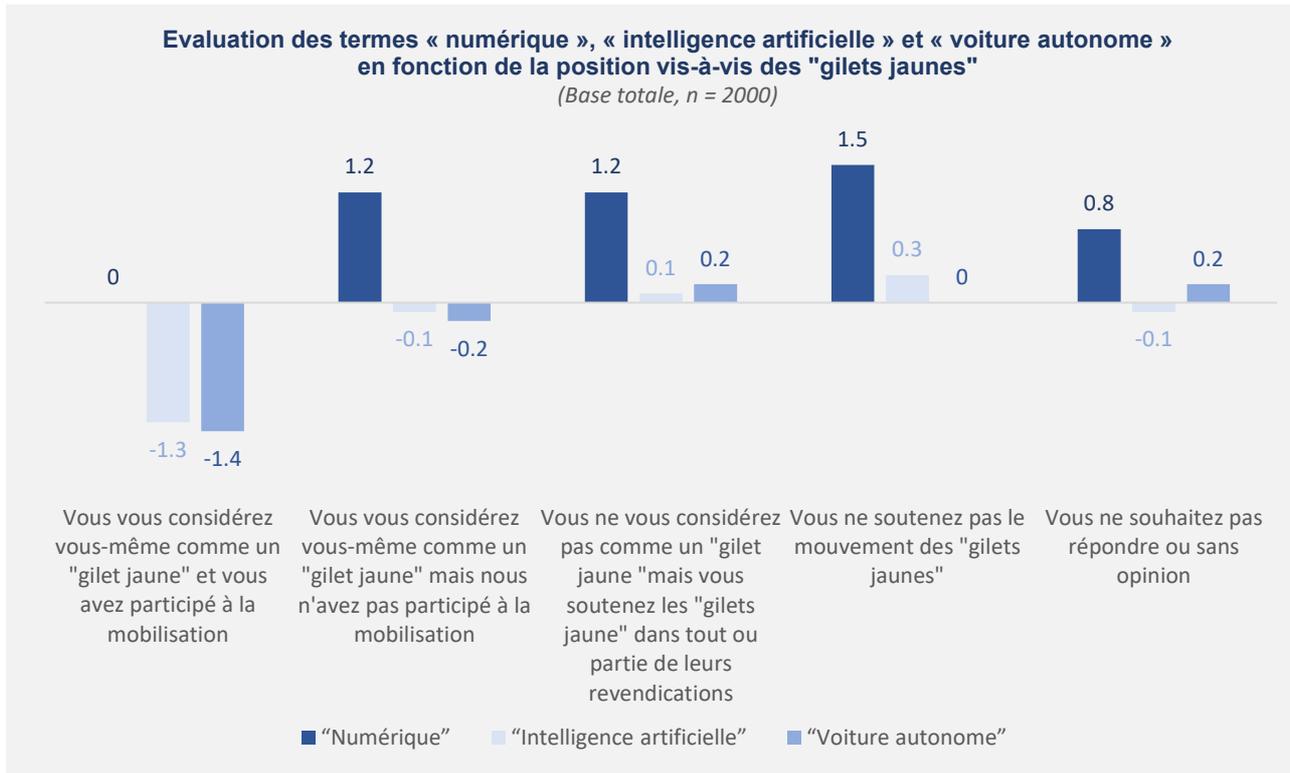
(Base : sous-échantillon représentatif de la population Française, n= 676)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Enfin, le mot « savoir » a été noté en moyenne +2,6 (sur une échelle de -5 à +5), ce qui témoigne d'une adhésion majoritaire. De fait, 56 % des répondants lui ont attribué une note supérieure ou égale à +3, contre seulement 2 % qui ont choisi une note inférieure ou égale à -3. Paradoxalement, les *modernes* se distinguent par un degré d'adhésion au mot « savoir » inférieur à la moyenne, alors que 77 % des *décroissants* et 70 % des *identitaires-sécuritaires* se classent comme supporteurs de ce mot (moyenne respectivement à +3,7 et +3,3). Par ailleurs, l'attrait qu'exerce le mot « savoir » est fortement corrélé au niveau de diplôme, la note moyenne passant de +2,2 à +3,4 entre le niveau de diplôme le plus bas et le niveau le plus haut. Si les personnes se situant à « très à gauche », « à gauche » et « au centre » de l'échiquier politique se montrent très en phase avec le mot « savoir » (plus de 2/3 de supporteurs), les répondants « très à droite » ainsi que ceux qui ne se reconnaissent dans aucune tendance politique se montrent beaucoup plus réservés (environ 50 % de supporteurs) et le taux d'adhésion à ce mot est minoritaire parmi les « gilets jaunes » actifs.

Trois autres mots en rapport avec la technologie ont été testés : « numérique », « intelligence artificielle » et « voiture autonome ». Les scores se révèlent nettement moins favorables lorsque des applications concrètes de la connaissance sont évoquées. Seul « numérique » parvient à susciter un certain élan positif, avec une moyenne à +1,2, mais seulement 26 % de supporteurs (notes supérieures ou égales à +3). « Intelligence artificielle » et « voiture autonome » ont suscité très majoritairement des notes intermédiaires et avec des proportions de supporteurs et de détracteurs similaires, conduisant à une moyenne à 0. Les *décroissants* et les *identitaires-sécuritaires* sont les deux groupes de la typologie qui témoignent du moins d'enthousiasme à l'égard de ces mots issus du champ de la technologie ; ils ont même donné une note moyenne négative à « intelligence artificielle » et « voiture autonome ». Les caractéristiques sociodémographiques des individus n'ont ici pas d'effet significatif. Tout au plus observe-t-on des scores inférieurs à la moyenne parmi les personnes soumises à une contrainte budgétaire forte ou très forte. A l'inverse les attitudes s'améliorent avec l'intensité de la pratique religieuse. Enfin une posture plus réservée à l'égard de « numérique » est relevée de la part des personnes se situant politiquement « très à droite ». Les « gilets jaunes » actifs ont globalement évalué négativement « intelligence artificielle » (-1,3) et « voiture autonome » (-1,4).



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LE RAPPORT AU PROGRÈS

Soumis lui aussi à l'évaluation des répondants, le mot « progrès » est évalué plutôt positivement, avec une moyenne de +1,8, et 37 % de supporters pour seulement 3% de détracteurs. L'évaluation de ce mot varie peu selon les groupes de la typologie : *décroissants* et *modernes* l'évaluent un peu moins favorablement que la moyenne, les trois autres groupes un peu plus favorablement. Si l'âge a globalement peu d'effet sur l'évaluation de ce mot, les 65-70 ans se distinguent par un accueil particulièrement favorable (+2,2). La posture à l'égard du progrès est d'autant plus positive que s'élève le niveau de vie et le niveau de formation. C'est parmi les personnes se situant « à gauche » et « au centre » que l'association du progrès à son monde idéal est la plus répandue (moyennes, respectivement, de +2,2 et +2,4). Les « gilets jaunes » actifs se montrent sensiblement plus réservés à l'égard du progrès que la moyenne, avec seulement 27 % de supporters et 16 % de détracteurs.

A la question « selon vous qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer », seuls 5 % des Français interrogés ont placé « la foi dans le progrès » dans la liste des trois items (sur 17) leur paraissant prioritaires, ce qui vient relativiser la place de cette notion dans les imaginaires et les valeurs de la population. Les différents critères sociodémographiques sont de peu d'influence sur ce résultat. Tout au plus note-t-on une plus forte adhésion parmi les personnes se situant politiquement « au centre » (9 %), alors que seulement 1 % des répondants situés « très à gauche » ont retenu cet item. La propension à choisir « la foi dans le progrès » est également liée au degré d'optimisme à l'égard de l'avenir : 13 % parmi les répondants les plus optimistes, contre 2 % parmi les plus pessimistes.

L'ambivalence des Français à l'égard de la notion de progrès se manifeste également au travers de leurs réactions à l'affirmation « Il n'y a pas de limites au progrès ». 53 % des répondants se sont déclarés en accord avec cette proposition (mais seulement 15 % tout à fait d'accord), quand 35 % notifiaient leur désaccord. Logiquement, c'est parmi les *libéraux conservateurs* que l'adhésion à cette idée est la plus forte (63 % de personnes d'accord), alors que l'adhésion est minoritaire chez les *identitaires-sécuritaires* et les *décroissants*.

Les opinions sur ce point varient sensiblement avec l'âge : seule une minorité des moins de 35 ans adhère à l'idée qu'il n'y a pas de limites au progrès, une proportion qui croît avec l'âge, pour atteindre 58 % chez les 55-64 ans. Ici, c'est « à droite » que l'on exprime la plus forte adhésion à cette idée (65 %), et c'est toujours parmi les personnes « très à gauche » que les réserves sont les plus marquées.

**« Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? »
(Il n'y a pas de limites au progrès)**

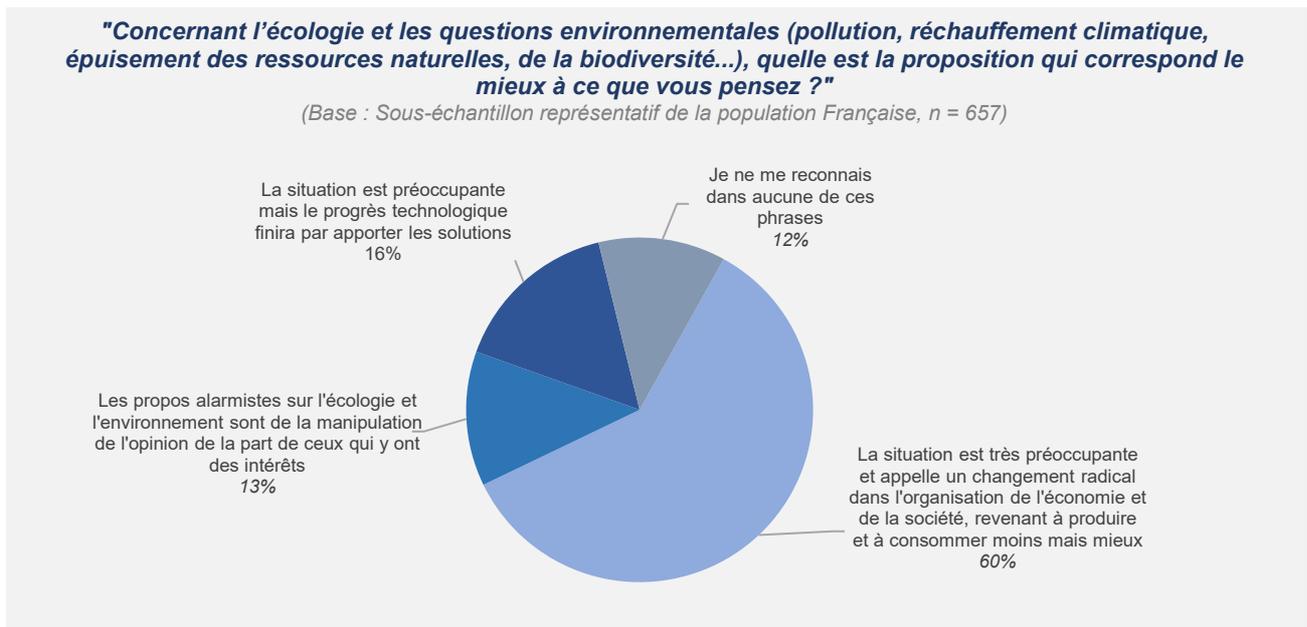
(Base : moitié de l'échantillon, représentatif de la population Française, n=998)

| | Ensemble | Entre 18 et 24 ans | Entre 25 et 34 ans | Entre 35 et 44 ans | Entre 45 et 54 ans | Entre 55 et 64 ans | Entre 65 et 70 ans |
|--------------------------------|-------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Tout à fait d'accord | 15% | 17% | 9% | 13% | 20% | 17% | 16% |
| Plutôt d'accord | 38% | 31% | 32% | 43% | 38% | 41% | 40% |
| Sous-total D'accord | 53% | 48% | 42% | 56% | 57% | 58% | 56% |
| Plutôt pas d'accord | 25% | 29% | 28% | 22% | 25% | 22% | 27% |
| Pas du tout d'accord | 10% | 7% | 11% | 3% | 10% | 16% | 11% |
| Sous-total Pas d'accord | 35% | 36% | 40% | 25% | 35% | 38% | 38% |
| Sans opinion | 12% | 16% | 19% | 19% | 7% | 4% | 5% |
| Total | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LA PERCEPTION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

Le questionnaire comportait une question visant à recueillir l'évaluation des répondants du degré d'urgence du défi écologique au travers de la sélection d'une proposition parmi quatre choix.

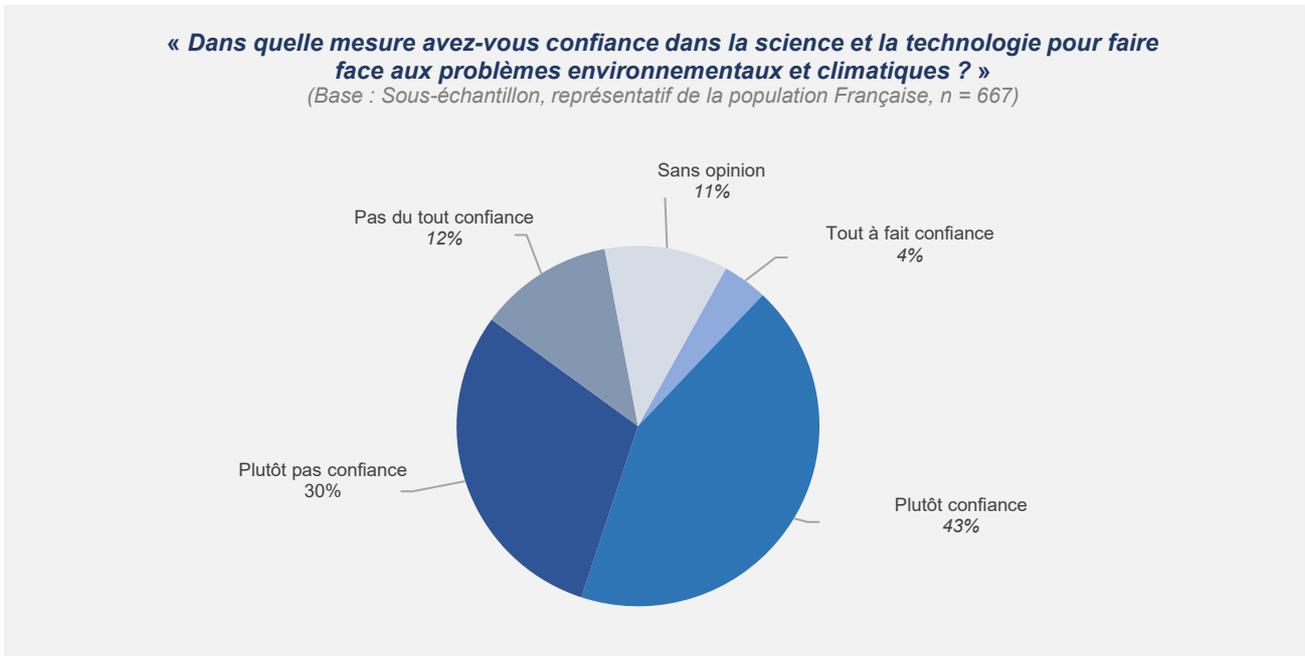


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

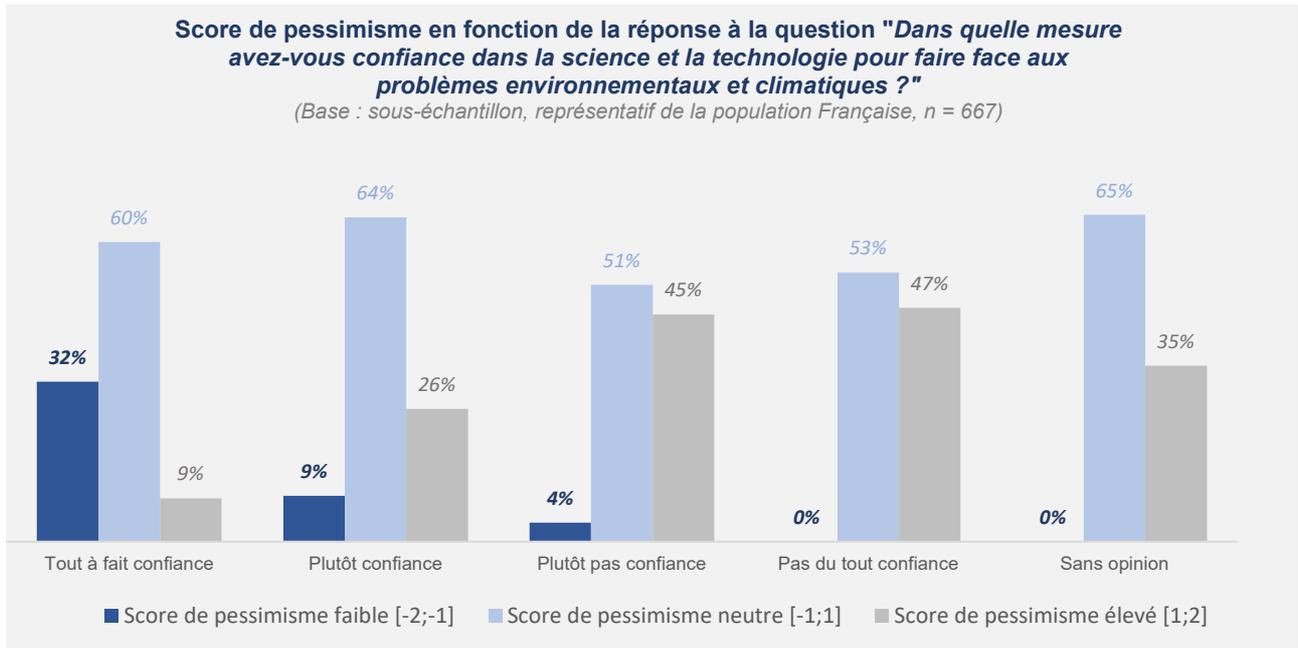
60 % des Français interrogés estiment que « la situation est très préoccupante et appelle un changement radical dans l'organisation de l'économie et de la société, revenant à produire et à consommer moins mais mieux ». Ce pourcentage atteint 94 % chez les *décroissants*, mais tombe à 40 % chez les *libéraux conservateurs*. La croyance selon laquelle le progrès technologique finira par apporter les solutions ne concerne que 16 % des répondants (mais 27 % des *libéraux conservateurs*). 13 % estiment quant à eux que « les propos alarmistes sur l'écologie et l'environnement sont de la manipulation de l'opinion de la part de ceux qui y ont des intérêts » (23 % chez les *libéraux conservateurs*). Enfin, 12 % ne se reconnaissent dans aucune de ces propositions.

C'est parmi les 18-24 ans que l'on relève la plus forte proportion d'individus estimant que la situation appelle un changement radical (69 %), mais c'est aussi cette tranche d'âge qui estime également davantage que la moyenne que les propos alarmistes sont de la manipulation (18 %). Les individus appartenant aux CSP+ se montrent plus confiants dans la technologie (27 %) que les CSP- (8 %), une opposition que l'on retrouve de manière atténuée en fonction du niveau de vie mais pas selon le niveau de formation. Près de 25 % des personnes déclarant un fort niveau de contrainte budgétaire adhèrent à l'idée qu'il s'agit d'une manipulation. Mais c'est le critère de la sensibilité politique qui fait apparaître les plus forts contrastes. La proportion de répondants estimant que la gravité de la situation appelle un changement radical atteint ou dépasse les 70 % parmi ceux qui se classent « très à gauche », « à gauche » ou proches des mouvements écologistes (92 % !). Cette proportion reste cependant majoritaire quelle que soit la sensibilité politique (y compris parmi ceux qui ne se reconnaissent dans aucune tendance). L'adhésion à l'idée d'une solution par la technologie atteint ses plus hauts niveaux parmi les personnes se situant « à droite » (24 %) et « au centre » (28 %). 26 % des répondants « très à droite » estiment qu'il s'agit d'une manipulation.

La confiance placée dans la technologie pour surmonter les défis environnementaux a été abordée plus frontalement au travers de la question : « Dans quelle mesure avez-vous confiance dans la science et la technologie pour faire face aux problèmes environnementaux et climatiques ? ». L'opinion des Français est ici très partagée. 47 % disent avoir confiance (mais seulement 4 % « tout à fait »), contre 42 % qui n'ont pas confiance (dont 12 « pas du tout »). Une courte majorité de *libéraux conservateurs* et de *modérés verts* affirment leur confiance, alors qu'une majorité de *décroissants* sont du côté de la défiance. Le degré de confiance placée dans la science et la technologie pour affronter les enjeux environnementaux est très marqué socialement : il s'élève à 67 % chez les CSP+, mais seulement à un peu plus de 40 % chez les CSP- et intermédiaires, à 61 % au sein de la tranche de niveau de vie la plus élevée et à 44 % dans la plus faible, à 68 % parmi les plus diplômés mais seulement 34 % parmi les moins diplômés... Sur le plan politique, les confiants sont très largement majoritaires « au centre » (70 %) et à droite (65 %), alors que la majorité bascule dans le camp des défiantes parmi les personnes « très à gauche » (57 %) et « très à droite » (68 %). Et, bien évidemment, la confiance dans l'issue technologique est très fortement corrélée au score de confiance dans la science et la technologie mais aussi (inversement) au degré de pessimisme à l'égard de l'avenir.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Enfin, nous avons fait réagir les personnes ayant participé à l'enquête aux mots « nature » et « naturel » et, pour faire contrepoint, au mot « industriel ». Comme précédemment, il s'agissait de noter ces mots entre -5 et +5 selon que ce qu'ils évoquaient rencontrait leur conception d'un monde idéal. Avec une moyenne à +2,7, « nature » se classe en première position (ex aequo avec « savoir ») des 26 mots soumis à l'évaluation des répondants. « Naturel », avec +2,5, arrive juste après. Par contre, « industriel », avec une moyenne à -0,2, est l'un des trois seuls mots qui enregistre une moyenne négative...

« Veuillez donner une note de -5 à +5 à chacun de ces mots selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal »

(Base totale, n = 2000)

| | Moyenne | Ecart type | % « détracteurs » [-5 ; -3] | % « supporters » [+3 ; +5] |
|--------------|---------|------------|--------------------------------|-------------------------------|
| “Naturel” | 2.5 | 2.1 | 2% | 52% |
| “Industriel” | -0.2 | 2.2 | 14% | 11% |
| “Nature” | 2.7 | 2.2 | 3% | 58% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LA PERSPECTIVE UNIVERSALISTE

La mondialisation économique et financière, la mobilité internationale des personnes et des idées, le défi écologique qui se posent d'emblée à l'échelle planétaire, ont pu nourrir le sentiment d'une humanité réunie et une perspective utopique universaliste ou cosmopolitique autour de la figure d'un « citoyen du monde ». A cette perspective s'oppose celle de la protection des frontières et des identités locales retrouvées. Plus généralement, ces deux perspectives renvoient aux attitudes à l'égard de l'altérité.

Ces thèmes ont été abordés dans l'enquête au travers d'une série de propositions auxquelles les répondants étaient invités à exprimer la mesure dans laquelle elles se trouvaient en phase avec leurs idéaux ou leurs opinions.

LE RAPPORT AU COSMOPOLITISME

A la proposition « Un jour les Hommes ne vivront plus dans des Etats, mais dans le monde. Un jour, il n'y aura plus d'étrangers, mais seulement des concitoyens. Chaque Homme sera citoyen du monde »⁵², les répondants expriment dans leur ensemble une adhésion mesurée, avec une moyenne à +0,5, 36 % ayant donné une note supérieure ou égale à +3, 12 % une note inférieure ou égale à -3, 44 % n'ayant pas pris de positions tranchées.

Les groupes de notre typologie sont associés à d'importants écarts. Cette proposition compte 71 % de supporters parmi les *décroissants*, alors qu'elle tombe à moins de 30 % chez les *identitaires-sécuritaires* (26 %, pour 23 % de détracteurs), les *modernes* (29 %, mais seulement 10 % de détracteurs), et les *libéraux conservateurs* (21 % pour 24 % de détracteurs).

Les écarts sont également très marqués lorsque l'on considère les orientations politiques : autour de 55 % de supporters de cette vision parmi les personnes se situant « à gauche » ou « très à gauche », pour seulement 23 % et 15 % pour les personnes se classant « à droite » ou « très à droite », ces dernières comptant dans leurs rangs 46 % de détracteurs.

⁵² Formule empruntée à Wolff (2017), p. 115.

Cette position du curseur en faveur de la perspective universaliste se retrouve au travers des attitudes exprimées autour de la proposition « Les droits de l'Homme devront être reconnus et appliqués sur la planète entière, même s'ils doivent remettre en cause des valeurs, des traditions, la culture de certains pays ou certains peuples ». Cette vision réunit 44 % de supporters pour seulement 6 % d'opposants.

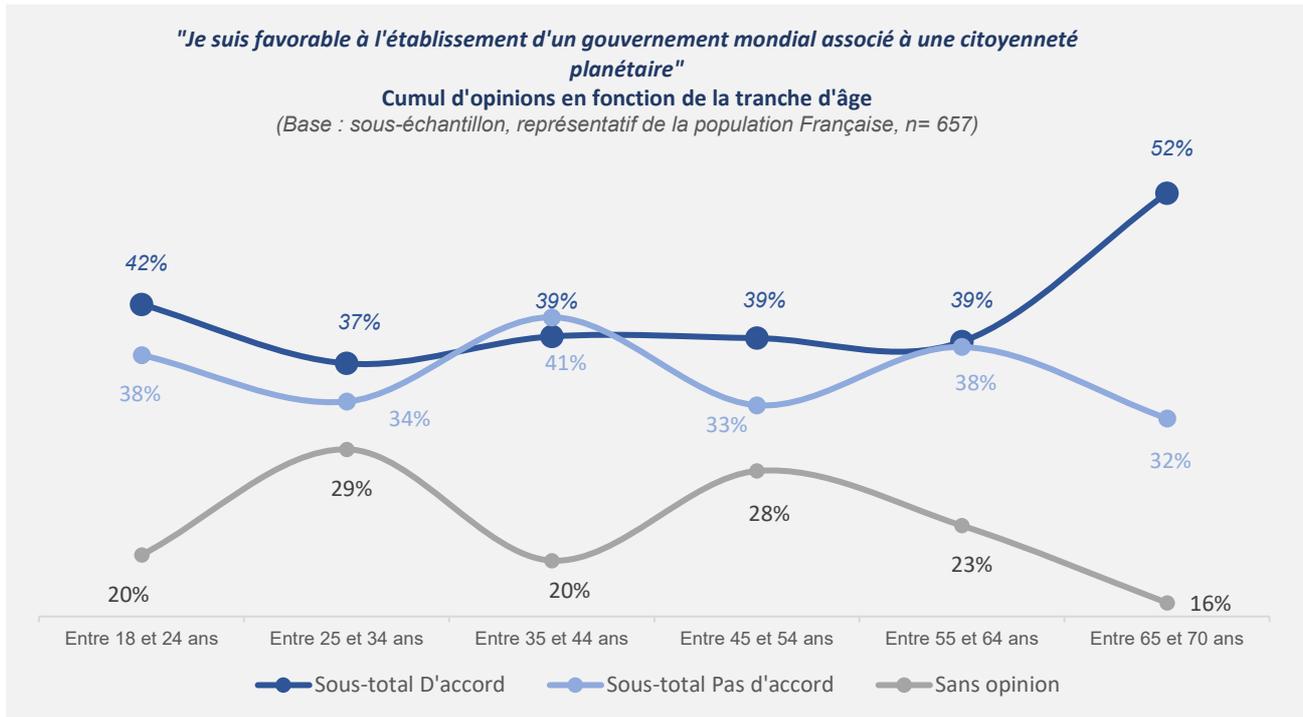
« Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? »

(Base : sous-échantillon, représentatif de la population Française, n=657)

| | « Il faudrait supprimer le système des visas et instaurer la liberté totale pour chacun de voyager et de s'installer dans n'importe quel pays. » | « Je suis favorable à l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire. » | « L'unification européenne devrait être renforcée afin de se diriger vers des Etats-Unis d'Europe. » |
|--------------------------------|--|---|--|
| Tout à fait d'accord | 9% | 10% | 12% |
| Plutôt d'accord | 21% | 25% | 28% |
| Sous-total D'accord | 30% | 35% | 40% |
| Plutôt pas d'accord | 28% | 20% | 21% |
| Pas du tout d'accord | 30% | 22% | 15% |
| Sous-total Pas d'accord | 58% | 42% | 36% |
| Sans opinion | 12% | 23% | 23% |
| Total | 100% | 100% | 100% |

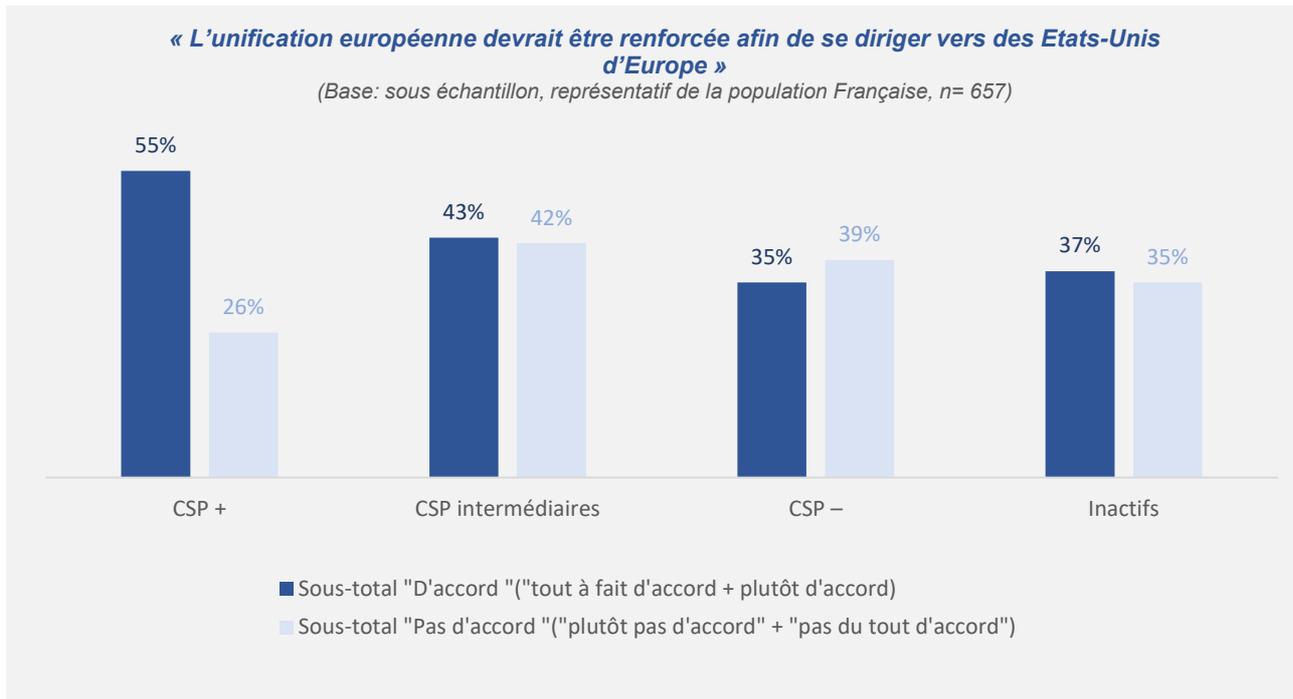
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

On trouve les limites de cette orientation universaliste lorsqu'est évoquée la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire, qui ne recueille l'adhésion que de 36 % des personnes interrogées, alors qu'elle est rejetée par 42 %. Alors que 48 % des *décroissants* se disent favorables à cette perspective, 62 % des *identitaires-sécuritaires* s'y opposent. Le taux d'adhésion, qui s'élève jusqu'à 52 % parmi les 18-24 ans, recule sensiblement avec l'âge pour tomber à 18 % chez les 65-70 ans. Il est également lié, mais de manière moins marquée, au niveau de diplôme. C'est parmi les personnes se situant « à gauche » ou proches des mouvements écologistes que cette idée rencontre l'écho le plus favorable, alors que près d'une personne sur deux se positionnant « très à gauche », « à droite » ou « très à droite » exprime son désaccord.

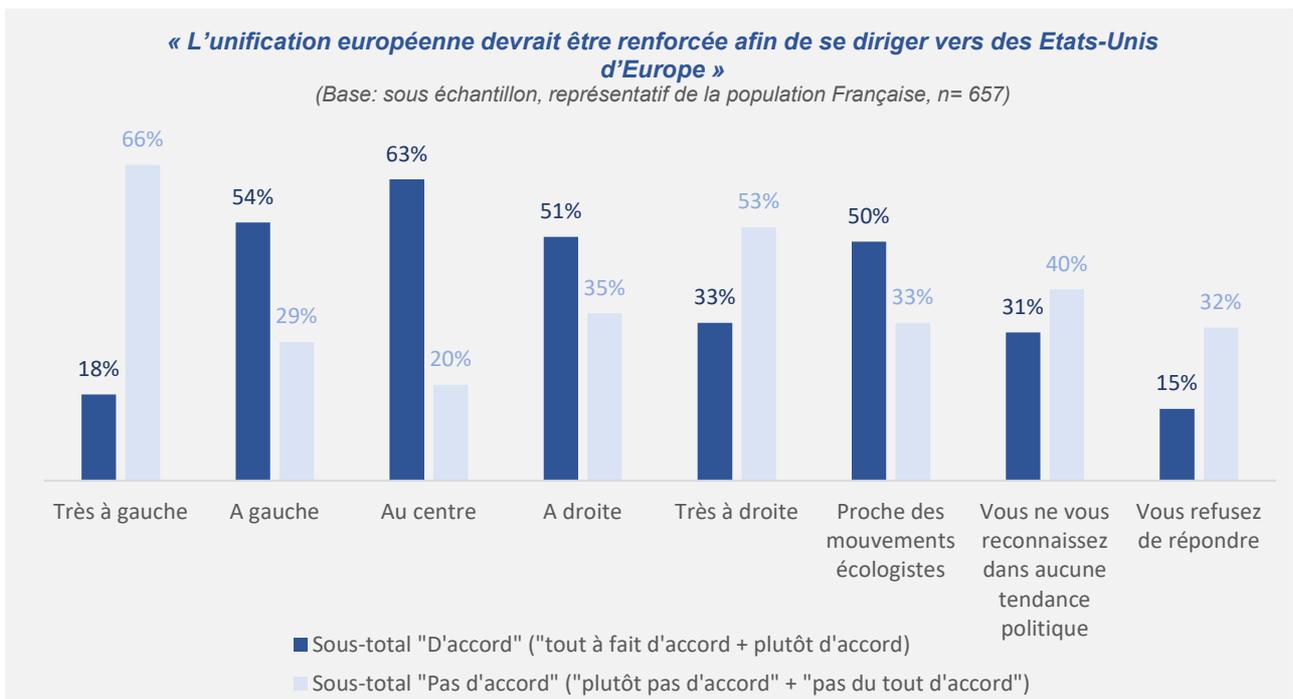


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

La perspective de la création des Etats-Unis d'Europe divise plus encore les répondants : 40 % y sont favorables, contre 36 % qui s'y opposent. On retrouve le clivage entre les *décroissants*, favorables à cette perspective à près de 60 %, et les *identitaires-sécuritaires*, qui s'y opposent à 54 %. Par contre l'effet d'âge a disparu, et seuls les 65-70 ans font émerger une majorité (52 %) de personnes adhérant à l'idée des Etats-Unis d'Europe. La CSP se révèle beaucoup plus déterminante avec 55 % de supporters parmi les CSP+, soit 20 points de plus que parmi les CPS-, de même que le niveau de diplôme. Les clivages politiques sont également très marqués : les opposants sont majoritaires parmi les personnes « très à droite » (53 %) et « très à gauche » (66 %), alors que les supporters sont majoritaires dans l'ensemble des sensibilités politiques situées entre ces extrêmes ainsi que parmi les proches des mouvements écologiques.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Enfin, les personnes ayant participé à l'enquête ont été invitées à noter, de -5 à +5, le mot « frontières » selon que son évocation se trouve en phase ou non avec leur conception d'un monde idéal. Ce mot n'a suscité que peu de notes extrêmes et est associé à une moyenne de +0,3. Les notes intermédiaires sont dominantes dans chacun des groupes de la typologie, mais on retrouve le clivage entre les *décroissants* qui lui ont associé une moyenne négative (-1,1) et les *identitaires-sécuritaires* qui, avec une moyenne à +1,3, constituent le groupe qui évalue ce mot le plus favorablement. Politiquement, « frontières » est évalué négativement à « gauche », « très à gauche » et parmi les personnes proches des mouvements écologistes, alors qu'il reçoit une moyenne positive « à droite » et « très à droite » (+1,4).

Le mot « mondialisation » est, quant à lui, associé à une note moyenne négative : -0,5, avec 21 % de notes inférieures ou égales à -3 pour seulement 9 % de notes supérieures ou égales à +3. Ce sont les *modernes* qui l'évaluent le moins favorablement (0), alors que *décroissants* et *identitaires-sécuritaires* se rejoignent dans une évaluation sensiblement plus négative que la moyenne (-1,5). Sur le critère de l'âge, seuls les 18-24 ans sont associés à une moyenne positive. Le rejet du mot « mondialisation » est croissant avec l'intensité de la contrainte budgétaire et la moyenne culmine à -1,2 parmi les personnes ayant déclaré « on ne s'en sort pas vraiment ». Sur le plan politique, les personnes se situant aux extrêmes de l'échiquier politique sont celles qui se déclarent en moyenne les moins favorables au mot « mondialisation » (45 % de détracteurs parmi les personnes « très à gauche »), alors que l'on relève une moyenne très légèrement positive « au centre » et « à droite ». La note moyenne tombe à -2 chez les « gilets jaunes » actifs. On notera pour finir que le refus d'associer la mondialisation à sa conception du monde idéal est inversement corrélé au niveau de foi dans la science et, plus encore, au degré d'optimisme pour l'avenir.

LE RAPPORT À L'ALTÉRITÉ

Un relatif consensus règne parmi les participants à l'enquête quant à la consécration du droit de chacun de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit : 73 % sont en accord avec l'idée que ce droit doit être reconnu par la Loi. Cette part dépasse les 60 % dans chacun des groupes de notre typologie mais atteint 82 % chez les *modérés verts* et 94 % chez les *décroissants*. Avec une part à 86 %, les jeunes de 18-24 ans sont également en pointe sur ce thème. Le degré d'adhésion est aussi clairement une fonction du niveau d'éducation, les bac+5 et plus dépassant le seuil des 90 %. Il est enfin très sensible aux sensibilités politiques : il diminue au fur et à mesure que l'on passe de gauche à droite et devient minoritaire parmi les personnes se positionnant « très à droite ».

« Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? »

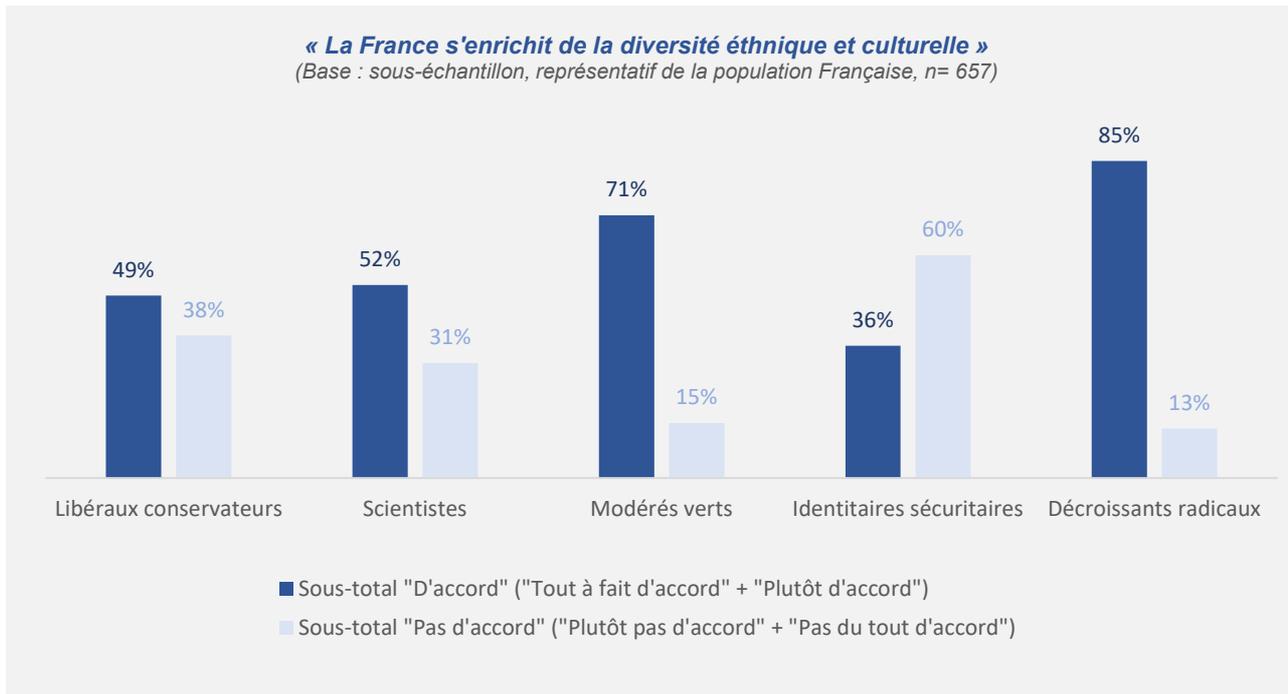
(Base : sous-échantillon, représentatif de la population Française, n=657)

| | « La France s'enrichit de la diversité ethnique et culturelle » | « Les couples homosexuels, hommes ou femmes, devraient avoir les mêmes droits à tous les niveaux que les couples hétérosexuels. » | « La loi doit reconnaître le droit à chaque individu de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit (tant qu'elle ne menace pas la société). » |
|--------------------------------|---|---|---|
| Tout à fait d'accord | 20% | 41% | 30% |
| Plutôt d'accord | 38% | 31% | 43% |
| Sous-total D'accord | 58% | 72% | 73% |
| Plutôt pas d'accord | 18% | 9% | 10% |
| Pas du tout d'accord | 11% | 6% | 5% |
| Sous-total Pas d'accord | 30% | 15% | 14% |
| Sans opinion | 12% | 13% | 13% |
| Total | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Le consensus est également présent (72 %) concernant le fait de reconnaître aux couples homosexuels les mêmes droits à tous les niveaux que les couples hétérosexuels avec, là aussi, une très forte adhésion parmi les *modérés verts* (81 %) et les *décroissants* (96 %), et une posture plus réservée du côté des *identitaires-sécuritaires* (57 %). On retrouve un très fort taux d'adhésion parmi les 18-24 ans et une position de réserve parmi les personnes se situant « très à droite ».

Les opinions sont beaucoup plus mitigées concernant l'idée selon laquelle la France s'enrichirait de la diversité ethnique et culturelle. 58 % des répondants sont en accord avec cette idée, contre 30 % qui affichent une opposition. Alors que cette proposition est très consensuelle parmi les *modérés verts* et les *décroissants*, les *identitaires-sécuritaires* constituent le seul groupe de la typologie dans lequel une large majorité (60 %) exprime son désaccord. Si l'effet d'âge est modeste, les 18-24 ans se distinguent par une adhésion à 70 %. Sur le plan des valeurs, ce sont les individus à orientations matérialistes ou sensibles à la morale et la tradition qui comptent la plus forte proportion d'opposants (plus de 40 %), alors que près des deux tiers des personnes orientées vers l'eudémonisme ou la sociabilité/solidarité y sont favorables. Enfin, le lien à la sensibilité politique est ici spectaculaire, le soutien aux vertus de la diversité déclinant très fortement à mesure que l'on passe de l'extrême-gauche (80 %) à l'extrême-droite (6 %).



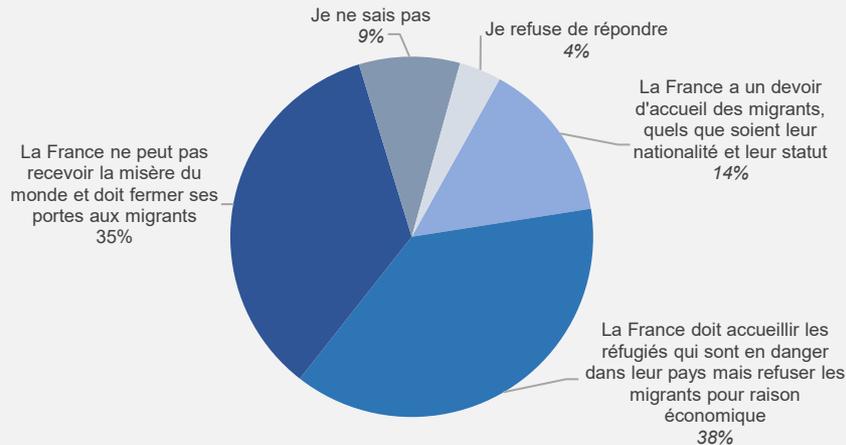
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les proportions s'inversent lorsque l'on soumet l'idée qu'il faudrait supprimer le système de visas et instaurer la liberté totale pour chacun de voyager et de s'installer dans n'importe quel pays : 58 % des répondants marquent leur désaccord, contre 30 % qui soutiennent cette idée. 85 % des *identitaires-sécuritaires* se sont déclarés en désaccord avec cette perspective qui reçoit l'adhésion d'une majorité de *décroissants*. On retrouve l'effet d'âge avec des jeunes de moins de 35 ans parmi lesquels le rejet de cette idée n'est pas majoritaire. Le taux d'adhésion progresse avec le niveau de diplôme et se rapproche du seuil de 50 % parmi les personnes se situant « à gauche » alors que le rejet est massif parmi celles qui se situent « à droite » (75 %) et « très à droite » (80 %).

Du coup, on ne s'étonne pas de l'attitude très réservée que les Français interrogés affichent à l'égard de la question de l'accueil de migrants. Ils ne sont que 15 % à considérer que « la France a un devoir d'accueil des migrants quels que soient leur nationalité et leur statut », une proportion qui tombe à moins de 2 % chez les *identitaires-sécuritaires* et les *libéraux conservateurs*, mais qui s'élève à 58 % chez les *décroissants*. L'opinion publique sur cette question est divisée entre l'idée d'un accueil sélectif des seuls réfugiés en danger dans leur pays (mais le refus des migrants pour raison économique), qui recueille 38 % des suffrages, et celle d'une fermeture des portes du pays à l'ensemble des migrants (35 %). L'option de la fermeture totale recueille la préférence d'une courte majorité de *libéraux conservateurs* (et de 45 % des *identitaires-sécuritaires*) ainsi que des personnes à orientation matérialiste.

"Concernant la question des migrants et des réfugiés, quelle est l'affirmation qui est la plus proche de votre opinion ?"

(Base : sous-échantillon, représentatif de la population Française, n = 657)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Au total, il se dégage de ces résultats que, si la tolérance à l'égard des libertés individuelles et de l'altérité est relativement consensuelle lorsqu'elles sont envisagées dans le cadre national, le rapport à « l'étranger » est beaucoup plus réservé et est l'objet d'un profond clivage au sein de la population française.

LE RAPPORT AU SOCIAL

Pour aborder le rapport au social, le questionnaire s'est concentré sur deux thématiques : les inégalités et le revenu universel.

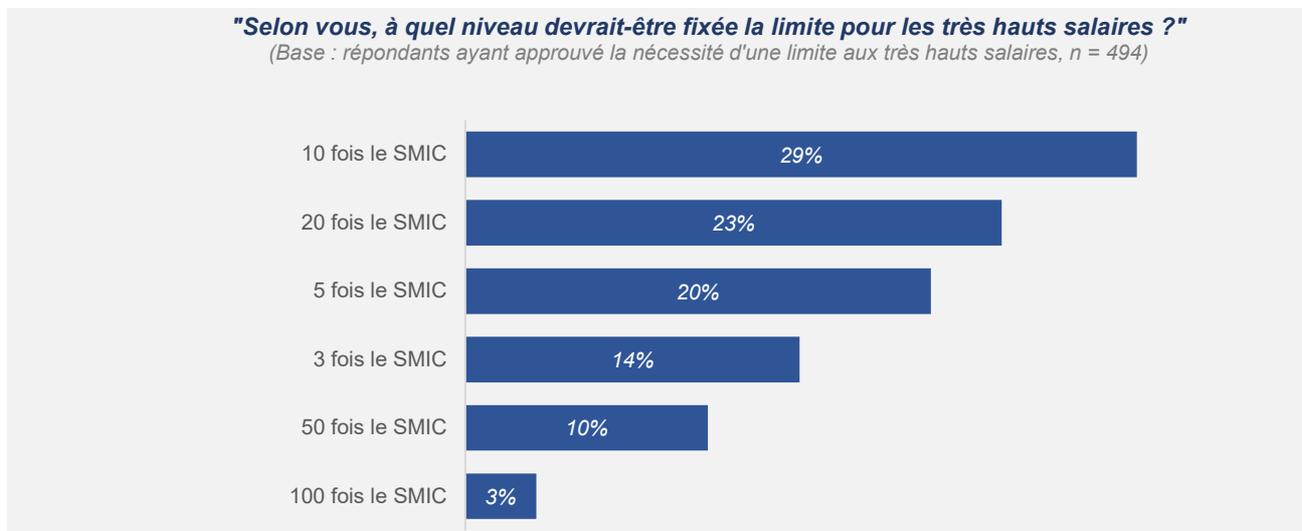
LE RAPPORT AUX INÉGALITÉS

Le rapport aux inégalités a été abordé dans l'enquête au travers de trois thèmes.

Le premier est relatif au degré d'acceptation des écarts de rémunération. Les personnes ayant participé à l'enquête ont d'abord été invitées à exprimer leur degré d'accord avec l'affirmation selon laquelle « il faudrait fixer une limite maximum aux très hauts salaires ». Il y a ici consensus puisque trois répondants sur quatre manifestent leur accord avec cette proposition (dont 46 % de « tout à fait d'accord »), les opposants ne pesant que pour 17 %. Le taux d'adhésion à cette proposition est très largement majoritaire dans l'ensemble des groupes de notre typologie mais c'est parmi les *décroissants* (89 %) et, plus étonnamment, les *libéraux conservateurs* (81 %) qu'il est le plus élevé. Des clivages plus marqués apparaissent au niveau de l'âge : l'adhésion à cette idée croît avec l'âge, passant de 61 % chez les 18-24 ans (pour 33 % de détracteurs) – et tombant même à 51 % parmi les élèves et étudiants - et augmente progressivement pour atteindre 88 % chez les 65-70 ans. Par contre, le taux d'adhésion est assez peu sensible aux CSP et à la position dans l'échelle des niveaux de vie, à l'inverse de la sensibilité politique qui, on s'en doute, est ici particulièrement clivante, le taux d'adhésion diminuant à mesure que l'on se déplace de la gauche vers la droite : 89 % pour les personnes « très à gauche », 65 % parmi celles « très à droite ». Fort clivage également par rapport à la position adoptée à l'égard du mouvement des « gilets jaunes », le taux d'adhésion passant de 87 % parmi les « gilets jaunes » actifs à 64 % parmi les opposants au mouvement. Enfin, les opinions par rapport à cette idée d'une limite aux

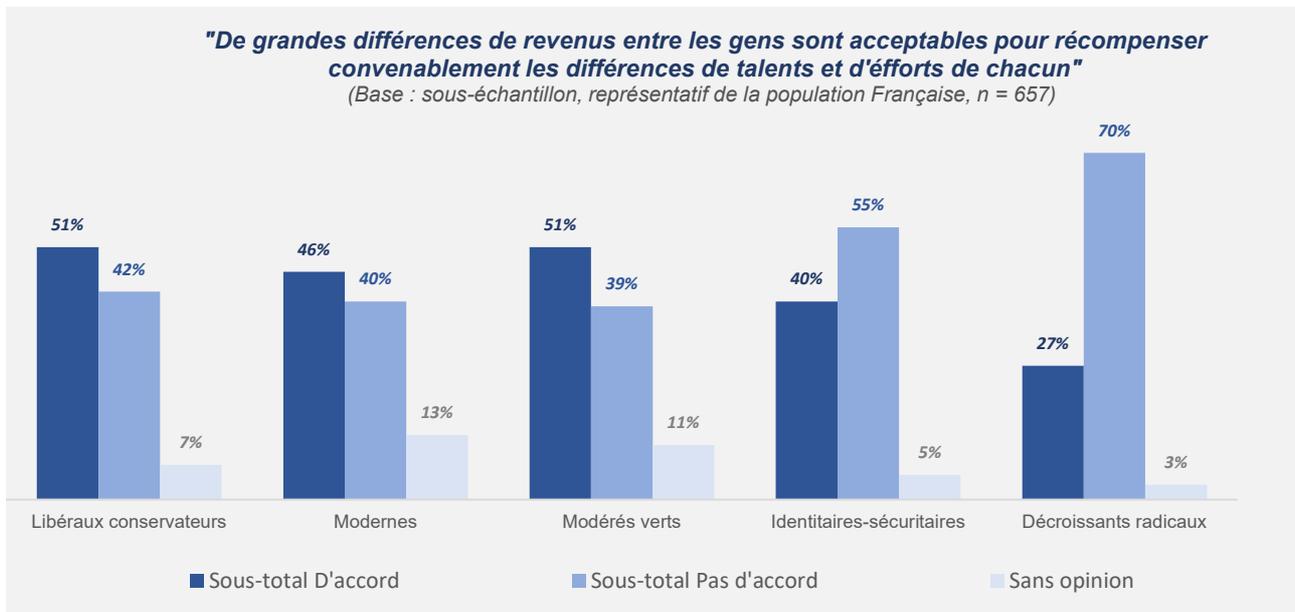
très hauts salaires sont également corrélées au système de valeurs des répondants : les matérialistes y sont sensiblement plus opposés (27 %) que les personnes orientées vers la morale et la tradition (10 %). En tout état de cause, l'adhésion reste majoritaire quel que soit le critère retenu.

L'idée qu'il faudrait limiter les très hauts salaires fait donc l'objet d'un relatif consensus. Mais qu'en est-il du niveau de cette limite ? Une échelle allant de trois fois le SMIC à cent fois le SMIC a été proposée aux répondants ayant approuvé l'idée d'une limite. Les réponses sont très dispersées, mais une majorité de répondants situent la limite à 10 ou 20 fois le SMIC. Pour une majorité de CSP+, cette limite doit être au-dessus de vingt fois le SMIC, alors qu'elle devrait être à moins de cinq fois le SMIC pour une majorité de CSP-. Les « gilets jaunes » actifs ont eu tendance à mettre la barre beaucoup plus bas : 39 % ont choisi trois fois le SMIC (contre seulement 9 % des opposants au mouvement) et 9 % vingt fois le SMIC (30 % chez les opposants). On retrouve ce même type d'oppositions avec les critères du niveau de vie, de l'intensité de la contrainte budgétaire et du niveau de formation.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Le deuxième angle d'abord de la question des inégalités a porté sur l'acceptation de grandes différences de revenus qui viendraient « récompenser convenablement les différences de talents et d'efforts de chacun ». Les Français, sur ce point, se divisent en deux groupes de même poids (45 %) entre les supporters et les détracteurs de cette proposition.

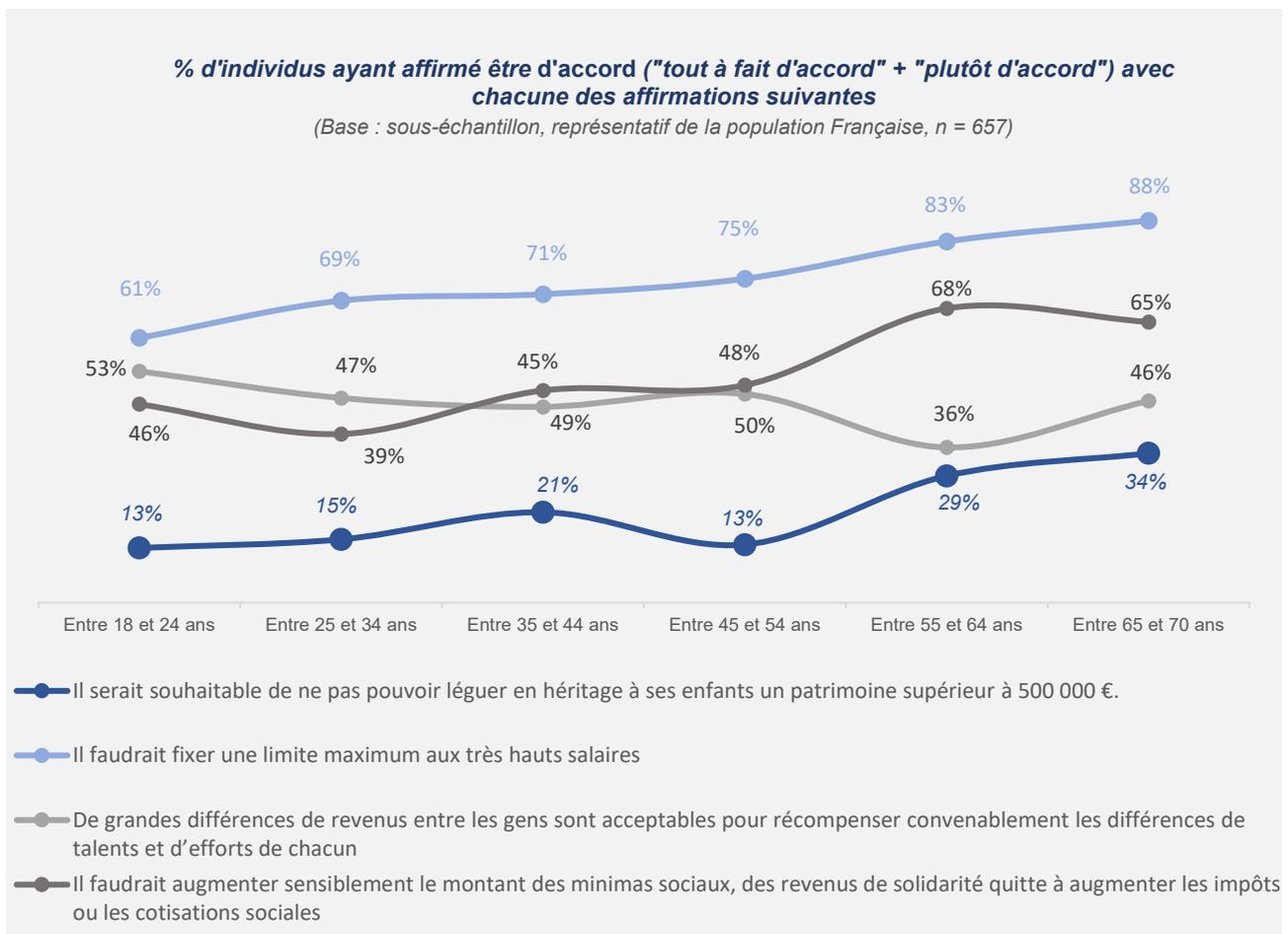


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Au sein de notre typologie, une majorité de *libéraux conservateurs* et de *modérés verts* expriment leur accord avec l'idée d'importantes inégalités de revenus fondées sur les différences de talents et d'efforts, alors que la majorité des *identitaires-sécuritaires* et des *décroissants* affichent une position inverse. L'âge joue modestement, une majorité (53 %) de 18-24 ans se dégageant en faveur de cette proposition, alors qu'une majorité (54 %) de 55-64 ans s'y opposent. Le balance bascule du côté positif pour les CSP+, les hauts revenus ainsi que les personnes exprimant un faible niveau de contrainte budgétaire, mais du côté négatif pour les CSP intermédiaires. La sensibilité politique est très influente sur la manière dont est évaluée l'idée de fortes inégalités liées au mérite : elle est majoritairement rejetée par les personnes « très à gauche » (à 84 % !), « à gauche » et proches des mouvements écologistes (54 %), alors que les deux tiers des personnes se positionnant « au centre » ou « à droite » l'approuvent. Tout aussi marquées sont les divergences d'évaluation selon la position par rapport au mouvement des « gilets jaunes » : la proposition est rejetée à plus de 70 % par les « gilets jaunes » actifs, alors qu'elle est acceptée à 61 % parmi les opposants au mouvement. Enfin, le degré d'optimisme par rapport à l'avenir influe fortement sur la propension à accepter ce type d'inégalités.

Le troisième et dernier angle par lequel l'enquête aborde la question des inégalités relève du champ de la redistribution. Tout d'abord, les enquêtés ont eu à évaluer le mot « partage » en lui donnant une note de -5 à +5 selon la mesure dans laquelle il était en phase avec leur conception d'un monde idéal. Ce mot a reçu un accueil très favorable, avec une moyenne à +2,2, et 45 % de notes supérieures ou égales à +3 pour seulement 4 % de notes inférieures ou égales à -3. Si l'ensemble des groupes de notre typologie sont associés à une moyenne positive, celle-ci s'élève jusqu'à +3,8 (avec 82 % de notes supérieures ou égales à 3) chez les *décroissants* mais tombe à +1,3 chez les *modernes* (avec seulement 28 % de supporters). L'âge est peu déterminant. « Partage » suscite une adhésion croissante avec le niveau de vie du ménage et, plus encore, avec le niveau d'éducation (de +1,5 en moyenne chez les moins diplômés à +2,9 chez les Bac+5 ou plus). « Partage » raisonne plus particulièrement avec la vision du monde des personnes se situant « à gauche » (+2,6), proches des mouvements écologistes (+2,7) ou, plus encore, « très à gauche » (+3,1), mais rencontre un écho sensiblement plus faible parmi les personnes « très à droite » (+1,8) ou ne se reconnaissant dans aucune tendance politique (+1,5). Les « gilets jaunes » actifs, avec une moyenne à seulement +0,9, se révèlent très en retrait.

Les répondants ont eu ensuite à se prononcer au sujet de la proposition « Il faudrait augmenter sensiblement le montant des minima sociaux, des revenus de solidarité quitte à augmenter les impôts ou les cotisations sociales ». Le partage en acte, en quelque sorte. Le niveau d'adhésion recule. Une courte majorité (52 %) se déclare favorable à cette proposition, contre 37 % des répondants qui se positionnent contre. Ce sont les décroissants, de loin, qui s'y déclarent le plus favorables (70 %), alors que les personnes qui se disent en accord avec cette proposition sont minoritaires parmi les libéraux conservateurs et les modérés verts. Sur le plan de l'âge, les moins de 35 ans sont les plus réservés, alors que l'adhésion à cette proposition concerne environ deux personnes de plus de 55 ans sur trois. Les chômeurs ainsi que les autres personnes sans activité professionnelle y sont favorables à 70 %. Le taux d'adhésion diminue avec le niveau de vie et devient minoritaire au sein de la tranche la plus élevée. Il diminue également à mesure que l'on déplace de gauche à droite sur l'échiquier politique devenant minoritaire à partir du « centre » et passant de 76 % chez les personnes « très à gauche » à 43 % chez celles se disant « très à droite ». L'adhésion à cette idée est très minoritaire (39 %) parmi les personnes à orientation matérialiste.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Toujours dans le champ de la redistribution, les participants à l'enquête ont eu également à se prononcer sur la proposition « Il serait souhaitable de ne pas pouvoir léguer en héritage à ses enfants un patrimoine supérieur à 500 000 €. » Avec 60 % des réponses, le camp du refus l'emporte nettement sur celui des partisans (20 %),

20 % des répondants ayant choisi de ne pas exprimer d'opinion. Le rejet est majoritaire dans les 5 groupes de la typologie, mais les *décroissants* et les *modernes* se montrent plus réservés. Sur le plan de l'âge, les 45-54 ans sont les plus enclins (72 %) à marquer leur désaccord. A l'inverse, c'est chez les 65-70 ans que l'on observe la plus forte proportion d'opinions favorables (34 %). L'influence de la sensibilité politique est ici beaucoup moins marquée, même si c'est parmi les personnes se situant « très à droite » que l'on observe le taux d'adhésion le plus haut (33 %). L'opposition à une telle disposition est particulièrement répandue parmi les personnes dont le système de valeurs est orienté vers la morale et la tradition.

Enfin, rappelons que « la solidarité entre les Hommes » et « l'égalité » se classaient respectivement en deuxième et troisième position des notions les plus souvent retenues en réponse à la question « Selon vous, qu'est-ce qui manque le plus à notre époque ». « La solidarité entre les Hommes » a été citée par 36 % des répondants (dont 13 % en premier). Là encore, les *décroissants* se démarquent nettement, avec un taux de citation à 62 %. Les CSP intermédiaires ont été les plus disposées à retenir cet item (43 %). Un clivage gauche/droite est clairement perceptible, 56 % des personnes « très à gauche » ayant retenu cet item contre seulement 15 % par les personnes « très à droite ». « L'égalité » affiche un taux de citation à 34 % (dont 12% en premier) qui varie peu entre les groupes de la typologie. Il est un peu plus élevé chez les 18-24 ans (42 %), et plus encore chez les élèves et étudiants (45 %). On retrouve ici le clivage gauche/droite, mais de manière atténuée : l'égalité est bien plus souvent citée par les personnes se situant « à gauche » et « très à gauche » (près de 40 %), alors qu'elle l'est beaucoup moins par les personnes positionnées « à droite » ou « très à droite » (autour de 25 %).

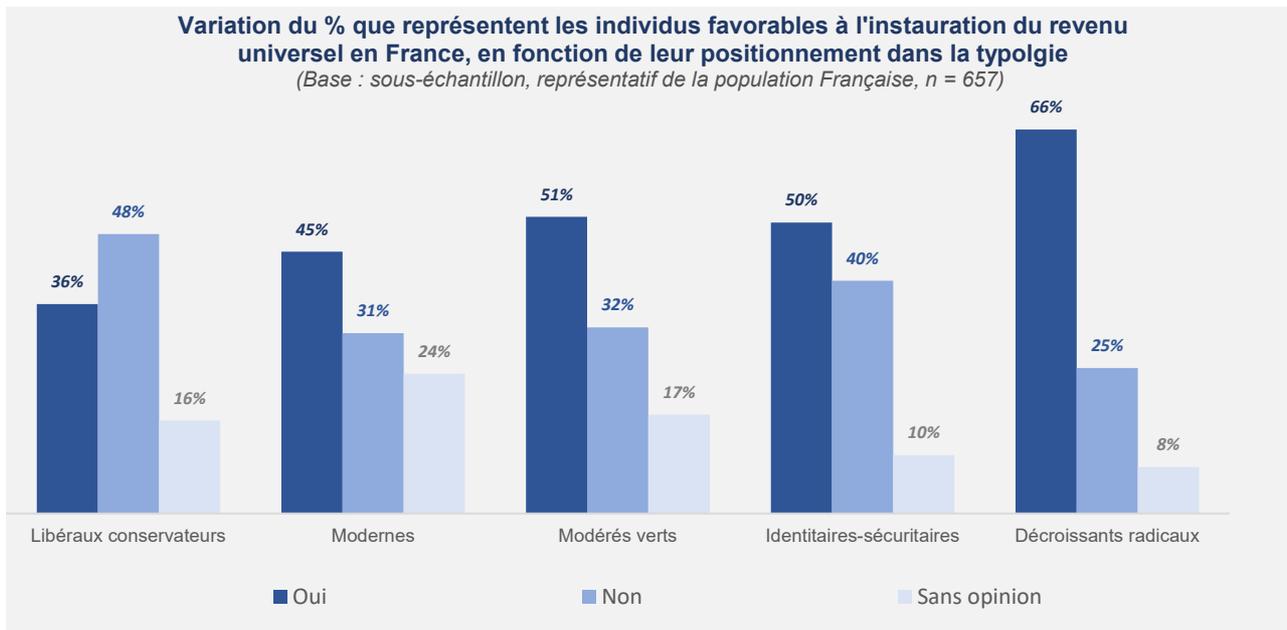
LES OPINIONS À L'ÉGARD DU REVENU UNIVERSEL

Après leur en avoir présenté les grands principes⁵³, les Français interrogés ont été invités à déclarer leur position par rapport à l'hypothèse de l'instauration en France du revenu universel. 48 % se déclarent favorables, 35 % défavorables et 17 % n'ont pas d'opinion. Le principe du revenu universel emporte l'adhésion d'une courte majorité de *modérés verts* et d'*identitaires-sécuritaires*. Il séduit les deux tiers des *décroissants* mais ne reçoit l'adhésion que de 36 % des *libéraux conservateurs* (dont 48 % se déclarent défavorables).

⁵³ « Dans certains pays, on parle actuellement d'instaurer un revenu universel (ou revenu d'existence). Il comprend tous les éléments suivants :

- Le gouvernement verse à tout le monde un revenu mensuel pour couvrir les dépenses essentielles
- Ce revenu remplace beaucoup d'autres prestations sociales
- Le but est de garantir à chacun un niveau de vie minimum
- Chacun reçoit le même montant, qu'il choisisse de travailler ou pas, continue de toucher le revenu de son travail ou ses autres sources de revenu
- Ce système est financé par les impôts

Dans l'ensemble, seriez-vous favorable à un tel revenu universel en France ? »



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

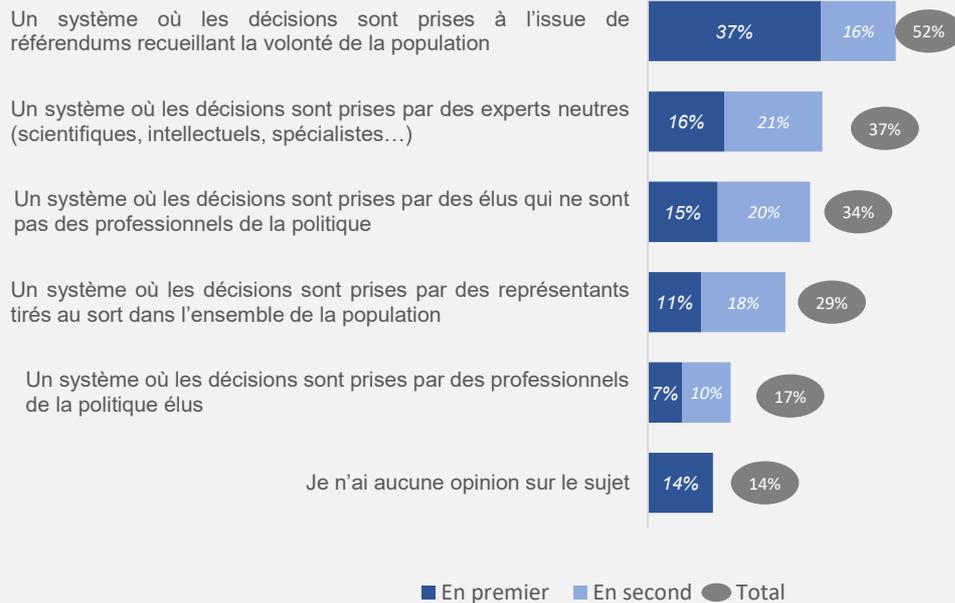
La tranche des 25-34 ans est la seule tranche d'âge où se dégage une large majorité (65 %) en faveur du revenu universel. 30 % des plus jeunes n'ont pas d'opinion et les 65-70 ans y sont défavorables à 57 %. Les personnes au chômage, comme celles sans activité professionnelle, sont très majoritairement favorables à un tel dispositif (63 % et 68 %), qui séduit plus les CSP- que les CSP+, les bas revenus que les hauts revenus, les personnes exprimant une contrainte budgétaire forte que celles qui sont plus à l'aise. Environ trois personnes sur quatre se disant « très à gauche » ou proches des mouvements écologistes se sont déclarées favorables au revenu universel, contre seulement 35 % pour celles se situant « au centre » ou « très à droite ». Enfin, sur le plan des valeurs, les personnes à orientation eudémoniste se distinguent par une approbation à 67 %, alors que 46 % de celles orientées vers la morale et la tradition sont dans le camp du rejet.

LES ASPIRATIONS EN MATIÈRE DE VIE POLITIQUE

LE SYSTÈME POLITIQUE IDÉAL

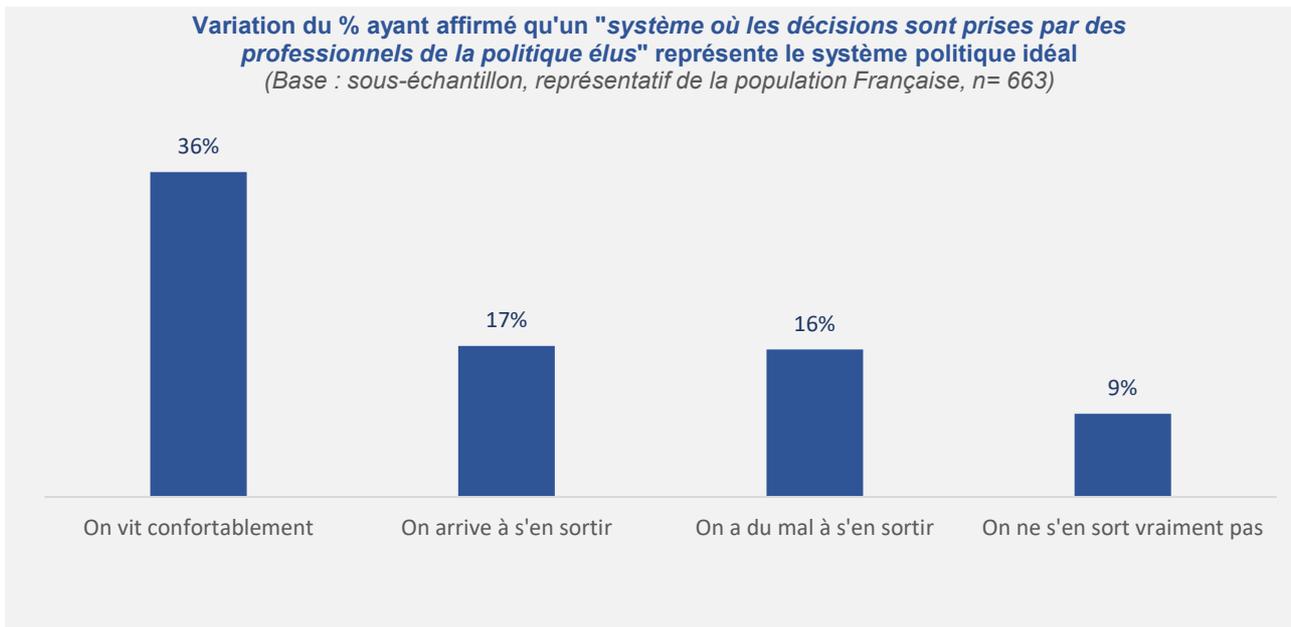
Les aspirations des Français en matière de système politique ont d'abord été abordées au travers d'une question sur la conception du système politique idéal. Cinq modalités ont été proposées aux répondants qui ont été conviés à exprimer leurs préférences en en retenant et en en classant deux.

"Selon vous, le système politique idéal serait avant tout principalement... ?"
 (Base : sous-échantillon, représentatif de la population Française, n = 676)



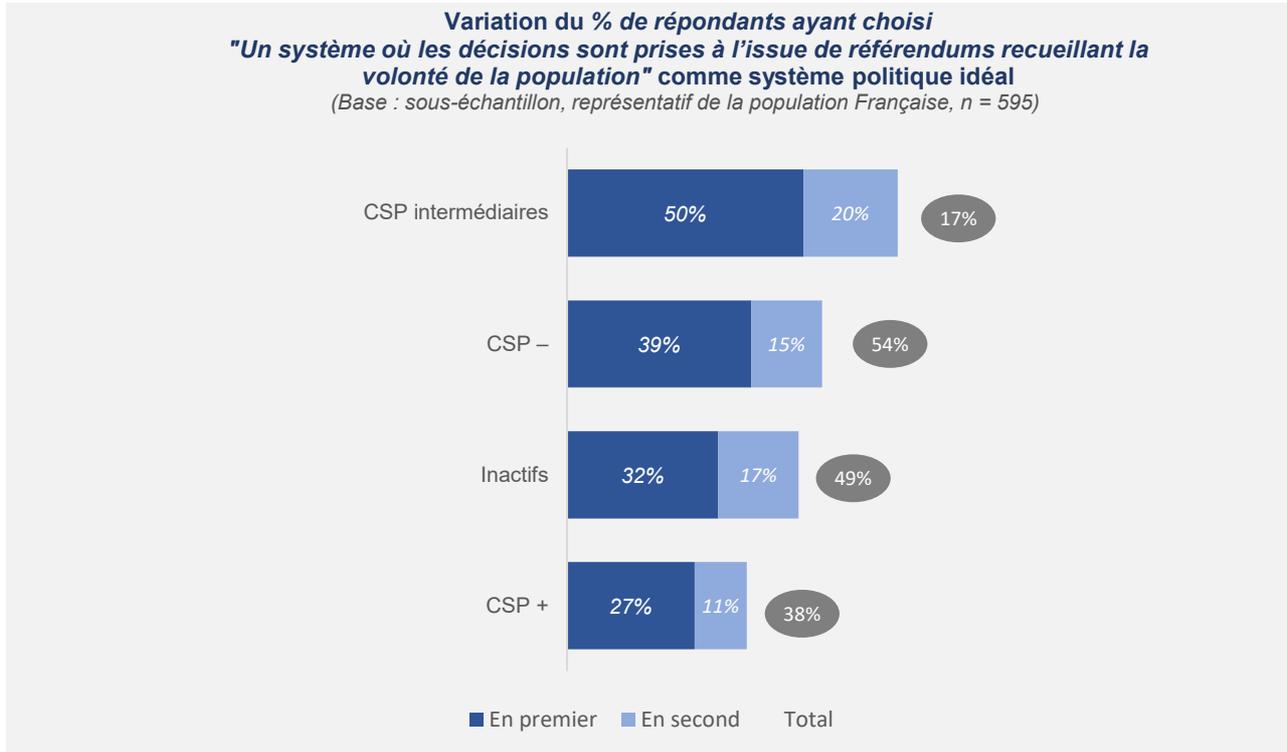
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Le résultat sans doute le plus fort est que le système politique actuel, *i.e.* « un système où les décisions sont prises par des professionnels de la politique élus », se classe en dernière position. Il n'a été retenu en premier choix que par 7 % des personnes interrogées, et par 10 % en second choix (soit 17 % au total). La préférence pour la démocratie représentative telle qu'aujourd'hui en vigueur est un peu plus forte parmi les *modernes* (retenue en premier ou second choix par près d'un quart d'entre eux) et est au plus bas parmi les *décroissants* (5 %). Le rejet de ce système politique est un petit peu moins marqué chez les 18-24 ans, et moins encore chez les élèves et étudiants (37 %). Dix points séparent le taux d'adhésion des CSP+ des CPS- et intermédiaires. La préférence pour ce système politique est surtout très liée à l'intensité de la contrainte budgétaire ressentie : il a été retenu par 35 % des répondants disant « vivre confortablement » contre seulement 9 % de ceux déclarant « ne pas vraiment s'en sortir ». Un clivage géographique est perceptible entre la grande région Ouest/Nord-Ouest où 24 % des répondants ont reconnu dans ce système leur système politique idéal (en premier ou second choix), et le Sud-Est où cette part tombe à 12 %. C'est parmi les personnes se classant politiquement « au centre » et « à droite » que ce système politique fait l'objet de l'adhésion la plus forte (plus de 25 %), alors qu'il est le plus souvent exclu de la conception du système politique idéal par les personnes proches des mouvements écologistes et, plus encore, par celles se situant « très à gauche ». On notera également un lien fort avec le degré de pessimisme des répondants : 45 % des répondants très faiblement pessimistes ont retenu ce système politique, contre moins de 20 % parmi les très pessimistes.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

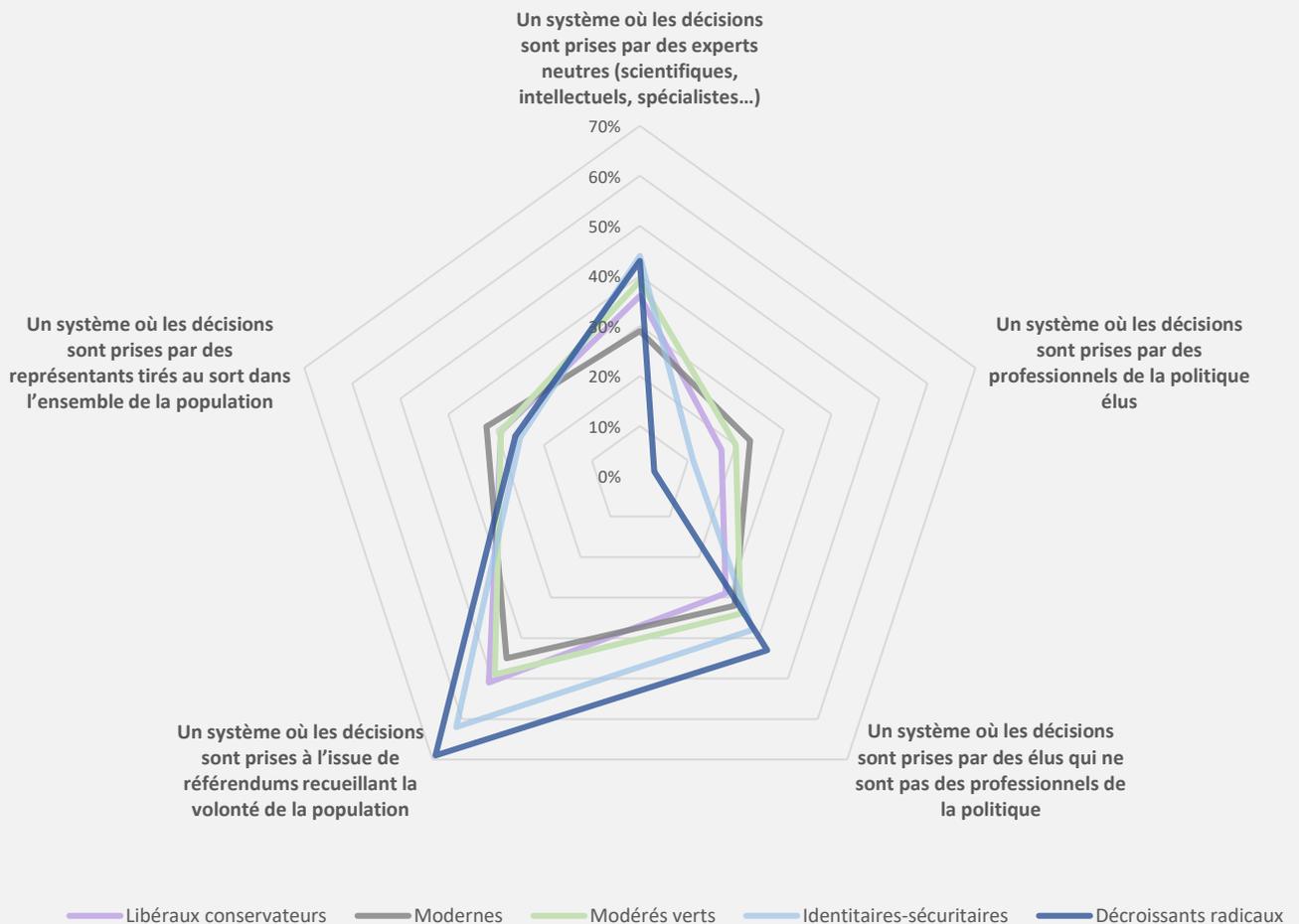
C'est « un système où les décisions sont prises à l'issue de référendums recueillant la volonté de la population » qui se classe largement en tête des conceptions du système politique idéal, retenu par 52 % des Français interrogés, dont 37 % qui le classent en premier. La préférence pour ce système politique est plus marquée encore parmi les *décroissants* et les *identitaires-sécuritaires*, alors qu'elle devient minoritaire parmi les *modernes*. Ce sont les CSP intermédiaires qui révèlent le plus fort degré d'appétence pour ce mode de gouvernance (70 %, dont 49 % en premier), alors que les CSP+ sont clairement en retrait (38 %). Le recours au référendum comme système politique rencontre une très forte adhésion parmi les personnes situées « très à gauche » ou proches des mouvements écologistes, alors qu'il est rejeté par une majorité des répondants se classant « à gauche » ou « au centre ». On ne s'étonnera pas de constater que les « gilets jaunes » sont particulièrement enclins à voir ici un système proche de leur système politique idéal (51 % de premiers choix parmi les « gilets actifs », 49 % parmi les passifs), alors que les opposants au mouvement le rejettent massivement (32 % en cumul premier et second choix). Enfin, l'attrait exercé par cette modalité de démocratie participative se trouve positivement corrélé au degré de pessimisme des répondants.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Ensuite, deux systèmes politiques se classent au coude à coude, retenus en premier ou en second par environ un tiers des répondants : « un système politique où les décisions sont prises par des élus qui ne sont pas des professionnels de la politique », et « un système politique où les décisions sont prises par des experts neutres (scientifiques, intellectuels, experts...) ». *Décroissants* et *identitaires-sécuritaires* convergent de nouveau vers un niveau relativement élevé (mais qui reste minoritaire) d'appétence pour le gouvernement des experts. Les *modernes* sont ici les plus réservés. Les écarts entre les groupes sont moins importants concernant le système reposant sur des élus qui ne sont pas des professionnels de la politique, qui rencontre un écho un peu plus favorable que la moyenne parmi les *décroissants*, et un peu plus défavorable que la moyenne chez les *libéraux conservateurs*.

"Selon vous, le système politique idéal serait avant tout principalement ?"
 (% "En premier" + "En second")
 (Base, sous-échantillon, représentatif de la population Française, n = 676)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

« Selon vous, le système politique idéal serait avant tout principalement... ? »

(Base, sous-échantillon, représentatif de la population Française, n = 676)

| | | Ensemble | Libéraux conservateurs | Modernes | Modérés verts | Identitaires-sécuritaires | Décroissants |
|---|------------|------------|------------------------|------------|---------------|---------------------------|--------------|
| Un système où les décisions sont prises par des experts neutres (scientifiques, intellectuels, spécialistes...) | En premier | 16% | 16% | 11% | 19% | 17% | 25% |
| | En second | 21% | 20% | 18% | 20% | 27% | 18% |
| | Total | 37% | 36% | 29% | 39% | 44% | 43% |
| Un système où les décisions sont prises par des professionnels de la politique élus | En premier | 7% | 8% | 7% | 9% | 6% | 1% |
| | En second | 10% | 9% | 16% | 11% | 5% | 2% |
| | Total | 17% | 17% | 23% | 20% | 11% | 3% |
| Un système où les décisions sont prises par des élus qui ne sont pas des professionnels de la politique | En premier | 15% | 11% | 17% | 15% | 14% | 11% |
| | En second | 20% | 18% | 15% | 19% | 24% | 32% |
| | Total | 35% | 29% | 32% | 34% | 38% | 43% |
| Un système où les décisions sont prises à l'issue de référendums recueillant la volonté de la population | En premier | 37% | 37% | 28% | 33% | 49% | 47% |
| | En second | 16% | 14% | 17% | 16% | 13% | 22% |
| | Total | 53% | 51% | 45% | 49% | 62% | 69% |
| Un système où les décisions sont prises par des représentants tirés au sort dans l'ensemble de la population | En premier | 11% | 11% | 19% | 9% | 4% | 8% |
| | En second | 18% | 18% | 13% | 20% | 21% | 18% |
| | Total | 29% | 29% | 32% | 29% | 25% | 26% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Le degré d'adhésion à l'idée d'une démocratie des experts est assez peu sensible à l'âge, alors que les moins de 34 ans se montrent en assez net retrait par rapport au principe d'un gouvernement par des non-professionnels de la politique, lequel, à l'inverse, séduit un peu plus que la moyenne les plus de 55 ans. Une franche opposition apparaît entre les CSP+ et les CSP- quant à la perspective d'un gouvernement des experts (48 % contre 24 %), clivage que l'on retrouve sur le plan du niveau de diplôme. Ce système bénéficie d'une forte adhésion de la part des personnes se situant « au centre » mais aussi de celles se disant proches des mouvements écologistes ; à l'inverse il n'a été retenu que par 26 % des répondants « très à droite ». L'influence des appartenances partisans est moins marquée pour ce qui est du système politique fondé sur le recours à des non-professionnels de la politique : l'adhésion est plus forte « à gauche » et « au centre », et plus réservée parmi les personnes « très à gauche » et proches de mouvements écologistes. La perspective d'un gouvernement des experts n'est retenue que par 21 % des « gilets jaunes » actifs (dont 5 % en premier), contre 47 % des opposants au mouvement. Le degré d'adhésion à une gouvernance assurée par des non-professionnels est fortement et négativement lié au degré de pessimisme.

Enfin, un système politique dans lequel les décisions seraient prises par des représentants tirés au sort dans l'ensemble de la population n'a recueilli les suffrages que de 29 % de l'échantillon (dont 11 % en premier). Le taux d'adhésion à cette perspective diffère peu selon les groupes de la typologie, au-delà de la manifestation d'un attrait un peu plus marqué chez les *modernes*. Il est également peu sensible aux caractéristiques des individus. Un clivage apparaît cependant selon l'intensité ressentie de la contrainte budgétaire : il se situe à près de 35 % parmi les plus contraints, pour tomber à 15 % par les personnes qui disent vivre confortablement. Notons également une adhésion relativement forte parmi les « gilets jaunes ».

LE DÉSIR DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

La forte adhésion des Français à la perspective d'une démocratie directe au travers du recours au référendum semble indiquer le désir d'une plus grande implication dans la vie de la cité. Ce point a été abordé plus directement dans l'enquête au travers d'une question abordant la disposition des répondants à s'investir personnellement dans le processus de prise de décision politique. Cet investissement a été appréhendé à différentes échelles géographiques, du quartier au niveau national. Les réponses témoignent d'une aspiration à l'implication personnelle dans la vie politique d'une part significative de la population, mais qui décline à mesure que la focale géographique se resserre. Quelle que soit l'échelle, les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à déclarer être disposés à s'investir dans la vie publique.

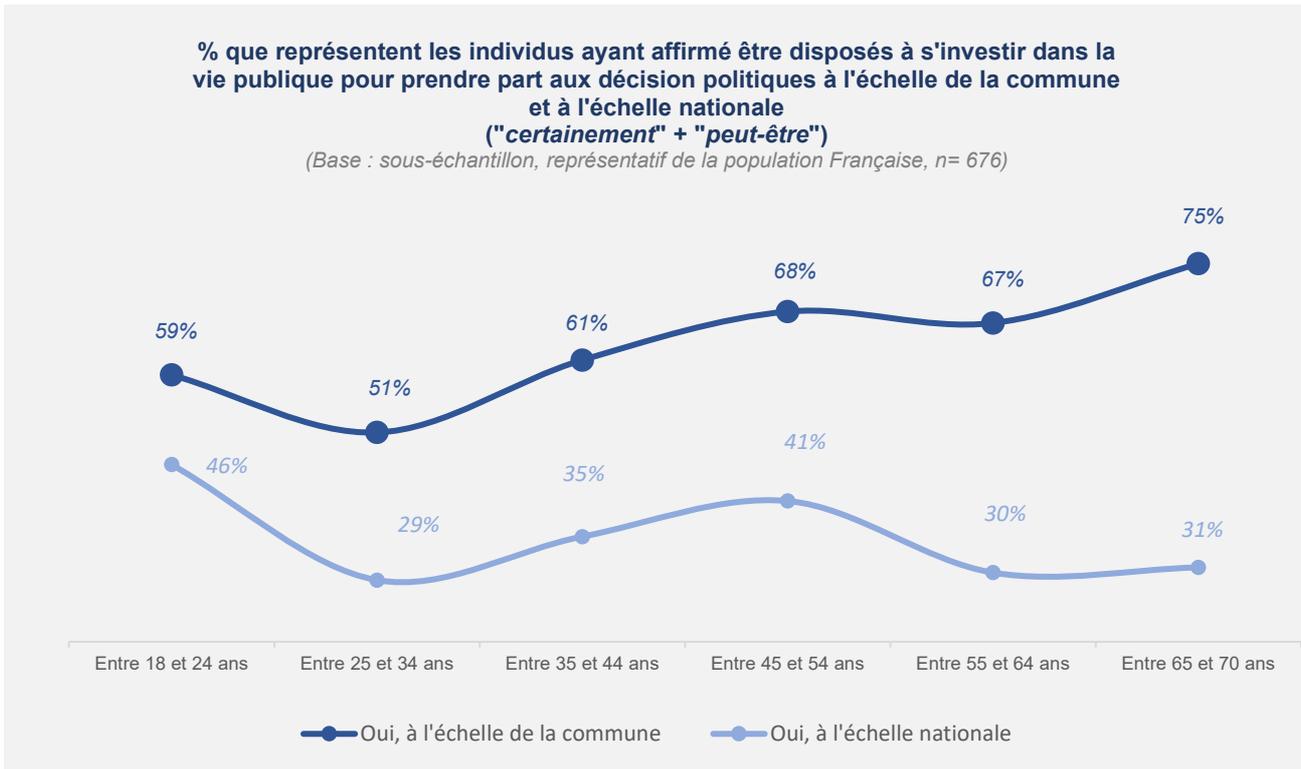
« Vous-même, seriez-vous disposé à vous investir dans la vie publique pour prendre part aux décisions politiques ? »

(Base : sous-échantillon, représentatif de la population Française, n=676)

| | A l'échelle de votre quartier | A l'échelle de votre commune | A l'échelle de votre département | A l'échelle de votre région | A l'échelle nationale |
|-----------------------|-------------------------------|------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| Certainement | 25% | 24% | 14% | 13% | 14% |
| Peut-être | 41% | 39% | 31% | 27% | 21% |
| Sous-total Oui | 66% | 63% | 44% | 40% | 35% |
| Probablement pas | 13% | 17% | 27% | 27% | 23% |
| Certainement pas | 21% | 20% | 29% | 33% | 42% |
| Sous-total non | 34% | 37% | 56% | 60% | 65% |
| Total | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

C'est ainsi que 66 % des personnes interrogées sur disent disposées à s'investir dans la vie publique à l'échelle de leur quartier et 63 % à celle de leur commune (dont respectivement 25 % et 24 % « certainement »). Ces parts avoisinent ou dépassent les 75 % pour les *identitaires-sécuritaires* et *décroissants* (mais la part des « oui, certainement » est sensiblement plus élevée chez ces derniers). Elles ne sont, respectivement, que de 59 % et 53 % chez les *modernes*. Les moins de 25 ans sont un peu en retrait à l'inverse des plus de 55 ans. Les critères géographiques (dont la taille de l'agglomération de résidence ou la densité de la commune) sont peu liés à la fréquence de cette volonté d'investissement. Notons cependant qu'elle est sensiblement plus élevée dans la grande région Sud-Ouest. Elle progresse avec le niveau de vie du foyer et culmine parmi les personnes titulaires d'un diplôme entre Bac+2 et Bac+4. Quelle que soit la couleur politique, les personnes qui se sont situées politiquement affichent une disposition à s'investir dans la vie politique locale supérieure à celle qui ne se reconnaissent dans aucune tendance politique, et c'est parmi celles qui se positionnent « très à gauche », « au centre » ou proches des mouvements écologistes que cette disposition atteint ses plus hauts scores. Les « gilets jaunes » sont ici en retrait.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

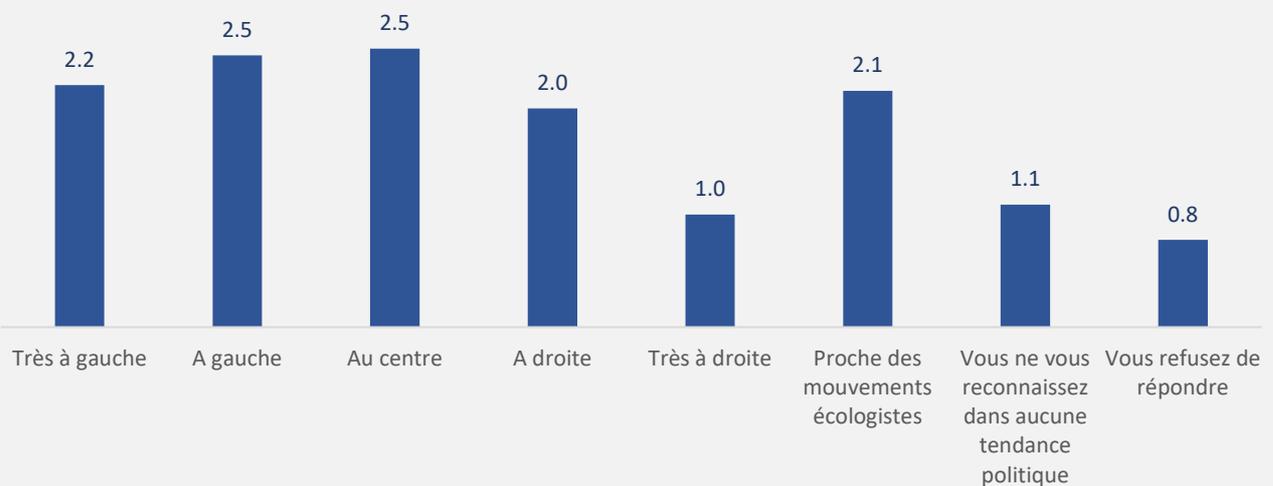
La disposition à s'investir dans la vie politique devient minoritaire et s'étirole à mesure que l'on s'éloigne du local. 44 % des répondants se disent prêts à s'investir au niveau de leur département, 40 % à l'échelle de leur région et 35 % à l'échelle nationale. Les *identitaires-sécuritaires* et les *décroissants* demeurent les plus enclins à s'engager, mais dès lors que l'on dépasse le niveau de la commune, ce sont les *modérés verts* qui sont les moins disposés à s'investir dans la vie publique. On notera que les 18-24 ans se montrent proportionnellement les plus disposés à participer à la vie publique au niveau national quand la disposition des plus âgés baisse fortement avec l'élargissement de la focale géographique. C'est également parmi les personnes « très à gauche » et « au centre » que l'on observe les plus fortes proportions d'individus se disant désireux de s'investir aux niveaux régional et national. Le désir d'implication des répondants proches de mouvements écologistes, qui frôlait les 80 % à l'échelle du quartier et de la commune, baisse rapidement à mesure qu'on remonte dans la hiérarchie territoriale, pour tomber à 38 % à l'échelle nationale, soit un niveau proche de la moyenne.

L'ASSOCIATION DE LA DÉMOCRATIE À LA CONCEPTION D'UN MONDE IDÉAL

Enfin, dans la liste de mots que les répondants étaient invités à noter selon que leur évocation entraînait ou non en résonance avec leur conception d'un monde idéal figurait le mot « démocratie ». Avec une note moyenne de +1,6 (sur une échelle allant de -5 à +5), « démocratie » se classe en 8^{ème} position des mots les mieux notés. 40 % l'ont noté entre +3 et +5, contre seulement 6 % entre -3 et -5. Avec une moyenne à +2,9, ce sont les *décroissants* qui se montrent les plus en phase avec ce mot et qu'il représente. A l'inverse, la moyenne chez les *modernes* n'est que de +0,7, en raison d'une forte concentration sur les notes moyennes et de seulement 22 % de notes supérieures ou égales à +3. Les CSP+ et intermédiaires sont les plus prompts à associer « démocratie » à leur conception d'un monde idéal, alors que la moyenne tombe à +1,1 chez les CSP-. La moyenne est plus basse encore chez les chômeurs (+0,9), avec une proportion de notes inférieures ou égales à -3 qui est plus du double (13 %) de celle observée à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon. La moyenne progresse de manière monotone avec le niveau de vie du foyer, passant de +1 à +2,4 entre la première et la dernière tranche, progression que l'on retrouve avec le critère du niveau de formation et, en sens inverse, avec le niveau de contrainte budgétaire ressentie. Les sympathisants de chacune des sensibilités politiques affichent

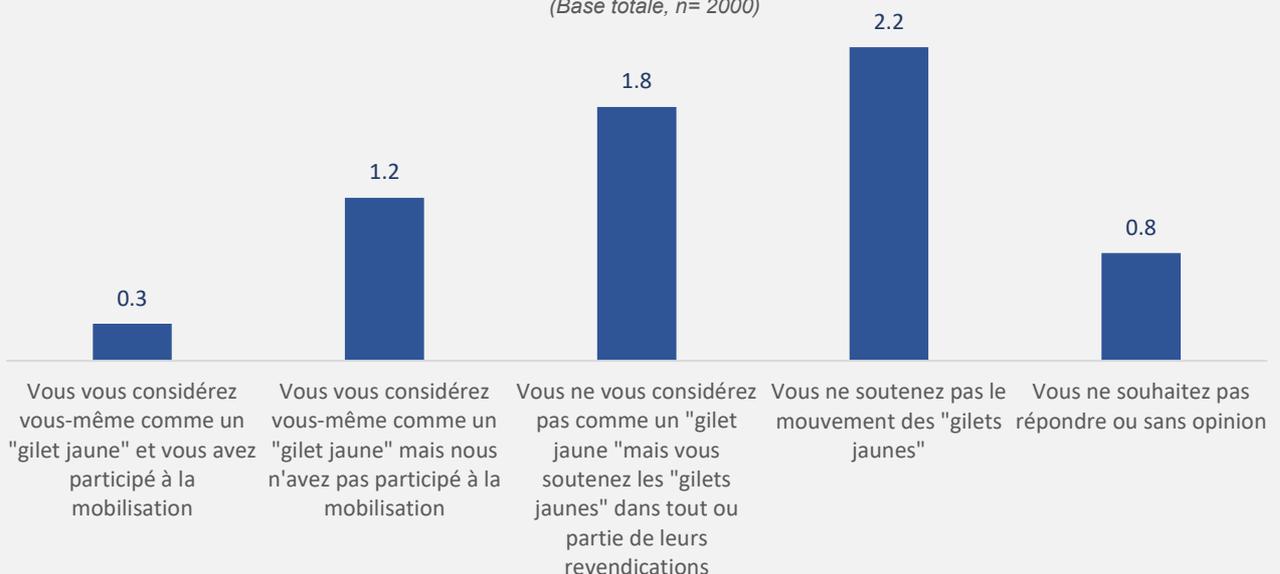
en moyenne une évaluation du mot « démocratie » supérieure à celle de l'ensemble de l'échantillon (jusqu'à +2,5 pour les personnes situées « à gauche » ou « au centre »), excepté pour ceux qui se positionnent « très à droite » pour lesquels la moyenne s'établit à +1,0 (avec 11 % de notes inférieures ou égales à -3), rejoignant ainsi les personnes qui ne se reconnaissent dans aucune tendance politique ou ayant refusé de répondre à la question. La moyenne calculée pour les « gilets jaunes » actifs ne s'établit qu'à +0,3, avec 15 % de notes inférieures ou égales à -3. La propension à associer « démocratie » à sa conception d'un monde idéal est corrélée au degré d'optimisme à l'égard de l'avenir, près de 60 % des répondants les plus optimistes ayant donné une note supérieure ou égale à +3.

« Veuillez donner une note de -5 à +5 au mot "démocratie" selon ce qu'il évoque chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal »
(Base totale, n= 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

« Veuillez donner une note de -5 à +5 au mot "démocratie" selon ce qu'il évoque chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal »
(Base totale, n= 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LE RAPPORT À LA SÉCURITÉ

Nous avons vu que l'utopie sécuritaire constitue le système utopique le mieux noté de la part d'un répondant sur quatre. Dans le détail, les aspects de ce système utopique relatifs à la sécurité sont particulièrement bien notés (42 % de supporters à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon pour « Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants », 37 % pour « Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité »). L'approche du rapport des Français à la sécurité a été approfondie au moyen de quatre questions d'opinion dont nous avons tiré un score.

« Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? »

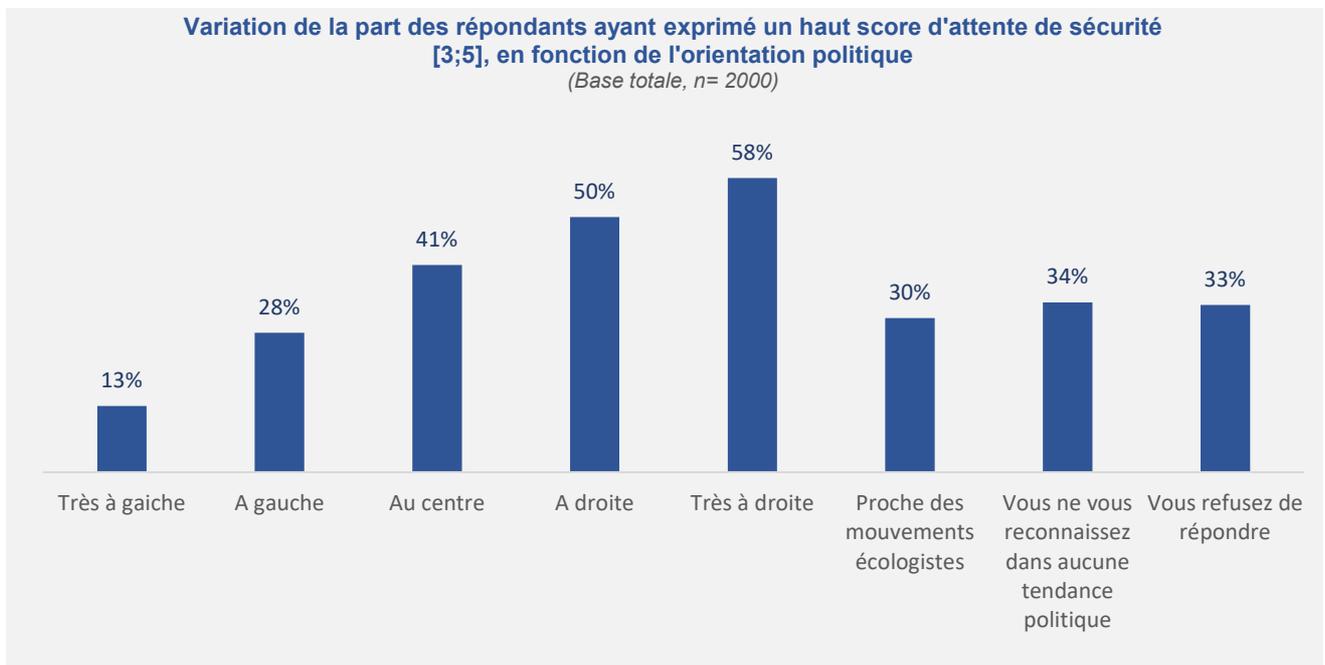
(Base totale, n=2000)

| | Je suis disposé à céder un peu de ma liberté pour plus de sécurité | Nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité | Face aux avancées de la science, la priorité doit être accordée au principe de précaution et au contrôle des risques | J'ai l'impression de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux |
|--------------------------------|--|--|--|--|
| Tout à fait d'accord | 10% | 31% | 14% | 27% |
| Plutôt d'accord | 36% | 34% | 49% | 47% |
| Sous-total D'accord | 46% | 66% | 64% | 74% |
| Plutôt pas d'accord | 27% | 15% | 16% | 14% |
| Pas du tout d'accord | 15% | 8% | 3% | 4% |
| Sous-total Pas d'accord | 42% | 22% | 19% | 18% |
| Sans opinion | 12% | 12% | 17% | 8% |
| Total | 100% | 100% | 100% | 100% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

74 % des Français interrogés se déclarent en accord avec la proposition « J'ai l'impression de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux » (dont 27 % « tout à fait »). Ceci amène un grand nombre à soutenir que « nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité » (66 %, dont 31 % « tout à fait d'accord) et, dans un autre registre, à admettre que « face aux avancées de la science, la priorité doit être accordée au principe de précaution et au contrôle des risques » (64 %, dont 14 % « tout à fait d'accord »). Au final, près d'un répondant sur deux (46 %, dont 10 % « tout à fait ») serait disposé à céder un peu de sa liberté pour plus de sécurité... Une proportion qui croît avec le degré de confiance accordée aux institutions et atteint près de deux personnes sur trois « à droite » et « très à droite » de l'échiquier politique.

Le score d'attente de sécurité calculé à partir des réponses à ces questions⁵⁴ fait apparaître un groupe représentant 37 % de l'échantillon se caractérisant par de fortes attentes en la matière. Ces personnes sont, logiquement, très surreprésentées parmi les *identitaires-sécuritaires* (48 %), mais aussi parmi les *libéraux conservateurs* (51 %). Comparativement, les *modérés verts* (29 %) et, surtout, les *décroissants* (20 %) apparaissent comme très en retrait. Le poids de ces personnes exprimant de fortes attentes en matière de sécurité augmente sensiblement à partir de 45 ans (47 % chez les 65-70 ans, contre 31 % chez les moins de 35 ans). Il tend à croître avec le niveau de vie du foyer. Ce poids est sensible au système de valeurs : il culmine à 47 % auprès des personnes orientées vers la morale et la tradition, alors qu'il n'est que de 29 % chez celles orientées vers la sociabilité et la solidarité. Il varie surtout avec la sensibilité politique selon un gradient gauche-droite, passant de 13 % auprès des personnes se situant « très à gauche » à 58 % chez celles positionnées « très à droite ». Seulement 14 % des « gilets jaunes » actifs appartiennent à ce groupe des personnes marquées de fortes attentes en matière de sécurité, alors que celles-ci comptent pour 46 % des personnes en opposition au mouvement.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

La prégnance de la dimension sécuritaire dans les aspirations des Français est également perceptible dans la mesure dans laquelle ils évaluent le mot « sécurité » comme étant plus ou moins associé à leur conception d'un monde idéal. Les répondants ont donné à ce mot une note moyenne de +1,9, sur une échelle de -5 à +5,

⁵⁴ Le score d'attente de sécurité a été mesuré à partir des 4 propositions suivantes : « Je suis disposé à céder un peu de ma liberté pour plus de sécurité », « Nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité », « Face aux avancées de la science, la priorité doit être accordée au principe de précaution et au contrôle des risques, quitte à réduire le rythme du progrès des connaissances », « J'ai l'impression de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux ». Il s'étend sur une échelle de -2 à 2. A chaque proposition, les répondants obtenaient 2 points s'ils répondaient « tout à fait d'accord » ; 1 point s'ils répondaient « plutôt d'accord » ; -1 point pour « plutôt pas d'accord » ; -2 points pour « pas du tout d'accord ». La moyenne observée sur l'ensemble des personnes s'étant prononcées a été attribuée aux « sans opinion ». Le score d'attente de sécurité correspond à la moyenne arithmétique des points obtenus sur chacune des 4 propositions.

soit la sixième meilleure note des 28 mots soumis à leur appréciation. La variation des réponses selon le profil des individus diffère un peu de celle observée pour le score d'attente de sécurité. Ici, les *identitaires-sécuritaires* se détachent nettement, avec une moyenne à +2,7 et 60 % de supporters, et ce sont les *modernes* qui sont le plus en retrait (+1,1, et 31 %). Sur le plan de l'âge, ce sont désormais les 18-24 ans qui affichent la note moyenne la plus élevée (+2,4), devançant même les 65-70 ans (+2,2). La propension à associer « sécurité » à son monde idéal s'accroît avec la densité de la commune d'habitation, la moyenne s'élève à +2,1 chez les habitants des villes centres des 12 plus grandes métropoles et +2,2 parmi ceux des petits et moyens pôles urbains. La relation au niveau de vie est confirmée, et même renforcée, et elle se double d'une forte relation au niveau de formation (de +1,4, à +2,5 du bas au haut de l'échelle des diplômes). Si la sensibilité à la « sécurité » est plus faible à gauche de l'échiquier politique, elle culmine (à +2,4) « à droite » et « au centre ». Et, curieusement, c'est parmi les répondants les plus optimistes quant à l'avenir que le mot « sécurité » est le mieux évalué.

« Veuillez donner une note de -5 à +5 à chacun de ces mots selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal. »

(Base totale, n = 2000)

| | Moyenne | Ecart type | % de « détracteurs » [-5 ; -3] | % de « supporters » [+3 ; +5] |
|--------------|---------|------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| « Sécurité » | 1.8 | 2.4 | 44% | 6% |
| « Loi » | 1.3 | 2.3 | 33% | 7% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

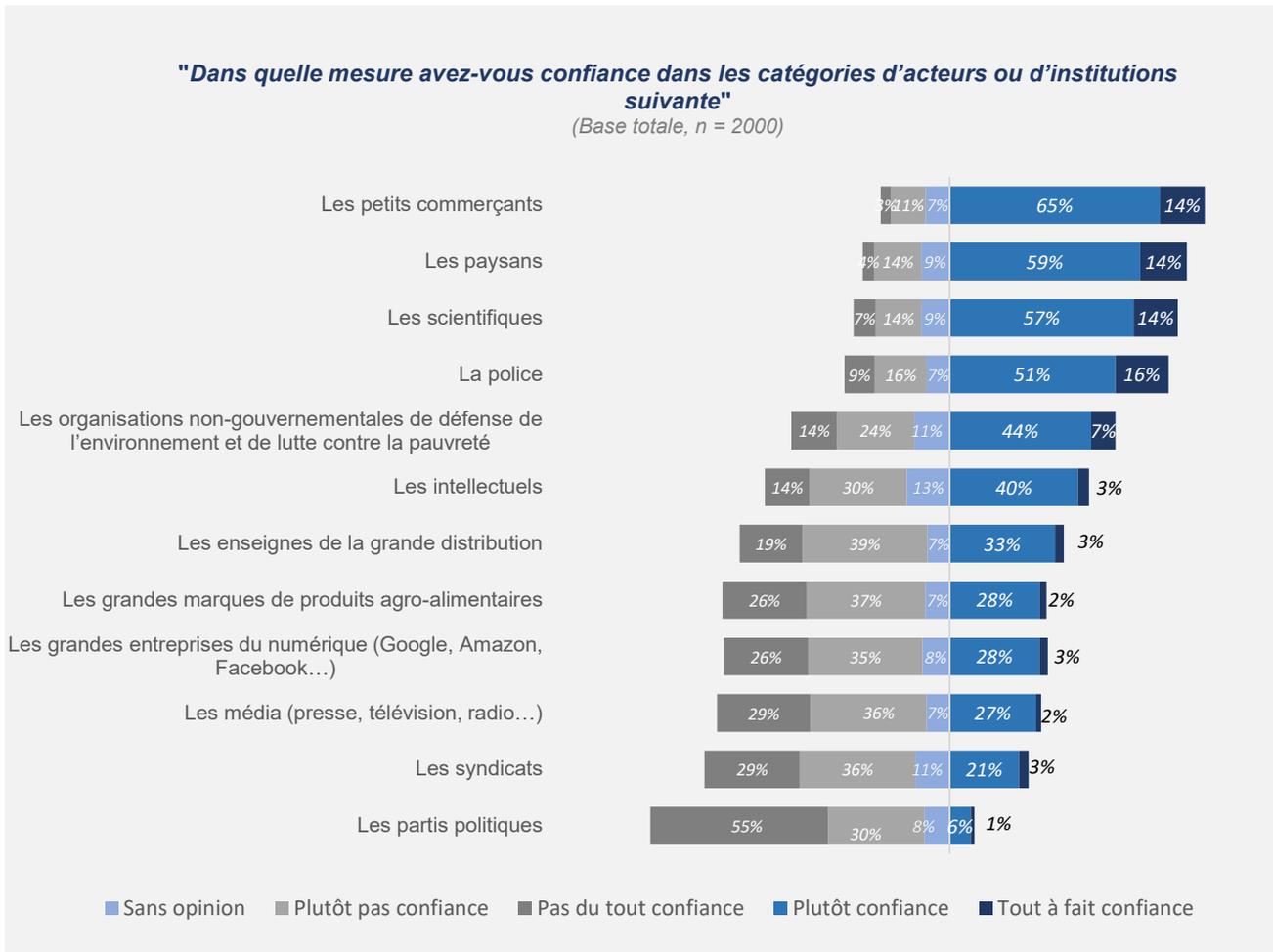
S'il est aussi évalué en moyenne positivement (+1,3), le mot « loi » fait l'objet de moins d'enthousiasme : il ne compte que 33 % de supporters (et 7 % de détracteurs). On retrouve ici à peu près les mêmes variations selon les caractéristiques des répondants que pour le mot « sécurité ».

Enfin, cette aspiration à la sécurité ne va pas jusqu'à faire accepter la perspective d'une société fondée sur l'évaluation continue de chacun. En effet, seuls 23 % des répondants se sont dits favorables « à voir émerger un système dans lequel nos interactions avec les autres, en ligne et hors-ligne, feraient l'objet d'évaluations dont la moyenne permettrait de résumer le degré de bonne conduite de chacun. Les avantages accordés à chacun par la collectivité dépendraient de cette note. » Cette part atteint cependant 36 % parmi les personnes se situant « à droite ».

LA CONFIANCE

Les opinions exprimées par les participants à l'enquête quant à leur conception du système politique idéal manifestent en creux un état de défiance à l'égard du personnel politique mais aussi – de manière plus indirecte – à l'égard des grands acteurs de l'économie. Ces constats s'inscrivent dans un climat de défiance systémique maintes fois diagnostiqué et analysé.

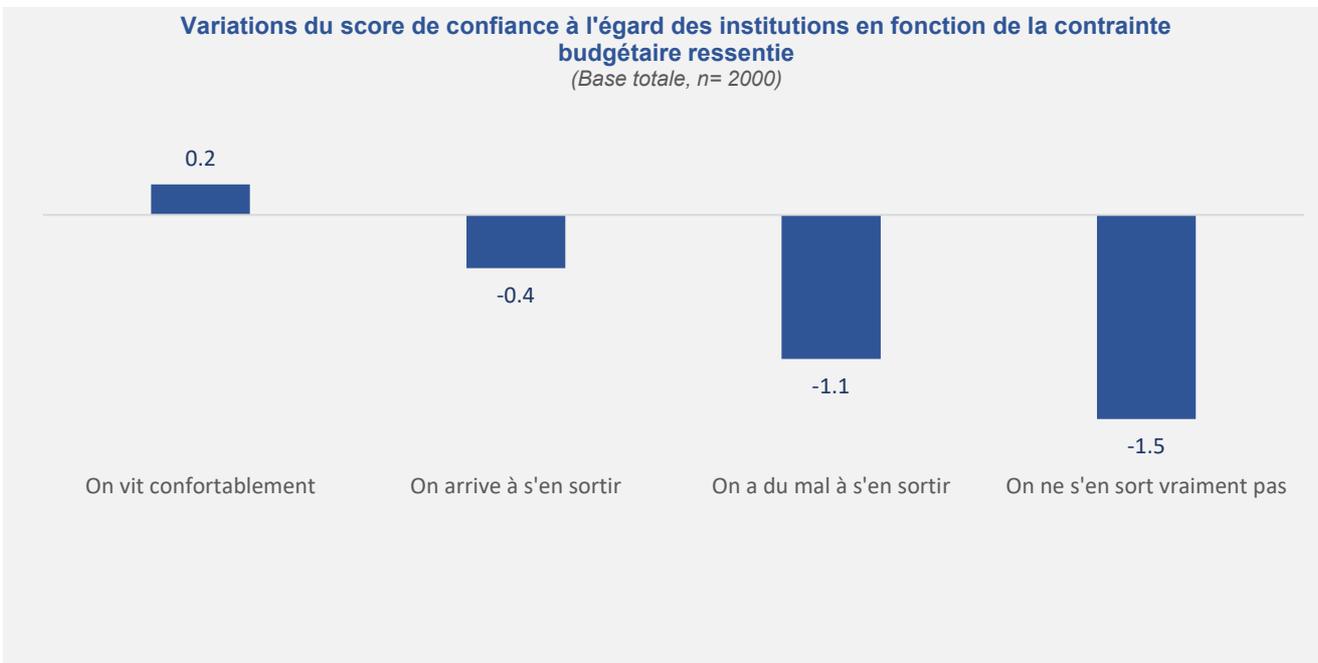
Il a été demandé aux participants à l'enquête d'indiquer leur niveau de confiance sur une échelle à quatre niveaux à l'égard d'une douzaine de catégories d'acteurs ou d'institutions.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Seuls cinq d'entre eux réussissent à fédérer une majorité de personnes déclarant leur faire tout à fait ou plutôt confiance : les petits commerçants (79 %), les paysans (73 %), les scientifiques (71 %), la police (68 %) et les ONG (51 %). Les intellectuels divisent l'opinion (43 % des répondants leur font confiance, 44 % ne leur font pas confiance). Pour toutes les autres catégories d'acteurs ou d'institutions, la défiance l'emporte, parfois à des niveaux impressionnants : les géants du numérique (61 % des répondants ne leur font pas confiance), les enseignes de la grande distribution (58 %) mises dos à dos avec les grandes marques de l'agro-alimentaire (63 %), les médias (65 %), les syndicats (65 %). La palme de la défiance revient aux partis politiques, avec 85 % des répondants qui ne leur font pas confiance (dont 55 % « pas du tout »). On retrouve dans ce palmarès le constat répété dans plusieurs enquêtes de l'ObSoCo d'un clivage entre une confiance dont sont crédités les acteurs perçus comme « petits », inscrits dans l'horizontalité, et une défiance qui emporte les « grands » acteurs, verticaux, qui soulèvent un doute quant à la convergence de leurs intérêts et ceux de la population. Les *identitaires-sécuritaires* et les *décroissants* se rejoignent dans une défiance particulièrement marquée à l'égard des grands acteurs de l'économie, vis-à-vis desquels *libéraux conservateurs* et *modernes* font montre d'une relative clémence.

Un score de confiance dans les institutions a été construit en agrégeant les réponses relatives aux partis politiques, aux syndicats, aux ONG, à la presse, à la police, aux intellectuels et aux scientifiques⁵⁵. A l'échelle de l'ensemble de l'échantillon, ce score s'établit à -0,7 sur une plage de variation allant de -5 à +5. Il atteint -1,1 chez les *identitaires-sécuritaires*. Le score des *décroissants* est soutenu par un niveau de confiance relativement élevé à l'égard des ONG qui contrebalance une défiance forte à l'égard des partis politiques, des intellectuels et de la police. Ce score décroît avec l'âge passant de -0,1 chez les 18-24 ans (et +0,1 chez les élèves et étudiants) à -1 chez les plus de 55 ans. L'intensité de la défiance à l'égard des institutions recule avec le niveau de diplôme, mais progresse avec l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire (de +0,2 en moyenne pour les personnes disant vivre confortablement à -1,5 pour celles qui reconnaissent ne pas vraiment s'en sortir). Sur le plan de la sensibilité politique, la défiance culmine après des personnes « très à droite » (-1,7) et atteint son minimum chez celles se situant « au centre » (-0,0). Les « gilets jaunes » actifs se montrent sensiblement plus défiant à l'égard des institutions que la moyenne (-1,7), à l'inverse de leurs opposants (-0,3). Curieusement, les personnes les plus en attente de sécurité témoignent d'un niveau de confiance dans les institutions plus élevé.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LE RAPPORT AU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Nous venons de voir que les personnes interrogées se montrent dans l'ensemble défiantes à l'égard des grands acteurs de l'économie. Cette posture de réserve s'accompagne-t-elle de la prise de distance à l'égard du modèle de développement associé au capitalisme contemporain ? Pour appréhender ce point, nous avons

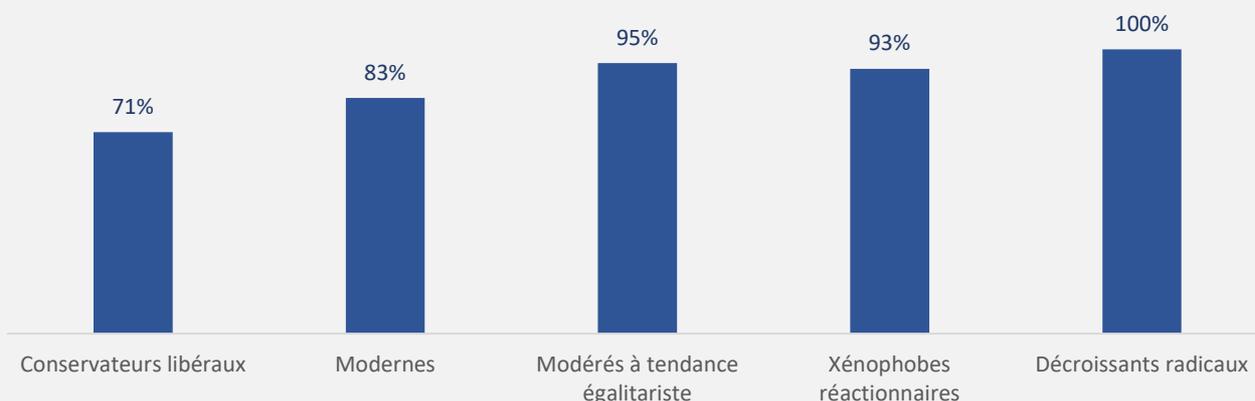
⁵⁵ Le score de confiance dans les institutions s'étend sur une échelle de -5 à 5. Pour chacune des institutions étudiées, 5 points ont été attribués aux répondants qui déclaraient avoir « tout à fait confiance » ; 2 points pour ceux ayant « plutôt confiance » ; -2 points pour ceux n'ayant « plutôt pas confiance » ; -5 points pour ceux n'ayant « pas du tout confiance ». Pour chaque item évalué, la moyenne observée sur l'ensemble de l'échantillon a été attribuée aux personnes « sans opinion ». Le score de confiance dans les institutions correspond à la moyenne arithmétique des points obtenus sur l'ensemble des institutions étudiées.

soumis au jugement des répondants une batterie de propositions relatives à différents aspects très généraux du modèle contemporain, notamment ce qui touche à la croissance. Leurs réactions sont sans appel.

Ainsi seulement 33 % adhèrent à l'idée que « le potentiel de croissance économique et d'amélioration des conditions matérielles d'existence des populations est sans limite » (dont 4 % « tout à fait d'accord »), alors que 48 % en doutent. Un répondant sur deux est en accord avec la proposition selon laquelle « les sociétés occidentales ont atteint les limites du développement économique, de l'amélioration du confort, de la qualité de vie » (contre 33 % qui sont de l'avis contraire). 76 % se disent en accord avec l'idée que « le moment est venu de donner la priorité à la promotion de modes de vie moins portés sur la consommation et moins consommateurs de ressources non renouvelables » (contre 12 %). C'est l'idée même que pouvoir consommer plus rend plus heureux qui est remise en cause par 60 % des répondants (contre 29 %). Cette remise en question des bienfaits de la croissance s'accompagne de celle d'un des dogmes de la modernité : à 64 %, ils s'accordent autour de l'idée que « l'Homme doit s'interdire d'exploiter la nature (la vie végétale et animale), et de l'asservir à ses besoins ». Dans la foulée, c'est le primat accordé à la concurrence qui est remis en cause au profit de la solidarité (80 % sont d'accord avec la proposition « dans la société, il faut privilégier l'entraide plutôt que la concurrence »). Enfin, cette attitude générale à l'égard du modèle de développement contemporain s'accompagne de l'adhésion de 80 % des répondants à l'idée selon laquelle « il est important de s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie en produisant soi-même, en échangeant entre particuliers et/ou en organisant des filières avec des petits producteurs ».

La compilation des réponses à ces questions nous a permis de construire un score de posture à l'égard du modèle de développement. Au vu des résultats précédents, on ne s'étonnera pas que 88 % des interviewés apparaissent comme critiques à l'égard du modèle de développement (dont 33 % classés comme « pas du tout favorable »). Si le camp des critiques l'emporte très largement dans chacun des groupes de la typologie, on note un clivage très net entre les *libéraux conservateurs* et les *modernes* d'une part – qui se montrent en moyenne moins critiques, et les *identitaires-sécuritaires* et les *décroissants* d'autre part, l'opposition au modèle de développement contemporain atteignant ici un niveau impressionnant.

Variation du pourcentage d'individus ayant exprimé un score élevé de posture défavorable à l'égard du modèle de croissance en fonction de la typologie
(Base : Sous-échantillon, représentatif de la population Française, n= 676)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Sur le plan des critères sociodémographiques, on notera que les femmes se montrent plus critiques encore que les hommes, et que le poids des plus critiques augmente avec l'âge. La relation avec le niveau de vie, la CSP ou le niveau de diplôme est négligeable, mais les attitudes à l'égard du modèle de développement tendent à se dégrader avec le durcissement de la contrainte budgétaire. La sensibilité politique est, à l'inverse, extrêmement influente. 95 % de répondants « très à gauche » sont associés à un score défavorable et on atteint 100 % parmi ceux qui se disent proches des mouvements écologiques ! Comparativement, les personnes à « droite » et « très à droite » apparaissent comme beaucoup mieux disposées à l'égard du fonctionnement de l'économie contemporaine, 18 % des premières étant associées à un score favorable, et 25 % des secondes. Sur le plan des valeurs, c'est parmi les répondants associés à une orientation matérialiste que le soutien au modèle de développement est le plus fort. La position à l'égard du mouvement des « gilets jaunes » est sans lien apparent avec les opinions relatives au modèle de développement. Enfin les attitudes se durcissent avec l'intensité du pessimisme à l'égard de l'avenir.

Le rapport des Français à l'économie a également été abordé de manière plus générale en demandant aux répondants de noter de -5 à +5 les mots « économie », « entreprise » et « concurrence » selon la mesure dans laquelle ces mots entraînent en résonance avec leur conception d'un monde idéal. Le premier constat qui s'impose est que ces mots ne suscitent pas d'engagements marqués, dans un sens comme dans l'autre : l'essentiel des notes se situent au niveau intermédiaire, entre -2 et +2. Ensuite, les trois mots sont associés à une moyenne (faiblement) positive et, pour les trois, la proportion de supporters (notes supérieures ou égales à +3) excède celle des détracteurs (notes inférieures ou égales à -3), même si l'écart est ténu concernant « concurrence ».

« Veuillez donner une note de -5 à +5 à chacun de ces mots selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal »
(Base totale, n = 2000)

| | Moyenne | Ecart type | % « détracteurs » [-5 ; -3] | % « supporters » [+3 ; +5] |
|---------------|---------|------------|--------------------------------|-------------------------------|
| “Economie” | 0.6 | 2.2 | 9% | 20% |
| “Entreprise” | 0.8 | 2.0 | 6% | 19% |
| “Concurrence” | 0.1 | 2.1 | 12% | 11% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les *décroissants* se distinguent nettement des quatre autres groupes de la typologie par des évaluations plus sévères, « économie » et « concurrence » réalisant même une moyenne négative. Sur le plan de l'âge, ce sont les 65-70 ans qui réagissent le plus favorablement à ces mots. Si les CSP+ ont en moyenne mieux noté « entreprise » et « économie », ils ne se distinguent pas des autres CSP pour « concurrence ». Les attitudes à l'égard de ces mots s'améliorent avec le niveau de vie et se dégradent avec l'intensité de la contrainte budgétaire, et celles à l'égard de « économie » et « entreprise » progressent également avec le niveau de diplôme. Ce sont les personnes qui se situent politiquement « au centre » et « à droite » qui évaluent le plus positivement ces mots, alors que celles « très à gauche » leur attribuent une moyenne négative ; ils sont rejoints par les répondants proches des mouvements écologistes pour le mot « concurrence ». Les « gilets jaunes »

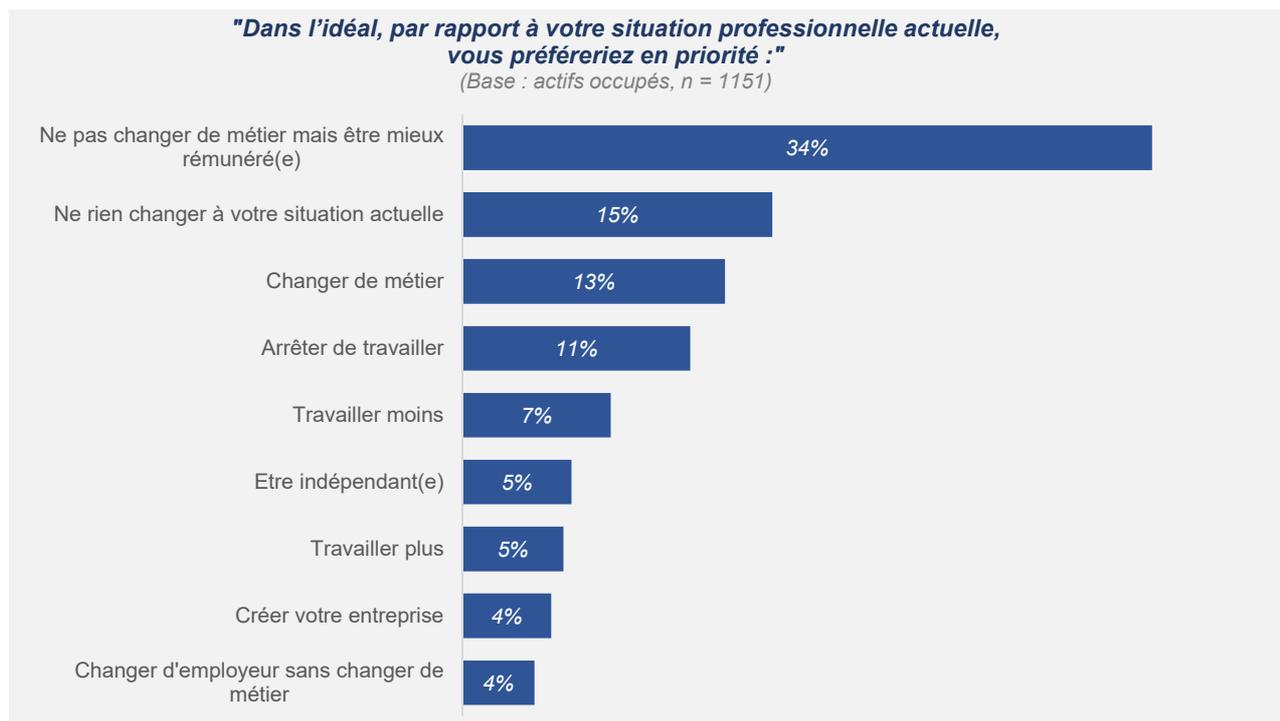
actifs affichent eux aussi une moyenne négative pour chacun des trois mots, avec à chaque fois une proportion de détracteurs au double de celle observée à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon. D'une manière inattendue, la propension à associer ces mots issus du champ de l'économie à sa conception du monde idéal progresse avec l'intensité de la pratique religieuse. Enfin, la moyenne associée à chacun de ces mots recule avec le degré de pessimisme des répondants.

LE RAPPORT AU TRAVAIL ET À L'ENTREPRISE

Les Français interrogés se montrent donc dans l'ensemble critiques à l'égard de la manière dont est organisée aujourd'hui l'activité économique. Mais comment évaluent-ils leur situation professionnelle ? Leur posture critique à l'égard du modèle de développement contemporain s'étend-elle à la gouvernance des entreprises ? Qu'attendent-ils d'elles et comment se représentent-ils ce qu'est un « bon » dirigeant ?

LA SITUATION PROFESSIONNELLE IDÉALE

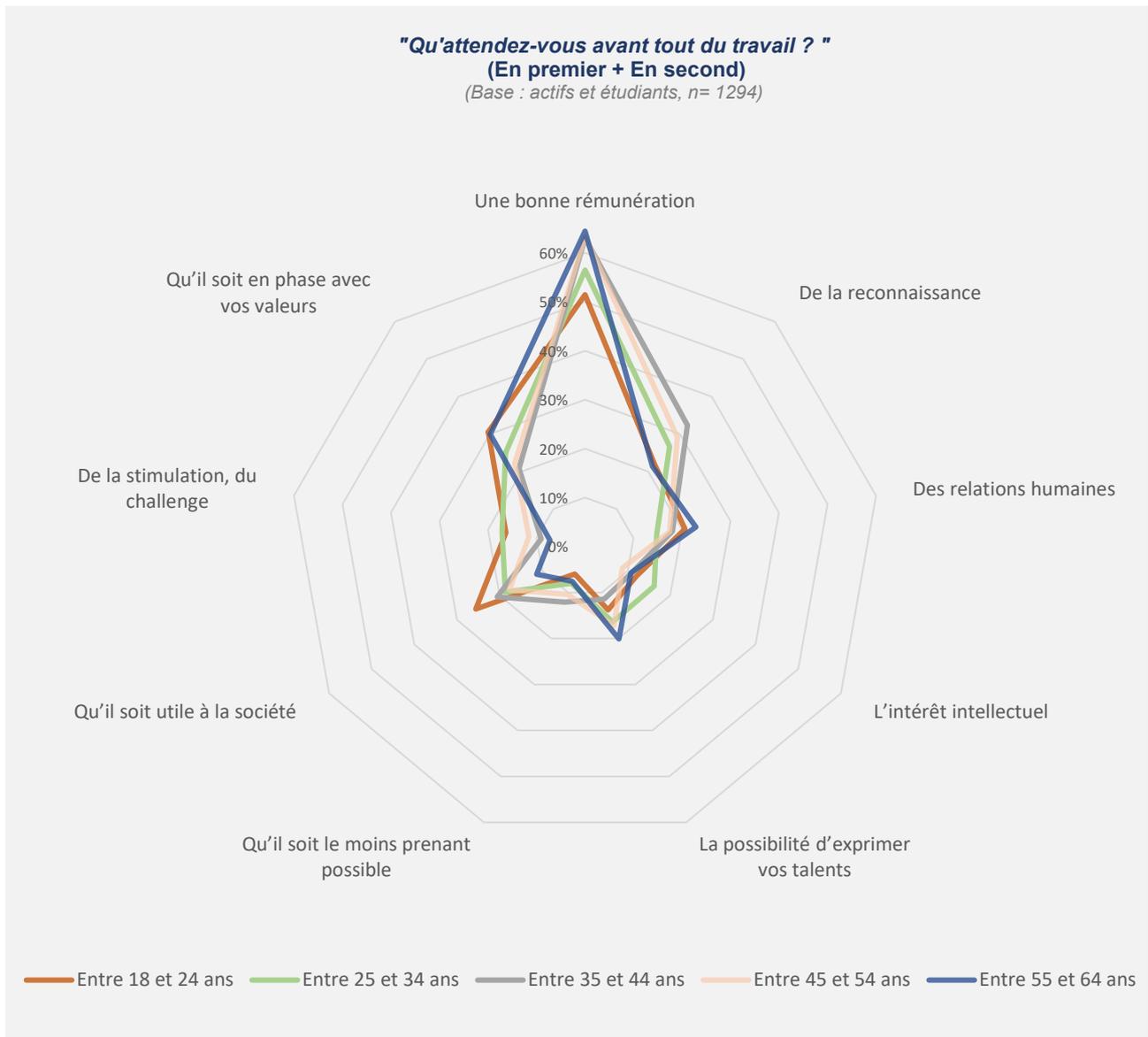
Neuf réponses possibles ont été associées à la question « dans l'idéal, par rapport à votre situation professionnelle actuelle, vous préféreriez en priorité... ? ». Seulement 15 % des actifs ayant participé à l'enquête ont répondu « ne rien changer à ma situation actuelle » (9 % chez les *décroissants*). La proposition la plus souvent retenue - par 34 % de actifs répondants - est « ne pas changer de métier mais être mieux rémunéré(e) », ce qui confirme l'importance de la problématique du pouvoir d'achat dans les aspirations des Français. Reflet probable des écarts de situations professionnelles et de niveaux de rémunération, cette part se monte à 42 % parmi les *libéraux conservateurs* et 40 % chez les *identitaires-sécuritaires*, alors qu'elle n'est que de 26 % parmi les *modernes*. Cette attente d'une meilleure rémunération est plus élevée parmi les CSP intermédiaires (45 %) et plus faible chez les CSP+ (26 %) et concerne 44 % des « gilets jaunes » actifs.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les autres choix des répondants sont très dispersés. 13 % ont choisi « changer de métier ». 11 % voudraient « arrêter de travailler », une part qui monte jusqu'à 24 % chez les 55-64 ans. Seulement 7 % aspirent avant tout à travailler moins, une part qui monte à 14 % parmi les *décroissants*, alors qu'elle avoisine les 4 % chez les *libéraux conservateurs*. Avec respectivement 16 % et 13 %, les actifs se situant « très à gauche » et « à gauche » se distinguent nettement des ceux qui se classent dans les autres mouvances politiques (autour de 5 %). A contre-courant de l'idée selon laquelle le travail indépendant rencontrerait une forte adhésion, seulement 5 % des actifs interrogés ont choisi « être indépendant » et 4 % « créer votre entreprise ». L'indépendance attire un peu plus les 25-34 ans (8 %) et les personnes « très à droite » (13 %).

L'importance accordée au pouvoir d'achat se retrouve dans les réponses données à la question « Qu'attendez-vous avant tout du travail ». « Une bonne rémunération » dépasse de beaucoup les autres réponses possibles, ayant été choisi « en premier » par 38 % des répondants et « en second par 23 % ». Près de 70 % des *libéraux conservateurs* ont retenu cet item, en premier ou en second, contre seulement 38 % des *décroissants*. Sur le plan de l'âge, un contraste apparaît entre les moins de 35 ans (en particulier les 18-24 ans) et leurs aînés, les jeunes ayant été sensiblement moins nombreux à avoir mis en avant une bonne rémunération parmi leurs principales attentes à l'égard du travail (elle reste cependant citée, en premier ou en second, par une majorité d'individus). Les CSP- ont été plus prompts à sélectionner la rémunération, ce que l'on trouve sur le plan du niveau de formation, avec près de 70 % des personnes ayant un diplôme inférieur au bac qui ont choisi cet item. Une fois de plus, ce sont les sensibilités politiques qui se révèlent les plus clivantes. Les personnes ayant retenu « bonne rémunération » parmi les deux éléments qu'ils attendent avant tout du travail sont minoritaires parmi celles se situant « très à gauche » (43 %) ou proches des mouvements écologistes (46 %), alors qu'elle dépasse le seuil des 70 % parmi les personnes « très à droite » et que celles qui ne se reconnaissent dans aucune tendance sont proches de ce seuil.



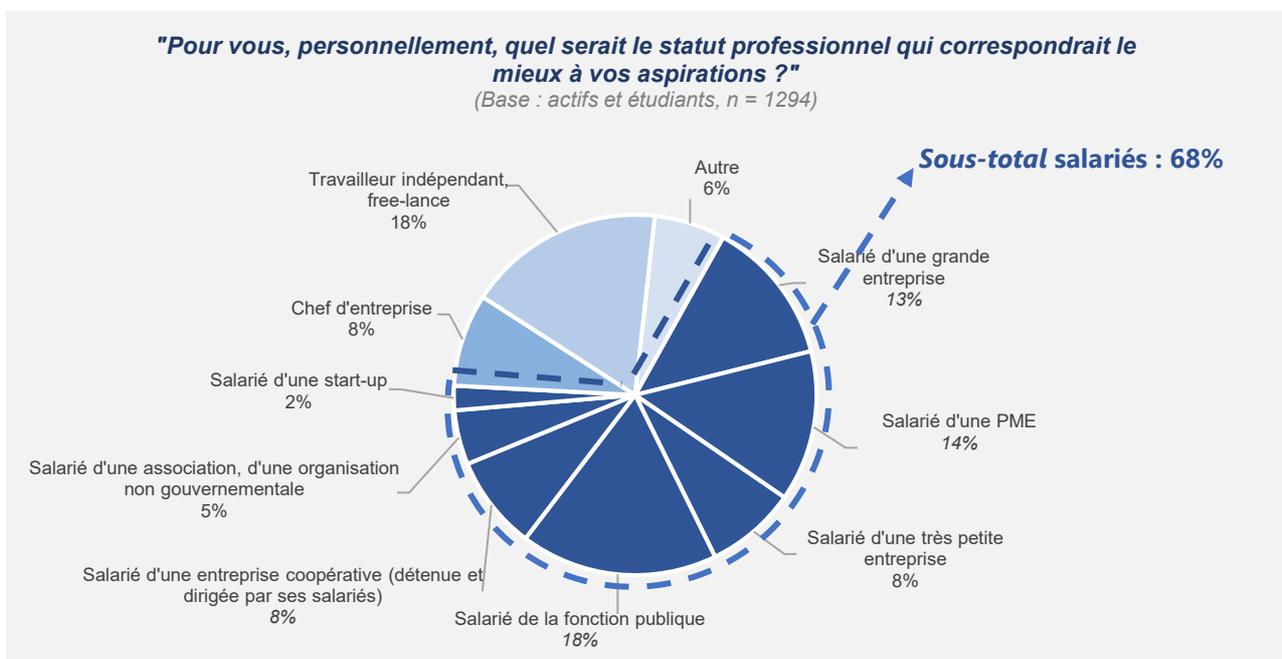
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Loin derrière une bonne rémunération, c'est « de la reconnaissance » qui se classe en deuxième position, retenu par 10 % des répondants en premier et 17 % en second, soit 27 % au total. Les *libéraux conservateurs* se distinguent avec une part de 10 points supérieure. Les CSP- se révèlent sensiblement plus en attente de reconnaissance que les CSP+, écart dont on retrouve l'écho au plan du niveau de formation et de l'intensité de la contrainte budgétaire. Curieusement, une nette relation avec l'intensité de la pratique religieuse est perceptible : si les choix des athées sont proches de la moyenne, la recherche de la reconnaissance baisse sensiblement à mesure que s'intensifie la pratique religieuse (de 32 % chez les personnes déclarant une très faible pratique à 11 % chez celles déclarant une très forte pratique).

« Un travail qui soit en phase avec vos valeurs » arrive juste après, retenu en premier par 14 % des répondants et par 11 % en second. Les *décroissants* se détachent nettement avec 46 % d'entre eux qui ont retenu cet item. Les 18-24 ans ont été un peu plus nombreux à l'avoir choisi (30 %), les CSP- (20 %), un peu moins. Le

deserrement de la contrainte budgétaire semble favoriser cette recherche de sens, 35 % des personnes déclarant vivre confortablement ayant choisi cet item. De nouveau, les répondants « très à gauche » et proches de mouvements écologistes se détachent.

Les aspirations en matière de situation professionnelle ont également été abordées sous l'angle du statut professionnel répondant le mieux aux aspirations. Les répondants actifs ou étudiants avaient à choisir entre une dizaine de statuts. Sans surprise, c'est le statut salarié qui l'emporte, avec 69 % des suffrages. Loin derrière se classe le statut de travailleur indépendant ou *free-lance* (18 %), puis celui de chef d'entreprise (8 %). L'appétence pour le statut d'indépendant – qui varie peu selon les groupes de la typologie - dépasse la moyenne à partir de 45 ans. Les CSP+ se distinguent : ils sont 31 % à avoir choisi le statut d'indépendant et 13 % celui de chef d'entreprise. Le statut d'indépendant séduit davantage « très à gauche », « au centre » et « très à droite » ; celui de chef d'entreprise davantage « à droite » et « très à droite ».

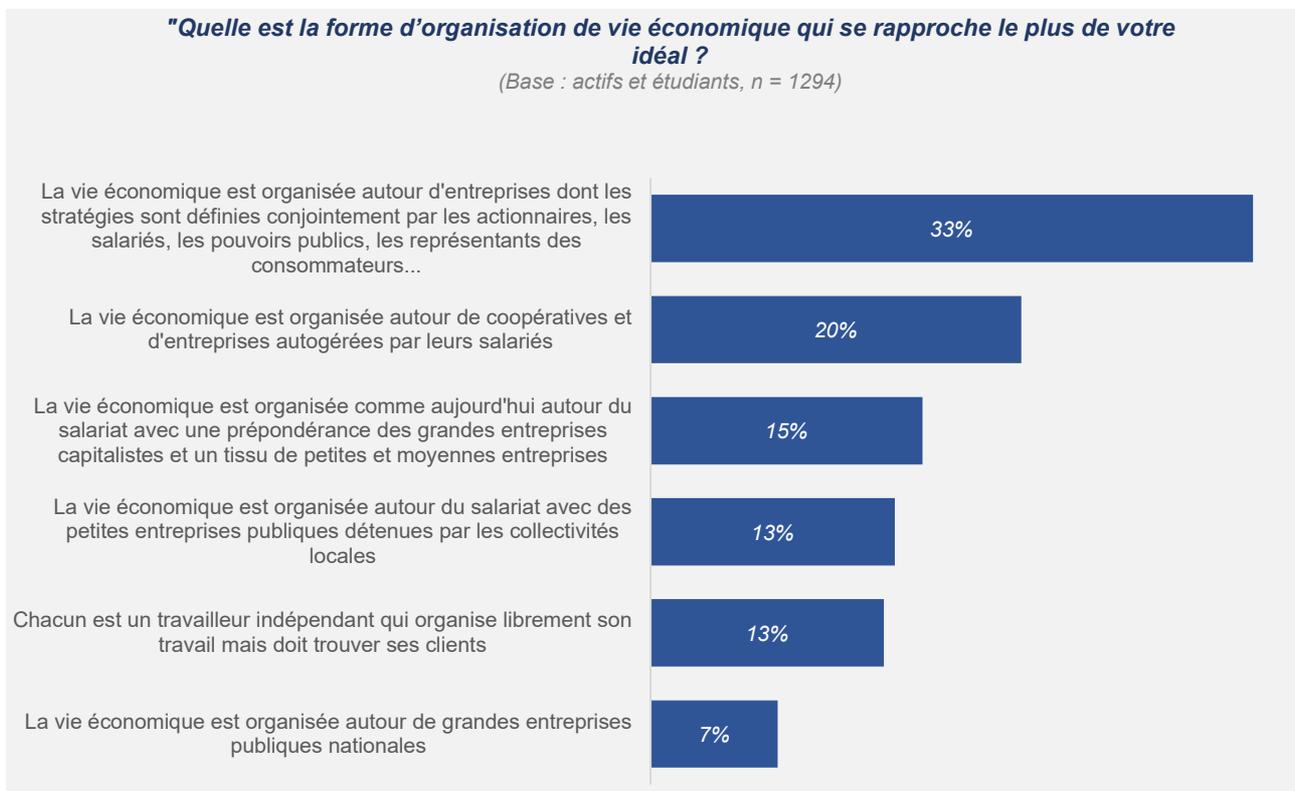


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les préférences à l'égard des sept catégories de statuts salariés abordés dans l'enquête sont dispersées. C'est cependant le statut de salariés de la fonction publique qui l'emporte, désigné comme le statut professionnel correspondant le mieux à leurs aspirations par 18 % des répondants. Ce pourcentage s'élève jusqu'à 29 % au sein des CSP intermédiaires et à 28 % parmi les répondants se situant « très à gauche ». Le statut de salarié d'une start-up ferme le ban avec seulement 2,2 % des suffrages. Les préférences des *décroissants* se distinguent assez nettement de celles des membres des autres groupes de la typologie : le statut de salarié d'une entreprise privée (en particulier les « grandes entreprises ») n'exerce manifestement pour eux qu'un attrait limité, alors que 26 % désignent le statut de salarié de la fonction publique, 20 % celui de salarié d'une coopérative (8 % sur l'ensemble de l'échantillon) et 10 % celui de salarié d'une association ou d'une ONG (5 %).

L'ORGANISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE IDÉALE

Le questionnaire aborde également la forme d'organisation de la vie économique considérée comme idéale. Les participants à l'enquête (actifs ou étudiants) avaient à choisir entre six propositions. Les résultats révèlent l'attente d'une évolution du mode de gouvernance des entreprises. En effet, seulement 15 % des répondants ont choisi « la vie économique est organisée comme aujourd'hui autour du salariat avec une prépondérance des grandes entreprises et un tissu de petites et moyennes entreprises ». Le peu d'attrait exercé par ce mode de gouvernance de l'activité économique se retrouve dans les quatre groupes de la typologie mais est sensiblement plus marqué que la moyenne parmi les *décroissants* (4 %). Le taux d'adhésion progresse avec le niveau de diplôme, passant de 9 % dans la catégorie la moins diplômée à 22 % dans la plus diplômée. Les clivages sont plus marqués en fonction de la sensibilité politique. Alors que ce mode de gouvernance n'est retenu comme le plus proche de leur idéal que par seulement 4 % des personnes se situant « très à gauche » ou proches de mouvements écologiques, il recueille l'adhésion de 24 % des personnes positionnées « à droite ».



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Au-delà du relatif consensus autour du rejet du mode de gouvernance qui domine aujourd'hui, les préférences relatives aux autres modes de gouvernance proposés sont plutôt dispersées. Avec 33 % des suffrages, « la vie économique est organisée autour d'entreprises dont les stratégies sont définies conjointement par les actionnaires, les salariés, les pouvoirs publics, les représentants des consommateurs... » se classe en tête. Si cette gouvernance impliquant l'ensemble des parties prenantes arrive en tête dans quatre des cinq groupes de notre typologie, c'est chez les *identitaires-sécuritaires* qu'elle réalise son meilleur score (44 %), alors que les *modernes* apparaissent en retrait (23 %). Elle est également dominante au sein des trois niveaux de CSP mais recueille près de 40 % des suffrages auprès des CSP intermédiaires. La préférence pour ce mode de

gouvernance est plus marquée que la moyenne parmi les répondants se situant « au centre » (45 %), à l'inverse de ceux positionnés « très à gauche » (27 %).

« La vie économique est organisée autour de coopératives et d'entreprises autogérées » est la forme qui se rapproche le plus de l'idéal de 20 % des répondants. Elle est particulièrement prisée par les *décroissants* (39 %), qui en font ainsi leur mode de gouvernance préféré. Elle séduit peu les 18-24 ans (14 %). Si les écarts entre CSP sont peu significatifs, les membres de la classe créative se distinguent avec 29 %. Là aussi, c'est le critère de la sensibilité politique qui se montre le plus discriminant avec une préférence pour ce mode de gouvernance plus marqué que la moyenne parmi les personnes se situant « à gauche », proches des mouvements écologistes et, surtout, « très à gauche » (32 %). Les « gilets jaunes » actifs l'ont choisi à 28 %.

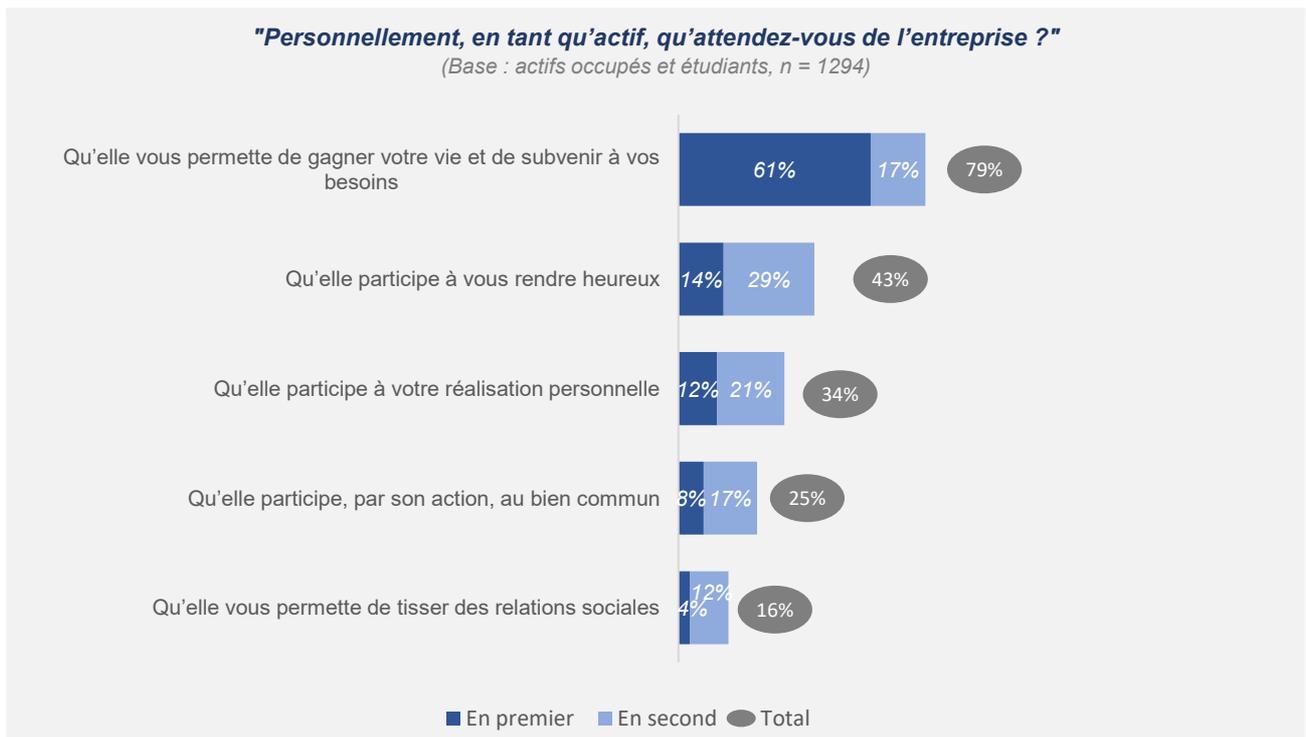
Une vie économique dans laquelle « chacun est un travailleur indépendant qui organise librement son travail mais doit trouver ses clients » se rapproche de l'idéal de seulement 13 % des répondants, confirmant le peu d'enthousiasme que suscite le travail indépendant à l'échelle de l'ensemble de la population. Ce mode de gouvernance rencontre cependant un certain écho parmi les CSP+ (20 %), surtout comparé aux CSP intermédiaires (7 %).

La perspective d'une vie économique organisée autour du salariat avec des petites entreprises détenues par les collectivités locales n'a séduit elle aussi que 13 % des répondants, une part qui monte cependant à 18 % parmi les CSP- et 21 % des personnes se disant proches des mouvements écologistes.

La gouvernance centrée sur des grandes entreprises publiques nationales se classe en dernière position avec seulement 7 % des suffrages, une part qui monte cependant à 13 % parmi les *modernes*.

CE QUI EST ATTENDU DE L'ENTREPRISE ET DU DIRIGEANT

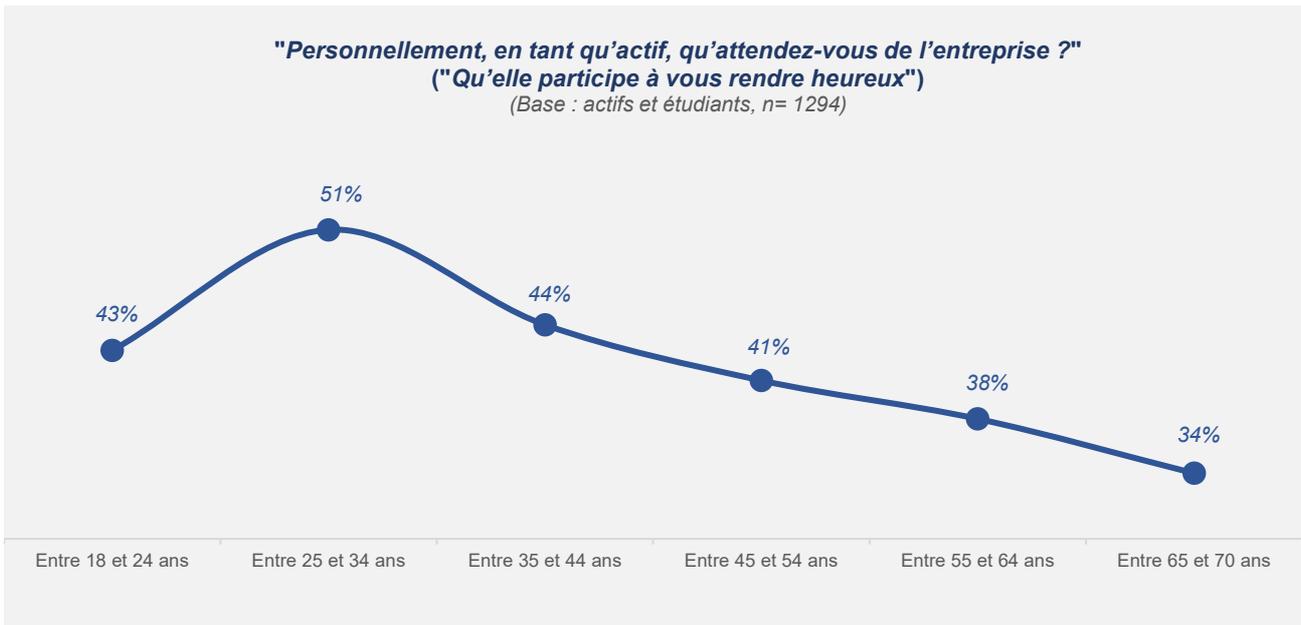
A 79 %, les répondants actifs attendent avant tout de l'entreprise, tout simplement, qu'elle leur permette de gagner leur vie et de subvenir à leurs besoins (en premier choix pour 61 %). Dans une bien moindre mesure, à 43 %, qu'elle participe à les rendre heureux (mais seulement 14 % en premier). Les autres propositions sont très en retrait : « qu'elle participe à votre réalisation personnelle » : 33 % ; « Qu'elle participe, par son action, au bien commun » : 25 % ; « Qu'elle vous permette de tisser des relations sociales » : 16 %.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les attentes des *identitaires-sécuritaires* se portent massivement sur la dimension de la rémunération (85 %, dont 72 % en premier). 45 % des *décroissants* attendent de l'entreprise qu'elle participe au bien commun. Les préférences des autres groupes de la typologie ne s'écartent pas sensiblement de la moyenne.

L'attente d'une contribution de l'entreprise au bonheur personnel est majoritaire chez les 25-34 ans, alors qu'elle décroît ensuite légèrement avec l'âge. Majoritaires dans les catégories peu diplômées, l'attente d'une contribution de l'entreprise au bonheur personnel recule fortement avec le niveau d'éducation pour ne concerner que 33 % des Bac+5 et plus, alors que ces derniers se montrent plus sensibles à la contribution à la réalisation personnelle. Le durcissement de la contrainte budgétaire tend à détourner des attentes en matière de contribution au bien commun. Mais, une fois de plus, c'est la position sur l'échiquier politique qui se révèle le critère le plus discriminant. Près de 60 % des répondants « très à gauche » formulent des attentes en matière de contribution au bien commun ; en revanche ils sont très en retrait dans leurs attentes dans la contribution des entreprises à leur bonheur personnel. Les répondants « très à droite » présentent une image inversée, quoique moins marquée.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

QU'EST-CE QU'UN BON DIRIGEANT

Le désir de participer à la bonne marche de l'entreprise transparaît également des réponses données à la question « Pour vous, qu'est-ce qui définit un bon dirigeant d'entreprise ? ». Les répondants (actifs et étudiants) pouvaient choisir jusqu'à 3 réponses parmi les 8 qui leur étaient proposées. « Il tient compte de l'avis de ses collaborateurs pour prendre ses décisions » arrive en tête, retenu par 43 % des répondants. Cette attente d'écoute se monte jusqu'à 59 % parmi les *décroissants*, mais n'embarque qu'un tiers des *modernes*. Cette attente, qui est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes, est mise en avant par 52 % des 18-24 ans. Elle concerne également une personne sur deux des CSP intermédiaires et des catégories moyennement diplômées. Elle est sensiblement plus répandue auprès des répondants se positionnant « très à gauche » (61 %) ou proches des mouvements écologistes (55 %), surtout comparativement à ceux situés « à droite » (41 %) et « très à droite » (39 %). Les « gilets jaunes » actifs sont ici très en retrait (28 %). Le poids de cette proposition est croissant avec l'intensité de la posture critique à l'égard du modèle de développement.

"Pour vous, qu'est-ce qui définit un bon dirigeant d'entreprise ?"

(Base : actifs et étudiants, n = 1294)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Arrivent ensuite, avec des scores très proches, « il fait passer les intérêts de l'entreprise avant ses intérêts personnels » (37 %), « il sait prendre des décisions, même difficiles » (35 %), « il est bienveillant à l'égard de ses collaborateurs » (34 %). La pondération de ces propositions diffère sensiblement selon les groupes de la typologie : 45 % des *libéraux conservateurs* ont choisi « il sait prendre des décisions, même difficiles » ; 49 % des *identitaires-sécuritaires* ont retenu « il fait passer ses intérêts avant ses intérêts personnels » ; cette part n'est que de 25 % chez les *modernes*. La mise en avant des intérêts de l'entreprise a également été retenue par près de la moitié des répondants les plus critiques à l'égard du modèle de développement.

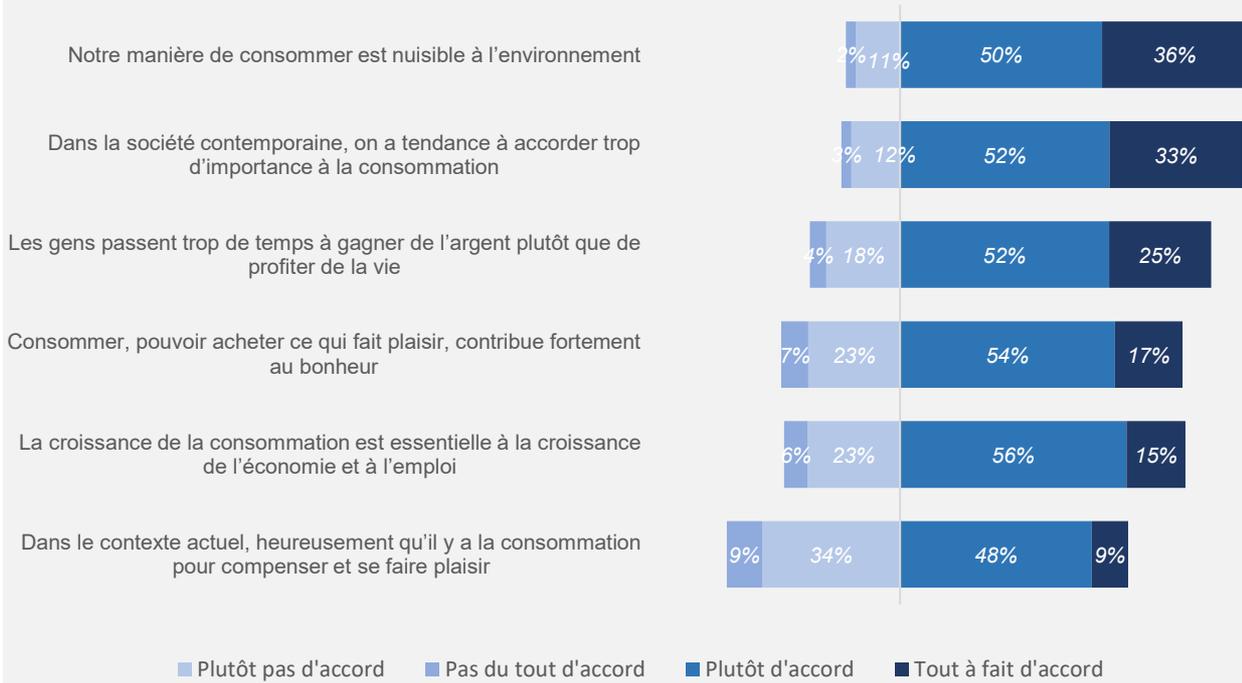
LE RAPPORT À LA CONSOMMATION

Le rapport à la consommation a d'abord été appréhendé au travers d'un ensemble de propositions visant à recueillir la position des répondants par rapport à la consommation en général, à la place qu'elle occupe dans la société, à ses effets potentiellement néfastes ou bénéfiques.

LES ATTITUDES GÉNÉRALES À L'ÉGARD DE LA CONSOMMATION

Les réponses témoignent d'attitudes très ambiguës à l'égard de la consommation au sein de la société française, voire à l'échelle de chaque individu. Ainsi, à 85 % les répondants sont d'accord avec l'idée que « dans la société contemporaine, on a tendance à accorder trop d'importance à la consommation ». Pourtant, 57 % considèrent que « dans le contexte actuel, heureusement qu'il y a la consommation pour compenser et se faire plaisir ». De même, si 78 % estiment que « les gens passent trop de temps à gagner de l'argent plutôt que de profiter de la vie », ils s'accordent à 70 % autour de l'idée que « consommer, pouvoir acheter ce qui fait plaisir, contribue fortement au bonheur ». Enfin, si 71 % reconnaissent que « la croissance de la consommation est essentielle à la croissance de l'économie et de l'emploi », 87 % admettent que « notre manière de consommer est nuisible à l'environnement ».

"Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec chacune des affirmations suivantes : "
 (Base totale, n = 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

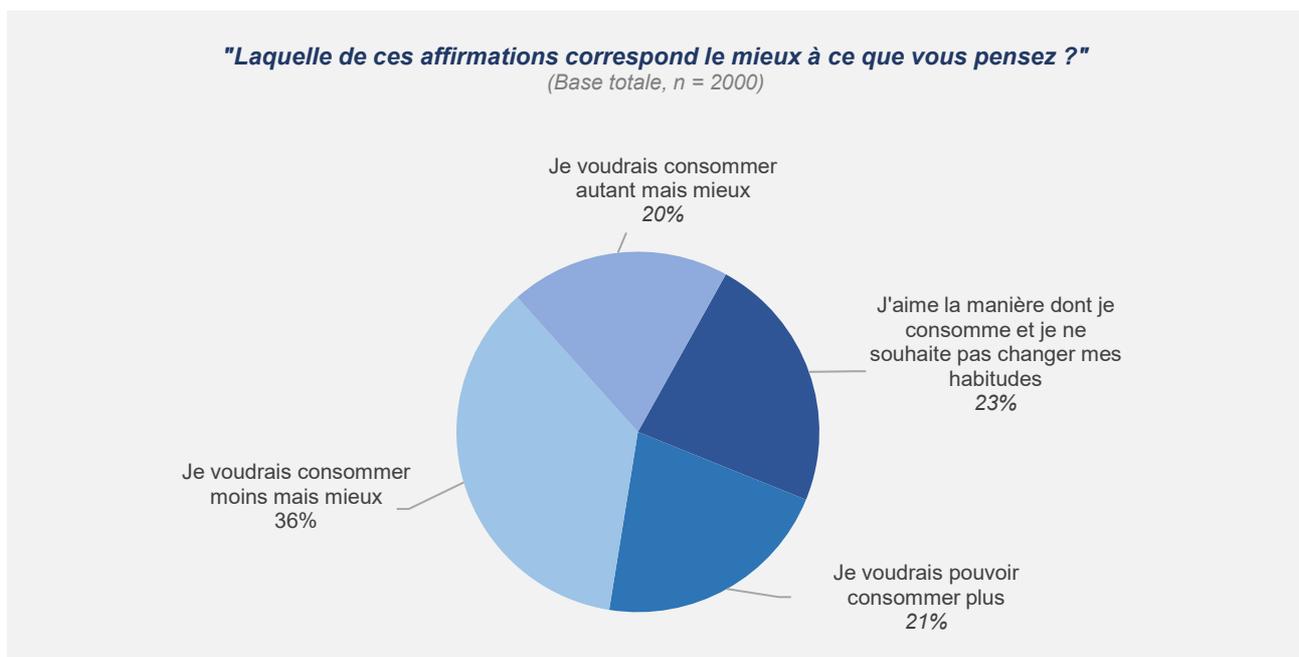
Sur la base des réponses à ces questions, nous avons construit un score de rapport à la consommation⁵⁶. A l'échelle de l'ensemble de l'échantillon, ce score s'établit à -0,3 (sur une échelle de -5 à +5) témoignant du fait que la balance entre postures positives et négatives penche légèrement en faveur du négatif. Au sein de notre typologie, ce sont sans surprise les *décroissants* qui se montrent les plus critiques (-1,0, avec 57 % d'individus associés à un score faible). Avec un score moyen à 0, les *libéraux conservateurs* et les *modernes* sont les plus ambivalents. L'âge semble peu influent. Les CSP+ et les CSP intermédiaires sont un peu plus critiques que les CSP-. Le score diminue avec le niveau de diplôme. C'est parmi les répondants situés très à gauche et proches de mouvements écologistes que l'on trouve les plus fortes proportions d'individus critiques à l'égard de la consommation. A l'inverse, c'est « à droite » et « très à droite » que les attitudes sont en moyenne les plus

⁵⁶ Le score de rapport à la consommation s'étend sur une échelle de -2 à 2. Il est mesuré pour chaque répondant à partir des réponses données aux propositions suivantes : « Dans la société contemporaine, on a tendance à accorder trop d'importance à la consommation », « Dans le contexte actuel, heureusement qu'il y a la consommation pour compenser et se faire plaisir », « Les gens passent trop de temps à gagner de l'argent plutôt que de profiter de la vie », « Notre manière de consommer est nuisible à l'environnement », « Consommer, pouvoir acheter ce qui fait plaisir, contribue fortement au bonheur », « La croissance de la consommation est essentielle à la croissance de l'économie et à l'emploi », ainsi qu'à la question « Laquelle de ces affirmations correspond le mieux à ce que vous pensez ? : J'aime la manière dont je consomme et je ne souhaite pas changer mes habitudes / Je voudrais pouvoir consommer plus / Je voudrais consommer moins mais mieux / Je voudrais consommer autant mais mieux ». Pour chaque proposition valorisant la consommation, les répondants obtenaient 2 points s'ils étaient « tout à fait d'accord », 1 point s'ils étaient « plutôt d'accord », -1 point pour ceux n'étant « plutôt pas d'accord » et -2 points pour ceux « pas du tout d'accord ». La logique de recodification était inversée pour les propositions critiques vis-à-vis de la consommation. Le score de rapport à la consommation correspond à la moyenne arithmétique des points obtenus pour chacune des propositions et pour la question mesurant les aspirations en matière de consommation.

favorables. C'est logiquement parmi les personnes adhérant à un système de valeurs orienté vers le matérialisme que les postures critiques sont les moins fréquentes, alors qu'elles concernent près d'un quart des répondants orientés vers l'eudémonisme ou la sociabilité/solidarité, et 35 % de ceux orientés vers le lien avec la nature. La position par rapport au mouvement des « gilets jaunes » ne semble pas liée aux attitudes générales à l'égard de la consommation. Enfin, les attitudes distanciées à l'égard de la consommation vont souvent de pair avec une posture critique à l'égard du modèle de développement contemporain.

CONSOMMER PLUS OU CONSOMMER MIEUX ?

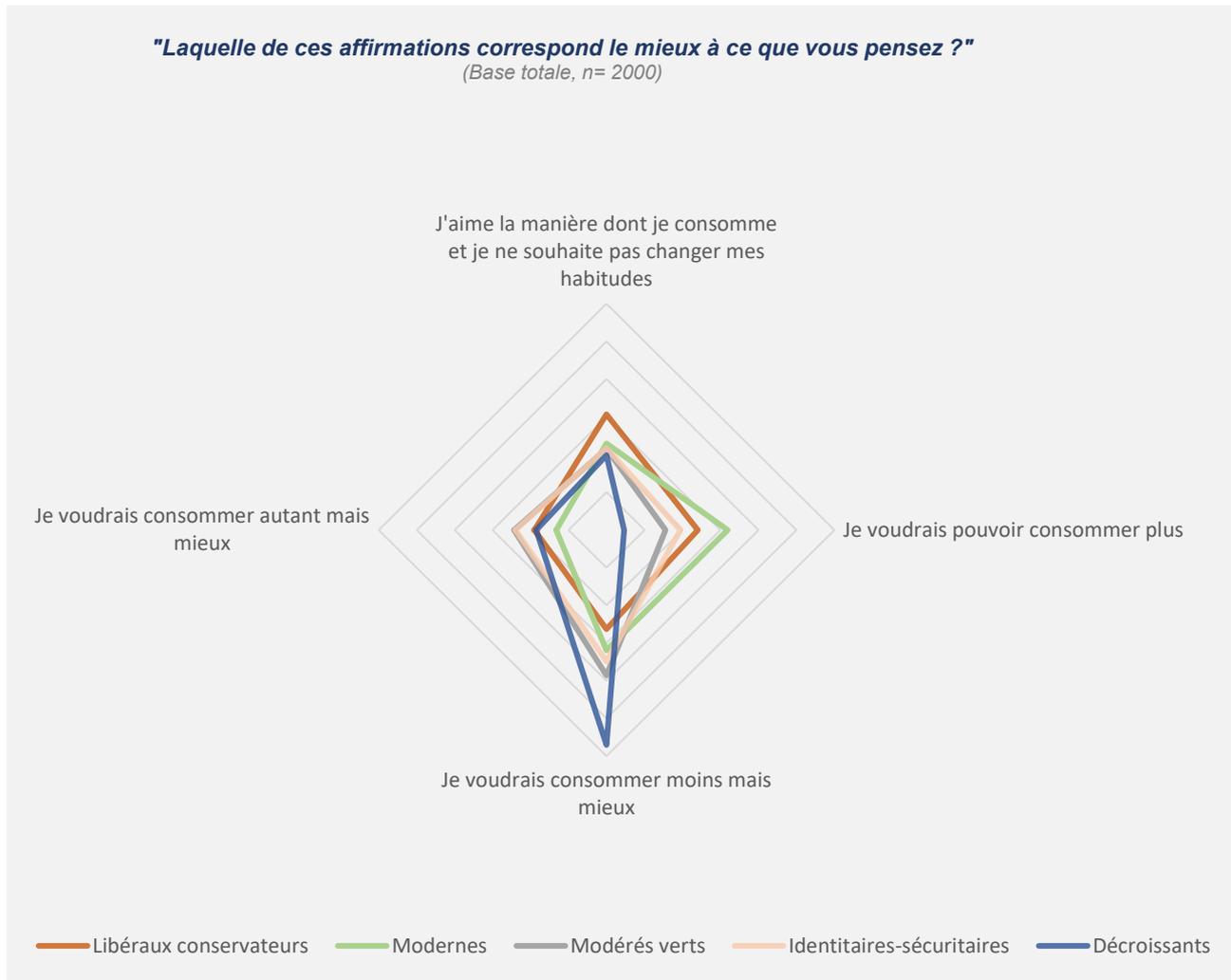
Les répondants ont eu ensuite à choisir parmi quatre propositions exprimant le rapport que chacun est susceptible d'entretenir avec son propre mode de consommation. 23 % d'entre eux ont retenu « j'aime la manière dont je consomme et je ne souhaite pas changer mes habitudes » et sont donc relativement satisfaits de la manière dont ils consomment. 21 % ont opté pour « je voudrais pouvoir consommer plus », chiffre qui pourrait surprendre eu égard à l'importance que le pouvoir d'achat occupe dans le débat public. 36 % affirment qu'ils « voudraient consommer moins mais mieux », soit 15 points de plus que la proportion d'individus qui aspirent à consommer plus. Enfin, 20 % ont choisi « je voudrais consommer autant mais mieux ». Au total, ce sont donc 56 % des répondants qui, en déclarant vouloir consommer mieux, témoignent d'une certaine insatisfaction à l'égard du modèle de consommation actuel. Les réponses à cette question sont très corrélées, et dans le sens attendu, avec le score d'attitude générale à l'égard de la consommation. Elles le sont aussi avec l'intensité du regard critique porté sur le modèle de développement contemporain.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les groupes de notre typologie se distinguent sensiblement les uns des autres par rapport à cette question. L'orientation critique des *décroissants* se confirme : ils sont 57 % à déclarer vouloir consommer moins mais mieux, et seulement 5 % à vouloir consommer plus. Les *libéraux conservateurs* sont les plus attachés à leurs habitudes de consommation (31 %) et c'est dans ce groupe que la proportion de personnes voulant consommer moins mais mieux est la plus faible (26 %). Les *modernes* décrochent le record de la proportion de

répondants affirmant vouloir consommer plus (32 %). Les *modérés verts* et les *identitaires-sécuritaires* se répartissent grossièrement comme l'ensemble de l'échantillon.

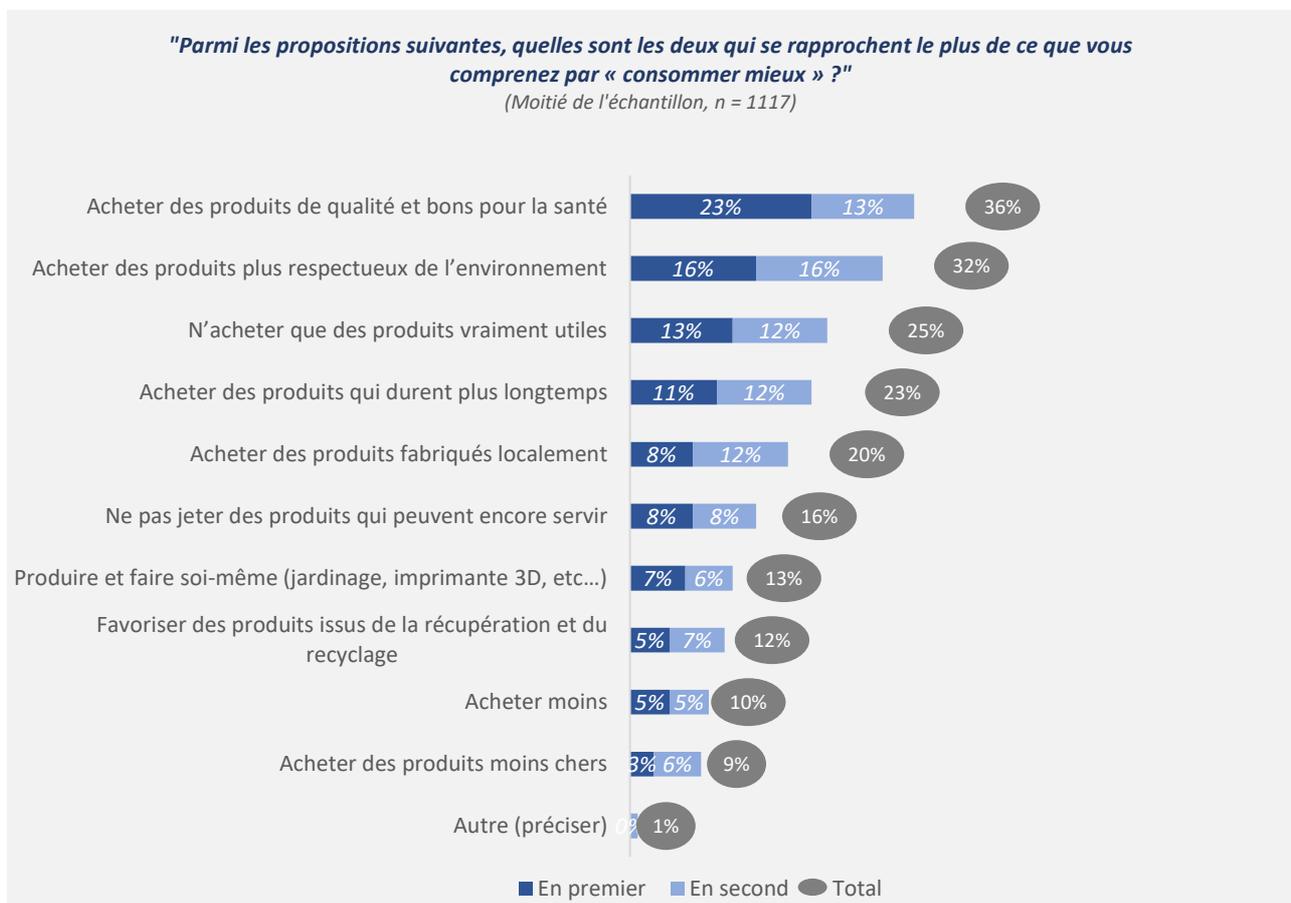


Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Le lien entre les réponses à cette question et l'âge des répondants est complexe. Notons que la part des individus ayant choisi « consommer moins mais mieux » atteint son plus haut niveau parmi les 18-24 ans (41 %). C'est parmi les 35-44 ans que l'on a la plus forte proportion des adeptes du consommer plus. Les plus âgés sont les plus attachés au statu quo. Dans toutes les tranches d'âge, exceptés les 65-70 ans, les aspirants à consommer mieux sont majoritaires. Logiquement, l'aspiration à consommer plus recule avec le niveau de vie du ménage et, beaucoup plus nettement encore, avec l'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire. Elle ne concerne que 5 % des personnes se disant proches des mouvements écologistes et progresse à mesure que l'on balaie l'échiquier politique de gauche à droite pour atteindre 24 % chez les répondants « très à droite » mais aussi 27 % chez ceux qui ne se reconnaissent dans aucune tendance politique. A l'inverse la disposition à consommer moins mais mieux, qui concerne 63 % des personnes proches des mouvements écologistes, ne rassemble que 28 % des personnes « très à droite ». Sur le plan des valeurs, l'aspiration à consommer plus atteint logiquement son plus haut (32 %) parmi les personnes à orientation matérialiste, qui ne sont que 25 % à être disposées à consommer moins mais mieux. Cette proportion atteint 45 % parmi les répondants dont les valeurs penchent vers le lien avec la nature et 47 % parmi ceux portés vers l'eudémonisme. Parmi les « gilets jaunes » actifs, si les personnes déclarant vouloir consommer moins mais mieux sont moins nombreuses qu'à

l'échelle de l'ensemble de l'échantillon (22 %), celles qui aspirent à consommer autant mais mieux sont beaucoup plus nettement surreprésentées (32 %) que celles aspirant à consommer plus (29 %). On retrouve le lien entre les aspirations relatives à son mode de consommation et la posture affichée à l'égard du modèle de développement, les aspirants à consommer plus comportant une large fraction d'individus en position favorable à l'égard du modèle de développement, alors que ceux qui déclarent vouloir consommer moins mais mieux affichent des attitudes beaucoup plus critiques.

Mais que signifie « consommer mieux » ? Clairement, l'acceptation de cette notion est très variable selon les individus, même si la notion de qualité – dans les différents sens du terme – domine les réponses. Des dix propositions qui ont été présentées aux répondants ayant déclaré vouloir consommer mieux (autant ou moins), c'est « acheter des produits de qualité et bons pour la santé » qui recueille le plus de suffrages, choisi en premier par 23 % des répondants et par 13 % en second (soit un total de 36 %). Notre typologie, tout comme la plupart des variables sociodémographiques, est ici peu opérante. Les couples avec enfants ont été plus nombreux à choisir cette modalité (43 %).



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Juste après, on trouve « acheter des produits plus respectueux de l'environnement » (32 % dont 16 % « en premier »). Logiquement, les décroissants ont été plus nombreux à opter pour cette proposition (42 %), alors que les modernessont en retrait (25 %). La fréquence de cette acception du « consommer mieux » est décroissante avec l'âge (47 % chez les 18-24 ans et 55 % chez les élèves et étudiants, 25 % chez les 65-70 ans). Si les CSP sont peu déterminantes, la fréquence de sélection de cet item croît avec le niveau de vie (de 25 % à

42 % de la tranche la plus basse à la tranche la plus haute) et décroît avec l'intensité de la contrainte budgétaire. Sur le plan de la sensibilité politique, on note un écart important entre les personnes proches des mouvements écologistes (54 %, dont 27 % « en premier ») et celles situées « très à droite » (15 % dont 4 % « en premier »). La propension à avoir choisi cet item est également corrélée au degré de confiance dans les institutions, les plus défiantes n'ayant choisi cet item qu'à 20 %, contre 45 % pour les plus confiants. A 12 %, les « gilets jaunes » actifs sont très en retrait.

« N'acheter que des produits vraiment utiles » recueille 26 % des suffrages (dont 8 % de premier choix). Comme pour « acheter des produits de qualité, bons pour la santé », la propension à choisir cette acception du « consommer mieux » est peu liée aux caractéristiques des individus telles qu'appréhendées dans l'étude. On note cependant une surreprésentation de cette réponse parmi les personnes dont le système de valeurs est orienté en direction de la morale et de la tradition (38 %). La fréquence de cette réponse est décroissante avec le degré de foi dans la science et la technologie, et est plus forte chez les personnes pessimistes à l'égard de l'avenir (36 %).

24 % des répondants aspirant à consommer mieux ont choisi « acheter des produits qui durent plus longtemps » dont 11 % en premier). Ici encore, cette part est peu sensible à la plupart des différentes variables illustratives. On note un petit effet négatif de l'intensité de la contrainte budgétaire et cette modalité est un peu plus souvent retenue par les personnes qui se situent politiquement « très à droite » (28 %), et moins souvent par celles qui se disent proches des mouvements écologistes (17 %) sans doute en raison du poids qu'ils ont donné à « l'achat de produits plus respectueux de l'environnement ».

« Acheter des produits fabriqués localement » est la dernière modalité à rassembler plus de 20 % des choix (20 % dont 8 % « en premier »). En particulier, « acheter moins » ne recueille que 11 % des suffrages.

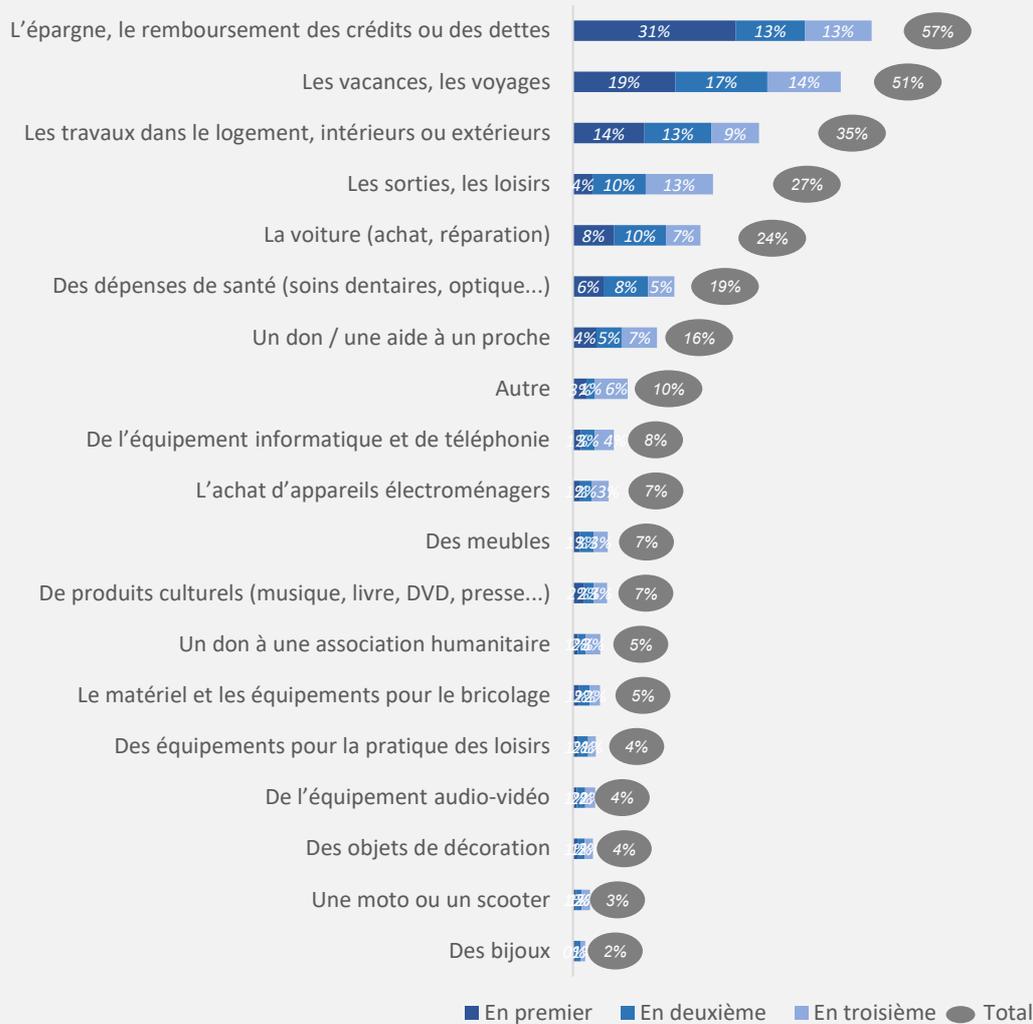
Enfin, nos répondants témoignent également d'une appétence pour une consommation faisant place à la mutualisation et aux partages. Ainsi, la proposition associée à l'utopie écologique « La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers, le « faire soi-même », l'occasion, le recyclage... » bénéficie-t-elle d'une note d'évaluation moyenne de +2 avec 41 % de notes supérieures ou égales à +3. Une perspective – qui s'est illustrée ces dernières années à travers le développement des consommations collaboratives – qui séduit une majorité d'*identitaires-sécuritaires* et la quasi-totalité des *décroissants*. Cependant, ce consensus relatif autour d'une économie du partage s'affaiblit sensiblement lorsque l'on envisage la formule consistant à « vivre dans un lieu avec d'autres familles ayant décidé de mutualiser leurs ressources, réaliser et financer leur logement au sein d'un ensemble géré collectivement et disposant d'équipements partagés ». Seuls 32 % des Français interrogés se disent favorables à une telle formule (dont 8 % « tout à fait »). Un score relativement élevé, en regard de la radicalité de la formulation, et qui de surcroît est en croissance par rapport aux réponses données à cette même question en 2016 (26 %) ⁵⁷.

L'AFFECTATION D'UN BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Afin d'appréhender les aspirations des personnes interrogées en matière de consommation, ou d'identifier les postes où se concentrent les restrictions de consommation, nous les avons placées devant un scénario dans lequel elles se voyaient bénéficier d'une rentrée d'argent inattendue correspondant à six mois de revenu du foyer. Elles étaient invitées à indiquer les trois postes budgétaires (sur un total de dix-neuf) auxquels elles consacraient de manière prioritaire cette ressource.

⁵⁷ Modes de vie et mobilité. Une approche par les aspirations, étude l'ObSoCo pour le Forum Vies Mobiles, 2016.

"Imaginez que vous receviez une rentrée d'argent inattendue correspondant à 6 mois de revenus de votre foyer. Quels sont les trois premiers usages que vous feriez de cet argent ?"
(Base totale, n = 2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

L'épargne ou le remboursement des crédits et des dettes a été retenu par 57 % des répondants, dont 31 % qui ont classé cet item en premier. Ce résultat, qui souligne le désir d'une part importante des Français de bénéficier d'une sécurité financière, peut également s'interpréter en creux comme manifestant d'une certaine panne du désir de consommation. Ce sont les *modérés verts* et les *décroissants* qui ont été les plus nombreux (près de 60 %) à choisir cet item et les *modernes* les moins nombreux (41 %). Effet de cycle de vie, la part des personnes ayant choisi cet item est plus importante parmi les 35-54 ans. Elle est peu corrélée au niveau de vie du foyer et à l'intensité de la contrainte budgétaire, mais tend à s'accroître avec le niveau de diplôme. Les « gilets

jaunes » actifs sont ici très en retrait (43 %). Si la priorité donnée à la sécurité financière est étonnamment peu liée au degré de pessimisme, elle est beaucoup plus fréquente parmi les personnes affichant une posture critique à l'égard de la consommation (62 %) que parmi celles qui témoignent d'une attitude plus positive (44 %).

Viennent ensuite les vacances et les voyages, choisis par 51 % des répondants, dont 19 % en premier choix. De nouveau, ce sont les *modérés verts* les *décroissants* qui sont en pointe (autour de 60 %) et les *modernestrès* en dessous de la moyenne (41 %). Ce choix est un peu plus fréquent chez les jeunes de 18-24 ans (56 %) et plus encore chez les élèves et étudiants (63 %). Les chômeurs sont très en retrait (35 %) de même que les personnes sans activité professionnelle. 10 points séparent les CSP+ des CSP- et l'écart est plus fort encore entre les tranches extrêmes de niveau de vie (de 38 % pour la plus basse à 61 % pour la plus haute) et de niveau de diplôme. Mais c'est l'intensité de la contrainte budgétaire qui se révèle la variable la plus discriminante : 68 % des personnes ayant reconnu « vivre confortablement » ont retenu les vacances et les voyages (dont 25 % « en premier »), contre seulement 35 % de celles affirmant « ne s'en sortir vraiment pas ». La sensibilité politique n'affecte pas significativement la préférence pour cette modalité de l'allocation de cette ressource inattendue, même si elle est un peu plus fréquente parmi les personnes se situant « au centre » ou proches des mouvements écologistes. Curieusement, la fréquence diminue fortement avec l'intensité de la pratique religieuse (31 % parmi les personnes associées à une très forte pratique religieuse). Là aussi, les « gilets jaunes » actifs apparaissent en retrait (32 %).

Assez loin derrière se classent les travaux dans le logement, intérieurs ou extérieurs (35 %, dont 9 % « en premier »). Les *modernes* constituent le groupe qui a le moins retenu cet item (27 %), alors que c'est chez les *libéraux conservateurs* et les *identitaires-sécuritaires* que l'on a les fréquences les plus élevées (44 % et 46 %). Les habitants des villes centres des 12 plus grandes métropoles ont été relativement peu enclins à choisir les travaux comme dépense prioritaire (28 %), en particulier comparés aux habitants des couronnes périurbaines de grands pôles urbains (41 %) ou de communes rurales (46 %), sans doute en raison du plus grand nombre de maisons individuelles. Seuls 24 % des personnes appartenant à la tranche de niveau de vie la plus basse ont choisi les travaux. La sensibilité politique est de peu d'influence.

Les autres affectations de ce revenu discrétionnaire sont associées à des fréquences de choix beaucoup plus faibles. Les sorties et les loisirs ont été choisis par 27 % des répondants, mais par seulement 4% en premier choix. Notre typologie est ici peu opérante. Les sorties et loisirs sont été retenus par 35 % des élèves et étudiants et par seulement 17 % des personnes sans activité professionnelle. Les personnes dont le système de valeurs est orienté vers l'hédonisme ont choisi cet item à 38 %. La voiture (achat, réparation) a été retenue par 25 % des répondants, dont 8 % « en premier ». Là aussi, pas de lien significatif avec la typologie. La fréquence de ce choix diminue avec l'augmentation du niveau de vie (30 % dans la tranche la plus basse, 18 % dans la plus haute) et augmente avec l'intensité de la contrainte budgétaire. C'est parmi les personnes situées « très à droite » que le choix de la voiture a été le plus fréquent (44 %), alors qu'il n'est que de 18 % parmi les sympathisants des mouvements écologistes. Rien ne distingue ici les « gilets jaunes » de l'ensemble de la population. Sur le plan des valeurs, ce sont les personnes à orientation matérialiste (30 %) et orientées morale/tradition (31 %) qui ont été les plus promptes à choisir cet item. La probabilité d'avoir choisi la voiture parmi les dépenses prioritaires croît avec l'amélioration des attitudes à l'égard de la consommation. Les dépenses de santé ont été sélectionnées par 19 % de l'échantillon (dont 6 % « en premier »). Cette part augmente rapidement à partir de 45-54 ans (41 % chez les 65-70 ans). Elle est logiquement décroissante avec le niveau de vie (26 % dans la première tranche, 13 % dans la plus haute) et très liée à l'intensité de la contrainte budgétaire (28 % pour la tranche de contrainte maximum, 9 % pour la tranche de contrainte minimum). 28 % des « gilets jaunes » actifs ont choisi cet item, mais seulement 13 % des opposants au mouvement. Enfin, 26 % des répondants alloueraient en priorité cette somme à un don/une aide à un proche (dont 4 % « en premier »). C'est parmi les *identitaires-sécuritaires* que l'on trouve la plus forte fréquence de ce choix (23 %). Cette fréquence progresse avec l'âge (9 % chez les moins de 25 ans, 30 % chez les plus de 65 ans). Elle est peu liée

tant au niveau de vie qu'à l'intensité de la contrainte budgétaire. Si la sensibilité politique est sans influence, il n'en va pas de même de la pratique religieuse, avec 34 % parmi les personnes déclarant une très forte pratique. Dans la même veine, les personnes dont le système de valeurs est orienté vers la morale et la tradition, ont été plus nombreuses à choisir le don à un proche (22 %), de même que celles orientées vers le lien à la nature. 22 % des « gilets jaunes » actifs ont fait ce choix, contre seulement 13 % des opposants au mouvement.

Chacun des autres postes budgétaires n'a reçu que moins de 10 % de suffrages (les 3 choix cumulés). C'est là que l'on trouve l'ensemble des dépenses relatives à l'acquisition de biens matériels, ce qui témoigne en creux d'une perte d'appétence pour ce type de consommation, au profit d'une consommation d'expériences (les voyages, les sorties, les loisirs). Notons cependant que les *modernes*, mais aussi les « gilets jaunes » actifs ont accordé un poids relatif plus important aux biens manufacturés dans leurs décisions d'allocation. L'écart avec l'ensemble de l'échantillon est considérable pour ce qui concerne le matériel et les équipements pour le bricolage, choisis par les 18 % « gilets jaunes » actifs contre 5 % à l'échelle de l'ensemble des répondants.

LES ATTITUDES À L'ÉGARD DE L'AUTOMOBILE ET DE L'HYPERMARCHÉ

Afin de compléter l'appréhension du rapport des Français à la consommation, nous avons demandé aux personnes ayant participé à l'enquête de noter entre -5 et +5 deux emblèmes de la société de consommation – l'automobile et l'hypermarché – selon la mesure dans laquelle ces mots se montraient en phase avec leur vision d'un monde idéal.

Aucun de ces deux mots ne soulève de passion (dans un sens comme dans l'autre), plus des trois quarts des notes se trouvant dans la plage intermédiaire, entre -2 et +2. Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, les deux sont cependant associés à des moyennes positives (+0,6 pour l'automobile ; +0,2 pour l'hypermarché), avec une proportion de supporters supérieure (significativement dans le cas de l'automobile) à celle des détracteurs.

« Veuillez donner une note de -5 à +5 à chacun de ces mots selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal. »

(Base totale, n = 2000)

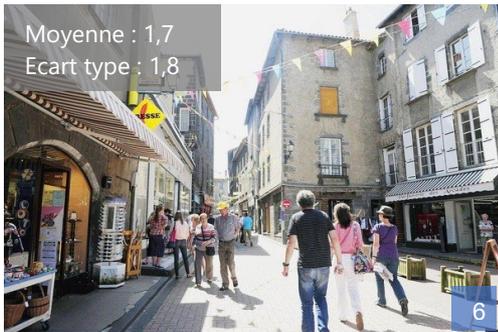
| | Moyenne | Ecart type | % « supporters » [-5 ; -3] | % « détracteurs » [+3 ; +5] |
|---------------|---------|------------|-------------------------------|--------------------------------|
| "Automobile" | 0.6 | 2.0 | 17% | 7% |
| "Hypermarché" | 0.2 | 2.1 | 13% | 10% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Evidemment, dans le détail, la réalité se révèle plus complexe. *Libéraux conservateurs* et *modernes* confirment ici leur orientation consumériste, alors que les *décroissants* constituent le seul groupe à associer à ces mots une moyenne négative. On notera avec intérêt que les 18-24 ans ont évalué l'automobile et, plus encore, l'hypermarché, plus favorablement que l'ensemble de l'échantillon. Les deux notes moyennes diminuent avec le niveau de la CSP, l'hypermarché étant même crédité d'une moyenne négative par les CSP+, et l'on retrouve cette prise de distance à l'égard des hypermarchés à mesure que l'on progresse dans l'échelle des diplômes. Automobile et hypermarché ont reçu des moyennes négatives de la part des personnes se situant « très à gauche » ou proches des mouvements écologistes. Les « gilets jaunes » actifs ont été plus sévères que la moyenne à l'égard de chacun des deux mots et ont même attribué une moyenne négative à l'hypermarché. Comme attendu, ce sont les personnes à orientation matérialiste qui ont noté le plus généreusement à la fois l'automobile et l'hypermarché et les notes s'élevaient avec le score d'attitude générale à l'égard de la consommation.

LA VISION DU COMMERCE IDÉAL

Enfin, un dernier angle d'approche des idéaux en matière de consommation a consisté à faire réagir les interviewés à un ensemble de huit photos représentant différents types de polarités commerciales. Chacune de ces photos devait être notée de -5 à +5 « selon qu'elle se rapproche plus ou moins de l'idée que vous vous faites du commerce idéal pour vos achats de vêtements, d'équipement pour la maison ou pour les loisirs, de produits culturels... »



Une fois de plus, les évaluations sont dispersées. Deux visuels sortent néanmoins du lot, toutes deux représentant un espace commercial de centre-ville historique. C'est le centre marchand d'une petite ville ou d'une ville moyenne qui enregistre la meilleure note (+1,7). On retrouve là, de manière indirecte, l'expression d'une appétence pour l'authenticité, l'ancrage dans le temps et l'espace, voire d'une forme de nostalgie. Sans surprise, ce sont les *décroissants* et les *identitaires-sécuritaires* qui ont le mieux évalué cette représentation du commerce idéal (respectivement +2,2 et +2,1) ; les *modernes* sont en retrait (+1,3). L'adhésion des *décroissants* au visuel du centre marchand d'une grande ville est nettement moins favorable (+1,1). L'attraction exercée par ces représentations du commerce, ancré dans le tissu urbain, est croissant avec l'âge (en particulier pour le commerce dans le centre d'une ville moyenne) ; il l'est également fortement avec le score de sécurité/rassurance.

Les deux seules photos ayant suscité une évaluation moyenne négative (-0,1) ont en commun de représenter un centre commercial (une galerie marchande de grande surface alimentaire, et un grand centre commercial). Le contraste avec l'accueil réservé aux visuels de centres villes témoigne d'une rupture à l'égard de l'approche « moderne » du commerce. Cette rupture n'est cependant pas générale, ces formes de commerce continuant d'exercer un fort attrait auprès de certaines catégories de la population. Ainsi, *modernes* et *libéraux conservateurs* ont associé une moyenne (modestement) positive à ces deux visuels, qui ont fait l'objet d'un rejet particulièrement fort de la part des *décroissants*. Les femmes leur ont attribué une moyenne positive. Les notes moyennes se dégradent avec l'âge, les moins de 35 ans étant associés à des moyennes positives (notamment +1,2 pour le grand centre commercial de la part de 18-24 ans). Les CSP- ont également donné des moyennes positives. Sur le plan des valeurs, ce sont les individus à orientation matérialiste qui ont été les plus enclins à associer les centres commerciaux à leur conception du commerce idéal, ceux orientés vers les liens avec la nature se montrant les plus réticents. L'évaluation de ces visuels est également très fortement corrélée au score d'attitude à l'égard de la consommation.

On notera que le visuel représentant le e-commerce recueille une moyenne positive mais modeste (+0,4). *Identitaires-sécuritaires* et *décroissants* se rejoignent à nouveau dans l'attribution d'une moyenne négative. Comme on pouvait l'attendre, un effet d'âge est à l'œuvre qui sépare les moins de 45 ans de leurs aînés, moins enthousiastes à l'égard de cette conception du commerce.

Notes moyennes attribuées aux différentes photos en fonction de la typologie

(Base totale, n= 2000)

| | Ensemble | Libéraux conservateurs | Modernes | Modérés verts | Identitaires-sécuritaires | Décroissants |
|---------|----------|------------------------|----------|---------------|---------------------------|--------------|
| Photo 1 | 0.8 | 0.9 | 0.9 | 0.8 | 0.9 | 0.2 |
| Photo 2 | -0.1 | 0.4 | 0.6 | -0.1 | -0.6 | -2.0 |
| Photo 3 | 0.8 | 0.4 | 0.9 | 0.7 | 0.8 | 1.6 |
| Photo 4 | 0.3 | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.1 | -0.9 |
| Photo 5 | -0.1 | 0.4 | 0.5 | -0.1 | -0.6 | -1.9 |
| Photo 6 | 1.7 | 1.7 | 1.3 | 1.7 | 2.1 | 2.2 |

| | | | | | | |
|---------|-----|-----|-----|-----|------|------|
| Photo 7 | 1.4 | 1.5 | 1.2 | 1.5 | 1.6 | 1.1 |
| Photo 8 | 0.4 | 0.7 | 0.7 | 0.5 | -0.2 | -0.5 |

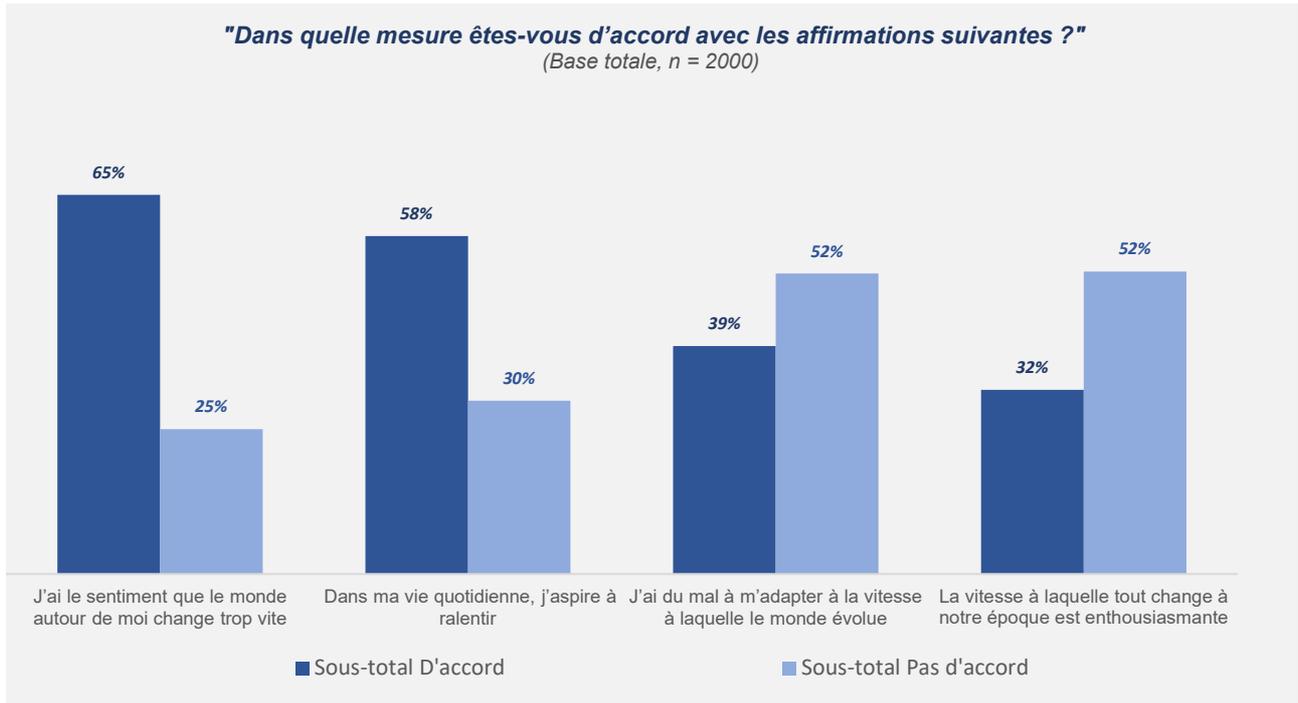
Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

LE RAPPORT AU TEMPS

Le rapport au temps des Français a été évalué selon trois angles complémentaires. Le premier a consisté à mesurer la manière dont les Français interrogés évaluent la vitesse à laquelle change le monde et leur ressenti quant à leur capacité à suivre. Le deuxième a abordé la question du temps de travail ; les répondants ont été invités à exprimer quelle serait selon eux la durée du travail idéale, à l'échelle du pays (durée légale) et à titre personnel. Enfin, le troisième visait à appréhender les aspirations en matière d'usage du temps disponible.

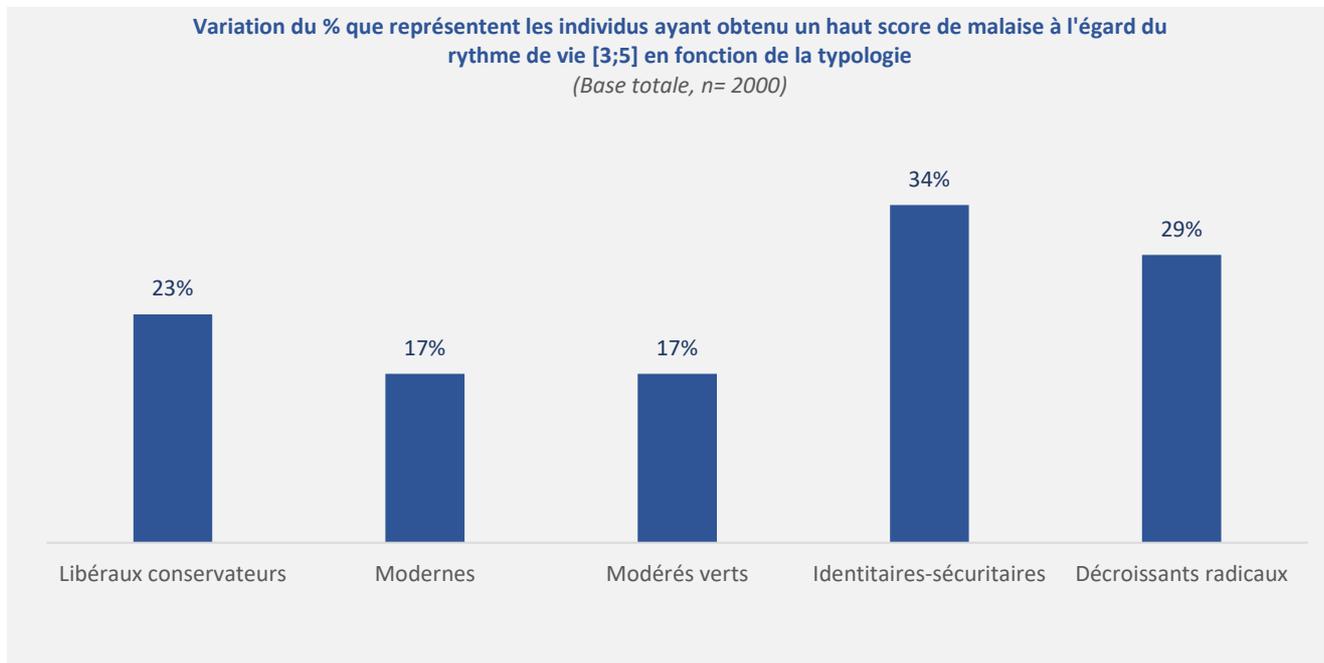
L'ÉVALUATION DU RYTHME DU CHANGEMENT

Les personnes ayant participé à l'enquête témoignent dans leur ensemble d'une certaine difficulté à faire face à la vitesse à laquelle évolue le monde. 65 % disent avoir le sentiment que le monde autour d'eux évolue trop vite et ils ne sont que 32 % à estimer que la vitesse à laquelle tout change est enthousiasmante. Si une courte majorité (52 %) rejette l'affirmation selon laquelle « j'ai du mal à m'adapter à la vitesse à laquelle le monde évolue », 58 % affirment aspirer, dans leur vie quotidienne, à ralentir.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Sur la base des réponses à ces quatre questions, les répondants ont été répartis en trois groupes selon leur propension à considérer comme trop rapide le rythme du changement et à aspirer au ralentissement⁵⁸. 22 % se sont classés dans le groupe des répondants exprimant ainsi une forme de malaise par rapport au rythme du changement. Cette part passe à 29 % chez les *décroissants* et 34 % chez les *identitaires-sécuritaires*, alors qu'elle n'est que de 17 % pour les *modernes* et les *modérés verts*. La part des personnes se disant mal à l'aise par rapport au rythme du changement progresse de manière forte et monotone avec l'âge, passant de 12 % chez les 18-24 ans (8 % chez les élèves et étudiants) à 37 % chez les 65-70 ans. Elle décroît avec le niveau de diplôme (28 % parmi les détenteurs d'un CAP ou d'un BEP ; 12 % parmi les diplômés à bac+5 ou plus). Sur le plan de la sensibilité politique, seules les personnes se situant « très à droite » s'écartent sensiblement de la moyenne (30 %). La part des personnes ayant un rapport tendu au rythme du changement atteint 33 % parmi les « gilets jaunes » actifs contre 15 % parmi les opposants au mouvement. Les attitudes à l'égard du rythme du changement sont fortement corrélées au degré de foi dans la science et la technologie (14 % chez les plus confiants dans la science ; 40 % chez les moins confiants). La corrélation avec le degré de pessimisme à l'égard de l'avenir est plus marquée encore (9 % chez les plus optimistes, 39 % chez les plus pessimistes).



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

⁵⁸ Un score de rapport au rythme du changement a été mesuré à partir des réactions aux propositions suivantes : « J'ai le sentiment que le monde autour de moi change trop vite », « J'ai du mal à m'adapter à la vitesse à laquelle le monde évolue », « Dans ma vie quotidienne, j'aspire à ralentir », « La vitesse à laquelle tout change à notre époque est enthousiasmante » et de la note donnée par les répondants à l'évaluation qu'ils font du rythme de vie dans la société actuelle. Ce score s'étend sur une échelle de -2 à 2. 2 points ont été donnés aux personnes qui étaient « tout à fait d'accord » avec chacune des propositions. 1 point pour les « plutôt d'accord ». -1 point pour les « plutôt pas d'accord ». -2 points pour les « pas du tout d'accord ». La moyenne a été attribuée aux « sans opinion ». 2 points ont également été donnés aux personnes ayant évalué le rythme de vie dans la société actuelle entre 4 et 5. 1 point pour une évaluation située entre 2 et 3. 0 point pour une note entre -1 et 1. -1 point pour une note entre -3 et -2. -2 points pour une note comprise entre -5 et -4. Le score de rapport au rythme du changement correspond à la moyenne arithmétique des points obtenus pour chacune des propositions ainsi que pour l'évaluation générale faite du rythme de vie dans la société actuelle. Ce score a ensuite servi à segmenter l'échantillon en 3 groupes : les répondants ayant un score élevé (compris entre 1 et 2) qui évaluent de manière négative le rythme du changement ; les répondants ayant un score intermédiaire (compris entre -1 et 1) ; les répondants ayant un score faible (compris entre -2 et -1), qui sont très à l'aise avec le rythme du changement.

Il a également été demandé aux personnes ayant participé à l'enquête d'évaluer sur une échelle de -5 à +5 « leur rythme de vie dans la société actuelle »⁵⁹. La moyenne à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon s'établit à +1,4⁶⁰. La balance bascule donc du côté d'un rythme de vie perçu comme trop rapide, confirmant l'aspiration au ralentissement d'une part notable de la population. Les écarts de moyennes entre les groupes de la typologie sont modestes. Les *modernes* apparaissent comparativement comme étant, en moyenne, les plus satisfaits (+1,0), les *identitaires-sécuritaires* et les *décroissants* les moins satisfaits (+1,9).

LE TEMPS DE TRAVAIL IDÉAL

Le rapport au temps a également été abordé au travers des opinions relatives au temps de travail. Les répondants ont été interrogés sur le niveau auquel, dans l'idéal, la durée légale du travail devrait être fixée « dans un pays comme la France ». Il a ensuite été demandé aux actifs d'indiquer quelle serait pour eux, personnellement, la durée du travail idéale.

Nombre d'heures de travail par semaine souhaitées

| | Pour la France ⁶¹ (Base, moitié de l'échantillon, représentatif de la population Française, n=998) | Pour soi ⁶² (Base actifs, n=566) |
|--|--|--|
| 50 heures | Non présenté | 2% |
| 45 heures | 2 % | 3 % |
| 40 heures | 20 % | 21 % |
| 35 heures | 35 % | 36 % |
| 30 heures | 15 % | 18 % |
| 25 heures | 3 % | 9 % |
| 20 heures | 1 % | 3 % |
| 15 heures | 1 % | 2 % |
| La loi n'a pas à fixer la durée du travail, qui doit pouvoir être négociée librement entreprise par entreprise | 17 % | Non présenté |
| Sans opinion | 7 % | 5 % |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

⁵⁹ La question était accompagnée de la précision : « -5 = le rythme de vie est beaucoup trop lent ; +5 = le rythme de vie est beaucoup trop rapide ; 0 = le rythme de vie est idéal, ni trop lent, ni trop rapide. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement ».

⁶⁰ La même question posée en 2015 dans le cadre d'une étude réalisée pour le Forum Vies Mobiles, menée à une moyenne à +2,3. Le sentiment d'un rythme de vie excessif aurait donc légèrement reculé au cours des dernières années. *Modes de vie et mobilité, Une approche par les aspirations*, étude l'ObSoCo pour le Forum Vie Mobile, juillet 2016.

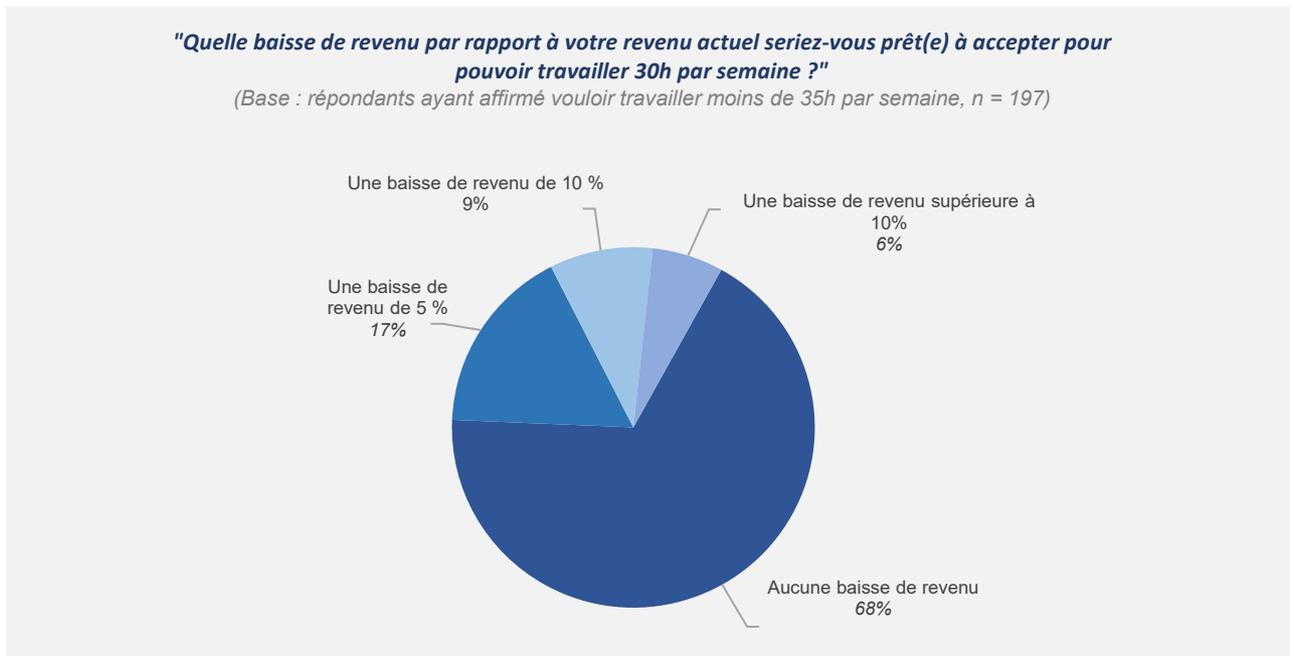
⁶¹ « Dans l'idéal, à quel niveau devrait-on fixer la durée légale de la semaine de travail dans un pays comme la France ? ».

⁶² « Vous personnellement, idéalement, vous voudriez travailler combien d'heures par semaine ? » (question uniquement posée aux actifs).

Dans les deux cas, un peu plus d'un tiers des répondants ont choisi 35 heures. Environ 20 % ont opté pour une durée du travail supérieure à 35 heures. A peu près la même proportion a choisi une durée du travail inférieure à 35 heures « pour la France », mais cette part passe à 32 % lorsqu'il s'agit d'exprimer sa préférence pour soi-même. S'il n'y a pas de consensus relatif à la durée du travail idéal, l'essentiel des réponses demeurent centrées autour des 35 heures.

Les *décroissants* se démarquent de l'ensemble des répondants par une préférence marquée pour une réduction de la durée du travail. Ils sont ainsi 33 % à estimer que la durée légale du travail devrait être fixée en France à 30 heures (contre 15 % pour l'ensemble de l'échantillon), et 9 % à 25 heures (contre 3 %). Cette spécificité se retrouve pour le temps de travail pour soi, avec respectivement 32 % et 14 %. L'écart avec les *identitaires-sécuritaires* est particulièrement marqué, ces derniers étant 36 % à déclarer une durée de travail idéale pour eux à 40 heures. Les 25-34 ans constituent la tranche d'âge la plus favorable à une réduction du temps de travail, à l'inverse des 55-64 ans. Les répondants proches des mouvements écologistes se montrent particulièrement favorables à l'idée de travailler moins (44 % ont déclaré une durée du travail pour soi inférieure ou égale à 30 heures), alors qu'une majorité des personnes situées « à droite » ou « très à droite » expriment une préférence pour une durée du travail pour soi supérieure ou égale à 40 heures.

Si la perspective de réduire le temps passé à travailler séduit une part significative des répondants, 67 % de ceux aspirant à travailler 30 heures ou moins n'accepteraient aucune réduction de revenu en contrepartie. 17 % accepteraient une réduction de 5 %, et 9 % de 10 %. 7 % seulement une réduction supérieure.



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

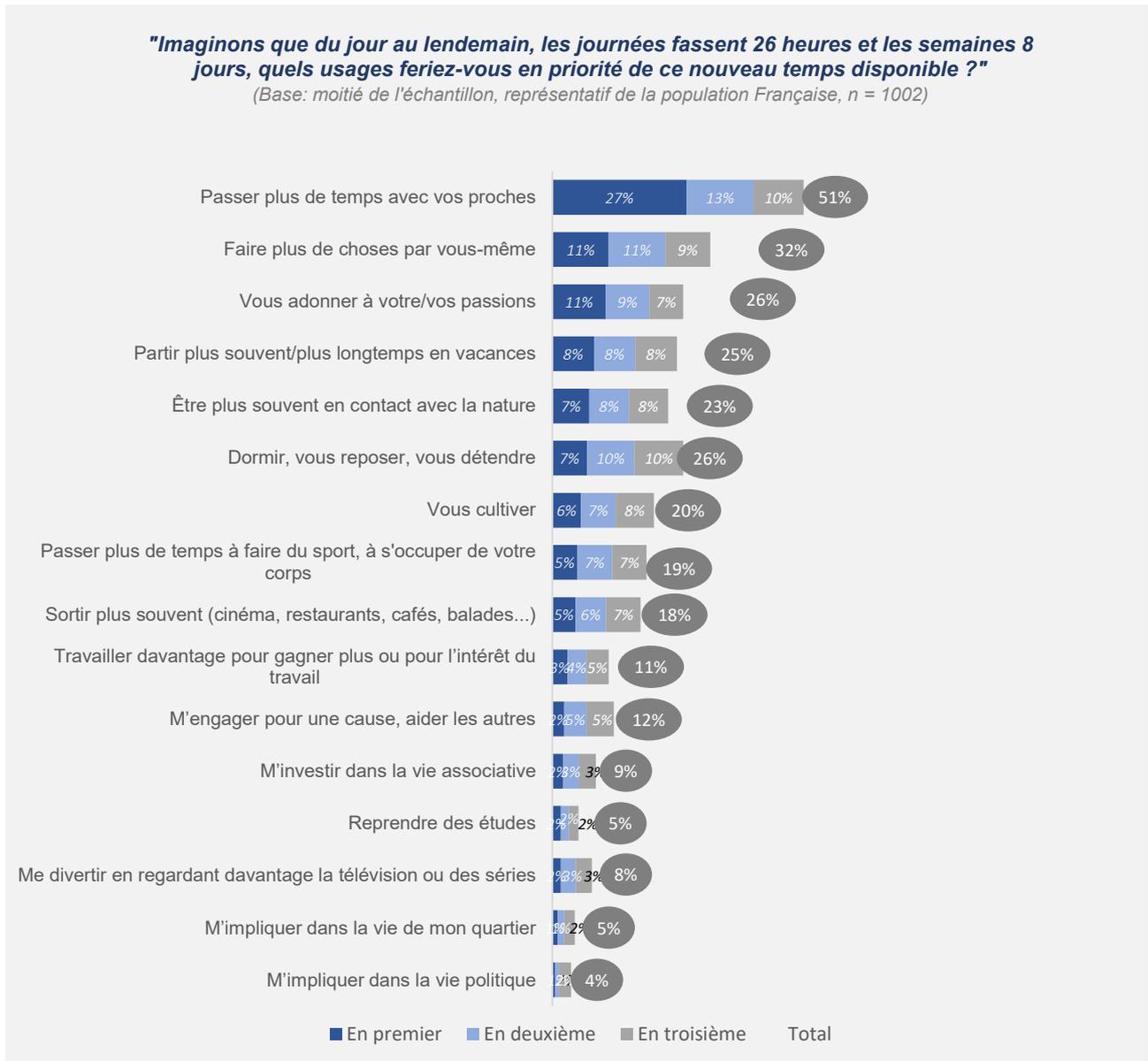
LES ASPIRATIONS EN MATIÈRE DE TEMPS DISPONIBLE

Nous avons placé les répondants dans un scénario dans lequel les journées feraient 26 heures et les semaines 8 jours et nous leur avons demandé l'usage qu'ils feraient en priorité du temps ainsi libéré. Dix-sept items leur ont été proposés. Ils pouvaient en choisir trois qu'ils devaient ensuite hiérarchiser.

Un item se détache largement des autres : « passer plus de temps avec vos proches », retenu par un répondant sur deux, dont 27 % en premier. Le score de cet item est encore plus élevé parmi les *identitaires-sécuritaires* (62 %), alors que les *modernes* apparaissent en retrait (41 %). Cet item obtient son meilleur score dans la tranche des 35-44 ans, ce qui est à rapprocher des 59 % observés parmi les couples avec enfants. Cette modalité conviviale de l'usage du temps libéré affiche 10 points de plus chez les CSP- que chez les CSP+. C'est à « droite » qu'il a été le plus souvent cité, alors que les répondants « très à gauche » et proches de mouvements écologistes sont en retrait. Il n'a été retenu que par 36 % des « gilets jaunes » actifs (dont 16 % en premier).

"Imaginons que du jour au lendemain, les journées fassent 26 heures et les semaines 8 jours, quels usages feriez-vous en priorité de ce nouveau temps disponible ?"

(Base: moitié de l'échantillon, représentatif de la population Française, n = 1002)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

« Faire plus de choses par vous-même » se classe en deuxième position, retenu par 32 % des répondants, dont 11 % en premier. Avec un taux de citation de 48 %, les *décroissants* sont ici en pointe par rapport aux autres groupes de la typologie (en particulier les *modernes*, avec seulement 25 %). Les 18-24 ans sont en net retrait

sur cet item (18 % et 12 % chez les lycéens et étudiants). Si les CSP- sont un peu plus portés que la moyenne vers cet usage du temps libre, on n'observe pas de relation franche avec le niveau de vie du ménage ni avec le niveau de diplôme. 48 % des « gilets jaunes » actifs ont retenu cet item (dont 26 % en premier).

**« Imaginons que du jour au lendemain, les journées fassent 26 heures et les semaines 8 jours, quels usages feriez-vous en priorité de ce nouveau temps disponible ? »
(En premier + en second + en troisième)**

(Base : moitié de l'échantillon, représentatif de la population Française, n= 1002)

| | Ensemble | Entre 18 et 24 ans | Entre 25 et 34 ans | Entre 35 et 44 ans | Entre 45 et 54 ans | Entre 55 et 64 ans | Entre 65 et 70 ans |
|--|----------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Passer plus de temps avec vos proches | 51% | 45% | 45% | 57% | 53% | 47% | 56% |
| Faire plus de choses par vous-même | 32% | 18% | 28% | 36% | 35% | 34% | 36% |
| Dormir, vous reposer, vous détendre | 26% | 34% | 30% | 28% | 25% | 22% | 21% |
| Vous adonner à votre/vos passions | 26% | 26% | 23% | 25% | 29% | 27% | 28% |
| Partir plus souvent/plus longtemps en vacances | 25% | 28% | 30% | 22% | 22% | 28% | 21% |
| Être plus souvent en contact avec la nature | 23% | 16% | 17% | 20% | 28% | 29% | 30% |
| Vous cultiver | 20% | 17% | 24% | 15% | 13% | 28% | 29% |
| Passer plus de temps à faire du sport, à s'occuper de votre corps | 19% | 20% | 17% | 25% | 19% | 20% | 10% |
| Sortir plus souvent (cinéma, restaurants, cafés, balades...) | 18% | 28% | 18% | 22% | 16% | 14% | 11% |
| M'engager pour une cause, aider les autres | 12% | 18% | 11% | 10% | 15% | 11% | 11% |
| Travailler davantage pour gagner plus ou pour l'intérêt du travail | 11% | 11% | 19% | 13% | 9% | 10% | 5% |
| M'investir dans la vie associative | 9% | 8% | 12% | 6% | 10% | 10% | 8% |
| Me divertir en regardant davantage la télévision ou des séries | 8% | 13% | 9% | 7% | 7% | 7% | 6% |
| Reprendre des études | 5% | 9% | 5% | 6% | 5% | 3% | 6% |
| M'impliquer dans la vie de mon quartier | 5% | 1% | 6% | 3% | 4% | 6% | 8% |
| M'impliquer dans la vie politique | 4% | 5% | 1% | 4% | 6% | 3% | 5% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

**« Imaginons que du jour au lendemain, les journées fassent 26 heures et les semaines 8 jours, quels usages feriez-vous en priorité de ce nouveau temps disponible ? »
(En premier + en second + en troisième)**

(Base : moitié de l'échantillon, représentatif de la population Française, n= 1002)

| | Ensemble | CSP + | CSP intermédiaires | CSP - | Inactifs |
|--|----------|-------|--------------------|-------|----------|
| Passer plus de temps avec vos proches | 51% | 58% | 50% | 48% | 51% |
| Faire plus de choses par vous-même | 32% | 28% | 39% | 32% | 30% |
| Dormir, vous reposer, vous détendre | 26% | 19% | 22% | 31% | 27% |
| Vous adonner à votre/vos passions | 26% | 29% | 28% | 21% | 30% |
| Partir plus souvent/plus longtemps en vacances | 25% | 27% | 27% | 27% | 21% |
| Être plus souvent en contact avec la nature | 23% | 21% | 24% | 17% | 31% |
| Vous cultiver | 20% | 29% | 17% | 16% | 23% |
| Passer plus de temps à faire du sport, à s'occuper de votre corps | 19% | 19% | 18% | 22% | 16% |
| Sortir plus souvent (cinéma, restaurants, cafés, balades...) | 18% | 17% | 19% | 20% | 15% |
| M'engager pour une cause, aider les autres | 12% | 14% | 13% | 11% | 12% |
| Travailler davantage pour gagner plus ou pour l'intérêt du travail | 11% | 13% | 8% | 17% | 6% |
| M'investir dans la vie associative | 9% | 8% | 9% | 9% | 9% |
| Me divertir en regardant davantage la télévision ou des séries | 8% | 5% | 4% | 12% | 7% |
| Reprendre des études | 5% | 4% | 5% | 5% | 6% |
| M'impliquer dans la vie de mon quartier | 5% | 3% | 5% | 5% | 5% |
| M'impliquer dans la vie politique | 4% | 5% | 6% | 2% | 3% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

En troisième position *ex-aequo*, on trouve « dormir, vous reposer, vous détendre » et « vous adonner à votre/vos passions », avec un taux de citation à 26 %. Notre typologie se révèle ici peu discriminante. Le pourcentage de répondants ayant choisi le repos décline avec l'âge, passant de 33 % chez les 18-24 ans à 21 % chez les 65-70 ans, alors que l'engagement dans les passions est peu sensible à l'âge. La propension à choisir le repos est sensiblement plus forte parmi les CSP- (31 %) que parmi les CSP+ (19 %). Elle diminue avec le niveau de vie du ménage, à l'inverse de la propension à opter pour les passions. Les personnes vivant seules avec enfant(s) sont 45 % à avoir retenu le repos (dont 15 % en premier), alors qu'elles ne sont que 18 % à avoir sélectionné les passions.

« Être plus souvent en contact avec la nature » a obtenu le taux de citation honorable de 23 %.

Enfin, relevons que, en contradiction avec la déclaration de principe d'un grand nombre de répondants du désir de pouvoir s'investir dans la vie de la cité, seulement 9 % ont retenu « m'investir dans la vie associative » parmi les trois premiers choix d'allocation de leur supplément de temps disponible. Cette part tombe à 5 % pour « m'impliquer dans la vie de mon quartier » (moins de 1 % chez les 18-24 ans) et à 4 % pour « m'impliquer dans la vie politique » (moins de 1 % chez les 25-34 ans) ...

On retiendra également des liens intéressants entre les choix d'allocation de ce supplément de temps disponible et le score d'attitudes générales à l'égard de la consommation. Ainsi, les répondants les plus critiques à l'égard de la consommation ont été 38 % à choisir « faire plus de choses par vous-mêmes, 36 % « être plus souvent en contact avec la nature », 33 % « vous cultiver » et seulement 5 % « regarder davantage la télévision ou des séries » (contre, respectivement 21 %, 10 %, 10 % mais 22 % pour les mieux disposés à l'égard de la consommation).

LES VACANCES IDÉALES

Enfin, dix visuels représentant des types de vacances contrastés ont été proposés à l'évaluation des répondants qui devaient les noter de -5 à +5 selon la mesure dans laquelle ils s'approchaient ou non de leur conception des vacances idéales.





Trois visuels ont obtenu une note moyenne très supérieure à celle des autres. En tête, avec +2,7, la plage déserte avec son cocotier, la mer turquoise et les fauteuils relax... On retrouve ici la bonne performance du repos et de la détente dans les choix d'allocation d'un temps libre supplémentaire. Très près derrière, deux visuels qui mettent en scène la sociabilité : la famille (+2,4), et les amis (+2,6), là aussi en cohérence avec l'insistance mise sur les relations avec les proches tout au long de l'étude.

Les membres des groupes de notre typologie n'ont pas exprimé tout à fait les mêmes préférences relatives à ces trois formes de vacances idéales. *Décroissants* et *identitaires-sécuritaires* se rejoignent dans une plus forte valorisation des visuels mettant en avant des relations de sociabilité. Ils se divisent cependant concernant le farniente sur la plage, qui a reçu la note moyenne de +3 de la part des *identitaires-sécuritaires*, pour seulement +1,9 de la part des *décroissants*. Les *libéraux conservateurs* sont ceux qui ont le mieux noté ce visuel (+3,2) ; ils sont dans la moyenne pour les deux autres. Les *modernes* se distinguent par une moindre appétence pour le visuel des vacances de famille (+1,9). Les *modérés verts* ont exprimé des choix proches de la moyenne.

Les femmes ont eu tendance à mieux noter ces 3 visuels que les hommes. Des différences significatives sont observées au niveau des tranches d'âge. Les plus jeunes ont survalorisé le farniente sur la plage (+3) et, dans une moindre mesure les vacances entre amis (+2,8) ; ils sont par contre en retrait à l'égard des vacances en famille (+2) qui rencontrent un succès croissant avec l'âge. De manière générale, les relations entre l'évaluation de ces trois visuels et les caractéristiques des individus sont modestes. On trouve cependant un lien positif assez fort entre la note moyenne associée à ces trois visuels et le score d'attente de sécurité ainsi qu'avec le score d'attitudes générales à l'égard de la consommation.

Deux visuels ont été crédités d'une note positive de niveau intermédiaire, qui ont en commun de mettre en scène la nature : la randonnée solitaire (+1,4), le camping-car dans un paysage de désert américain (+1,8). La randonnée solitaire est sensiblement plus prisée des *décroissants* (+2,1). L'attrait exercé par le camping-car est décroissant avec le niveau de vie du ménage. Celui exercé par la randonnée solitaire est plus fort parmi les personnes proches de mouvements écologistes (+1,9) et moins fort parmi celle situées aux extrémités du spectre politique (entre +0,9 et +1). Les deux visuels ont recueilli un écho plus favorable auprès des personnes ayant déclaré une très forte pratique religieuse, un score de spiritualité élevé, ainsi qu'auprès de celles dont le système de valeurs est orienté vers le lien avec la nature. La randonnée solitaire est particulièrement prisée par les répondants exprimant une posture critique à l'égard de la consommation (+2,7).

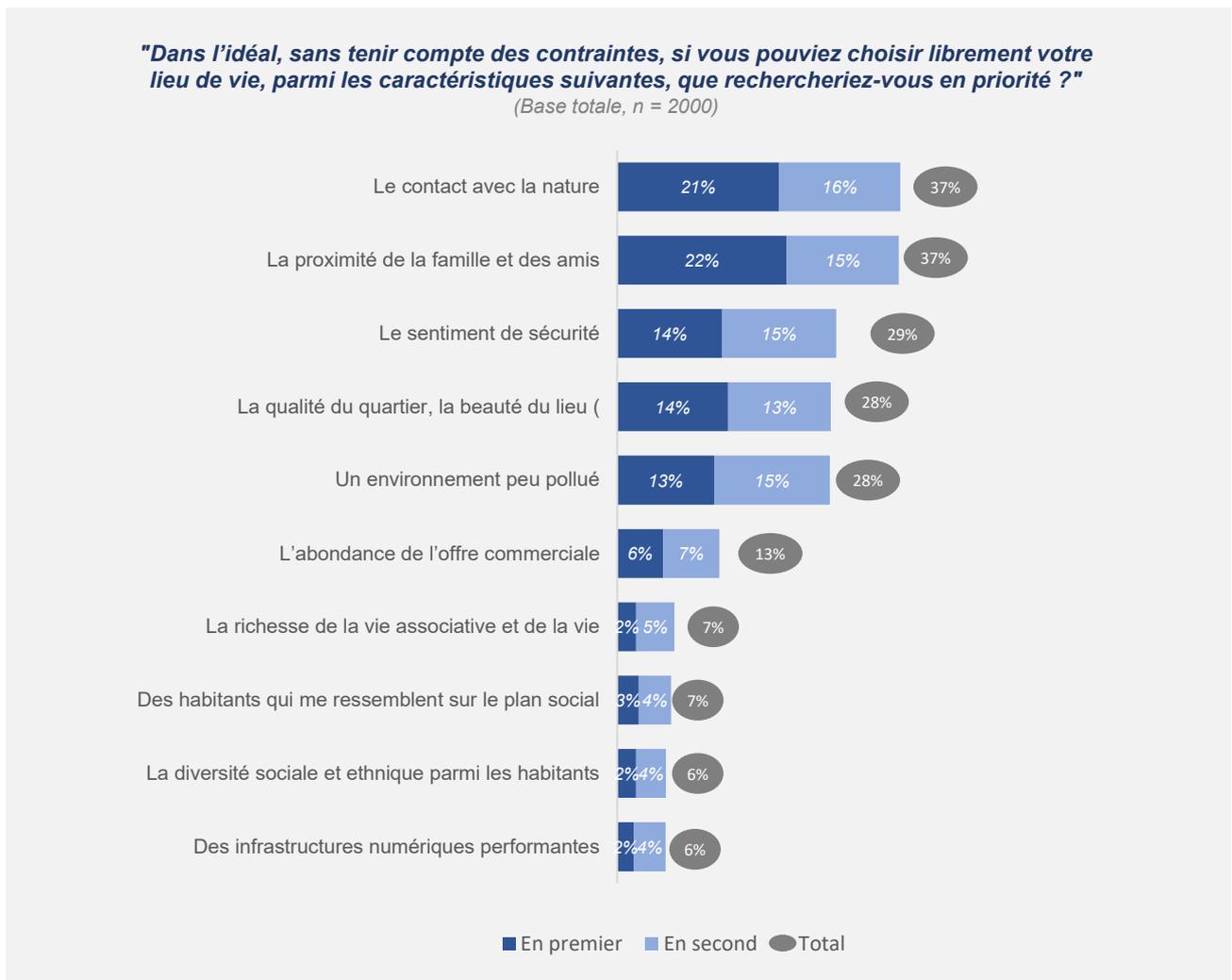
Trois visuels ont reçu une note moyenne négative : la randonnée à dos d'éléphant dans un pays qui semble lointain (-0,1), la méditation (-0,3), et surtout les vacances consacrées à des activités artistiques collective (on l'occurrence, une chorale) (-1,0). Ce sont les *décroissants* qui ont rejeté le plus nettement la randonnée à dos d'éléphant (-1,3), alors que *libéraux conservateurs* et *modernes* lui ont associé une moyenne (modestement) positive. Les *modernes* ont également donné une moyenne positive (mais très proche de 0) à la méditation. La randonnée à dos d'éléphant, mais aussi le stage artistique sont notés de plus en plus négativement à mesure

que l'on s'élève dans l'échelle des diplômes. L'attrait exercé par ces types de vacances est croissant avec l'intensité de la pratique religieuse et avec le score de spiritualité (en particulier le yoga), mais aussi avec le score d'attente de sécurité.

Le rapport au cadre de vie

L'appréhension des perspectives utopiques dans le domaine du cadre de vie a été effectuée au travers de la question suivante : « Dans l'idéal, sans tenir compte des contraintes, si vous pouviez choisir librement votre lieu de vie, parmi les caractéristiques suivantes, que recherchiez-vous en priorité ? ». Suivait une liste de dix critères dans laquelle les répondants étaient invités à en choisir deux et à les classer.

Une fois de plus, les réponses révèlent une dispersion des préférences. Deux critères sont classés en tête, quasiment à égalité : « le contact avec la nature », sélectionné par 37 % des répondants (dont 21 % en premier) et « la proximité des amis et de la famille » également par 37 % (dont 22 % en premier).



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Arrivent ensuite, là aussi avec des scores proches, « le sentiment de sécurité » (29 %, dont 14 % en premier) et « la qualité du quartier, la beauté du lieu (espaces verts, architecture, aménagement des rues) » (28 %, dont 14 % en premier), ainsi que « un environnement peu pollué » (28 % dont 13 %).

Les autres critères ne recueillent que peu de suffrages, notamment la diversité ou, au contraire, l'homogénéité ethnique et sociale de la population.

La même question avait été posée en 2015 dans le cadre de l'étude *Modes de vie et mobilité*, réalisée par l'ObSoCo pour le Forum Vies Mobiles. Les résultats ne sont pas directement comparables car la liste des critères en comportait cinq de plus. On retrouve cependant les mêmes critères en tête des suffrages. Le sentiment de sécurité arrivait cependant en première position, très près de la proximité de la famille et des amis, alors que le contact avec la nature se classait en troisième position et, loin derrière, « un environnement peu pollué », en neuvième position. La comparaison des deux vagues semble donc indiquer une montée en puissance de l'importance des dimensions environnementales dans la définition par les Français du cadre de vie idéal.

Notre typologie est associée à des clivages importants quant aux préférences relatives au cadre vie idéal. Sans surprise, les *décroissants* ont très fortement valorisé les critères environnementaux (58 % pour « le contact avec la nature » (dont 41 % en premier), 38 % pour « un environnement non pollué » (dont 18 % en premier). Ils ont également davantage valorisé que les autres groupes « la richesse de la vie associative et de la vie de quartier (12 %). En contrepartie, les *décroissants* s'affichent en retrait par rapport à la proximité de la famille et des amis et, surtout, au critère de la sécurité. Ce sont les *libéraux conservateurs* qui ont été les plus nombreux à retenir le sentiment de sécurité (39 %, dont 19 % en premier) et, corrélativement, qui ont été moins enclins à choisir le contact avec la nature (29 %). Il en va de même des *modernes*, qui est aussi le groupe qui a le plus souvent choisi « des infrastructures numériques performantes » (10 %). Les *identitaires-sécuritaires* ont fait des choix proches de la moyenne, mais ils ont été plus nombreux à choisir « des habitants qui me ressemblent sur le plan social » (10 %) et moins nombreux à retenir « la diversité sociale et ethnique parmi les habitants » (3 %).

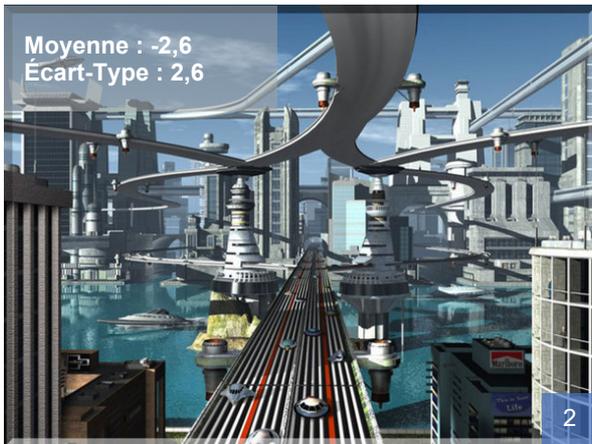
Les hommes se révèlent plus sensibles aux critères environnementaux, les femmes à la sécurité, à la proximité de la famille et des amis. Les 18-24 ans sont sensiblement moins nombreux à avoir choisi la proximité avec la nature (25 %, dont 11 % en premier), au profit de la sécurité (32 %), mais aussi de l'abondance de l'offre commerciale (25 %, dont 13 % en premier). Les préférences des autres tranches d'âge sont plus homogènes. Le poids donné au contact avec la nature et à la proximité des proches recule avec la taille de l'agglomération de résidence, au profit de la sécurité, de la qualité du quartier, mais aussi à la fois de la mixité et de l'homogénéité des habitants sur le plan ethnique et social. Les personnes qui se situent « très à gauche » et proches de mouvements écologistes ont, sensiblement plus que la moyenne, retenu les critères environnementaux, alors que celles qui se positionnent « à droite » ou « très à droite » ont davantage mis l'accent sur la sécurité. On relèvera la forte appétence relative des personnes « très à gauche » pour la diversité sociale et ethnique.

Invités à réagir au mot « ville » selon que son évocation entre ou non en résonance avec leur conception d'un monde idéal, les répondants se sont dans l'ensemble montrés tièdes, avec une polarisation des notes dans la plage intermédiaire (entre -2 et +2, sur une plage allant de -5 à +5). La moyenne est cependant positive, à +0,6, avec seulement 16 % de supporters (et 7 % de détracteurs). Ce sont les *libéraux conservateurs* et les *modernes* qui ont évalué ce mot le plus favorablement (+0,9 et +0,8), les *identitaires-sécuritaires* et les *décroissants* le moins favorablement (+0,2, 0). La capacité de « ville » à résonner avec l'idée que l'on se fait d'un monde idéal décline avec l'âge (+1,1 chez les 18-24 ans), mais remonte chez les 65-70 ans. Elle augmente avec la densité de la commune d'habitation. C'est « au centre » que l'on valorise le plus le mot « ville » (+1,1), et parmi les « très à gauche », « très à droite » et proches des mouvements écologiques qu'on le valorise le moins (+0,1 et +0,2). Les « gilets jaunes » actifs ont attribué une moyenne négative à ce mot (-0,4). La note moyenne donnée à « ville » est fortement corrélée au score de foi dans la science, au score d'attitudes générales à l'égard de la consommation et, inversement, au degré de pessimisme et au score de rapport au rythme de vie.

Une approche complémentaire de l'exploration des idéaux des Français en matière de cadre de vie a consisté à proposer aux répondants de noter neuf visuels représentant des villes ou des morceaux de ville, présentés

comme des « types de cadres de vie que l'on peut imaginer pour le futur ». Une note de -5 à +5 était demandée pour chaque visuel selon « dans quelle mesure vous aimeriez y vivre ». Les visuels, présentés ci-dessous comporte à la fois des villes du futur totalement imaginaires et des représentations d'espaces urbains existants.





Les choix sont plus tranchés que ceux révélés lors du même exercice relatif aux vacances et au commerce idéal, mais les écart-types des notes sont importants. Deux visuels émergent, au coude à coude, avec une moyenne à +1,9 et +1,8 : le premier qui représente une place de village à l'architecture traditionnelle, le second un ensemble de petits immeubles de part et d'autre une large allée végétalisée. Ces deux visuels partagent de constituer des cadres de vie existants. Ce sont aussi les seuls à mettre en scène des personnes. Le visuel 3 est le troisième et le dernier à bénéficier d'une moyenne positive. Il représente un habitat isolé, en pleine nature, en matériaux naturels et apparemment autonome sur le plan énergétique.

Les représentations des villes futuristes sont associées à des moyennes négatives. Le visuel 1, qui représente un aménagement vertical et vert d'une ville historique (manifestement Paris) est noté moins sévèrement que le visuel 2 qui exacerbe les codes de la modernité où la nature est absente. La plus mauvaise moyenne (-3) est attribuée au visuel 9 qui représente une sorte de lotissement de maisons individuelles avec jardins conçus sur une très grande échelle et sur un mode hyper-rationnel.

Ces résultats sont très convergents avec ceux observés dans le cadre de l'*Observatoire des usages émergents de la ville* conduit par l'ObSoCo en partenariat avec Chronos en 2017. Dans cette étude, six archétypes de « villes du futur » étaient proposés aux répondants. Les visuels (des images homogènes sur le plan des partis pris picturaux) étaient accompagnés d'un texte détaillant l'organisation du tissu urbain et les modes de vie

associés (habitat, mobilité, consommation...). C'est la « ville nature »⁶³ qui est arrivée largement en tête, la « ville connectée »⁶⁴ en dernier.

On ne peut s'empêcher de voir dans ces résultats le désir de modes de vie en contact avec la nature, en phase avec la montée des préoccupations environnementales, et l'appétence pour les petites échelles, mais également une nouvelle expression d'une forme de nostalgie et d'une difficulté à se projeter dans l'avenir.

Les groupes de notre typologie ne se différencient pas fortement quant à leur manière d'évaluer ces différents scénarios de cadres de vie. Les *décroissants* sont généralement plus... radicaux à la fois dans leurs approbations et leurs rejets. Ainsi ont-ils sanctionné d'un -3,9 la ville du futur représentée dans le visuel 2 et d'un -4,1 le visuel 9 représentant la méga zone pavillonnaire. A l'inverse, ils ont crédité d'une moyenne de +2,4 le visuel 3 de l'habitat isolé et de +2,2 le visuel 8. Une fois de plus, on relève une grande proximité entre les préférences exprimées par les *identitaires-sécuritaires* et les *décroissants*. Les *modernes* constituent le groupe qui s'écarte le plus (mais modérément) des préférences moyennes, notamment en appréciant moins défavorablement les visions futuristes. L'âge aussi affecte la manière dont sont accueillis les visuels présentant des cadres de vie futuristes, l'hostilité progressant avec l'âge (les moins de 45 ans ont donné une moyenne positive au visuel 1), de même que l'appétence pour le visuel 6 mettant en avant une place de village traditionnel. Dans l'ensemble, les préférences sont peu sensibles aux différentes variables caractérisant les individus.

⁶³ Extrait du texte de présentation : « La ville nature propose à ses habitants un cadre et un style de vie basés sur le développement durable. Elle se pense à long terme de façon à limiter son empreinte écologique et à résister aux impacts du changement climatique sur les conditions de vie de ses habitants. »

⁶⁴ Extrait du texte de présentation : « Dans cette ville centrée sur le progrès technologique, les citoyens bénéficient de services personnalisés et en temps réel, visant à améliorer leur confort et leur bien-être. En échange, ils acceptent d'être connectés en permanence et de partager leurs données avec les différents acteurs qui interviennent sur la ville ».

Les dystopies

L'essentiel de notre investigation a porté sur l'identification des aspirations des Français et, à travers elles, des idéaux qui les traversent. Pour terminer, nous allons nous intéresser à l'opposé de cette projection dans l'idéal : l'identification de ce que l'on ne veut absolument pas. A défaut de savoir exactement où l'on souhaite aller, on peut au moins préciser ce que l'on veut fuir. Pour ce faire, nous avons présenté aux individus ayant participé à l'enquête huit « scénarios catastrophes » associés à la réalisation de risques globaux. Chacun devait d'abord évaluer leur degré de vraisemblance respectif (au moyen d'une note de 0 à 10), puis désigner celui lui paraissant le plus terrifiant.

« Veuillez associer à chacun des scénarios catastrophe ci-dessous une estimation du caractère plus ou moins probable que vous lui voyez pour les 10 ou 20 ans à venir. »

(Base totale, n = 2000)

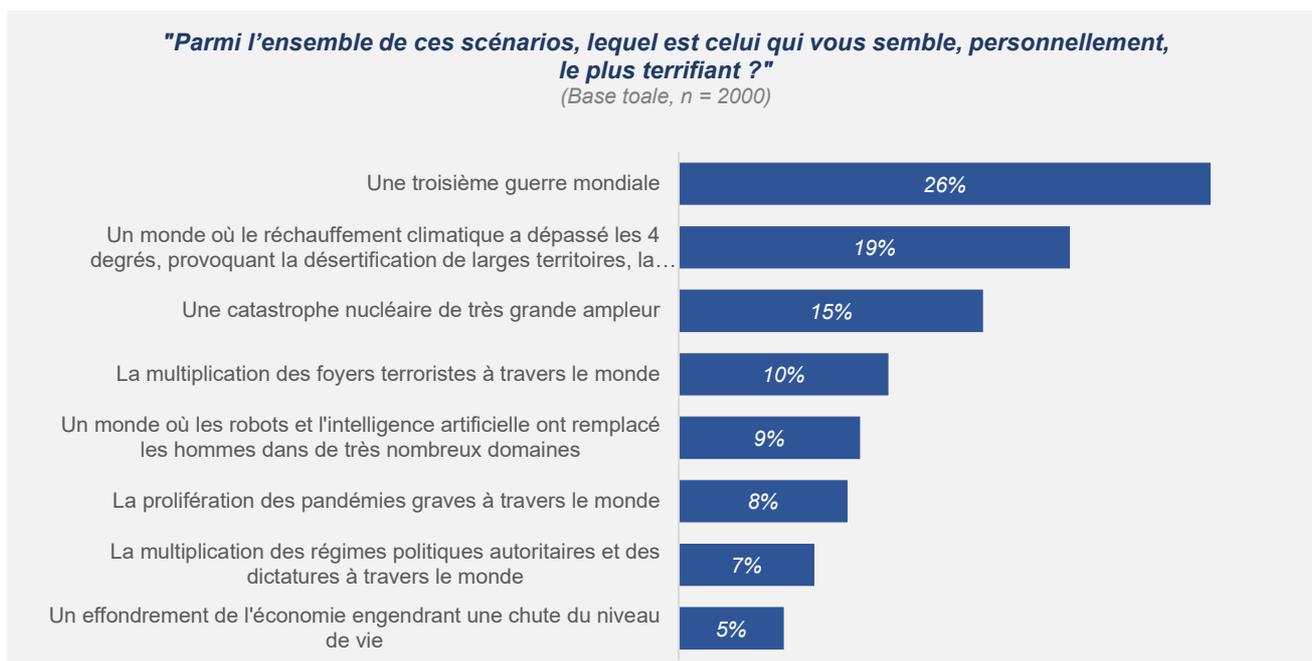
| | Moyenne (Échelle de 0 à 10) | Ecart type |
|--|--------------------------------|------------|
| Un monde où le réchauffement climatique a dépassé les 4 degrés | 6.5 | 2.5 |
| La multiplication des foyers terroristes à travers le monde | 6.4 | 2.7 |
| Un effondrement de l'économie engendrant une chute | 5.9 | 2.9 |
| Un monde où les robots et l'intelligence artificielle ont remplacé | 5.8 | 2.6 |
| La multiplication des régimes politiques autoritaires | 5.7 | 2.4 |
| La prolifération des pandémies graves | 5.2 | 2.7 |
| Une catastrophe nucléaire de très grande ampleur | 5.2 | 2.6 |
| Une troisième guerre mondiale | 4.8 | 2.6 |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

Les réponses relatives au caractère vraisemblable des dystopies envisagées confirment le pessimisme des Français. La moyenne des notes de vraisemblance données aux huit scénarios s'établit à 5,7 sur 10, avec un minimum à 4,8 pour « une troisième guerre mondiale ». Toutes les autres notes dépassent le seuil de 5 et les deux qui arrivent en tête dépassent le seuil de 6 : un réchauffement climatique au-dessus des 4 degrés et la multiplication des foyers terroristes dans le monde. On est bien sûr tenté de rapprocher ce podium des peurs de l'appétence des Français interrogés pour l'utopie écologique ainsi que du poids des aspirations à la sécurité.

Ce sont les *décroissants* et les *identitaires-sécuritaires* qui se montrent dans l'ensemble les plus inquiets, les premiers en raison d'une surpondération du risque climatique et de voir les régimes autoritaires se multiplier, les seconds de celui de la diffusion des foyers terroristes. Si la moyenne des notes de vraisemblance ne diffère pas sensiblement d'une tranche d'âge à l'autre, on retiendra que le risque technologique est surpondéré chez les 18-24 ans, qui surpondèrent également le risque climatique. Ils sont par contre en retrait (comme les 25-34 ans) dans leur évaluation de la vraisemblance de la prolifération des régimes autoritaires, à l'inverse des 65-70 ans, qui ont peut-être davantage retenu des leçons de l'histoire. Le crédit accordé au scénario d'une troisième guerre mondiale diminue avec l'âge, à l'inverse de celui associé à la perspective de la multiplication des foyers terroristes. Si le niveau global d'inquiétude varie peu en fonction des CSP et des classes de revenu, il progresse sensiblement avec l'intensité de la contrainte budgétaire, les individus soumis à une très forte contrainte budgétaire surpondérant notamment la perspective d'un effondrement de l'économie engendrant une chute du niveau de vie ; ils se montrent également plus prompts que la moyenne à craindre une troisième guerre mondiale, la prolifération des pandémies ainsi que la perspective de voir robots et intelligences artificielles remplacer les hommes. Sur le plan de la sensibilité politique, on ne s'étonnera sans doute pas de constater que c'est « très à droite » que le niveau d'inquiétude moyen est le plus élevé, et « au centre » et « à droite » qu'il est le plus faible.

La dystopie qui paraît la plus terrifiante au plus grand nombre est « une troisième guerre mondiale », mais elle n'est retenue comme telle que par 26 % des répondants. Arrivent ensuite le réchauffement climatique et ses effets catastrophiques, avec 19 %, la catastrophe nucléaire (15 %) et la multiplication des foyers terroristes à travers le monde (10 %). Comparativement, avec 5 % des suffrages, la perspective d'un effondrement de l'économie paraît être une perspective plus anodine...



Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

La hiérarchie des peurs ne diffère pas sensiblement entre les groupes de notre typologie, excepté les *décroissants* qui sont 33 % à désigner le réchauffement climatique comme la perspective la plus terrifiante et, de manière moins marquée, les *identitaires-sécuritaires* qui ont été 16 % à choisir la multiplication des foyers terroristes. Pas de différences majeures non plus entre hommes et femmes ni entre les tranches d'âge, en

dehors d'une peur un peu plus fréquente des effets du réchauffement climatique chez les 18-24 ans (27 %, mais 33 % chez les élèves et étudiants). Pas de forts écarts non plus entre les CSP, mais la peur des conséquences du réchauffement climatique touche de plus en plus d'individus à mesure que s'élève le niveau de diplôme (de 14 % en bas l'échelle à 27 % en haut). Les sensibilités politiques extrêmes affectent la hiérarchie des peurs. « Très à gauche », on surpondère les effets du réchauffement climatique (28 %, qui du coup se classe en premier), on minimise la catastrophe nucléaire et on retient « la multiplication des régimes politiques autoritaires et des dictatures à travers le monde » deux fois plus que dans l'ensemble de l'échantillon (13 % contre 7 %). A l'inverse, la crainte de multiplication des régimes autoritaires ne serait la pire des catastrophes que pour 1 % des personnes se disant « très à droite », qui se révèlent, comparativement, plus préoccupées par la multiplication des foyers terroristes. 33 % des répondants proches des mouvements écologistes ont choisi les effets du réchauffement climatique ; en contrepartie ils ne sont que 18 % à s'épouvanter en premier lieu de la perspective d'une troisième guerre mondiale. Plus on est confiant à l'égard des institutions, plus on tend à retenir le réchauffement climatique ; à l'inverse plus on se montre défiant à l'égard des institutions plus on craint un monde où les robots et l'intelligence artificielle auront remplacé les hommes. La propension à choisir le réchauffement climatique comme pire catastrophe augmente sensiblement avec l'intensité de la posture critique à l'égard de la consommation, à l'inverse de la peur d'une troisième guerre mondiale. Enfin, les plus optimistes pour l'avenir ont surpondéré la troisième guerre mondiale et la catastrophe nucléaire et se montrent relativement moins anxieux à l'égard de la multiplication des foyers terroristes et des effets du réchauffement climatique.

Annexes

« Veuillez donner une note de -5 à +5 à chacun de ces mots selon ce qu'ils évoquent chez vous lorsque vous pensez à un monde idéal »

(Base totale, n = 2000)

| | Moyenne | Ecart type | % « détracteurs » [-5 ; -3] | % « supporters » [+3 ; +5] |
|------------|---------|------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Nature | 2.7 | 2.2 | 3% | 58% |
| Savoir | 2.6 | 2.0 | 2% | 56% |
| Naturel | 2.5 | 2.1 | 2% | 52% |
| Ecologie | 2.1 | 2.4 | 4% | 47% |
| Partage | 2.1 | 2.2 | 4% | 45% |
| Sécurité | 1.9 | 2.4 | 6% | 44% |
| Progrès | 1.8 | 2.0 | 3% | 37% |
| Démocratie | 1.6 | 2.4 | 6% | 40% |
| Proximité | 1.6 | 2.0 | 3% | 33% |
| Tradition | 1.6 | 2.2 | 5% | 36% |
| Collectif | 1.6 | 2.0 | 3% | 34% |
| Loi | 1.3 | 2.4 | 7% | 33% |
| Numérique | 1.2 | 2.0 | 5% | 26% |
| Nation | 1.0 | 2.2 | 6% | 25% |
| Futur | 0.9 | 2.2 | 8% | 24% |
| Entreprise | 0.8 | 2.0 | 6% | 19% |
| Ville | 0.6 | 2.0 | 7% | 16% |
| Automobile | 0.6 | 2.0 | 7% | 17% |
| Economie | 0.6 | 2.2 | 9% | 20% |

| | | | | |
|---------------------------|------|-----|-----|-----|
| Frontières | 0.3 | 2.4 | 13% | 18% |
| Hypermarché | 0.2 | 2.1 | 10% | 13% |
| Concurrence | 0.1 | 2.1 | 12% | 11% |
| Intelligence artificielle | 0.0 | 2.3 | 15% | 13% |
| Voiture autonome | 0.0 | 2.4 | 16% | 14% |
| Vitesse | 0.0 | 2.0 | 12% | 10% |
| Individuel | -0.1 | 2.1 | 13% | 10% |
| Industriel | -0.2 | 2.2 | 14% | 11% |
| Mondialisation | -0.5 | 2.3 | 21% | 9% |

Source : © L'ObSoCo / ADEME, BPI France, Chaire ESCP Leclerc 2019

L'Observatoire des perspectives utopiques

| | |
|------------------------------------|---|
| Étude dirigée par | Philippe Moati |
| Avec la collaboration de | Frédéric Cabaud Boris Descarrega |
| Directeur de la publication | Nathalie Damery |
| Date de publication | octobre 2019 |
| Prix | Diffusion gratuite |

La reproduction à des fins professionnelles, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation des Éditions de l'ObSoCo. La reproduction de cette étude et/ou le transfert de fichier à des tiers sont interdits en respect du code de la propriété intellectuelle.

L'ObSoCo, Paris 2019

ISBN 978-2-36823-045-9 | dépôt légal 4^{ème} trimestre 2019